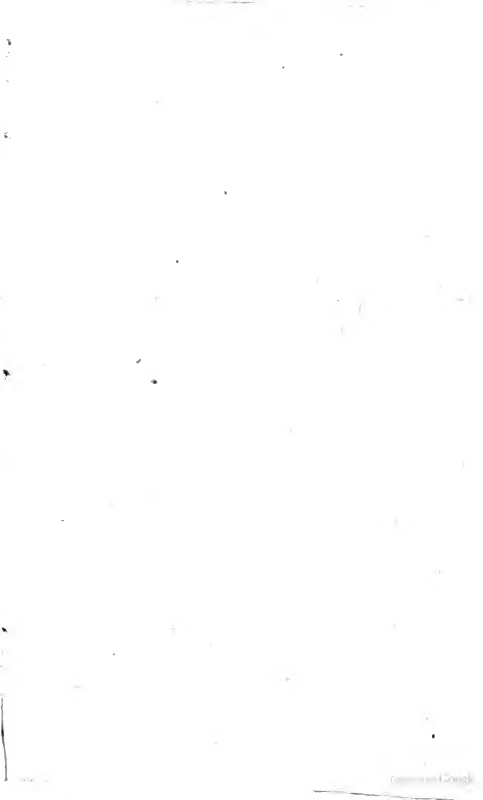




7. 4. 230

7. M. 4. 231





DE
L'EXPROPRIATION
POUR CAUSE
D'UTILITÉ PUBLIQUE.

DE L'IMPRIMERIE DE CRAPELET,
RUE DE VAUGIBARD, N° 9.

DE
L'EXPROPRIATION

POUR CAUSE
D'UTILITÉ PUBLIQUE,

OU
COMMENTAIRE

DE LA LOI DU 3 MAI 1841,
DES ORDONNANCES QUI EN RÈGENT L'EXÉCUTION, ET DU TARIF,

SUIVI

DES EXPOSÉS DES MOTIFS, DES RAPPORTS ET DE LA DISCUSSION
AUX DEUX CHAMBRES LÉGISLATIVES,

ET ACCOMPAGNÉ

DE L'EXAMEN RAISONNÉ ET DES MOTIFS DE LA LOI DU 24 MAI 1812,
RELATIVE AUX PORTIONS DE ROUTE ROYALE ABANDONNÉES,

PAR M. A. HERSON,

DOCTEUR EN DROIT, AVOCAT A LA COUR ROYALE DE PARIS.

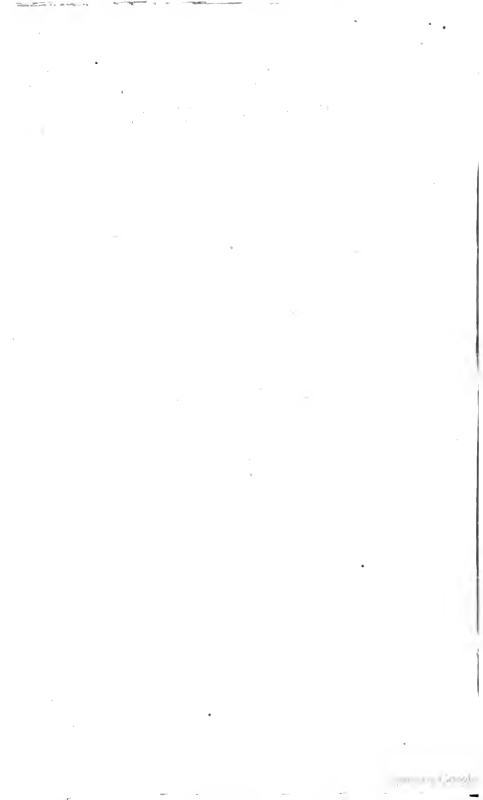


PARIS,

COMPTOIR DES IMPRIMEURS-UNIS,

QUAI MALAQUAIS, N° 15.

1843.



DIVISION DE LA MATIÈRE.

PRÉLIMINAIRE.

CHAP. I^{er}. Des lois qui ont successivement réglé l'expropriation pour utilité publique.

CHAP. II. Législation nouvelle. — Conditions fondamentales de l'expropriation.

CHAP. III. De l'acte translatif de propriété. — Déclaration d'utilité publique.

CHAP. IV. Mesures d'administration précédant l'expropriation.

CHAP. V. Cession amiable.

CHAP. VI. Jugement d'expropriation.

CHAP. VII. Pourvoi contre le jugement.

CHAP. VIII. Règlement de l'indemnité.

§. I^{er}. Règlement à l'amiable.

§. II. Règlement par le jury.

CHAP. IX. Composition des listes générales du jury d'expropriation.

CHAP. X. Formation des jurys spéciaux.

CHAP. XI. — §. I^{er}. Opérations du jury.

§. II. Délibération du jury.

CHAP. XII. Des différens chefs d'indemnité et de leur évaluation.

CHAP. XIII. Droit d'exiger l'acquisition, de la totalité d'un fonds morcelé.

DIVISION DE LA MATIÈRE.

- CHAP. XIV. Pourvoi contre la décision du jury.
CHAP. XV. Paiement des indemnités.
CHAP. XVI. Forme des actes auxquels donne lieu l'expropriation.
CHAP. XVII. Droit du propriétaire de réclamer les fonds acquis par l'État.
CHAP. XVIII. Des concessionnaires.
CHAP. XIX. Dispositions exceptionnelles.
CHAP. XX. Disposition finale.
CHAP. XXI. De la loi du 3 mai 1841, par rapport à certaines législations.
CHAP. XXII. — §. I^{er}. Expropriation en cas d'urgence.
§. II. Expropriation tacite.
CHAP. XXIII. Dépens et taxe.
CHAP. XXIV. Enregistrement et timbre.
CHAP. XXV. Dommages causés par suite de travaux d'utilité publique.
CHAP. XXVI. De la loi du 24 mai 1842, relative aux portions de route royale abandonnées.

AVERTISSEMENT.

Au nombre des lois qui se sont occupées du droit de propriété et des restrictions apportées à ce droit, on peut consulter, savoir : **CONSTIT.**, 3-14 sept. 1791, T. I; 24 juin 1793 (**DÉCLARATION DES DROITS**, art. 19). **CONSTIT.** du 5 fruct. an III, art. 358. **CHARTRE** de 1814, art. 10; *id.* 7 août 1830, art. 9. — **C. civ.** art. 545. — **LL.** 6-11 sept. 1790; 1-8 avr. 1793; 28 pluv. an VIII; 16 sept. 1807; 8 mars 1810; 30 mars 1831; 7 juill. 1833; 20 mars 1835; — **ORDONN.** 28 fév. 1831; 18 sept. 1833; 18 fév. 1834; 15 fév., 22 mars, 23 août 1835.

Nota. Le texte de la loi du 3 mai 1841 se trouve en tête de l'Appendice, p. 375.

ABRÉVIATIONS.

Anal.	Par analogie.
Arg.	Par argument.
Cass.	Arrêt de la cour de cassation.
Comb.	Combinés.
(DEL.)	} Recueil des arrêts du } DELOCHE. } Conseil d'État, par MM. } MACAREL.
(MAC.)	
DELALLEAU.	<i>Traité d'expropriation pour utilité publique</i> , par M. Delalleau, 2 ^e édition.
J. pr. civ.	<i>Journal de procédure civile</i> , par M. Bioche.
Mon.	<i>Moniteur</i> .
(S. o. o.)	(Sirey, O. O.)

ERRATA.

Page 43, ligne 17, au lieu de l'un des journaux des chefs-lieux d'arrondissements, *lisez* l'un des journaux publiés dans l'arrondissement.

Page 103, ligne 17, au lieu de (n. 65), *lisez* (n. 61).

Page 120, ligne 21, au lieu de DALLIER, *lisez* DALLOZ.

DE
L'EXPROPRIATION
POUR CAUSE
D'UTILITÉ PUBLIQUE.

PRÉLIMINAIRE.

1. UNE des principales vues des hommes, en se formant en société, a été de s'assurer la possession tranquille des avantages qu'ils avaient acquis ou qu'ils pouvaient acquérir. Ils ont voulu que personne ne pût les troubler dans la jouissance de leurs biens. C'est pour obtenir ce résultat que chacun a consenti à abdiquer au profit de l'intérêt général une portion et de sa liberté personnelle et de son droit de propriété. Telle est l'origine des lois civiles ou de police qui en ont, chez tous les peuples, réglé l'exercice. Aussi notre Code civil, après avoir, dans son article 544, posé le principe que « la propriété est le droit de jouir et de disposer des choses de la manière la plus absolue, » ajoute-t-il cette restriction : « pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois et les règlements. » C'est là une première limitation du droit de propriété. Toutefois, le législateur ne devait pas s'y arrêter ; car, si l'inviolabilité de ce droit est

la base et le lien de toute société, il ne fallait pas que le respect qui lui est dû pût tourner à son détriment. Dès lors il devenait nécessaire que l'État eût le pouvoir d'exiger, moyennant un juste dédommagement, le sacrifice du droit de propriété, lorsque l'intérêt général le demanderait. C'est pour répondre à ce besoin que l'article 545 du Code civil a déclaré que « nul ne peut être contraint « de céder sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique, et moyennant une juste et préalable indemnité. »

C'est par application de ce principe que l'intérêt commun l'emporte sur l'intérêt particulier, que l'État a le droit d'obliger le propriétaire d'un terrain renfermant des matières minérales, d'en abandonner l'exploitation à l'administration publique (L. 21 avril 1810); — de le déposséder de terres marécageuses pour les dessécher et les rendre à la culture (L. 16 septembre 1807). — Les réquisitions de denrées pour les besoins des troupes en temps de guerre, et qui ont lieu en vertu de mesures administratives, découlent encore du même principe.

Quelquefois ces atteintes au droit de propriété se bornent à en restreindre l'exercice; telles sont les servitudes imposées autour des villes et places de guerre, ou celles qui résultent de l'établissement des chemins de halage le long des rivières navigables.

Mais de toutes les applications de ce principe

protecteur de l'intérêt commun, la plus importante, sans contredit, est celle qui a pour objet le sacrifice d'un immeuble. On l'a nommée *Expropriation pour cause d'utilité publique*.

CHAPITRE I^{er}.

DES LOIS QUI ONT SUCCESSIVEMENT RÉGLÉ L'EXPROPRIATION
POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE.

2. Sous le régime de la législation actuelle, l'expropriation pour cause d'utilité publique est l'aliénation forcée en faveur de l'État ou d'une localité (L. 3 mai 1841, art. 12, §. 1) — du droit de propriété, ou seulement de la jouissance d'un immeuble, pour un objet d'utilité publique, mais moyennant une juste et préalable indemnité. Charte, art. 9; C. civ. 545; L. 3 mai, art. 29 et 53.

Dans l'ancien droit, elle s'exerçait sous la dénomination de *retrait*, au nom du souverain et en vertu de ce qu'on nommait son *domaine éminent*. Ce ne fut qu'à l'époque de la confection de nos Codes que le législateur s'occupa d'établir pour cette matière une suite complète de règles spéciales.

Toutefois, la matière d'expropriation pour utilité publique a eu plusieurs phases de législation. Sous la première, celle du 16 septembre 1807, le pouvoir administratif déclarait l'utilité publique, prononçait l'expropriation et fixait l'indemnité. L'État se trouvait ainsi juge et partie : c'était un grave inconvénient ; il fut corrigé par la loi du 8 mars 1810, qui changeant tout à coup la face

des choses, transporta au pouvoir judiciaire le droit de prononcer l'expropriation et d'en régler le prix. C'était une réaction en sens contraire; on jugea qu'elle avait dépassé le but. La propriété entourée de garanties aux dépens de l'État avait pour défenseurs des experts nommés par le tribunal, et placés sous l'influence des particuliers; leur avis, presque toujours adopté par les juges, ne pouvait être impartial; de là des plaintes nombreuses fondées sur l'exagération des estimations, et les lenteurs qui les accompagnaient. Le vœu d'une réforme amena la loi du 7 juillet 1833. Celle-ci laissant, comme sa devancière, à l'administration le soin de déterminer quelles sont les propriétés nécessaires aux travaux, conservait à la justice ordinaire le droit de prononcer l'expropriation; mais les experts se trouvaient remplacés par un jury spécial, composé de douze citoyens pris sur la liste des électeurs par le conseil général de chaque département, et présidé par un membre du tribunal. Sept années d'expérience démontrèrent encore l'imperfection de cette dernière législation; d'une part les délais, s'élevant à 182 jours; de l'autre l'obstacle insurmontable que le refus obstiné d'un seul propriétaire d'une parcelle de terrain pouvait apporter à des travaux, que la loi de 1833 ne permettait pas d'entreprendre avant le règlement de l'indemnité par le jury, firent rechercher dans la loi du 3 mai 1841 une marche plus prompte et plus facile. Cette dernière loi, en effet, abrège les dé-

lais, modifie des formalités de détail, et apporte en outre un changement important à la loi de 1833, en disposant que le tribunal pourra, en cas d'urgence, envoyer l'État en possession d'un terrain dont le propriétaire aura refusé de traiter à l'amiable, à la charge par l'administration d'en consigner préalablement la valeur, arbitrée par le président du tribunal.

La Chambre des Pairs, d'abord saisie du projet de loi, repoussa, sur les conclusions de M. Daru, rapporteur de la commission, le chapitre de l'envoi en possession préalable; mais le rapporteur de la Chambre des Députés, M. Dufaure, se prononça pour l'adoption de ce chapitre, qui figure aujourd'hui dans la loi, et constitue une innovation fort grave à ce qui s'était pratiqué jusqu'alors.

CHAPITRE II.

LÉGISLATION NOUVELLE. — CONDITIONS FONDAMENTALES
DE L'EXPROPRIATION. — ENQUÊTE ADMINISTRATIVE PRÉALABLE.

3. La loi nouvelle, comme les précédentes, a pour but de concilier l'intérêt général et l'intérêt particulier, et d'opérer, au profit de l'administration, la transmission légale et authentique de la propriété requise. Un acte aussi important doit être précédé, et environné de formes protectrices capables d'assurer au propriétaire tous les moyens de faire valoir ses droits, et c'est dans l'examen de ces formes que nous allons entrer.

4. Aujourd'hui, aucune expropriation pour cause d'utilité publique ne peut avoir lieu que sous les conditions suivantes :

1°. Que l'objet qui y est soumis soit un immeuble, L. 3 mai, art. 4.

2°. Que cet immeuble soit nécessaire à l'exécution des travaux publics ordonnés ou autorisés. *Ib.* art. 2 et 4.

3°. Que l'immeuble soit en tout ou en partie exproprié en vertu de la loi.

4°. Qu'une juste indemnité soit préalablement payée ou mise à la disposition de l'exproprié. *Ib.* art. 24 et 53.

Soit un immeuble.... Non-seulement cela résulte

de l'article 4 de la loi du 3 mai, mais encore de toute l'économie de ses dispositions, et notamment des formalités de levées de plans et de purge d'hypothèques. La loi d'expropriation du 3 mai n'est donc directement applicable qu'aux immeubles corporels, autrement dits immeubles par nature. C. civ. art. 518; Cass. 2. mars 1826; Ord. cons. d'Ét. 26 août 1835 (S., 26, 365; 35, 539).

5. Il suit de là qu'il n'y a jamais lieu à exproprier, indépendamment de l'immeuble avec lequel elles font corps, ou auquel elles s'appliquent :

1°. Les choses réputées immeubles par destination, telles que des tuyaux de conduite, un pressoir; leur nature s'y oppose; ils sont attachés au fonds à perpétuelle demeure, et n'en peuvent être séparés. C. civ. art. 524. V. n. 76.

2°. Les choses que le Code civil (art. 526) a désignées sous le nom d'immeubles par l'objet auquel elles s'appliquent, telles que l'usufruit des choses immobilières, les droits de servitude et les actions qui tendent à revendiquer un immeuble. L. 3 mai, art. 18. DELALLEAU, *Tr. de l'exprop. pour cause d'ut. pub.*, 2^e éd.; n. 17 et 18. Quant à l'établissement d'une servitude pour cause d'utilité publique, V. n. 15.

3°. Les choses mobilières. — Un droit de bail n'est pas non plus susceptible d'être exproprié; néanmoins il cesse, — sauf indemnité (V. n. 250), — par l'effet du jugement qui prononce l'expropriation. C'est là un de ces cas de force majeure,

par lesquels la chose louée se trouve détruite. C. civ. art. 1741, et L. 3 mai, art. 21.

6. *Que cet immeuble soit nécessaire....* Il suit implicitement de cette condition qu'aucune expropriation ne peut être requise si des travaux publics n'ont été ordonnés ou autorisés. Cette conséquence, selon nous, ne résultait pas, sous le régime de la loi du 8 mars 1810, des termes de l'article 3 de cette loi. En effet, parmi les formalités nécessaires à l'expropriation, cet article énonçait le décret impérial autorisant les travaux publics ou achats de terrains ou édifices *destinés à des objets d'utilité publique*. Il était donc permis alors de penser que l'on pouvait exproprier un terrain sans aucune vue d'y pratiquer des travaux. Aujourd'hui le contraire paraît suffisamment établi, tant par l'économie des dispositions de la loi de 1841, que par l'article 2 qui est fondamental de la matière; cela résulte encore et de l'exposé des motifs et de la discussion aux Chambres. On peut donc dire sous le régime de la loi du 3 mai 1841, que le projet de loger les bureaux d'une administration publique, ou celui de donner à une ville de garnison un champ de manœuvres militaires, ne saurait être seul une cause d'expropriation d'une maison ou d'un terrain. MM. Gillon et Stourm, auteurs du *Code des municipalités*, ont embrassé cette opinion; M. Delalleau n'en fait pas même une question. Enfin il faut se rappeler que la loi nouvelle a été sollicitée et donnée dans le but de favo-

riser le développement de l'agriculture et de l'industrie.

Toutefois, le conseil d'État fut consulté sur cette question de savoir si un édifice pouvait être exproprié pour devenir un établissement d'utilité publique. Non, répondit-on, car rien ne détermine cet immeuble; pourquoi l'expropriation le frappera-t-elle plutôt qu'un autre? Quels sont les travaux à effectuer? Où est le plan de leur direction? Cependant pour satisfaire aux besoins du service public, le conseil d'État s'arrêta à cette distinction, savoir: « S'il s'agit d'un premier établissement, l'expropriation est impraticable comme ne réunissant pas les conditions voulues; mais s'il s'agit d'acquérir un terrain où un édifice devenu nécessaire pour agrandir un premier établissement public déjà existant, elle devient alors permise, moyennant qu'il y devra être fait des travaux qui approprieront l'édifice à sa nouvelle destination. » C'est ce qui a eu lieu à Paris, rue Saint-Dominique, pour l'agrandissement des bâtimens qui renferment les différens bureaux du ministère de la guerre.

7. On a demandé si un ouvrage littéraire était susceptible d'expropriation pour cause d'utilité publique, et un savant auteur a pensé que l'État était en droit de s'emparer d'une découverte scientifique, d'un remède contre une épidémie, par exemple, pour lequel l'inventeur aurait obtenu un brevet, sauf à demander aux Chambres une

récompense nationale propre à le satisfaire. Selon nous, le vœu exprimé par M. Cotelie serait d'une très-difficile réalisation, et la loi qui le réaliserait aurait des résultats dangereux. Tout ce qui concerne la découverte de remèdes secrets a été prévu et réglé par la loi du 21 germinal an 11 (art. 36), et le décret du 18 août 1810 (art. 6, 7 et 8). La première défend le débit des remèdes secrets non autorisés par l'autorité supérieure, et l'article 8 de la seconde dispose qu'aucune autorisation ne sera donnée à leurs auteurs d'en faire la vente s'ils veulent tenir leur composition secrète; que si, conformément aux articles 2, 3 et 4 dudit décret, ils ont fait connaître à l'autorité administrative la recette de leur remède et les avantages qu'on en peut tirer, le ministre de l'intérieur leur fait offrir une somme d'argent pour la cession à l'État dudit secret (art. 5); mais ce décret du régime impérial, entièrement dicté dans l'intérêt de la société, s'arrête devant l'idée d'exproprier l'auteur de son secret. Le législateur a senti que l'auteur auquel la loi imposerait une telle contrainte morale aurait recours alors à la clandestinité pour la vente de son médicament, et il s'est borné à défendre à l'auteur qui refuse de faire connaître son remède, non-seulement un brevet, mais encore la faculté de le débiter. Voilà pour les découvertes médicales.

Mais, entrant dans la généralité de la question, nous ne croyons pas que les lois d'expropriation pour cause d'utilité publique qui se sont succédé

jusqu'à ce jour, soient applicables à des compositions littéraires ou à des ouvrages intellectuels, et c'est d'ailleurs ce que reconnaissent M. Delalleau, MM. Gillon et Stourm, dans leur *Code des municipalités*, M. Garnier et tous les auteurs. Le mot *expropriation*, dans le langage du droit, ne s'entend que de l'aliénation forcée des terrains ou des maisons. En effet, dans la loi de 1807 comme celle de 1810, dans la loi du 7 juillet 1833, et celle enfin du 3 mai 1841, il n'est question que de l'aliénation des terrains bâtis ou non bâtis. Toutes les formalités d'enquêtes, de plans et de commissions ne sont applicables qu'à cette nature de propriétés; aucun exemple d'ailleurs n'a eu lieu d'une expropriation pratiquée, au moyen de ces lois, à l'égard d'un objet mobilier. Et dans l'ancien droit, ce qu'on nommait le *domaine éminent* du souverain, dont le droit de *retrait* découlait, ne portait que sur les fonds de terre ou maisons. Il y a donc impossibilité d'admettre qu'un ouvrage intellectuel soit, dans l'état présent de notre législation, susceptible d'expropriation. Cependant M. Cotelle, sans prétendre toutefois que la loi de 1841 soit applicable aux meubles incorporels, croit reconnaître dans nos lois des exemples d'expropriation des œuvres intellectuelles, et particulièrement dans l'article 77 du décret du 25 août 1804, portant organisation du corps des ingénieurs des ponts et chaussées; cet article dispose que si, au décès d'un ingénieur mort au service, il se trouve dans ses

effets, soumis par la loi à un inventaire contradictoire avec l'État, des mémoires ou travaux jugés utiles au service des ponts et chaussées, ils seront retenus en en payant la valeur. Nous ferons observer que cet exemple n'est pas concluant, puisque la disposition est tirée d'un décret impérial ne s'adressant qu'à une classe d'employés de l'État, que le souverain a pu soumettre à des obligations et des services beaucoup plus étroits. Leur temps et leurs loisirs mêmes, toutes les fois qu'ils ont été employés à des travaux du ressort de leur profession, ont été considérés comme appartenant au pays auquel le souverain les avait dévoués d'une manière spéciale. Et d'ailleurs, il s'agissait dans ce décret d'une sorte de règlement militaire, étranger par conséquent au droit civil, et qui n'a rien enlevé à la force du droit commun. On doit donc conclure avec la Cour de cassation, dans son arrêt du 2 mars 1826 (S., 26, 364), qu'aucune disposition légale n'autorise l'expropriation des droits d'un auteur pour cause d'utilité publique. *Mon.* 7 juin 1885, p. 1443.

Nous ne nions pas toutefois que l'article 545 du Code civil ne puisse servir de base à une loi qui autorise cette expropriation, cet article ne distinguant pas entre la propriété des choses corporelles et celle des choses incorporelles; mais nous la regarderions comme opposée à l'état actuel des mœurs du pays et contraire surtout à la liberté

et à la considération dont sont entourées les œuvres du génie chez tous les peuples policés.

Nous ferons encore observer qu'en tirant argument de l'article 545 du Code civil, c'est mal à propos qu'on s'appuie en même temps sur l'article 9 de la Charte. Cet article ne concerne que la propriété des immeubles corporels, c'est-à-dire les propriétés foncières. La preuve s'en tire de l'article qui le précède, et auquel il ne fait qu'apporter une restriction. Cet article, donné par le roi Louis XVIII dans la vue de rassurer les acquéreurs des biens nationaux, garantit « l'inviolabilité, sans aucune exception, des propriétés qu'on appelle nationales, « la loi ne mettant aucune différence entre elles. » Charte, art. 8. Il ne pouvait donc être question dans l'article qui suit, comme dans l'article 8 lui-même, que des propriétés foncières dont les lois révolutionnaires avaient prononcé la confiscation. Dès lors, il est vrai de dire que la Charte n'autorise point d'une manière générale l'expropriation pour utilité publique, et qu'elle n'a parlé que des immeubles.

8. Un chemin de fer, un canal constituent-ils une propriété immobilière à laquelle soit applicable l'expropriation pour cause d'utilité publique?

M. Cotelle, dans son *Cours de droit administratif*, pense qu'en raison de leur objet industriel et de la nature mobilière des sommes d'argent ou

des actions qu'ils représentent, un canal ou un chemin de fer doivent être considérés comme des propriétés incorporelles, qui par conséquent échappent à la loi actuelle sur l'expropriation. D'ailleurs, ajoute le même auteur, seraient-ils réellement des immeubles corporels, les chemins de fer ne permettraient pas l'application des formalités de la loi du 3 mai; cette loi, en effet, soumet l'immeuble exproprié au jury de l'arrondissement où il est situé. Or, l'indivisibilité d'un chemin de fer veut qu'il soit estimé dans son ensemble et non par portions, au moyen de jurys différens, évaluant d'après des bases diverses. En outre les travaux particuliers aux chemins de fer, ses viaducs, ses rails exigent, de la part des hommes appelés à les apprécier, des connaissances qui ne se rencontrent pas chez les propriétaires, les cultivateurs ou les négocians qui composent les jurys d'expropriation. Il y aurait donc lieu, d'après cela, à demander au législateur des formalités nouvelles et spéciales dans la composition du jury, pour les canaux et surtout les chemins de fer.

Pour nous, nous croyons qu'avant de s'occuper de la question des formalités, on doit d'abord rechercher si un canal ou un chemin de fer est susceptible d'expropriation pour cause d'utilité publique. Une des conditions essentielles de toute expropriation de ce genre, est que le terrain à exproprier soit nécessaire à l'exécution de travaux autorisés par la loi, c'est-à-dire qu'on ne peut pas

exproprier le chemin de fer pour lui-même, pour l'exploiter, mais qu'il faut que son emplacement soit consacré à recevoir des constructions ; c'est là le prescrit de la loi du 3 mai, et son esprit. La négligence dans l'entretien ou l'abandon du service seraient des circonstances impuissantes à en autoriser l'aliénation forcée au profit de l'État, si la prévoyance des réglemens administratifs n'y avait pourvu. Et d'ailleurs, de quelle nature et de quelle importance seraient donc les travaux à exécuter pour que le pouvoir législatif ou le souverain les autorisât, quand la destruction d'un chemin de fer ou d'un canal en devra résulter ? Évidemment jamais ceux-ci ne seront sacrifiés dans aucun cas, même lorsque la défense du pays serait l'objet des travaux à effectuer, puisqu'ils se concilient facilement avec ces moyens de communication ; ceci soit dit sans préjudice de ce que des travaux militaires d'urgence pourraient réclamer passagèrement, mais non plus en vertu de la loi du 3 mai. Nous croyons donc que la question d'expropriation pour cause d'utilité publique ne saurait porter sur un chemin de fer et même sur un canal.

9. Cependant nous ajouterons, comme restriction à ce que nous venons de dire, que si l'État voulait prolonger un canal ou un chemin de fer concédé, la question se présenterait sous une autre face. Par exemple, que l'administration publique se détermine à établir un chemin de fer de Paris à Chartres, passant par Versailles, il est certain que

le plan ou le tracé comprendra le commencement de ligne existant aujourd'hui, et que par conséquent ce chemin deviendra susceptible d'être exproprié. V. n. 6. Toutefois, si dans l'acte de concession l'événement d'un prolongement n'a pas été prévu, ainsi que nous le supposons, l'indemnité serait fort difficile à régler; car elle ne porterait pas seulement sur la valeur réelle du chemin, mais devrait comprendre les dépenses faites, ainsi que les bénéfices qu'il est permis d'espérer pendant le cours de la durée de sa concession. On discute en ce moment aux Chambres un projet de loi qui, s'il est adopté, tranchera, pour l'avenir, la question en faveur de l'État. Il a deux objets : le premier est expliqué par l'article 1^{er}, ainsi conçu : « Le re-
« trait pour cause d'utilité publique, et sauf une
« juste et préalable indemnité, des concessions per-
« pétuelles ou temporaires des voies de communi-
« cation, ne peut être prononcé que par une loi.
« — Cette loi sera précédée d'une enquête dont les
« formes seront déterminées par un règlement
« d'administration publique. » Le second est indi-
qué dans l'article 5 : « Le Gouvernement pourra,
« pour cause d'utilité publique, et sauf une juste
« indemnité, modifier et abaisser les tarifs de
« péages sur les voies de communication concé-
« dées. »

L'expropriation, comme on le voit, sort ici du cercle dans lequel elle était restreinte. Elle ne porte plus sur des immeubles par nature, mais sur des

droits d'exploitation. Ce ne sont plus des travaux d'utilité publique qui la font requérir, c'est par la volonté seule de l'administration qu'elle a lieu ; on assimile, dans l'article 5, l'avantage d'un abaissement dans les prix de transport à l'*utilité publique*. Le législateur de 1842 laisse loin de lui les limites que l'utilité publique traçait aux projets de l'administration. Il conserve bien le mot, mais il en abandonne le sens ; pour lui l'utilité n'est plus, comme pour le législateur du Code civil, synonyme de *nécessité*, mais un équivalent d'*avantage*. Car il est certain que l'abaissement du prix de transport des marchandises ne réalise pour les commerçans qu'une simple économie ou avantage, qui ne peut, selon nous, être assimilé à l'utilité publique. Une fois entré dans cette nouvelle voie, où le législateur n'ira-t-il pas ? qui l'empêchera de donner à l'État le droit de s'emparer d'un établissement de messageries, parce qu'il se proposerait, pour l'utilité de tous, d'abaisser le prix des places ? Ce n'est pas ainsi que les législateurs de 1807, de 1810 et de 1833 avaient entendu les justes causes d'utilité publique.

Au surplus, une pareille mesure, non-seulement sort des principes, mais paraît encore peu conforme à la justice. N'est-ce pas en effet le lieu de dire ici avec M. Cordier, député, qu'elle porte atteinte à la foi des contrats qui doit lier les parties. L'État n'a contre les compagnies, que le droit du plus fort. Que si l'on répond qu'elles

seront désormais prévenues, il restera alors pour dernière conséquence un légitime défaut de confiance dans les traités offerts par l'administration; les concessionnaires deviendront plus rares, et les conditions plus onéreuses pour le trésor public.

10. Une première violation de principe en amène une autre, mais ne la justifie pas. Ainsi, en 1810, l'État a exproprié l'établissement des bains du Mont-d'Or (Ord. *Lizet*, 29 août 1821), en se fondant sur ce qu'il importait à l'utilité publique que tout établissement de santé fût à la disposition de l'administration; les particuliers qui le dirigent pouvant manquer des moyens nécessaires pour l'entretenir.

Nous croyons qu'une telle ordonnance portait le caractère de l'arbitraire. Il n'apparaît point certainement que l'utilité publique, entendue dans le sens de nécessité, exige l'expropriation d'une maison d'eaux minérales. On l'a senti, car, depuis, on a proposé aux Chambres, en 1837, un projet de loi dont l'article 1^{er} porte : « Les sources d'eaux « minérales, dont l'exploitation aurait été régulièrement autorisée, pourront être déclarées d'utilité publique, etc. » C'était reconnaître l'insuffisance de la loi du 7 juillet 1833 pour arriver à une pareille aliénation.

11. *Que l'immeuble soit en tout ou en partie....* (V. n. 4). Ainsi l'extraction ou l'enlèvement de matériaux n'emporterait pas aliénation; la pro-

priété du sol restant intacte, le propriétaire aurait seulement droit à une indemnité pour le dommage qu'il aurait souffert. V. chap. xxv, *Dommages causés par suite de travaux d'utilité publique*.

12. Les immeubles susceptibles d'expropriation, d'après la loi du 3 mai, sont 1°. ceux des particuliers, même affectés à des majorats (Décr. 1^{er} mars 1808, art. 54, 56, 74); — ou grevés de substitution. DELALLEAU, n. 25. — 2°. Les biens appartenant à des communes ou à des établissemens publics (L. 3 mai, art. 26); — à l'État lui-même. Av. cons. d'État, 9 fév. 1808; Ord. 23 août 1835, art. 7.

Lorsque l'immeuble appartient à l'État, une loi est nécessaire pour en ordonner l'aliénation (L. 22 nov. et 1^{er} déc. 1790, art. 8); sauf certaines portions du domaine public, telles que les lais et relais de la mer. L. 16 sept. 1807, art. 41. — Au reste, la loi peut n'être rendue que postérieurement à celle qui autorise les travaux. *Mon.* 2 fév. 1833, p. 264. DELALLEAU, n. 116.

Toutefois, il paraît que l'usage tend à s'établir de ne pas avoir toujours recours à une loi pour l'aliénation, lorsqu'il en est intervenu une pour autoriser les travaux. On sent en effet que la première rendue comprend ou entraîne en quelque sorte la seconde; d'ailleurs, l'absence des Chambres pourrait retarder le cours des travaux, souvent pour une parcelle de terrain.

Ce que nous venons de dire des immeubles de

l'État s'applique seulement au cas où ils seraient exigés pour des travaux spéciaux à des départemens ou à des communes; car s'ils sont employés à des travaux de l'État, il n'y a pas lieu à expropriation, l'État ne pouvant s'exproprier lui-même. Il y aura seulement un changement *d'affectation*. Telle sera la remise d'une portion de bois de l'État au ministre de l'intérieur pour servir à la confection d'une route. Dans ce cas, il n'y a aucune formalité de la loi du 3 mai 1841 à remplir. La loi ou l'ordonnance royale déclarative d'utilité publique suffit, et met l'administration des domaines en demeure de livrer le fonds dont on a besoin. Aucune indemnité n'est due; l'État ne saurait avoir de droit contre lui-même. Mais il aurait droit à en recevoir une, si le terrain était employé à un service départemental ou communal.

13. Quant aux travaux qui peuvent donner lieu à l'expropriation, ce sont ceux destinés à l'utilité de l'État ou des administrations départementales et communales; par exemple, les routes, chemins, canaux, rues, églises, halles, etc.

14. La loi du 3 mai est générale et de droit commun à toute expropriation pour cause d'utilité publique. Cass. 21 août 1838 (S., 38, 784). Par conséquent, les lois du 16 septembre 1807 et du 21 mai 1836, particulières, la première aux travaux de dessèchement des marais, la seconde aux chemins vicinaux, ne troublent pas l'application de la loi du 3 mai à tous les cas d'expropriation, sauf

ceux pour lesquels la loi du 21 mai 1836 y a nommément dérogé.

Ainsi, dans les cas d'ouverture ou de redressement de chemins vicinaux, l'article 16 de la loi du 21 mai 1836 se réfère aux formes prescrites par celle du 7 juillet 1833 (aujourd'hui du 3 mai 1841), lorsqu'il y a lieu de recourir à l'expropriation. Cass. 7 juin 1838 (S., 38, 707); *Commentaire* de M. GARNIER, sur l'art. 15, loi du 21 mai 1836; CORMENIN, *Quest. de droit administ.*, t. 1, p. 507. Mais la loi du 3 mai cesse d'être applicable au simple cas de reconnaissance et de fixation de la largeur d'un chemin déjà existant régi par la loi du 21 mai 1836; Cass. *ib.*

15. La loi du 3 mai 1841 est-elle applicable à l'établissement des servitudes d'utilité publique?

Celles établies par les lois générales, comme le Code civil, n'ont jamais été assimilées par l'administration à des expropriations (Arr. cons. d'État des 4 juill. 1827; MAC., p. 373, et 25 août 1835; DEL., p. 529), et ne donnent lieu à aucune indemnité. — Celles qui résultent d'une mesure particulière n'ont point été prévues par nos lois, et ont été quelquefois considérées comme une expropriation partielle. Arr. cons. d'État 6 mars 1828 (MAC., p. 233). — Cependant nous croyons que la loi du 3 mai n'est pas applicable à leur établissement; il n'y a pas là en effet travaux d'utilité publique, comme le veut l'article 2, §. 1^{er} de cette loi, mais seulement usage; le propriétaire ne peut donc être

exproprié du terrain sur lequel une loi ou une ordonnance établit une servitude. Il y a lieu, pour lui, de s'adresser aux Chambres pour obtenir une seconde loi qui fixe l'indemnité à lui accorder, et désigne l'autorité chargée de statuer sur ses réclamations, comme a fait le décret du 22 janvier 1811. La loi rendue, la partie se pourvoira d'abord devant le ministre pour faire reconnaître son droit à l'indemnité, et, en cas de désaccord, à l'autorité indiquée par la loi intervenue. DELALLEAU, n. 40.

16. De ce qui précède il suit que l'État ne peut exproprier pour cause d'utilité publique un terrain bordant une rivière ou un canal pour en faire un chemin de halage. La loi des servitudes (C. civ. 649) suffit pour le but que se propose l'État. GARNIER, *Traité des chemins*, p. 59. A moins que des circonstances n'exigent des travaux, comme des murs de soutènement ou un pavage sur ce terrain ; il devient dès lors nécessaire de l'acquérir, *Cahier des charges* annexé aux lois des 22 août 1822, 8 juin 1825; DELALLEAU, n. 59.

CHAPITRE III.

DE L'ACTE TRANSLATIF DE PROPRIÉTÉ. — DÉCLARATION D'UTILITÉ
PUBLIQUE.

17. Aujourd'hui, comme sous les lois du 8 mars 1810 et du 7 juillet 1833, « l'expropriation pour cause d'utilité publique s'opère par autorité de justice. » L. 3 mai, art. 1^{er}.

Toutefois, un arrêt du conseil du roi, accompagné de lettres patentes dûment vérifiées et enregistrées au parlement de la localité, avait tous les effets qu'a aujourd'hui un jugement en dernier ressort d'expropriation pour cause d'utilité publique, et les conserve encore sous le régime nouveau. Par conséquent des terres ainsi concédées en 1779, à une compagnie industrielle, ne peuvent être aujourd'hui que l'objet d'une demande en liquidation de l'indemnité dont la commune dépossédée serait restée créancière. Les lois des 28 août 1792 et 10 juin 1793 n'ont eu pour objet que de relever les communes des actes de dépossession empreinte de la puissance féodale. Le caractère d'utilité publique repousse d'ailleurs toute idée d'abus. Cass. 18 juin 1839 (S., 39, 871).

18. « Les tribunaux ne peuvent prononcer l'expropriation qu'autant que l'utilité en a été constatée et déclarée dans les formes prescrites par la loi » (celle du 3 mai 1841, art. 2).

19. *L'utilité....* Avant la promulgation de l'article 545 du Code civil qui énonce le principe de l'expropriation, les lois constitutionnelles de 1791, de 1793 et de l'an III exigeaient que les travaux à entreprendre fussent *nécessaires*; *l'utilité* n'aurait pas été une cause suffisante aux yeux du législateur. Toutefois on appliquait la loi, dans un sens plus étendu, à tous les travaux qui présentaient un caractère d'utilité publique, qui fut alors considérée comme équivalente à un cas de *nécessité publique*. Les termes de la loi de 1810 et de celles qui l'ont suivie ont été adaptés aux conditions de leur application.

Le pouvoir législatif, en déclarant des travaux d'utilité publique, agit souverainement; à l'abri de tout contrôle, il lui est loisible de considérer comme travaux d'utilité publique ce qui n'est au fond que choses de commodité plus grande ou d'agrément. C'est en cela que la loi peut devenir dangereuse. Aussi le législateur doit se tenir en garde contre la séduction des projets et des entreprises. Ne serait-ce pas en effet tromper la confiance du pays, que de déclarer d'utilité publique l'établissement d'un jeu de paume ou d'une salle de spectacle?

20. Au reste, l'utilité publique doit être directe, c'est-à-dire profiter immédiatement à l'État (ou à ses concessionnaires mis en ses droits), ou bien à un département ou à une commune. Celle d'un établissement agricole ou industriel, quelle que soit

l'importance de ses résultats pour le pays, ne saurait motiver une mesure d'expropriation. Toutefois, les établissemens d'eaux minérales, quoique appartenant à des particuliers, sont assimilés à des hospices, et soumis à une surveillance administrative dans l'intérêt de la conservation des eaux. Aussi, par suite de cette assimilation, ont été souvent déclarés d'utilité publique des travaux ayant pour objet de préserver les eaux minérales du mélange de celles de la pluie, ou de tous autres accidens.

21 *Les formes prescrites....* « Ces formes consistent : 1°. dans la loi ou l'ordonnance royale « qui autorise l'exécution des travaux pour lesquels « l'expropriation est requise ; 2°. dans l'acte du « préfet, qui désigne les localités ou territoires sur « lesquels les travaux doivent avoir lieu, lorsque « cette désignation ne résulte pas de la loi ou de « l'ordonnance royale ; 3°. dans l'arrêté ultérieur, « par lequel le préfet détermine les propriétés particulières auxquelles l'expropriation est applicable. Cette application ne peut être faite à aucune propriété particulière qu'après que les « parties intéressées ont été mises en état d'y fournir leurs contredits » (art. 2), — suivant les formes indiquées par la loi (chap. iv).

L'acte du préfet.... Cette formalité du paragraphe 2 est substantielle, et conséquemment exigée sous peine de nullité du jugement d'expropriation qui suivrait. L'arrêté ultérieur du préfet

ne suffit pas. Cass. 6 janv. 1836 (S., 36, 5). C'est sur la désignation contenue dans l'acte du préfet que le plan des travaux est dressé, et c'est d'après ce plan que les parties intéressées font leurs observations. Cet acte du préfet est donc essentiel.

L'arrêté ultérieur.... Le préfet rendra donc deux arrêtés; l'un pour désigner les *territoires* sur lesquels passeront les travaux, l'autre pour déterminer les *propriétés* dont la cession est nécessaire.

22. « Tous grands travaux publics, routes
« royales, canaux, chemins de fer, canalisation de
« rivières, bassins et docks, entrepris par l'État,
« les départemens, les communes, ou par compa-
« gnies particulières, avec ou sans péage, avec ou
« sans subsides du trésor, avec ou sans aliénation du
« domaine public, ne pourront être exécutés qu'en
« vertu d'une loi qui ne sera rendue qu'après une
« enquête administrative. Une ordonnance royale
« suffira pour autoriser l'exécution des routes dé-
« partementales, celle des canaux et chemins de
« fer d'embranchement de moins de 20 000 mètres
« de longueur, des ponts et de tous autres travaux
« de moindre importance. Cette ordonnance devra
« également être précédée d'une enquête. Ces en-
« quêtes auront lieu dans les formes déterminées par
« un règlement d'administration publique. » Art. 3.

Du domaine public.... Par ces mots il faut entendre cette partie des biens de l'État non affectée à un usage ou service public; ceux-là seuls sont aliénables. L. 22 nov.-1^{er} déc. 1790. Car

pour ceux proprement nommés biens du *domaine public*, on sait que, essentiellement affectés à l'usage de tous, ils ne sont pas susceptibles d'une propriété privée, et par conséquent d'une expropriation. Nous avons déjà dit, n. 12, §. 3, que leur emploi à des travaux publics n'était qu'une affaire de simple administration, et qu'une ordonnance pouvait l'autoriser.

23. De l'article 3, §. 2, il résulte :

1°. Que pour les routes départementales, quelle que soit leur longueur, une ordonnance royale suffit. *Mon.* 2 fév. 1833, p. 264, et 5 mai 1840, p. 913; DELALLEAU, n. 118. — *A fortiori* s'il ne s'agit que de les redresser. *Cass.* 11 juill. 1838 (*S.*, 38, 787). V. n. 24.

2°. Qu'il en est de même des travaux communaux. DELALLEAU, n. 123.

3°. Que les canaux et chemins de fer, lorsqu'ils sont d'embranchement de moins de 20 000 mètres, peuvent être autorisés par une simple ordonnance; mais qu'il faut une loi s'ils ne sont point d'embranchement, bien qu'ils soient de moins de 20 000 mètres.

Dans la loi de 1833, la rédaction du paragraphe 2 ne renfermait pas le mot *départementales*, bien qu'il fût dans la pensée du législateur (*Mon.* 5 mai 1840, p. 913); — une route royale, quelle que soit sa longueur, n'étant jamais consacrée que par une loi (art. 10, L. 21 avr. 1832); mais la loi nouvelle a encore pris soin de s'en expliquer.

Quant aux grandes communications à ouvrir dans l'intérieur des villes, c'est leur classement au nombre des routes royales ou départementales qui fait connaître si leur établissement nécessite une loi ou une ordonnance.

Quid s'il s'agit de chemins vicinaux à ouvrir ou à élargir? V. n. 390.

La canalisation d'une rivière, sur une étendue de moins de 20 000 mètres, paraît comprise dans les *travaux de moindre importance* dont parle l'article 3, §. 2.

24. La nécessité de la loi ou de l'ordonnance déclarative de l'utilité des travaux s'applique même à ceux qui seraient nécessités par d'autres travaux précédemment déclarés d'utilité publique, pourvu qu'ils n'aient été prévus ni explicitement ni implicitement par la loi ou l'ordonnance relative aux travaux précédens et terminés. *Mon.* 5 mai, p. 1248; DELALLEAU, n. 113 et 114. Si donc une communication a été interrompue par l'établissement d'un canal, on ne pourra procéder à l'expropriation des terrains nécessaires pour rétablir le chemin, s'il n'intervient une loi ou ordonnance déclarative d'utilité publique, et l'acte du préfet qui désigne le territoire où il devra passer. Par suite, serait entaché de nullité le jugement qui prononcerait l'expropriation en l'absence de ces formalités. L. 3 mai, art. 2 et 14. Cass. 13 janv. 1840 (S., 40, 157); anal. cass., 8 avr. 1835, 21 nov. 1836, 11 juil. 1838 (S., 95, 300; 36, 320; 38, 787).

Mais cette loi ou cette ordonnance n'est plus exigée pour chacune des expropriations nécessaires à la complète exécution du travail primitif. *Mon.* 5 mai, p. 1248.

Nous devons dire en passant que la question de savoir si le second travail est ou n'est pas indépendant du premier n'est pas de la compétence du tribunal civil, mais de l'administration.

25. L'ordonnance déclarative d'utilité publique a le caractère de règlement d'administration publique. Sa réforme ou sa modification ne peut donc être demandée par aucune voie, contentieuse ou autre; le principe de la séparation des pouvoirs s'y oppose. Arr. cons. d'Ét., 1^{er} déc. 1819 (S., 5, 266); 22 nov. 1826; 30 juin 1828; — 30 nov. 1830 (MAC., p. 515). Ainsi, on n'est point admis à s'inscrire en faux devant l'autorité judiciaire contre l'ordonnance qui, en déclarant certains travaux d'utilité publique, vise dans son préambule l'enquête administrative qui doit le précéder (art. 3, §. 3) et qu'on prétendrait n'avoir pas été faite; les tribunaux commettraient un excès de pouvoir en examinant le mérite d'une ordonnance royale. Cass. 22 août 1838 (S., 38, 1002). — Si les termes de l'ordonnance présentaient de l'incertitude, ce serait à l'autorité administrative seule qu'il appartiendrait d'en interpréter le sens, d'après la maxime *ejus est interpretari cujus est condere*. Arr. cons. d'Ét. des 11 avr. 1827 et 30 nov. 1830 (MAC., p. 222 et 515). — C'est elle aussi qui décide si

l'expropriation qu'elle requiert doit être absolue, ou si elle peut être restreinte par des servitudes ou des constructions favorables aux fonds qui restent dans la possession des particuliers. Arr. cons. d'Ét. 19 oct. 1825 (Mac., p. 394).

26. *Qu'après une enquête administrative.....*
 Avant qu'aucun travail, entraînant expropriation, soit déclaré d'utilité publique, une enquête est ouverte à l'effet d'éclairer le gouvernement sur ses avantages et ses inconvénients. Cette enquête s'ouvre sur un avant-projet, dans les formes déterminées par l'ordonnance du 18 fév. 1834. L. 3 mai, art. 3. — Ce projet s'élabore au moyen de travaux préparatoires ou d'études, tels qu'une levée de plans ou autres. Ils ne sont pas autorisés par ordonnance; il suffit d'un ordre de l'autorité administrative compétente pour les exécuter. V.n. 31.

Cette enquête est indispensable, et précède toute loi ou ordonnance pouvant amener une expropriation; ainsi elle précédera le déclassement d'une route passant à un rang plus élevé. L. 20 mars 1835, art. 1. — Mais les votes émis avant la promulgation de cette loi transitoire du 20 mars, quoique non précédés de la susdite enquête, pourront être approuvés par ordonnance royale, suivant les formes prescrites par le décret du 16 décembre 1811. L. 20 mars, art. 2. — Le tout sans préjudice des mesures d'administration ordonnées par le titre II de la loi du 3 mai. L. 20 mars, art. 3. — Cet article 2 de la loi du 20 mars contient, comme

on le voit, une exception et une transition qui ne doivent s'entendre que du vote du classement lui-même, en tant que ce classement nouveau n'entraîne la nécessité d'aucune expropriation. Cass. 13 janv. 1840 (S., 40, 161).

27. La forme de l'enquête prescrite par l'article 3 (L. 3 mai) diffère selon l'importance des travaux à effectuer. Ainsi, lorsqu'il s'agit de travaux qui ne peuvent être exécutés qu'en vertu d'une loi (art. 3, §. 1), l'enquête a lieu dans les formes indiquées par l'ordonnance du 18 février 1834, titre I^{er}.

¹ Ordonnance du 18 février 1834, portant règlement sur les formalités des enquêtes relatives aux travaux publics.

TITRE I.

Formalités des enquêtes relatives aux travaux publics qui ne peuvent être exécutés qu'en vertu d'une loi.

Art. 1^{er}. Les entreprises des travaux publics qui, aux termes du premier paragraphe de l'article 3 de la loi du 7 juillet 1833 (aujourd'hui celle du 3 mai 1841), ne peuvent être exécutés qu'en vertu d'une loi, seront soumises à une enquête préalable dans les formes ci-après déterminées.

Art. 2. L'enquête pourra s'ouvrir sur un avant-projet, où l'on fera connaître le tracé général de la ligne des travaux, les dispositions principales des ouvrages les plus importants, et l'appréciation sommaire des dépenses.

S'il s'agit d'un canal, d'un chemin de fer, ou d'une canalisation de rivière, l'avant-projet sera nécessairement accompagné d'un nivellement en longueur, et d'un certain nombre de profils transversaux; et si le canal est à point de partage, on indiquera les eaux qui doivent l'alimenter.

Art. 3. A l'avant-projet sera joint, dans tous les cas, un

S'agit-il de travaux pour lesquels il suffit d'une ordonnance royale, le titre II de la même ordon-

mémoire descriptif indiquant le but de l'entreprise, et les avantages qu'on peut s'en promettre; on y annexera le tarif des droits, dont le produit serait destiné à couvrir les frais des travaux projetés, si ces travaux devaient devenir la matière d'une concession.

Art. 4. Il sera formé au chef-lieu de chacun des départemens que la ligne des travaux devra traverser, une commission de neuf membres au moins et de treize au plus, pris parmi les principaux propriétaires de terres, de bois, de mines, les négocians, les armateurs et les chefs d'établissements industriels.

Les membres et le président de cette commission seront désignés par le préfet dès l'ouverture de l'enquête.

Art. 5. Des registres destinés à recevoir les observations auxquelles pourra donner lieu l'entreprise projetée, seront ouverts pendant un mois au moins et quatre mois au plus, au chef-lieu de chacun des départemens et des arrondissemens que la ligne des travaux devra traverser.

Les pièces qui, aux termes des articles 2 et 3, doivent servir de base à l'enquête, resteront déposées pendant le même temps et aux mêmes lieux.

La durée de l'ouverture des registres sera déterminée dans chaque cas particulier par l'administration supérieure. Cette durée, ainsi que l'objet de l'enquête, seront annoncés par des affiches.

Art. 6. A l'expiration du délai qui sera fixé en vertu de l'article précédent, la commission mentionnée à l'article 4 se réunira sur-le-champ; elle examinera les déclarations consignées aux registres de l'enquête; elle entendra les ingénieurs des ponts et chaussées et des mines employés dans le département; et, après avoir recueilli auprès de toutes les personnes qu'elle jugera utile de consulter, les renseignemens dont elle

nance prescrit des formes plus simples et plus promptes. — Enfin, lorsque la ligne des travaux

croira avoir besoin, elle donnera son avis motivé, tant sur l'utilité de l'entreprise, que sur les diverses questions qui auront été posées par l'administration. Ces diverses opérations, dont elle dressera procès-verbal, devront être terminées dans un nouveau délai d'un mois.

Art. 7. Le procès-verbal de la commission d'enquête sera clos immédiatement; le président de la commission le transmettra sans délai, avec les registres et les autres pièces, au préfet, qui l'adressera avec son avis à l'administration supérieure dans les quinze jours qui suivront la clôture du procès-verbal.

Art. 8. Les chambres de commerce, et au besoin les chambres consultatives des arts et manufactures des villes intéressées à l'exécution des travaux, seront appelées à délibérer et à exprimer leur opinion sur l'utilité et la convenance de l'opération.

Les procès-verbaux de leurs délibérations devront être remis au préfet avant l'expiration du délai fixé dans l'article 6.

TITRE II.

Formalités des enquêtes relatives aux travaux publics qui peuvent être autorisés par une ordonnance royale.

Art. 9. Ces formalités prescrites par les articles 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8, seront également appliquées, sauf les modifications ci-après, aux travaux qui, aux termes du second paragraphe de l'article 3 de la loi du 7 juillet 1833 (aujourd'hui celle du 3 mai 1841), peuvent être autorisés par une ordonnance royale.

Art. 10. Si la ligne des travaux n'excède pas les limites de l'arrondissement dans lequel ils sont situés, le délai de l'en-

à faire s'étend sur le territoire de plus de deux départemens, on procède à l'enquête, conformément à l'ordonnance du 15 février 1835, qui modifie celle du 18 février 1834¹.

28. S'il ne s'agit que de travaux communaux n'ayant lieu que dans l'intérêt d'une seule commune, l'enquête est faite dans les formes indiquées

ouverture des registres et du dépôt des pièces sera fixé au plus à un mois et demi, et au moins à vingt jours.

La commission d'enquête se réunira au chef-lieu de l'arrondissement, et le nombre de ses membres variera de cinq à sept.

TITRE III.

Disposition transitoire.

Art. 11. Les dispositions ci-dessus prescrites ne sont pas applicables aux entreprises de travaux publics pour lesquels une instruction et des enquêtes spéciales auraient été commencées avant la publication de la présente ordonnance, et conformément aux ordonnances et réglemens antérieurs.

¹ Ordonnance du 15 février 1835, modifiant celle du 18 février 1834.

Art. unique. Lorsque la ligne des travaux relatifs à une entreprise d'utilité publique devra s'étendre sur le territoire de plus de deux départemens, les pièces de l'avant-projet, servant de base à l'enquête, ne seront déposées qu'au chef-lieu de chacun des départemens traversés. — Des registres continueront d'être ouverts, conformément au §. 1^{er} de l'article 5 de l'ordonnance du 18 février 1834, tant aux chefs-lieux de département qu'aux chefs-lieux d'arrondissement, pour recevoir les observations auxquelles pourra donner lieu l'entreprise projetée.

par l'ordonnance du 23 août 1835 ¹. — Les travaux intéressent-ils au contraire plusieurs communes, on suit, pour l'enquête, les formalités de

¹ Ordonnance du 23 août 1835.

Art. 1^{er}. Les enquêtes qui doivent précéder les entreprises de travaux publics dont l'exécution doit avoir lieu en vertu d'une ordonnance royale, seront soumises aux formalités ci-après déterminées pour les travaux proposés par un conseil municipal dans l'intérêt exclusif de sa commune.

Art. 2. L'enquête s'ouvre sur un projet, où l'on fait connaître le but de l'entreprise, le tracé des travaux, les dispositions principales des ouvrages et l'appréciation sommaire des dépenses.

Art. 3. Ce projet sera déposé à la mairie pendant quinze jours, pour que chaque habitant puisse en prendre connaissance ; à l'expiration de ce délai, un commissaire désigné par le préfet recevra à la mairie, pendant trois jours consécutifs, les déclarations des habitants sur l'utilité publique des travaux projetés. Les délais ci-dessus prescrits pour le dépôt des pièces à la mairie, et pour la durée de l'enquête, pourront être prolongés par le préfet. — Dans tous les cas, ces délais ne courront qu'à dater de l'avertissement donné par voie de publications et d'affiches. — Il sera justifié de l'accomplissement de cette formalité par un certificat du maire.

Art. 4. Après avoir clos et signé le registre de ces déclarations, le commissaire le transmettra immédiatement au maire, avec son avis motivé et les autres pièces de l'instruction qui auront servi de base à l'enquête. — Si le registre d'enquête contient des déclarations contraires à l'adoption du projet, ou si l'avis du commissaire lui est opposé, le conseil municipal sera appelé à les examiner, et émettra son avis par une délibération motivée, dont le procès-verbal sera joint aux pièces. Dans tous les cas, le maire adressera immédiatement les pièces

l'ordonnance du 18 février 1834, — art. 9 au cas où les communes sont dans plusieurs arrondissemens, — art. 10 si les communes sont dans le même arrondissement.

Ainsi donc, les formes des enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique sont réglées par trois ordonnances, la première du 18 février 1834, qui renferme en quelque sorte le droit commun des enquêtes ; la seconde du 15 février 1835, et la troisième du 23 août de la même année, qui toutes les deux modifient la première.

au sous-préfet, et celui-ci au préfet, avec son avis motivé. — Si aucune réclamation ne s'élève contre le projet, il est inutile d'appeler le conseil municipal à délibérer de nouveau, puisque c'est lui qui a présenté le projet (art. 1^{er} de la présente ordonnance).

Art. 5. Le préfet, après avoir pris, dans les cas prévus par les réglemens, l'avis des chambres de commerce et des chambres consultatives des arts et manufactures dans les lieux où il en est établi, enverra le tout à notre ministre de l'intérieur, avec son avis motivé, pour, sur son rapport, être statué par nous sur la question d'utilité publique des travaux, conformément aux dispositions de la loi du 7 juillet 1833 (aujourd'hui celle du 3 mai 1841).

Art. 6. Lorsque les travaux n'intéresseront pas exclusivement la commune, l'enquête aura lieu, suivant leur degré d'importance, conformément aux articles 9 et 10 de l'ordonnance du 18 février 1834.

Art. 7. Le ministre des finances sera préalablement consulté toutes les fois que les travaux entraîneront l'application de l'avis du conseil d'État, approuvé le 21 février 1808, sur la cession aux communes de tout ou partie d'un bien de l'État.

Lorsque la loi du 3 mai 1841 remplaça celle du 7 juillet, il fut annoncé par le ministre que ces ordonnances seraient revues. En effet, l'article 3 (L. 3 mai) annonçant que les enquêtes auront lieu dans les formes déterminées par un règlement d'administration publique, dit assez qu'il s'agit d'un règlement à faire et non d'un règlement existant. D'ailleurs, les trois ordonnances sus-énoncées visent la loi de 1833; il était donc utile d'en coordonner la rédaction avec la loi de 1841. Cependant ce soin n'a pas été pris, et il est aujourd'hui certain que l'on continuera à se servir de ces ordonnances telles qu'elles sont. Mais, il faudra, en les lisant, substituer la loi du 3 mai 1841 à celle du 7 juillet 1833, qu'elle représente, toutes les fois que cette dernière sera citée. Cette observation s'applique à toutes les ordonnances qui se réfèrent à la loi du 7 juillet.

CHAPITRE IV.

MESURES D'ADMINISTRATION PRÉCÉDANT L'EXPROPRIATION.

29. « Les ingénieurs ou autres gens de l'art
« chargés de l'exécution des travaux, lèvent, pour
« la partie qui s'étend sur chaque commune, le
« plan parcellaire des terrains ou des édifices dont
« la cession leur paraît nécessaire. » Art. 4.

Ce plan indique la contenance et la nature du terrain à exproprier, pour servir plus tard au dispositif du jugement d'expropriation et à l'estimation par le jury. V. n. 68.

30. Observations :

1°. Les plans parcellaires ne sont pas nécessairement la reproduction exacte et sans modification aucune du plan général qui a servi de base à l'enquête. Il suffit que ces plans aient reçu l'approbation de l'administration. Sa décision, à cet égard, est à l'abri du contrôle de la Cour suprême. Cass. 6 janv. 1836 (S., 36, 5).

2°. Le plan dressé pour des travaux antérieurement faits peut encore servir pour des travaux postérieurs, pourvu qu'on ait eu soin d'ajouter l'indication des parcelles dont l'expropriation est demandée. Il aura suffi, pour remplir le vœu des articles 4 et 5, que ces parcelles aient été nettement déterminées sur le plan primitif. Cette an-

cienneté du plan ne constitue point à elle seule une nullité de la procédure d'expropriation, dont la production du plan est un des élémens. Cass. 10 août 1841 (S., 41, 888).

31. Pour tracer les plans de travaux passant à travers les biens de l'État ou d'établissémens publics, les ingénieurs se concertent avec les gardiens ou chefs, et, au besoin, réclament l'intervention du préfet ou même celle du ministre. Circ. min., trav. publ., 8 juin 1830. — Mais si les terrains appartiennent à des particuliers, les agens de l'État ou de la compagnie concessionnaire des travaux doivent être porteurs des ordres de leurs supérieurs et de l'autorité administrative compétente, c'est-à-dire du ministre des travaux publics (CORMENIN, *Quest. de droit administ.*, t. III, p. 435 et suiv.), pour les exhiber au possesseur ou propriétaire du fonds, qui sans cela aurait le droit de leur en interdire l'entrée. — Mais aussi, dès que l'autorisation régulière lui est montrée, il doit leur en livrer l'accès, sous peine de se voir appliquer l'article 438 du Code pénal. Cass. 4 mars 1825 (S., 26, 36). Il serait convenable, pour éviter toute difficulté, de rendre public le premier arrêté du préfet (art. 2, 2°), parce qu'alors les propriétaires étant prévenus, ne pourraient s'opposer aux opérations des agens de l'administration qui justifieraient de leur qualité. — Il faut remarquer qu'ici l'obligation des propriétaires ne va point jusqu'à souffrir des travaux, à moins qu'ils n'aient été ordonnés par l'au-

torité compétente. V. n. 448. — Toutefois, on considère comme travaux préliminaires, non-seulement la levée des plans, mais encore les sondages nécessaires pour reconnaître la nature du sol; du moins l'autorité départementale a autorisé de pareilles opérations.

32. De ce qui précède, il résulte, conformément à une décision du conseil d'État en date du 19 octobre 1825, que le géomètre qui pénètre sur le fonds d'autrui pour dresser des plans ne peut être assigné en référé par le propriétaire, afin de se voir condamner à cesser ses travaux, par le motif qu'il aurait violé la propriété; ces opérations préparatoires n'engagent en aucune manière la question de propriété. MAC., t. XXV, p. 603. — Ils n'apportent aucun trouble civil à la possession. DELALLEAU, n. 78. — Mais le droit d'obtenir réparation ou indemnité du tort ou dommage, causé par suite des opérations des ingénieurs ou autres agens, est toujours réservé (Cass. 4 mars 1825; S., 26, 36), et exercé devant l'autorité administrative. L. 16 sept. 1807, art. 49 et 56; Lyon, 31 mai 1833 (DALL., 33, 197); arr. cons. d'Ét. 20 mars 1828 (MAC., p. 259). V. n. 448, 450.

33. « Le plan des propriétés particulières, indiquant les noms de chaque propriétaire, tels qu'ils sont inscrits sur la matrice des rôles, reste déposé, pendant huit jours, à la mairie de la commune où les propriétés sont situées, afin que chacun puisse en prendre connaissance. » Art. 5. —

Le délai de huitaine est franc. *Mon.* 2 mars 1841, p. 508.

Ce dépôt à la mairie de la situation a lieu, lors même que l'expropriation est requise dans un intérêt purement communal. Cette circonstance a bien pu (art. 12) dispenser de convoquer la commission d'examen exigée par l'article 8, mais ne dispense pas de l'observation des articles 5, 6 et 7, qui ont pour objet de mettre les intéressés à même de connaître le plan des travaux et de faire leurs réclamations. Cass. 2 fév. 1836 (S., 36, 337). — Il en est autrement lorsque la nature ou l'objet de l'expropriation, tel qu'un travail souterrain à la recherche d'un courant d'eau, ne permet point l'observation des articles 2, 4 et 5; on doit les considérer comme inapplicables dans l'espèce; par conséquent, leur inobservation forcée n'entraîne aucune nullité. Cass. 3 juill. 1839 (S., 39, 748).

34. S'il n'existe point dans l'endroit de maison commune, le dépôt du plan parcellaire, annoncé à son de caisse et fait au secrétariat de la mairie, c'est-à-dire au domicile du secrétaire-greffier, satisfait suffisamment au vœu de la loi, surtout si ceux qui arguent de cette circonstance ont fait recevoir leurs réclamations au maire dans ce lieu même. Cass. 22 août 1838 (S., 38, 1002).

34 *bis*. Le délai fixé dans l'article 5 se compte de jour à jour, et non d'heure à heure. CARRÉ, Pr. civ., art. 1033, n. 3415. — « Il ne court qu'à dater » de l'avertissement, qui est donné collectivement

« aux parties intéressées, de prendre commu-
 « nication du plan déposé à la mairie; cet aver-
 « tissement est publié à son de trompe ou de caisse
 « dans la commune, et affiché, tant à la principale
 « porte de l'église du lieu qu'à celle de la maison
 « commune. Il est, en outre, inséré dans l'un des
 « journaux des chefs-lieux d'arrondissemens, ou,
 « s'il n'en existe aucun, dans l'un des journaux du
 « département. » Art. 6. — On avait demandé que
 l'avertissement fût notifié par écrit à chaque partie
 intéressée. Cet amendement fut repoussé par le
 motif que l'administration n'avait pas encore eu le
 temps, à cette époque de la procédure, de con-
 naître les noms et demeures des parties intéressées.
Mon. 6 juin 1833.

35. « Le maire certifie les publications et affiches;
 « il mentionne sur un procès-verbal qu'il ouvre à
 « cet effet » (sur un registre), « et que les parties
 « qui comparaissent sont requises de signer, les
 « déclarations et réclamations qui lui ont été faites
 « verbalement, et y annexe celles qui lui sont trans-
 « mises par écrit. » Art. 7. — Il transmet le tout
 au sous-préfet (art. 8, §. 2 arg.); *Mon.* juin 1833,
 p. 266. — Mais il n'est pas nécessaire que le pro-
 cès-verbal fasse spécialement mention du dépôt des
 plans exigé par l'article 5 (V. n. 33), et de la du-
 rée de ce dépôt, lorsque la preuve de l'accomplis-
 sement des formalités exigées par les articles 5 et 6
 résulte des autres énonciations dudit procès-ver-
 bal. *Cass.* 20 avr. 1842 (S., 42, 422).

Un autre registre, destiné à recevoir les déclarations d'élection de domicile, que l'administration a besoin de connaître (art. 15, §. 2), doit être ouvert au moment de la publication des plans parcellaires. Les préfets, en transmettant ceux-ci aux maires, leur adressent en même temps ce registre. Cette déclaration d'élection de domicile est reçue par le maire, signée par lui et par le déclarant, à moins que ce dernier ne puisse le faire. Si elle est faite par un fondé de pouvoir, la minute ou l'expédition de la procuration est annexée au registre; il n'est pas besoin d'un pouvoir spécial; une procuration générale suffit. DELALLEAU, n. 673 et 674.

36. « A l'expiration du délai de huitaine énoncé « en l'article 5, une commission se réunit au chef- « lieu de la sous-préfecture » Art. 8, §. 1, — à des jours déterminés en séance publique; les délibérations ont lieu à huis-clos. DELALLEAU, n. 191.

« Cette commission, présidée par le sous-préfet « de l'arrondissement, est composée de quatre « membres du conseil-général du département ou « du conseil de l'arrondissement, désignés par le « préfet, du maire de la commune où les proprié- « tés sont situées, et de l'un des ingénieurs char- « gés de l'exécution des travaux. » Art. 8, §. 2. — Cet ingénieur n'est pas nécessairement attaché à l'administration des ponts et chaussées; l'article 4 admet en concurrence avec les ingénieurs *les autres gens de l'art chargés....* etc. Cass. 6 janv. 1836 (S., 36, 5).

« Les propriétaires qu'il s'agit d'exproprier ne peuvent » — ainsi que les usufruitiers (DELALLEAU, n. 178) — « être appelés à faire partie de la « commission. » Art. 8, §. 3.

Il en est autrement de leurs pères, fils, frères, et autres parens ou alliés. La proposition d'exclusion de ces différentes personnes a été rejetée. Séance du 2 fév. 1833; *Mon.* 2 mars 1841, p. 509.

37. Dans le cas où les travaux doivent parcourir les territoires de plusieurs communes, tous les maires de ces communes ne sont point appelés dans le sein d'une commission unique pour donner leur avis, mais il est formé une commission pour chaque commune (art 8; arg. Cass. 6 janv. 1836; S., 36, 5).—A cet effet le préfet indique quels seront, pour chaque commune, les membres de la commission spéciale. Rien ne s'oppose toutefois à ce qu'il désigne les mêmes personnes pour faire partie de la commission pour plusieurs communes; il est même à présumer qu'il en sera souvent ainsi. Toutefois la commission devra toujours faire, pour chaque commune, une opération distincte à laquelle le maire de la commune prendra part, et en dressera un procès-verbal séparé. DELALLEAU, n. 184.

Il en est de même que celui qui a figuré dans une première commission d'enquête préalable exigée par l'article 3. Ainsi peut encore être membre de la commission formée en vertu de l'article 8 l'ingénieur qui a fait partie de la première commission. Celle-ci a son organisation dans l'ordonnance ré-

glementaire du 18 février 1834, et non-seulement l'article 8 de la loi du 3 mai 1841 n'empêche pas de placer dans la deuxième commission cet ingénieur, mais il est même impossible qu'il en soit autrement, puisque l'article 6 de l'ordonnance exige qu'on entende tous les ingénieurs du département, et que l'article 8 appelle à la deuxième commission un des ingénieurs chargés des travaux. Cass. 10 août 1841 (S., 41, 888). — De même, le maire de la commune dans l'intérêt de laquelle se fait l'expropriation n'est pas exclu du droit de faire partie de la commission et d'y avoir voix délibérative. *Mon. séance* du 2 fév. 1833, p. 280.

38. La commission a la faculté de déléguer un de ses membres pour recevoir les observations. Ce sera naturellement le président.

39. « La commission ne peut délibérer valablement qu'autant que cinq de ses membres au moins sont présents.

« Dans le cas où le nombre des membres présents serait de six, et où il y aurait partage d'opinions, la voix du président sera prépondérante. » Art. 8, §. 2.

40. « La commission reçoit, pendant huit jours, les observations des propriétaires.

« Elle appelle ceux-ci toutes les fois qu'elle le juge convenable.

« Elle donne son avis.

« Ses opérations doivent être terminées dans le délai de dix jours ; après quoi, le procès-verbal

« est adressé immédiatement par le sous-préfet au
« préfet.

« Dans le cas où lesdites opérations n'auraient
« pas été mises à fin dans le délai ci-dessus, le sous-
« préfet devra, dans les trois jours, transmettre au
« préfet son procès-verbal et les documens re-
« cueillis. » Art. 9.

Les observations des propriétaires.... Ainsi que celles des usufruitiers, usagers, locataires ou fermiers, écrites ou verbales DELALLEAU, n. 190 et 191. Si ces personnes sont incapables, les observations sont fournies par leurs représentans légaux. Ainsi, quand la propriété appartient à une commune ou à un département, c'est au maire ou au préfet à faire entendre les observations, et le conseil municipal les met ensuite en délibération. Dans le cas où le préfet ou le maire sont propriétaires ou parties intéressées, ils se font remplacer dans la présidence de la commission par un conseiller de préfecture ou un conseiller municipal.

La commission a le droit de se transporter sur les lieux, si elle juge à propos de les examiner. Discours de M. le rapporteur à la Chambre des Députés, 2 février 1833.

Elle donne son avis.... Sur les réclamations qui auraient été adressées directement au maire, comme sur celles qu'elle a reçues. *Mon.* 3 fév. 1833, p. 280 et 281. — Cet avis peut être donné dans tous les sens possibles. Si la commission ne veut pas du projet des ingénieurs, elle le dira ; si elle trouve un

autre projet meilleur, elle le dira encore. La loi n'a pas entendu restreindre ses pouvoirs. Cette explication a été donnée par M. Legrand, commissaire du Roi.

Délai de dix jours.... Y compris les huit donnés pour présenter les observations; il y a donc deux jours donnés aux délibérations de la commission. *Mon.* 2 mars 1841, p. 510.

41. La délibération de la commission n'est valable qu'autant que tous les membres qui la composent y ont pris part. La constatation de leur présence résulte de leurs signatures au bas de la délibération. Une irrégularité à cet égard serait une cause de cassation du jugement d'expropriation qui interviendrait, même lorsque cette commission se serait rassemblée dans un cas où l'article 12 dispense de son intervention. *Cass.* 3 juill. 1839 (S., 39, 748).

Dans les trois jours.... On n'a pas voulu qu'il dépendit de la commission de traîner indéfiniment en longueur les préliminaires de l'expropriation.

42. « Si la commission propose quelque changement au tracé indiqué par les ingénieurs, le « sous-préfet devra, dans les formes indiquées par « l'article 6, en donner immédiatement avis aux « propriétaires que les changemens pourront intéresser.

« Pendant huitaine, à dater de cet avertissement, le procès-verbal et les pièces resteront « déposés à la sous-préfecture; les parties intéres-

« sées pourront en prendre communication sans
« déplacement et sans frais, et fournir leurs obser-
« vations écrites.

« Dans les trois jours suivans, le sous-préfet
« transmettra toutes les pièces à la préfecture. »
Art. 10.

Les formes indiquées par l'article 6.... Il semble ici que l'intention du législateur ait été d'adresser à chaque propriétaire intéressé un avertissement particulier ; cependant, en renvoyant aux formes indiquées par l'article 6, les personnes que le changement proposé intéressent n'en seront informées que par la publication à son de caisse, les affiches et l'insertion dans un journal.

Et les pièces.... Au nombre de ces pièces est le registre destiné à recevoir les élections de domicile. V.n. 35. Il doit servir à constater la régularité des significations et des consignations qui seront ou pourront être faites. V. art. 15 et 66.

Observations écrites.... Afin que ces observations aient un caractère sérieux et puissent être discutées. *Mon.* 6 mai 1840, p. 927.

43. « Sur le vu du procès-verbal et des docu-
« mens y annexés, le préfet détermine, par un
« arrêté motivé, les propriétés qui doivent être
« cédées. » Art. 11. Cependant le défaut de cette indication ne donnerait point ouverture à cassation du jugement d'expropriation à intervenir, si le plan, sur lequel les terrains sont désignés, était joint à

l'arrêté : ces deux actes sont censés n'en faire qu'un seul. Cass. 22 déc. 1834 (S., 35, 172).

44. Cet arrêté du préfet contient : 1°. les noms des propriétaires tels qu'ils sont indiqués sur le plan parcellaire (art. 5), en y ajoutant les rectifications qui auraient été indiquées ultérieurement; 2°. la désignation des propriétés, la nature et la contenance de chacune d'elles (art. 14 et 15 arg.); le tribunal ne pouvant relater ces indications qu'autant qu'elles se trouvent dans l'arrêté, il est indispensable qu'elles soient données.

45. « Le préfet indique aussi, dans son arrêté, « l'époque à laquelle il sera nécessaire de prendre « possession des terrains. » Art. 11. — Mais il n'a pas le droit de déclarer que la prise de possession aura lieu *immédiatement*. V. art. 65 et 66. S'il l'avait fait, le tribunal ne pourrait confirmer sa décision (art. 14) sans donner ouverture à cassation. Charte, art. 9; Cass. 28 janv. 1834 (S., 34, p. 206).

Cet arrêté du préfet déterminant les propriétés exigibles et le plan parcellaire (V. n. 29 et 33) cessent d'être nécessaires (parce qu'ils ne sont plus possibles) lorsque la nature des travaux ne permet pas de connaître à l'avance leur point de départ et leur direction. Tel serait le cas d'un travail ayant pour objet la recherche d'un courant d'eau souterrain. Cass. 3 juill. 1839. (S., 39, 748).

Au reste, il n'est pas nécessaire que l'arrêté du

préfet soit motivé comme un jugement ; aucune loi n'impose cette obligation à l'autorité administrative, le tribunal empiéterait sur le pouvoir administratif s'il refusait de prononcer l'expropriation sous prétexte que l'arrêté du préfet ne serait point suffisamment motivé. DELALLEAU, n. 215.

46. « Toutefois, dans le cas où il résulte de l'avis « de la commission qu'il y a lieu de modifier le « tracé des travaux ordonnés, le préfet doit sur- « seoir jusqu'à ce qu'il ait été prononcé par l'ad- « ministration supérieure. » Art. 11. Mais cette disposition n'est pas applicable en matière de chemin de grande communication ; le préfet n'est pas obligé d'attendre la décision du ministre compétent ; il est ici l'autorité *supérieure* d'après l'article 7, L. 21 mai 1836. Cass. juin 1842. *Mon.* 25 juin 1842.

La loi de juillet 1833 disait : « La décision de « l'administration supérieure sera définitive et sans « recours au conseil d'État. » Ce paragraphe a été supprimé comme inutile ; la décision étant administrative, n'a pas le caractère contentieux et n'est pas de nature à être déférée au conseil d'État, cela est de plein droit. *Mon.* 5 fév. 1833, p. 295 ; 6 mai 1840, p. 929 ; 2 mars 1841, p. 511. — Il en est de même de l'arrêté du préfet. *Mon.* 7 mai 1833, p. 1267.

Il a été remplacé par celui-ci : « L'administra- « tion supérieure pourra, suivant les circonstances, « ou statuer définitivement, ou ordonner qu'il « sera procédé de nouveau à tout ou partie des for-

« malités prescrites par les articles précédens. »
Art. 11, *in fine*.

Définitivement.... Ce qui ne l'empêche pas d'adopter une meilleure direction du tracé, si plus tard elle reconnaît qu'il y a lieu de le faire; mais ce nouveau tracé ne peut être adopté qu'autant que les formalités du titre II auront été observées de nouveau. *Mon.* 2 mars 1841, p. 511. — Il n'y a pas de délai fixé à l'expiration duquel le préfet doit nécessairement prendre son arrêté. *Mon.* 6 mai 1840, p. 929.

47. Observez cependant que ce tracé peut encore subir une modification dans les cas prévus par l'article unique de la loi du 9 août 1839; ainsi conçu :
« Les compagnies concessionnaires des chemins de
« fer concédés jusqu'à ce jour sont autorisées à
« proposer des modifications au tracé général de
« ces chemins de fer et à leur largeur, au maxi-
« mum des pentes, et au minimum des rayons des
« courbes, au nombre des gares d'évitement, à la
« hauteur, ou à la largeur des ponts, sur les che-
« mins vicinaux et d'exploitation, au mode de
« construction des ponts, à la rencontre des rou-
« tes royales et départementales, des rivières ou
« canaux de navigation, de flottage, enfin à la
« pente des routes royales et départementales dé-
« placées. Mais ces modifications ne pourront être
« exécutées que moyennant l'approbation préalable
« et le consentement formel de l'autorité compé-
« tente. — L'administration est également autori-

« sée à statuer provisoirement sur les modifica-
 « tions que les compagnies pourraient demander
 « aux tarifs réglés par les cahiers des charges. »

48. « Les dispositions des articles 8, 9 et 10 ne
 « sont point applicables au cas où l'expropriation
 « serait demandée par une commune, et dans un
 « intérêt purement communal, non plus qu'aux
 « travaux d'ouverture ou de redressement des che-
 « mins vicinaux.

« Dans ce cas, le procès-verbal prescrit par
 « l'article 7 est transmis, avec l'avis du conseil
 « municipal, par le maire, au sous-préfet, qui
 « l'adressera au préfet avec ses observations.

« Le préfet, en conseil de préfecture, sur le vu
 « de ce procès-verbal, et sauf l'approbation de
 « l'administration supérieure, prononcera, comme
 « il est dit en l'article précédent. » Art. 12.

Des chemins vicinaux.... Qu'ils soient ordi-
 naires ou dits de grande communication. On s'est
 référé, dans la discussion de cet article, aux
 principes de la loi du 21 mai 1836, sur les che-
 mins vicinaux. *Mon.* 2 mai 1841, p. 512. V.
 chap. XXI.

Par ces mots, *le préfet en conseil de préfecture*,
 il faut entendre que, conformément à l'usage, le
 préfet décide seul sur l'avis non obligatoire du con-
 seil. Ch. Pairs, 6 mai 1833.

49. « Les formalités prescrites par les titres I
 « et II de la loi du 3 mai 1841 ne sont applicables
 « ni aux travaux militaires, ni aux travaux de la

« marine royale. — Pour ces travaux, une ordonnance royale détermine les terrains qui sont « soumis à l'expropriation. » Art. 75. V. n. 380 et 381. — Celles prescrites par les articles 4 et suivans, jusqu'à l'article 13 exclusivement, ne sont pas non plus applicables toutes les fois qu'il ne s'agit d'exproprier qu'un seul fonds déterminé individuellement dans l'ordonnance d'utilité publique. V. chap. xxi. Il ne peut alors y avoir lieu à aucune observation ; la nature de l'objet de l'expropriation s'y oppose. Tel serait le cas de l'emplacement d'une halle ou d'une source nécessaire aux besoins d'une ville.

L'article 16 de la loi du 21 mai 1836, relative aux chemins vicinaux (V. n. 14), sauf l'exception relative au nombre des jurés, laisse subsister dans leur intégrité les autres conditions et formalités de l'expropriation. Cass. 21 août 1838 (S., 38, 975). D'où il suit que l'expropriation ne peut être prononcée qu'après l'accomplissement des formalités ci-dessus indiquées, relatives à la formation de la commission, à la confection du procès-verbal, son envoi et dépôt à la préfecture, et à l'arrêté du préfet, suivant les articles 8, 9, 10 et 11. *Contra*, Cass. 23 avril 1838 (S., 38, 458). Mais l'arrêt plus récent, du 21 août, nous paraît être revenu au véritable système, qui est d'entourer la propriété d'une plus grande protection.

CHAPITRE V.

CESSION AMIABLE.

50. « A défaut de convention amiable », dit l'article 13, §. 4, on procède judiciairement à l'expropriation. On doit donc (V. ci-dessous), avant de recourir à la voie judiciaire, tenter la voie amiable. A cet effet, l'administration nomme un appréciateur qui, en présence des parties intéressées, estime, eu égard à toutes les circonstances, la valeur des propriétés destinées aux travaux, ainsi que les indemnités correspondantes. Le rapport de l'appréciateur doit aussi comprendre la valeur de l'immeuble en entier, lorsqu'il se trouve dans le cas prévu par l'article 50, c'est-à-dire que le propriétaire peut exiger qu'il soit acquis en entier. Il exprime aussi la plus-value qui résulterait pour les propriétés voisines de la confection des travaux. Tel est le mode d'opérer suivi généralement, mais qui n'est point obligatoire. Souvent aussi, les ingénieurs, lors de la levée des plans parcellaires (V. art. 4), font l'évaluation de chaque propriété pour servir de base aux offres. Celles-ci sont faites ensuite verbalement ou par lettres (art. 13, arg.) aux propriétaires, par les fonctionnaires chargés de l'acquisition des terrains. Si elles sont acceptées, il est dressé acte des conventions.

Toutefois, la voie de cession amiable ne présente d'avantages qu'à l'égard d'une propriété exempte de complication de droits. En effet, si elle est grevée d'un usufruit, d'un droit d'usage, d'une servitude, si elle est affermée, le consentement seul du propriétaire, le traité passé entre lui et l'État n'aura pas la vertu de résoudre chacun de ces droits. D'un autre côté, il sera le plus souvent très-difficile de réunir le consentement de chaque intéressé; le plus court parti sera assurément, dans ce cas, de faire prononcer l'expropriation par un jugement qui dispensera l'administration de traiter avec les nombreux représentans de l'immeuble, et en transmettra de suite la pleine et entière propriété à l'État. V. n. 75.

51. « Les contrats de ventes, quittances et autres actes relatifs à l'acquisition des terrains, » dit l'article 56, peuvent être passés dans la forme administrative. » D'où il suit que cette forme n'est que facultative. C'est ce qui résulte d'ailleurs de la discussion qui eut lieu à la Chambre des Pairs; sa commission avait, en effet, proposé de substituer les mots *sont passés*, à ceux *peuvent être passés*; mais cette rédaction fut repoussée comme ayant le double inconvénient de constituer les préfets agens nécessaires des compagnies concessionnaires de travaux, et de nuire dans certaines circonstances à l'administration elle-même, qui doit seule décider s'il lui est ou non avantageux de recourir au ministère des notaires. « Sou-

vent, disait M. le commissaire du Roi, l'économie que procure l'intervention des notaires compense et au delà le montant des honoraires qu'on est dans le cas de leur allouer. » Ch. Pairs, 13 mai 1833. — La forme notariée est donc admise. Mais comme les frais de ces actes sont à la charge de l'administration, celle-ci, pour les éviter, est dans l'usage de faire dresser des formules imprimées d'actes administratifs, et c'est sur cet acte tout préparé que les signatures des parties sont apposées.

52. Quand le nu-propriétaire d'un immeuble consent à la cession amiable, il doit faire connaître à l'administration les charges dont sa propriété est grevée et l'existence des baux, s'il y en a. Ces indications sont nécessaires à l'État, pour qu'il puisse faire des offres d'indemnités aux locataires ou fermiers, conformément au prescrit de l'article 21.

53. L'article 13 a réglé de la manière suivante les formes à suivre dans une cession amiable :

« Si des biens de mineurs, d'interdits, d'absens
 « ou autres incapables sont compris dans les plans
 « déposés en vertu de l'article 5 de la présente loi,
 « ou dans les modifications admises par l'adminis-
 « tration supérieure, aux termes de l'article 11,
 « les tuteurs, ceux qui ont été envoyés en posses-
 « sion provisoire, et tous représentans des inca-
 « pables, peuvent, après autorisation du tribunal,
 « donnée sur simple requête en la chambre du

« conseil, le ministère public entendu, consentir
« amiablement à l'aliénation desdits biens. »

« Le tribunal ordonne les mesures de conserva-
« tion ou de remploi qu'il juge nécessaires.

« Ces dispositions sont applicables aux immetu-
« bles dotaux et aux majorats.

« Les préfets pourront, dans le même cas, aliéner
« les biens des départemens, s'ils y sont autorisés
« par délibération du conseil général.

« Les maires et administrateurs pourront égale-
« ment aliéner les biens des communes ou des éta-
« blissemens publics, s'ils y sont autorisés par
« délibération du conseil municipal ou du conseil
« d'administration, approuvée par le préfet en con-
« seil de préfecture.

« Le ministre des finances peut consentir à
« l'aliénation des biens de l'État ou de ceux qui
« font partie de la dotation de la couronne, sur la
« proposition de l'intendant de la Liste civile. »
Art. 13.

Après autorisation du tribunal..... Une délibé-
ration du conseil de famille n'est pas nécessaire; ce
n'est point ici une aliénation volontaire. *Mon.*
3 mars 1841, p. 516. — A défaut de cette autorisa-
tion, l'accord des parties sur le prix est considéré
comme non avenu, et l'indemnité réglée par le
jury. V. chap. VIII, §. 2.

Simple requête..... C'était simple mémoire que
la Chambre avait l'intention de voter. Cette forme
moins dispendieuse, qui convenait si bien encore

dans le cas de l'article 25, rentrait dans les vues du législateur. Cependant ces mots furent omis dans la rédaction définitive de l'article 13, et lorsque M. le président en donna lecture à la Chambre, personne ne pensa à réclamer, et le vote consacra malheureusement ces termes.

54. *Et aux majorats.....* C'est ici une exception aux principes qui, en matière de majorats, proscrivent toute aliénation volontaire. L. 1^{er} mars 1808, art. 40 et 41. Toutefois cette loi semble admettre elle-même l'aliénation de tout ou partie des biens constitutifs d'un majorat, pour utilité publique, lorsque, dans son article 74, §. 2, elle ajoute que la constitution d'un majorat n'emporte avec elle aucun privilège, et qu'en conséquence les biens qui le composent demeurent soumis aux lois civiles du royaume. V. n. 153.

En consentant vente amiable de sa propriété, le vendeur peut, indépendamment du prix, stipuler d'autres conditions, telles que celle de construire un pont sur un point de son terrain pour en faciliter l'accès ou l'exploitation. Ord. cons. d'Ét. 30 juin 1841 (S., 41, 498).

55. Lorsqu'un chemin communal se trouvera englobé dans une route royale ou départementale, il sera dressé un acte qui déterminera l'étendue et la situation du terrain compris dans la route, établira, pour la commune, le droit à la propriété, et le lui réservera formellement, dans le cas où la grande route serait un jour abandonnée pour une

autre direction ; d'un autre côté, les parties de chemin placées en dehors du tracé adopté pour l'ouverture ou la nouvelle direction d'une grande route, ne pourront être cédées à l'État ou au département, par les communes propriétaires de ces chemins, que par suite d'une transaction dont les conditions auront été préalablement consenties de part et d'autre, et seront soumises à l'approbation du Roi. Circ. min. intér. 19 fév. 1828.

CHAPITRE VI.

JUGEMENT D'EXPROPRIATION.

§. I^{er}.

56. « A défaut de conventions amiables, soit
 « avec les propriétaires des terrains ou bâtimens
 « dont la cession est reconnue nécessaire, soit avec
 « ceux qui les représentent, le préfet transmet au
 « procureur du Roi dans le ressort duquel les biens
 « sont situés la loi ou l'ordonnance qui autorise
 « l'exécution des travaux, et l'arrêté du préfet
 « mentionné en l'article 11. » Art. 13.

Lorsque la convention amiable n'ayant porté que sur la question de cession, a laissé les parties en désaccord seulement sur le montant du prix, l'acte administratif ou notarié qui la contient est la seule pièce transmise par le préfet au procureur du Roi (art. 14 *in fine*). Il lui indique par-là quelles sont les propriétés cédées à l'amiable, et pour lesquelles le tribunal doit se borner à donner acte du consentement des parties (*ib. arg.*).

57. « Dans les trois jours et sur la production
 « des pièces constatant que les formalités prescrites
 « par l'article 2 du titre I^{er} et par le titre II de la
 « présente loi ont été remplies, le procureur du
 « Roi requiert et le tribunal prononce l'expro-
 « priation, pour cause d'utilité publique, des ter-

« rains ou bâtimens indiqués dans l'arrêté du préfet. » Art. 14, §. 1^{er}.

58. *La production des pièces.....* Ces pièces, transmises par le préfet au procureur du Roi près le tribunal dans le ressort duquel les biens sont situés (et par copies dûment certifiées, dont les minutes restent entre les mains du préfet) (DELALEAU, n. 292.), consistent dans la loi ou l'ordonnance autorisant les travaux et l'arrêté de préfecture désignant les localités ou territoires sur lesquels ils auront lieu (art. 13), — lorsque cette désignation ne résulte pas de la loi ou de l'ordonnance (art. 2, 2°); — il y est joint, 1°. le plan parcellaire; 2°. le certificat du maire constatant la publication et l'affiche de l'avertissement relatif au dépôt du plan; 3°. un exemplaire des journaux dans lesquels a été inséré cet avertissement; 4°. le procès-verbal ouvert par le maire pour recevoir les déclarations ou réclamations des parties intéressées; 5°. le procès-verbal de la commission spéciale ou celui du sous-préfet, si la commission n'a pas terminé ses opérations (art. 9, §. 4); 6°. le certificat du secrétaire-général constatant le dépôt des pièces au secrétariat-général pendant huitaine, conformément à l'article 10; 7°. l'arrêté par lequel le préfet a déterminé définitivement les propriétés particulières dont l'État a besoin (art. 11); — en matière de chemins vicinaux doit être produite aussi la délibération du conseil-général déterminant la direction du chemin (art. 7, L. 21 mai 1836),

— à peine de nullité du jugement qui ne pourrait dès lors contenir le visa des pièces (Cass. 2 fév. 1836; 4 août 1841; S., 36, 337; 41, 661; V. n. 68); 8°. l'arrêté d'approbation pris par le ministre, quand il y a lieu; à moins que la décision du ministre étant antérieure à l'arrêté du préfet, celui-ci ne l'ait cité dans ledit arrêté (arg. art. 11 et 14, comb.). — Toutefois, la loi ne déterminant pas le délai dans lequel cette approbation doit intervenir, il suffit, pour la validité des procédures, que cette approbation soit antérieure au jugement d'expropriation. Cass. 11 août 1841 (S., 41, 670).

Le procureur du Roi accuse immédiatement réception de ces copies de pièces au préfet. Ces pièces sont nécessaires pour que le tribunal puisse, suivant l'article 14, §. 1^{er}, prononcer que toutes les formalités prescrites par l'article 2 du titre I^{er} et par le titre II ont été remplies.

59. S'il s'agit de travaux communaux, les formalités indiquées aux articles 8, 9 et 10 n'étant point applicables (art. 12), les pièces à produire se réduisent à, 1°. la loi ou l'ordonnance déclarative d'utilité publique; 2°. l'arrêté du préfet (art. 11), et s'il y a lieu celui du ministre (*ib.*); 3°. le plan parcellaire; 4°. le certificat du maire constatant la publication et l'affiche de l'avertissement relatif audit plan; 5°. un exemplaire des journaux dans lesquels a été inséré cet avertissement; 6°. le procès-verbal ouvert par le maire pour recevoir les réclamations des parties. La commune, dans l'in-

térêt de laquelle l'expropriation a lieu, n'a pas à produire d'acte d'autorisation du conseil de préfecture ; il ne s'agit point ici d'une action en justice ordinaire à laquelle l'article 49 de la loi du 18 juillet 1837 soit applicable. Cass. 11 août 1841 (S., 41, 670). La loi ou l'ordonnance royale qui ordonne les travaux dispense virtuellement la commune de toute demande d'autorisation pour parvenir à son exécution.

60. Pour les travaux militaires non déclarés urgents, pour les travaux de la marine et pour les routes stratégiques, assimilés aux travaux militaires non déclarés urgents, par la loi du 27 juin 1833 et une décision du directeur général des ponts et chaussées, l'ordonnance royale déterminant les terrains à exproprier est la seule pièce à produire. L'article 65 (L. 3 mai) dispense, pour ces objets, des formalités prescrites par les titres I et II. Si cependant une première ordonnance déclarative d'utilité publique avait eu lieu, si même le préfet avait rendu un arrêté indiquant l'époque de la prise de possession, ces deux pièces seraient également transmises au tribunal.

Les pièces ci-dessus relatées (V. n. 62) sont, comme actes administratifs, exemptes du timbre et de l'enregistrement. Celles qui ne seraient pas considérées comme tels, sont visées pour timbre et enregistrées *gratis* (art. 58). V. ch. xxiv.

Dans les trois jours de la production des pièces, le procureur du Roi dépose par écrit un réquisi-

toire, par lequel il demande au tribunal l'expropriation des terrains compris dans l'arrêté, et la désignation d'un de ses membres pour remplir les fonctions de magistrat-directeur du jury. Il joint à son réquisitoire les pièces à lui transmises.

61. L'État agit sans avoué; il est représenté par le procureur du Roi, que la loi charge de requérir l'expropriation.— C'est encore ce magistrat qui requiert l'expropriation, lorsqu'elle a lieu dans un intérêt communal. Les articles 13 et 14 ne distinguent point entre les cas où l'expropriation est poursuivie dans l'intérêt d'une commune, et ceux où elle l'est dans l'intérêt de l'État. Cass. 11 août 1841 (S., 41, 670).

62. La vérification que doit faire le tribunal de l'accomplissement des formalités, pouvant être longue et minutieuse, ne sera pas le plus souvent faite à l'audience; il convient donc qu'un juge-commissaire soit nommé, sur le rapport duquel le tribunal prononcera, après avoir entendu le procureur du Roi dans ses conclusions (C. pr., art. 83, 1°), — lesquelles peuvent être contraires à son réquisitoire; le procureur du Roi n'ayant été, dans ce premier acte, que le mandataire du préfet, et ayant repris son rôle ordinaire dans le second. DELALLEAU, n. 297, 299 et 301.

Le procureur du Roi entendu, les parties intéressées peuvent présenter leurs observations. Toutefois, elles ne reçoivent pas d'assignation à comparaître, et si elles ont la faculté d'intervenir dans

l'instance pour faire valoir leurs réclamations, la jurisprudence ne reconnaît, pas plus que la loi, l'obligation de les y appeler. *Mon.* 3 mars 1841, p. 518 ; art. 20, §. 2 arg. ; Cass. 19 juin et 22 déc. 1834 ; 6 janv. 1836 ; 11 août 1841 (S., 34, 711 ; 35, 172 ; 36, 5 ; 41, 670). — Les moyens ayant été produits par les parties elles-mêmes ou leurs fondés de pouvoirs, le tribunal prononce son jugement. Toutefois, il ne doit le faire qu'autant qu'il reconnaît que l'utilité des travaux aura été constatée et déclarée dans les formes prescrites par la loi. V. art. 2. Le mot *déclaré* a été ajouté au projet de loi, parce que, a-t-on dit, ce qui est constaté peut demeurer secret, et qu'une déclaration publique est nécessaire. Mais le tribunal n'est plus, comme sous la loi de 1810, appelé à connaître de toutes les réclamations relatives à l'infraction des règles prescrites par la loi ; le juge doit se borner à vérifier le caractère extérieur des actes qui lui sont soumis (art. 14). Ainsi, il vérifiera si l'acte présenté comme une ordonnance royale est revêtu des formes légales propres à l'ordonnance ; mais le bien fondé de cet acte échappe à ses investigations ; le conseil d'État a seul le droit d'en connaître, sur la provocation des parties. Les formalités dont l'accomplissement est constaté, sont des actes administratifs, et la règle de séparation des pouvoirs administratif et judiciaire en interdit la connaissance aux tribunaux (Ch. Députés, 5 fév., 6 juin ; Ch. Pairs, 6 mai 1833), — sauf l'inscription de

faux contre ces mêmes actes (*Mon.* 14 mai 1833, p. 1438), qui reste de leur domaine.

Les tribunaux sont donc incompétens pour rechercher, par exemple, si les travaux autorisés par une ordonnance royale auraient dû l'être par une loi (V. art. 3. *Contrà*, STOURM, *Code des municipalités*, p. 65); — ou pour réformer la déclaration faite par l'autorité administrative, que le concessionnaire a rempli les conditions de la concession, consistant notamment dans la justification d'un fonds social; à l'autorité administrative seule appartient de reconnaître l'accomplissement de cette condition. La déclaration de l'administration est irréfragable pour les tribunaux. *Cass.* 6 janv. 1836 (S., 36, 5).

63. L'article 14 n'admettant la vérification du tribunal que pour les pièces constatant l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 2 du titre I, et le titre II de la loi du 3 mai, il s'ensuit qu'il ne doit pas viser la première enquête ordonnée par l'article 3 du titre I de la même loi. C'est au législateur de décider si cette enquête a été faite conformément au vœu de cet article. *Cass.* 10 et 25 août 1841 (S., 41, 888 et 693). Un amendement contraire à cette solution a été rejeté par la Chambre des Pairs dans la séance du 7 mai 1833, lors de la discussion de la loi du 7 juillet 1833, à laquelle la loi nouvelle n'a pas, en ce point, dérogé.

64. On a demandé si le jugement serait entaché de nullité, 1°. parce que le maire n'aurait pas déli-

vré le certificat du dépôt des pièces désignées en l'article 5, à l'instant même où il aurait eu lieu ; 2°, parce que ce maire certificateur serait celui de la commune dans l'intérêt de laquelle se poursuit l'expropriation ?

La Cour de cassation a répondu, par son arrêt du 11 août 1841 (S., 41, 670), 1°. qu'aucune disposition ne détermine la date de cette certification ; il suffit qu'elle ait été déclarée constante et conforme aux dispositions de l'article 6 par le jugement d'expropriation, d'après les pièces produites ; 2°. que ledit article 6 ne fait aucune exception pour le cas où il s'agit d'une expropriation poursuivie dans l'intérêt de la commune administrée par le maire, et que la loi n'a, pour ce cas, conféré à aucune autre personne qu'à cet officier public le droit de délivrer les certificats qu'elle exige. — La même Cour a aussi reconnu que le certificat du sous-préfet énonçant que les pièces ont été déposées au secrétariat de la sous-préfecture pendant huit jours, doit s'entendre dans le sens de huit jours entiers, conformément à l'article 10. Cass. 10 août 1841 (S., 41, 888).

65. Le jugement doit contenir : 1°. la preuve que le tribunal s'est assuré de la production des actes établissant l'accomplissement des formalités requises, preuve qui résulte du *visa* des pièces à fournir par l'administration ; la déclaration générale qu'elles ont été remplies ne suffirait pas. Cass. 1^{er} juill. 1834 ; 11 mai 1835 ; 2 fév. 1836 ; 3 juill.

1839 (S., 34, 623; 35, 949; 36, 337; 39, 748). — Néanmoins, la circonstance qu'il n'aurait été donné qu'un *visa* collectif, avec cette mention que les pièces constatent l'accomplissement de toutes les formalités voulues par la loi, n'entraînerait pas la nullité du jugement. Cass. 11 mai 1835, *ib.* — 2°. L'indication de chacune des propriétés dont l'expropriation est prononcée (art. 15, arg.). — 3°. Les noms des propriétaires, à peine de nullité. Cass. 2 fév. 1836; 4 août 1841 (S., 36, 337; 41, 661). — 4°. L'époque de la dépossession (DELALLEAU, n. 313), antérieure ou postérieure au paiement de l'indemnité (art. 53, 65 et suiv.). — Cependant ne serait pas nul un jugement qui, par une locution vicieuse, aurait, hors des cas prévus par la loi, prononcé *l'envoi en possession* des concessionnaires, au lieu de prononcer seulement l'expropriation; si, d'ailleurs, cet envoi en possession n'était accordé qu'à la charge par ces concessionnaires d'acquitter, avant toute prise de possession, l'indemnité que réglerait le jury; il n'en résulte aucun préjudice pour la partie expropriée. Cass. 11 mai 1835 (S., 35, 949).

De ce que nous venons de dire, il résulte que le jugement ne prononce l'expropriation que des terrains nécessaires à la portion de travaux expressément ou implicitement comprise dans la déclaration d'utilité publique dont elle est précédée; elle ne peut s'étendre à d'autres terrains, quelque nécessaires qu'ils paraissent à l'achèvement ou à la

conservation des travaux ordonnés. Il n'est pas permis de suppléer au silence de l'ordonnance ou de la loi (art. 2). Cass. 21 nov. 1836 (S., 36, 920). — Ainsi le tribunal refusera de prononcer l'expropriation de terrains nécessaires à la rectification de travaux exécutés antérieurement en vertu d'une loi spéciale, lorsque d'ailleurs cette loi n'aura pas disposé d'avance sur les nouveaux travaux. Une loi ou une ordonnance est indispensable pour l'exécution du nouveau travail ; le tribunal, en jugeant en ce sens, n'empiète point sur les attributions de l'autorité administrative. Cass. 8 avril 1835 (S., 35, 300) ; V. n. 24. — De même, quand la loi de concession d'un canal, à laquelle a été annexé un plan général des lieux, ne désigne pas les territoires sur lesquels les travaux doivent être exécutés, le tribunal doit refuser de prononcer l'expropriation des terrains désignés dans les plans parcellaires, même approuvés par l'administration des ponts et chaussées, si, préalablement, un acte du préfet n'a désigné les territoires, et si un arrêté ultérieur de ce fonctionnaire n'a déterminé les propriétés particulières auxquelles l'expropriation est applicable. Cass. 6 janv. 1836 (S., 36, 5)

66. Le jugement est rendu sans retard ; l'affaire est urgente par sa nature, et le législateur de 1841 a recherché la rapidité des procédures.

67. « Le même jugement commet un membre
« du tribunal pour remplir les fonctions attribuées
« par le titre IV, chapitre 2, au magistrat-directeur

« du jury chargé de fixer l'indemnité, et désigne un
 « autre membre pour le remplacer au besoin. —
 « En cas d'absence ou d'empêchement de ces deux
 « magistrats, il sera pourvu à leur remplacement
 « par une ordonnance sur requête du président du
 « tribunal civil. » Art. 14, §. 3. — La législation
 de 1833 n'avait pas prévu l'empêchement des ma-
 gistrats, et avait ainsi laissé s'introduire dans la loi
 une cause de difficultés et de lenteurs que celle
 de 1841 a dû prévenir.

68. « Dans le cas où les propriétaires à expro-
 « pier consentiraient à la cession, mais où il n'y
 « aurait point accord sur le prix, le tribunal don-
 « nera acte du consentement, et désignera le ma-
 « gistrat-directeur du jury, sans qu'il soit besoin de
 « rendre le jugement d'expropriation, ni de s'as-
 « surer que les formalités prescrites par le titre II
 « ont été remplies. » Art. 14, §. 3. — Ce dernier
 paragraphe de l'article 14 consacre comme loi ce
 qui, sous l'empire de celle de 1833, avait été re-
 poussé par la jurisprudence de plusieurs cours
 (celles de Colmar et de Bordeaux), qui refusaient
 de nommer un jury lorsqu'il n'y avait point eu de
 jugement d'expropriation.

Ont été remplies.... En effet, ces formalités
 n'ayant d'autre objet que de constater que tous les
 intéressés ont été mis à même de présenter leurs
 observations, dès que les propriétaires consentent
 à la cession ces formalités deviennent superflues.

C'est une conséquence du changement apporté à la loi de 1833, et que nous venons de signaler.

69. On a, dans la loi nouvelle, prévu le cas où l'administration, après les mesures qui précèdent l'expropriation, négligerait de la faire prononcer; et pour que son inaction ne pût causer de préjudice au propriétaire par l'interdit qu'elle ferait peser sur son immeuble, l'article 14 a disposé que « Si, « dans l'année de l'arrêté du préfet, l'administra- « tion n'a pas poursuivi l'expropriation, tout pro- « priétaire dont les terrains sont compris audit « arrêté peut présenter requête au tribunal. Cette « requête sera communiquée par le procureur du « Roi au préfet, qui devra, dans le plus bref dé- « lai, envoyer les pièces, et le tribunal statuera « dans les trois jours. » Art. 14, §. 2. — Il est regrettable que la loi ait exigé ici une requête, au lieu d'un simple mémoire; cette dernière forme, plus prompte et plus économique, eût mieux répondu à son esprit.

Dont les terrains.... Ou les bâtimens; cette addition est sous-entendue. *Mon.* 3 mars 1841, p. 520.

Les pièces sur lesquelles a été rendu le jugement restent au greffe du tribunal.

70. « Le jugement est publié et affiché, par ex- « trait, dans la commune de la situation des biens, « de la manière indiquée en l'article 6. Il est, en « outre, inséré dans l'un des journaux publiés dans

« l'arrondissement, ou, s'il n'en existe aucun, dans
« l'un de ceux du département.

« Cet extrait, contenant les noms des proprié-
« taires, les motifs et le dispositif du jugement,
« leur est notifié au domicile qu'ils auront élu dans
« l'arrondissement de la situation des biens, par
« une déclaration faite à la mairie de la commune
« où les biens sont situés; et, dans le cas où cette
« élection de domicile n'aurait pas eu lieu, la noti-
« fication de l'extrait serait faite en double copie
« au maire et au fermier, locataire, gardien ou ré-
« gisseur de la propriété.

« Toutes les autres notifications prescrites par la
« présente loi seront faites dans la forme ci-dessus
« indiquée. » Art. 15.

71. Ces formalités ont lieu, soit que le tribunal ait prononcé l'expropriation, soit que les propriétaires et l'administration étant d'accord sur la cession et non sur le prix, le tribunal n'ait eu qu'à désigner le magistrat-directeur du jury. V. n. 68. Dans l'un comme dans l'autre cas, on peut dire qu'il y a eu jugement. — Mais l'article 15 ne prévoit pas le cas de contrat amiable. Cependant il est essentiel que ce contrat n'échappe point à la connaissance de ceux qui ont un droit sur le fonds cédé. Il existe même, à l'égard de la cession amiable, un motif de plus de la rendre publique, puisqu'à la différence de l'expropriation judiciaire, elle n'a pas été divulguée par la publicité qui s'attache d'elle-même à la solennité d'un jugement. La loi

de 1833 n'avait pas pourvu à cet inconvénient. Il y avait donc ici une lacune que le législateur de 1841 a remplie, en déclarant, par son article 19 (V. n. 87), que le premier paragraphe de notre article 15 s'appliquait également aux contrats. Dès lors, il faut dire que tout traité amiable devra être publié à son de trompe dans la commune (art. 15 et 6 comb.) et inséré dans le journal de l'arrondissement ou, à défaut, dans celui du département.

72. *Les noms des propriétaires....* S'ils sont énoncés dans le dispositif du jugement, il devient inutile de les mentionner une seconde fois. DELALLEAU, n. 316. — Cette notification est faite dans les formes ordinaires. Toutefois, l'immeuble exproprié ayant pu, par l'effet d'un décès, changer de maître, et les parties n'ayant pas dû être mises en cause (V. n. 65), leurs noms seront quelquefois ignorés de l'administration; c'est pour cela que l'on doit regarder comme suffisante la notification faite collectivement, d'après les indications de la matrice des rôles, *aux enfans de M. N....* ou *aux héritiers N....* L'administration ne connaît les propriétaires que par les noms qui figurent sur les registres des impositions.

Faite à la mairie.... Il ne résulte pas de ces termes que l'élection de domicile ne puisse avoir lieu que par une déclaration faite à la mairie; elle serait valablement contenue dans un acte extrajudiciaire. C'est aussi l'opinion de M. Delalleau.

73. *En double copie....* L'article 15, §. 2, n'en-

tend pas que deux copies soient laissées au maire et deux copies au gardien ; cette interprétation ne présenterait aucun résultat utile ni raisonnable ; il faut entendre que deux copies seront signifiées, l'une au maire, l'autre au fermier. Le législateur n'a point obligé l'administration à supporter des frais inutiles de signification. — L'original de la notification est visé par le maire. C. pr., art. 68. — Cette notification est indispensable, en matière d'expropriation comme en matière ordinaire. Sous ce rapport, le droit commun, qui ne permet l'exécution d'un jugement qu'après sa signification, reprend ici son empire. L'article 20 d'ailleurs (L. 3 mai) n'a fait courir le délai, pour former le pourvoi contre le jugement, que du jour de sa notification. — La preuve qu'elle a eu lieu ne résulte que de la production de l'original. La mention mise par le maire au bas de l'extrait du jugement, et attestant l'existence de cette notification, ne constate pas suffisamment qu'elle a été faite. Cass. 28 janv. 1834 (S., 34, 206).

La commission de la Chambre des Pairs avait proposé d'ajouter que le jugement serait immédiatement notifié par extrait aux créanciers inscrits avant la transcription. Mais cette disposition a été rejetée comme entraînant des retards inutiles. Les créanciers ne peuvent s'opposer au jugement : il n'est nécessaire de les mettre en cause que lorsqu'il s'agit de déterminer le montant de l'indemnité.

74. Cette notification est faite à la diligence du

préfet du département de la situation des biens, — soit par un huissier, soit par tout agent administratif dont les procès-verbaux font foi en justice (art. 57). — Toutefois, il a été jugé que, quand l'expropriation a lieu dans l'intérêt unique d'une commune, la notification du jugement — et des offres (art. 23 ; V. n. 135) — est valablement faite à la requête du maire de cette commune. Comme administrateur de la ville, il ne fait, dit l'arrêt, qu'user du droit qu'il puise dans les articles 57 et 63. Cass. 12 janv. 1842 (S., 42, 420). — Observons cependant que si, comme le prévoit l'article 15 *in fine*, la partie expropriée n'avait pas élu domicile dans l'arrondissement de la situation des biens, la notification alors devant être faite au maire, elle ne pourrait plus avoir lieu à sa requête.

75. Quel est le caractère du jugement d'expropriation ? Ce caractère est de prononcer l'expropriation de l'immeuble, au profit de l'État, de la manière la plus absolue, abstraction faite de la personne de ceux qui en détiennent la propriété ; le tribunal ne recherche pas en effet si l'immeuble appartient à plusieurs, s'il est l'objet d'un usufruit, d'un droit d'usage, etc. ; aucune partie n'est appelée. Il semble donc moins dépouiller tel ou tel de son droit que les attribuer tous à l'État. C'est qu'en effet le motif d'utilité publique devant faire tomber toutes les résistances, il devenait inutile de multiplier les actes de transmission de propriété, et de

faire exproprier l'usufruit, le droit de servitude et celui de bail ; ces formalités fussent même devenues impraticables vis-à-vis d'un grand nombre d'ayants-droit ignorés de l'administration. Aussi la loi, dans son article 21, ne s'occupe de tous ces droits que pour déclarer que ceux qui les possèdent ne peuvent plus prétendre qu'à une indemnité. Il faut donc reconnaître que l'administration a acquis la propriété libre et entière par le fait seul du jugement. Mais la loi, ce semble, aurait dû s'en expliquer, et dire que le jugement n'atteignait pas seulement le droit du propriétaire, mais en même temps tous les autres droits réels, quels qu'ils fussent. Elle ne l'a pas fait ; car l'article 18 ne concerne que des actions à exercer litigieusement, et non les droits d'usufruit ou de bail. En résumé, et en présence de l'article 21, il faut tenir pour certain qu'aucun de ces droits ne survit au droit même de propriété, dont ils ne sont qu'un démembrement, et que le jugement a tout transmis à l'État.

§. II.

Effets du jugement d'expropriation.

76. Le jugement d'expropriation produit plusieurs effets :

1°. Il transfère incontinent à l'État la propriété de l'immeuble (art. 1 et 14) — frane et quitte de toutes charges (*Rapp. à la Ch. des Députés*, 26 fév. 1833, et *Ch. des Pairs*, 7 mai 1840; *Mon.*,

p. 941), — sauf à satisfaire, au moyen de l'indemnité d'expropriation (V. chap. VIII), ceux qui ont des droits sur l'immeuble (V. n. 75), — ou des actions réelles (art. 18). — Car, il faut bien remarquer que le paiement de l'indemnité ne doit et ne peut précéder que la prise de possession (art. 53), mais n'arrête pas la transmission de propriété. — Ce paiement en effet n'est pas la condition du transport de propriété. De ce premier effet du jugement il suit : 1°. Que toute hypothèque ou droit immobilier accordé ou acquis depuis le jugement sur l'immeuble exproprié est nul. Toutefois, l'inscription d'une hypothèque antérieure au jugement est valablement faite jusqu'à l'expiration de la quinzaine qui suit la transcription du jugement (V. art. 17). 2°. Que l'exproprié qui, après le jugement, céderait ses droits sur l'immeuble, ne transmettrait qu'une action en paiement d'indemnité, c'est-à-dire un droit mobilier. A ce titre, l'acte qui en contiendrait la cession serait soumis au droit d'enregistrement dû pour une créance mobilière ; à ce titre encore l'indemnité appartiendrait au légataire du mobilier d'une succession (C. civ., 529), et tomberait dans la communauté. *Ib.*, 1401. — Toutefois remarquez que la propriété transférée à l'État n'entraîne point pour lui la faculté de disposer : elle ne lui est acquise que par le paiement préalable de l'indemnité qui reste à fixer. Jusque-là la possession reste au propriétaire. Bordeaux, 16 janv. 1832 (S., 32, 337). — Sauf les cas excep-

tionnels prévus par la loi, où l'envoi en possession provisoire est prononcée. V. chap. xix.

2°. Il convertit les droits de propriété, d'usufruit, d'usage ou d'habitation, de servitude, de bail, ainsi que les droits des créanciers hypothécaires sur l'immeuble ou l'usufruit même, en un droit sur l'indemnité représentative du fonds (art. 18). V. n. 75.

3°. Il oblige l'État à indemniser également les fermiers et locataires de l'immeuble de tout le tort ou dommage qu'ils éprouvent par la cessation forcée de leurs baux (art. 21 et 39).

Mais comme le jugement seul produit ces effets tant qu'il n'est pas rendu, le bien à exproprier peut être licité; et si le jugement intervient pendant les formalités de la licitation, le droit des colicitans se résout en une indemnité divisible entre eux. Le terrain exproprié n'est-il qu'une partie de celui à liciter? la licitation porte sur ce terrain, moins ce qui a été exproprié; ou bien l'adjudicataire (si l'on en convient), au lieu de cette partie, reçoit l'indemnité qui la représente. DELALLEAU, n. 358.

77. Le jugement d'expropriation sépare-t-il du fonds les animaux donnés par le propriétaire au fermier pour la culture et l'exploitation de la ferme (C. civ., 522), et aussi les choses que l'article 524 (C. civ.) a nommées immeubles par destination, tels que des chevaux de charrue, pressoir, etc.? Ou, au contraire, ces objets demeurent-ils partie inté-

grante du fonds et passent-ils avec lui à l'État? On comprend l'importance de cette question par rapport à l'indemnité. V. n. 254 et 255.

Un des effets du jugement, avons-nous dit n. 75 et 76, est de résilier le bail, sauf indemnité (art. 21). Dans le cas de l'article 1821 du Code civil, les animaux donnés en cheptel au fermier ne lui appartiennent pas, ils sont la propriété du bailleur. Mais, partie intégrante du corps de ferme pendant la durée du bail, comme immeuble par destination, leur immobilisation ne dure que tant qu'ils demeurent attachés au fonds *par l'effet de la convention*. C. civ. 522. Or, cette convention précisément n'existe plus, et bien qu'elle n'ait pas cessé dans des circonstances prévues par les contractants, mais avant le terme, et sans qu'il ait été possible de proroger la durée du bail, cependant il est vrai de dire, en présence de l'article 522 du Code civil, que le jugement a opéré la séparation du cheptel d'avec l'immeuble, et que par conséquent il reste la propriété du bailleur. Mais de ce que l'État n'est pas obligé de prendre le cheptel avec l'immeuble et d'en payer la valeur avec celle du fonds, il ne s'ensuit pas qu'il ne doive pas une indemnité relative au cheptel. C'est ce que nous expliquerons plus loin, n. 254, 255.

78. Il n'en sera pas de même, selon nous, des objets placés par le propriétaire pour le service et l'exploitation du fonds. Ils ne le sont pas ici en vertu d'un bail, ils ne sont point donnés en chep-

tel au fermier, il n'y a même pas nécessairement un fermier. Ces animaux ou ces ustensiles sont attachés au fonds à perpétuelle demeure, soit par eux-mêmes, soit par leur croit. C. civ. 524. Le jugement d'expropriation n'a pas le pouvoir de les séparer de l'immeuble, et nous croyons qu'ils passent avec lui dans la propriété de l'État, si le propriétaire ne consent pas à les en détacher. Ce sera donc sur tous ces objets que devra porter l'indemnité qui lui revient (V. n. 255), et à l'administration le soin d'en tirer, par la vente, le plus grand parti.

79. « Le jugement sera, immédiatement après
« l'accomplissement des formalités prescrites par
« l'article 15 de la présente loi, transcrit au bureau
« de la conservation des hypothèques de l'arron-
« dissement, conformément à l'article 2181 du
« Code civil. » Art. 16. — Cet article ne diffère de la loi de 1833 qu'en ce que la transcription doit avoir lieu après la notification du jugement. *Mon.* 3 mars 1841, p. 520. — Remarquez que cette transcription n'est pas faite dans le but de purger les privilèges et hypothèques (ils se trouvent de plein droit éteints par l'expropriation (V. n. 76), mais dans celui de faire courir le délai pendant lequel les créanciers, antérieurs au jugement, feront inscrire leur hypothèque, laquelle est convertie en un droit sur l'indemnité représentative du fonds. *Mon. Ch. Pairs*, 8 mai 1833, et 7 mai 1840, p. 941.

80. « Dans la quinzaine de la transcription, les

« privilèges et hypothèques conventionnelles, judiciaires ou légales, seront inscrits.

« A défaut d'inscription dans ce délai, l'immeuble exproprié sera affranchi de tous privilèges et hypothèques, de quelque nature qu'ils soient, sans préjudice des droits des femmes, mineurs et interdits, sur le montant de l'indemnité, tant qu'elle n'a pas été payée, ou que l'ordre n'a pas été réglé définitivement entre les créanciers.

« Les créanciers inscrits n'auront, dans aucun cas, la faculté de surenchérir ; mais ils pourront exiger que l'indemnité soit fixée conformément au titre IV. » Art. 17. — On a, dans la rédaction de 1841, retranché les mots *antérieurs au jugement*, qui venaient après ceux *judiciaires ou légales*. On a dû, en effet, les regarder comme inutiles ; le jugement ayant opéré transmission de propriété, il était évident qu'aucune hypothèque ne pouvait être acquise depuis.

La quinzaine.... Cette quinzaine est franche ; en sorte que si la transcription a été opérée le 2 du mois, l'inscription sera valablement prise le 17. *Dies termini non computatur in termino.*

81. *Ou légale....* C'est une très-rigoureuse dérogation au droit commun de notre régime hypothécaire. Le Code civil, en effet (art. 2195), accorde un délai de deux mois aux représentants des incapables pour faire les inscriptions conservatrices de leurs droits. Cette exception a été intro-

duite dans la vue d'accélérer l'exécution des travaux d'utilité publique.

82. *Seront inscrits...* Cette disposition s'applique aux créanciers hypothécaires sur l'usufruit du fonds, comme sur le fonds lui-même (art. 22).

83. Une décision du ministre des finances, du 25 mai 1825, porte : Que pour s'assurer de la situation hypothécaire des propriétaires, il sera remis au conservateur, par l'administration, des états présentant, avec la situation et la contenance des immeubles, les noms et prénoms de ces propriétaires, afin qu'en regard de chaque article le conservateur puisse consigner le résultat de ses recherches par une simple mention portant qu'il existe ou qu'il n'existe pas d'inscription; cette décision alloue au conservateur le salaire d'un franc pour chacun des articles compris dans les états susdits. — Une autre circulaire, du 15 juillet suivant, ajoute que ces états seront rédigés sur papier non timbré; qu'ils seront renvoyés par les conservateurs aux préfets, pour qu'il en soit fait, aussi sur papier non timbré, des extraits certifiés qui seront joints, dans le cas de non-inscription, au mandat de paiement direct, et en cas d'existence d'inscription, au mandat de paiement par voie de consignation. — Il est alors indispensable d'exprimer dans l'arrêté et les pièces relatives à la consignation, que le remboursement ne pourra en être obtenu que sur l'exhibition d'un certificat de non-inscription hypothécaire, ou d'un ordre de collo-

cation entre les créanciers. DELALLEAU, n. 256; C. civ., 2186; C. proc., 771, arg. — Les états remis au conservateur indiqueront les précédents propriétaires du chef desquels pourraient exister des hypothèques.

84. « Les actions en résolution, en revendication, et toutes autres actions réelles, ne pourront arrêter l'expropriation, ni en empêcher l'effet. Le droit des réclamans sera transporté sur le prix, et l'immeuble en demeurera affranchi. » Art. 18. — Les actions mixtes, telles que celles en bornage, en réméré, etc., n'ayant plus d'objet, sont éteintes. C. civ., 1234.

85. Supposons que l'État ait acquis, par voie amiable ou forcée, d'un propriétaire apparent, tout ou partie d'un immeuble. Si le véritable propriétaire intente son action en revendication avant que l'indemnité ait été payée, il fait opposition sur elle, entre les mains de l'administration, qui ne paie qu'à qui de droit et après le litige vidé. Dans ce cas, prévu par l'article 18, point de difficulté. Mais si l'action n'est formée qu'après le paiement de l'indemnité, le revendiquant, dont le droit aura été judiciairement reconnu (et qui aura mis l'État en cause), pourra-t-il exiger de l'administration l'indemnité représentative de son immeuble déjà payée? Nous n'en doutons pas. En effet, aucune disposition de la loi d'expropriation ne frappe son droit de déchéance; il demeure dans les termes de la règle commune qui (C. civ., 1131 et 1599) le

lui conserve tout entier. En effet, le propriétaire apparent n'a été exproprié de rien puisque son droit était nul; il n'a donc rien transmis à l'État. Si cependant, par une dérogation exorbitante aux principes, la propriété, dans ces circonstances, demeure à l'État c'est, que, devant dans tous les cas lui revenir, il était plus simple qu'il la retint. Aucun tort réel n'en résulte d'ailleurs pour le véritable propriétaire; mais c'est à la condition qu'il sera indemnisé, car c'est lui seul qui doit l'être. Le paiement fait à qui n'était pas créancier ne libère pas le débiteur; l'État doit s'imputer de n'avoir pas suffisamment examiné les titres du propriétaire apparent. Non-seulement donc, le véritable a une action en paiement contre l'État, mais il peut demander un prix supérieur à celui qui aurait été convenu, et dont on conçoit que le détenteur de mauvaise foi aura souvent fait bon marché à l'administration.— Cette action en revendication n'est soumise, avons-nous dit, à aucune déchéance. En effet, l'article 17 (L. 3 mai), qui réduit à quinze jours le délai de deux mois accordé par le Code civil pour l'inscription des hypothèques légales, ne concerne que les créanciers hypothécaires, et ne saurait atteindre l'exercice du droit de revendication ou de résolution. — Bien entendu que l'État, qui aura été obligé de payer une deuxième fois, aura son recours contre celui qui a reçu indûment.

86. « Les règles posées dans le premier paragraphe de l'article 15, et dans les articles 16, 17

« et 18, sont applicables, dans le cas de conventions amiables, aux contrats passés entre l'administration et le propriétaire.

« Cependant l'administration peut, sauf les droits des tiers, et sans accomplir les formalités ci-dessus tracées, payer le prix des acquisitions dont la valeur ne s'élèverait pas au-dessus de 500 fr.

« Le défaut d'accomplissement des formalités de la purge des hypothèques n'empêche pas l'expropriation d'avoir son cours, sauf, pour les parties intéressées, à faire valoir leurs droits ultérieurement, dans les formes déterminées par le titre IV de la présente loi. » Art. 19.

87. *Sont applicables dans le cas de conventions amiables....* Le §. 1^{er} de l'article 15 oblige à donner de la publicité au jugement; cette même publicité devra donc entourer le contrat amiable. V. n. 71. — Quant aux articles 16 et 17, ils sont relatifs à la transcription du jugement; le contrat sera donc aussi transcrit.

En matière ordinaire, cette transcription des contrats translatifs de propriété n'est point, en général, obligatoire; mesure de sûreté prise par l'acquéreur dans son unique intérêt, elle lui sert à purger les hypothèques (C. civ., 2181); mais en matière d'expropriation pour utilité publique, cette formalité est indispensable. En effet, le défaut de transcription et de publicité d'une cession amiable mettrait le véritable propriétaire d'un fonds vendu par un injuste détenteur dans l'impos-

sibilité de faire valoir son droit, et, d'après l'article 18, il n'aurait contre ce dernier qu'un recours illusoire, en cas d'insolvabilité. Aussi le législateur de 1841, en rendant applicable aux contrats amiables le §. 1^{er} de l'article 15, les a-t-il entourés de la même publicité que les jugemens, et a-t-il exigé qu'ils fussent également transcrits (art. 19 et 16 comb.).

Aux contrats passés.... A quelque époque que ce soit, pourvu que la déclaration d'utilité publique ait précédé. *Mon.* 8 mai 1840, p. 957.

88. Du §. 1^{er} de l'article 19 et de l'article 18 combinés, résulte que ne sont pas applicables, au cas de cession volontaire ou forcée :

1°. Les règles établies par le Code civil dans les articles 1584, sur la vente sous condition; 1654, sur la résolution du contrat pour non-paiement du prix; 1659, sur la faculté de rachat; 1674, sur la lésion de plus des sept douzièmes de la valeur de l'immeuble; chacun de ces cas donnerait seulement lieu à une demande en supplément de prix, l'immeuble devant toujours rester à l'État;

2°. L'article 2185 du Code civil, sur le droit de surenchère du dixième; il est remplacé par celui qu'auront les créanciers (art. 22 et 23) et les usufruitiers (*ib.*) d'exiger la fixation de l'indemnité par le jury, selon le titre IV de la loi du 3 mai. — Mais comme il est utile d'encourager les cessions amiables, si l'estimation du jury n'est pas supérieure au prix convenu entre les parties, le

créancier qui l'a requise doit supporter tous les frais. V. art. 40 et n. 437.

89. 3°. Enfin, les terrains cédés ou expropriés ayant toujours été mesurés par les gens de l'art (art. 4), l'article 1619 du Code civil relatif à l'excédant ou au défaut de la mesure exprimée au contrat (ou ici au jugement) ne recevrait son application que dans le cas d'erreur de leur part.

Sauf le droit des tiers.... Cette faculté de payer sans avoir rempli la formalité de transcription ne saurait préjudicier aux droits des créanciers. L'État se soumet à la chance de payer deux fois; mais la rareté des cas où il s'y trouve obligé est telle, qu'il y a une grande économie à ne point remplir les formalités dont l'article 19 le dispense.

90. *Au-dessus de 500 francs....* Avant la loi du 7 juillet 1833 et sous l'empire de celle du 8 mars 1810, le ministre des finances avait cru devoir, par ses décisions des 27 juillet 1821 et 25 mai 1825, dispenser des formalités tracées par le Code civil pour la purge des privilèges et hypothèques, les acquisitions d'utilité publique faites par l'État dont le prix n'excéderait pas 100 francs. Les communes avaient obtenu la même faveur pour les travaux d'utilité communale; mais depuis la législation de 1833, le ministre des finances, par une circulaire du 24 juillet 1837, rapporta les décisions précitées, et statua, par une autre circulaire du 17 décembre de la même année, que, sans admettre d'exception pour les acquisitions faites par les communes,

même pour les chemins vicinaux, on devra dans tous les cas se conformer aux articles 16 et 17 qui prescrivent la transcription. V. Sir. t. 38, 2^e partie, p. 463. — La loi de 1841 se contenta, elle, de poser, dans le deuxième paragraphe de l'article 19, la règle générale qui, ne distinguant pas entre l'État et les communes, permet de payer, sans accomplir les formalités, tout prix qui n'excède pas 500 francs.

Tel était l'état des choses, lorsqu'une ordonnance royale du 18 avril 1842, par son article 2, confirma, à l'égard des communes, la règle posée d'une manière générale dans l'article 19 de la loi de 1841. Cet article est ainsi conçu : « A
« l'égard des acquisitions faites en vertu de la loi
« du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause
« d'utilité publique, les maires seront tenus de se
« pourvoir également de l'autorisation des conseils
« municipaux et de l'approbation des préfets,
« avant d'exercer la faculté donnée par l'article 19
« de la susdite loi, de ne point purger les hypo-
« thèques pour les acquisitions dont la valeur ne
« s'élèverait pas au-dessus de 500 francs. »

L'article 3 ajoute : « En conséquence, les rece-
« veurs municipaux pourront acquitter les mandats
« délivrés par les maires pour les paiemens des ac-
« quisitions mentionnés dans les deux articles pré-
« cédens, pourvu que ces mandats indiquent la
« délibération du conseil municipal, approuvée
« par le préfet, qui autorise le maire à ne pas

« procéder à la purge des hypothèques. » — Cette faculté de payer, sans formalités de transcription, ne regarde évidemment que le cas où les parties sont d'accord sur le prix, qu'il y ait eu jugement ou non.

91. *D'avoir son cours....* C'est-à-dire que le tribunal ne pourra se refuser à désigner le jury spécial (V. chap. x.) sous prétexte que les formalités de purge n'auraient pas été accomplies. *Mon.* 8 mai 1840, p. 958.

CHAPITRE VII.

POURVOI CONTRE LE JUGEMENT.

92. « Le jugement ne pourra être attaqué que
 « par la voie de recours en cassation, et seulement
 « pour incompétence, excès de pouvoir ou vices
 « de forme du jugement. » Art. 20, §. 1^{er}. Mais
 les décisions postérieures audit jugement d'expro-
 priation et rendues par suite de contestation entre
 les parties, quoique se rattachant à l'instance en
 fixation d'indemnité, restent soumises à la règle
 des deux degrés de juridiction. L'article 20 ne s'ap-
 plique qu'au jugement qui, aux termes de l'ar-
 ticle 14, prononce l'expropriation et commet un
 magistrat pour diriger le jury. Toulouse, 31 août
 1837 (S., 37, 489).

93. Le pourvoi est interjeté, non-seulement
 par le propriétaire, mais encore, en cas de silence
 de sa part, par ses créanciers (C. civ., 1166) en son
 nom; car il ne saurait dépendre d'un débiteur,
 d'intelligence peut-être avec des concessionnaires,
 de se laisser dépouiller, moyennant un prix secret
 consenti en fraude de ses créanciers.

Pour incompétence.... Par exemple si le juge-
 ment a été rendu par un tribunal autre que celui
 dans le ressort duquel les biens à exproprier sont
 situés.

Excès de pouvoir.... Si le tribunal refusait de

prononcer l'expropriation en présence des pièces constatant que toutes les formalités ont été remplies, ou, réciproquement, si le jugement prononçait l'expropriation sans que les formalités préalables prescrites par la loi aient été accomplies (Cass. 6 janv. 1836; S., 36, 5), — la Cour suprême a mission, dans ce cas, malgré les énonciations que renferme le jugement sur l'observation des formalités, pour vérifier elle-même si elles ont été véritablement observées. C'est à cette fin que l'article 20 prescrit l'envoi des pièces à la chambre civile de la Cour. Cass. 11 mai 1835 (S., 35, 949). — Il y aurait encore excès de pouvoir dans le jugement qui imposerait à l'administration des conditions autres que celles qui ressortent des pièces elles-mêmes, — ou si le jugement prononçait l'expropriation d'une étendue de terrain plus considérable que celle requise; le tribunal n'a pu rendre sa décision que sur la représentation des pièces qu'il a dû viser et conformément au contenu de ces pièces. Cass. 14 mars 1842 (S., 42, 437). Toutefois n'est-on pas fondé à objecter que le jugement se référant à l'arrêté, n'expropriait réellement que le terrain qui était indiqué, et que par conséquent c'était simplement le lieu de recourir au tribunal pour faire rectifier l'erreur commise ?

94. *Vice de forme du jugement*,... Par exemple, si les juges étaient en nombre insuffisant, ou si le procureur du Roi n'avait pas été entendu.

95. Parmi les formalités que vise le jugement,

il en est qui sont essentielles, et en l'absence desquelles le tribunal qui exproprierait commettrait un excès de pouvoir. Ces formalités n'ont pas été déterminées; la Cour suprême apprécie. D'autres sont moins utiles, et le défaut de leur observation n'entraîne pas la cassation du jugement qui aurait suivi. C'est ainsi que ne donneraient pas ouverture à cassation,

La circonstance que le dépôt des pièces au secrétariat de la préfecture n'aurait pas duré huit jours, conformément à l'article 10, si l'exproprié a adressé au préfet sa réclamation pendant le dépôt, cette abréviation de sa durée ne lui ayant pas préjudicié. Cass. 6 janv. 1836 (S., 36, 5).

Le fait que les poursuites d'expropriation pour travaux maritimes auraient eu lieu à la requête du préfet maritime au lieu du préfet du département. L'article 13 (L. 3 mai), en vertu duquel ce préfet fait les poursuites, ne s'applique point au cas de travaux de la marine royale (art. 65, *ib*). Il suffit d'ailleurs que le jugement ait été rendu à la diligence du procureur du Roi. Cass. 22 déc. 1834 (S., 35, 172).

La circonstance que le fonds à exproprier n'aurait pas été spécialement désigné dans l'arrêté du préfet, conformément à l'article 11, si cette propriété se trouve comprise et indiquée sur le plan annexé tant à l'ordonnance royale, qu'à l'arrêté du préfet lui-même. L'arrêt rendu dans cette espèce s'est appuyé sur ce que le plan formant par-

tie intégrante de l'ordonnance avait été visé dans le jugement, lequel est légalement présumé avoir voulu s'y référer. Cass. 5 fév. 1840 (S., 40, 162).

96. La voie de tierce-opposition est-elle interdite?

Oui, car dans la matière d'expropriation, les conditions pour l'exercer ne se retrouvent pas. Il faut en effet, dit l'article 474 du Code de procédure, n'avoir point été appelé au jugement : or ici personne ne doit être appelé, sauf aux intéressés à se présenter pour faire valoir leurs moyens. D'ailleurs il y a de plus défaut d'intérêt, puisque les droits de ceux qui en ont sont réservés sur l'indemnité, et qu'aucune raison n'est capable d'arrêter l'expropriation. V. n. 75 et 76. La voie de cassation est donc ouverte, et suffit à ceux qui, en matière ordinaire, formeraient tierce-opposition ; ils agiront ou au principal par pourvoi, ou par intervention, au moyen d'une requête présentée avant les plaidoiries.

97. Le procureur-général peut se pourvoir dans l'intérêt de la loi ; mais l'arrêt à intervenir, rendu seulement pour l'honneur des principes, ne change rien à la position des parties. La loi du 27 ventôse an VIII (art. 88) est d'une application générale. DELALLEAU, n. 354.

98. La commune dans l'intérêt de laquelle a lieu une expropriation n'est pas recevable à intervenir sur le pourvoi en cassation formé par les expropriés contre le jugement, si les poursuites ont été

exercées jusqu'alors à la requête du préfet, et que l'intervention de la commune ne fasse qu'un double emploi, n'ayant pour résultat que d'occasionner des frais frustratoires. La partie n'est pas obligée de subir deux adversaires. Cass. 18 janv. 1837 (S., 37, 124).

99. De même qu'en toute autre matière civile, le pourvoi n'est pas suspensif. V. L. 27 nov., art. 16; L. 1^{re} déc. 1790; *Mon.* 13 déc. p. 2136; 6 fév. p. 300 et 301; DELALLEAU, n. 621, et les auteurs du *Code des municipal.*, p. 150. — Conséquemment l'administration a le droit, après avoir consigné l'indemnité (V. chap. xv), de se mettre en possession avant que l'arrêt de cassation ait été rendu, sauf l'action en dommages-intérêts de la part du propriétaire dans le cas où le jugement serait cassé. *Mon.* 6 fév. 1833.

100. « Le pourvoi aura lieu dans les trois jours » au plus tard, à dater de celui de la notification « du jugement, par déclaration au greffe du tribunal. Il sera notifié dans la huitaine, soit à la » partie, au domicile indiqué par l'article 15, soit » au préfet ou au maire, suivant la nature des travaux; le tout à peine de déchéance. » Art. 20, §. 2.

101. *Dans les trois jours....* Le jour de la notification et celui de l'échéance doivent être comptés et font partie du délai. *Mon.* Ch. Députés, 2 fév. 1833. — Ce délai n'est point augmenté en raison des distances, conformément à l'article 1033 du Code de procédure. Cet article ne s'applique qu'aux actes faits à personne ou domicile; il est

étranger aux délais spéciaux, et la loi d'expropriation reste muette à cet égard. *Mon. ib.*; *contra*, DELALLEAU, n. 327. Il y a, selon lui, mêmes motifs d'augmenter les délais vis-à-vis de propriétaires non appelés au jugement, non présens sur les lieux. V. n. 185.

102. *Au plus tard....* Ces mots ont été ajoutés à l'ancienne rédaction de 1833; il en résulte qu'aujourd'hui le pourvoi peut être formé avant la notification du jugement, et qu'il n'est plus recevable après les trois jours. Mais rien n'empêche qu'il ne soit formé avant cette notification. L'article 20, en prescrivant un délai fatal de trois jours, n'interdit pas de former le pourvoi plus tôt; l'accélération de la procédure est dans le vœu de la loi même. Par cela seul qu'un jugement existe, il est permis de l'attaquer, à moins que la loi ne prescrive quelques délais à l'exercice de ce droit, comme l'a fait l'article 49 du Code de procédure, disposition que n'a pas reproduite la loi d'expropriation. Cass. 6 janv. 1836 (S., 36, 5).

103. *De la notification....* Elle n'est complète qu'autant que toutes les formalités prescrites par l'article 15 ont été remplies, et le délai ne court que du jour où elle est complète. Ainsi donc, tant que le jugement n'aura pas subi les formalités de l'affiche, de la publication et de l'insertion, en vain serait-il signifié, le pourvoi sera recevable, même après les trois jours. Cass. 1^{er} juill. 1834; Journ. pr. civ., t. 1, art. 2, §. 2. — C'est par ap-

plication de cette règle qu'il a été jugé que la mention faite par un maire, sur une expédition d'un jugement, savoir qu'il avait notifié ce jugement au sieur N..., propriétaire exproprié, ne remplit pas le vœu de la loi, et ne fait pas courir le délai du pourvoi; il faut une notification conforme au prescrit des articles 15 et 57, L. 3 mai. Cass. 28 janv. 1834 (S., 34, 206).

104. *A la partie....* Par ces mots il faut entendre celui ou ceux des propriétaires qui sont intervenus au jugement. Ils sont donc cette fois appelés à comparaître, et c'est pour cela que la notification du pourvoi contiendra assignation à se présenter devant la Cour de cassation. C'est aussi ce qui résulte du paragraphe 4 de l'article 20, qui prévoit le cas où l'arrêt serait rendu par défaut.

105. « Dans la quinzaine de la notification, les « pièces seront adressées à la chambre civile de la « Cour de cassation, qui statuera dans le mois suivant. » Art. 20, §. 3. La nature de l'affaire exige une décision prompte. Toutefois, on sent que ce ne peut être ici qu'une recommandation, le retard de la Cour n'est pas le fait des parties.

106. *Les pièces seront adressées....* Par le greffier du tribunal. Ces pièces sont celles qui, en vertu de l'article 14, ont été présentées au tribunal; il y est joint une expédition de la déclaration du pourvoi, l'original de la notification de ce pourvoi et la copie ou l'expédition du jugement attaqué. DELALLEAU, n. 338. — Il est convenable,

mais non obligatoire, que le greffier du tribunal joigne aux pièces envoyées un état de ces mêmes pièces. Cette précaution préservera d'omissions ou servira à les constater. C. instr. cr., art. 423, anal. Mais on ne saurait prononcer l'amende de 100 fr. en cas de non observation de cette formalité; les pénalités ne s'appliquant pas par analogie.

107. *Dans la quinzaine...* Ce délai n'est pas prescrit sous peine de déchéance pour la partie qui se pourvoit; cette transmission des pièces ne dépend pas d'elle. Mais, en cas de retard, elle pourrait être ordonnée par la Cour, sur la demande des parties intéressées.

108. *À la Chambre civile...* Le pourvoi est dispensé du préliminaire de la Chambre des Requêtes, et est directement jugé par la Cour de cassation. *Mon. Ch. Députés*, 5 fév. 1833; *Cass.* 9 janv. 1839 (S., 39, 129).

109. Toute personne, autre que le préfet, agissant dans l'intérêt de l'État, est obligée de faire présenter ses moyens par un avocat à la Cour de cassation. La représentation, par cet avocat, de l'assignation remise à la partie, justifie de son pouvoir de la représenter. *Règlem.* 1738, 2^e partie, tit. I, art. 12.

110. La partie peut, si elle ne l'a fait lors de sa déclaration de pourvoi, déposer dans les dix jours suivans, au greffe, une requête contenant les moyens de cassation, présentée par son avocat (C. instr. cr., art. 422 et 424, arg.); le greffier

lui en donne reconnaissance, et la remet, après l'expiration des dix jours, au procureur du Roi près le tribunal, qui fait passer au ministre de la justice les pièces du procès jointes aux requêtes des parties; celui-ci, dans les vingt-quatre heures, les adresse à la Cour de cassation, et donne avis de l'envoi de ces pièces au magistrat qui les lui a transmises. On s'en réfère nécessairement ici au Code d'instruction criminelle. DELALLEAU, n. 336 et 337.

111. Le pourvoi a dû être accompagné de la consignation de la moitié de l'amende à laquelle est condamnée toute partie qui succombe, c'est-à-dire de la consignation de 75 francs, et non de 150 francs comme en matière ordinaire (*Rèlem.*, 1738, art. 35) et quand l'arrêt est contradictoire (*ib.*, art. 5 et 25). Comme ici, au contraire, le jugement est rendu parties non appelées (V. n. 65), il est assimilé à ceux qui sont prononcés par défaut ou par forclusion. *Rèlem.* *ib.*, art. 5 et 25. D'un autre côté, le pourvoi étant directement porté devant la Chambre civile, le motif de l'aggravation de l'amende n'existe pas. Cass. 9 janv. et 22 juill. 1839 (S., 39, 129 et 802). — Par suite, l'indemnité au profit du défendeur, qui, dans l'esprit du règlement de 1738 (art. 35), n'est que de la moitié de l'amende, sera donc aussi réduite à moitié, c'est-à-dire à 37 fr. 50 cent. Cass. 9 janv. et 22 juill. 1839 (S., *ib.*).

112. Si plusieurs personnes se pourvoient ensemble contre un même jugement, une seule con-

signation suffit, pourvu qu'elles n'aient qu'un seul et même intérêt; *secus*, quand elles ont des intérêts différens, il faut autant de consignations qu'il y a de parties. MERLIN, *Rép. de jurispr.*, v° *Cassation*, §. 5; PONCET, *des Jugemens*, n. 349.—Sont considérés comme ayant un intérêt distinct les propriétaires de terrains différens.

113. Le défaut de consignation d'amende élève, comme on sait, une fin de non-recevoir insurmontable contre le demandeur en cassation (*Règlém. ib.*, tit. IV, art. 5), — et la dispense établie en faveur de l'État (*ib.*, art. 16; L. 2 brum. an iv, art. 17) ne s'étend point au maire agissant dans l'intérêt de la commune qu'il administre. Cass. 13 oct. 1820.

114. L'amende d'un pourvoi peut être consignée entre les mains de tous les receveurs d'enregistrement (Cass. 12 août 1831); à Paris, il en existe un spécial.

La consignation se prouve par la quittance que délivre le receveur, et la constatation légale du refus de recevoir l'amende équivaut à la consignation. Même arrêt. — Au surplus, le greffier n'a pas le droit de refuser l'enregistrement d'un pourvoi, sous prétexte que le délai est expiré, ou que la consignation de l'amende n'a pas eu lieu; c'est à la Cour seule qu'il appartient de déclarer le pourvoi non recevable. Cass. 26 fév. 1811. — En cas de refus du greffier de le recevoir, le pourvoi sera valablement formé par déclaration devant notaire, le

refus du greffier ayant été d'abord constaté. DELALLEAU, n. 325. On agirait ici par analogie de ce qui se pratique en matière criminelle. Cass. 3 janv. 1812; 9 janv. 1824 (S., 24, 128); et MERLIN, *Répert. jurispr.*, v° *Cassation*.

115. La déclaration de pourvoi est signée de la partie et du greffier; si elle ne sait signer, le greffier en fait mention. Dans le cas où elle est faite par un fondé de pouvoir, la procuration y est annexée. Cette déclaration est inscrite sur un registre à ce destiné, et dont toute personne peut se faire délivrer des extraits. C. instr. cr., art. 417 anal. — Elle est enregistrée *gratis* (L. 3 mai, art. 58), — et le greffier en délivre une expédition. — Cette pièce sert à constater l'existence du pourvoi. *Ib.* art. 20, §. 3 arg. — Remarquons que le défaut d'enregistrement de la procuration ne vicie point le pourvoi formé par le mandataire; ce défaut n'altère point l'existence de la procuration, qui, aux termes de l'article 1985 du Code civil, est valable, même sous seing privé; c'est ainsi que l'a jugé la Cour suprême (Cass. 18 janv. 1837; S., 37, 124), — sauf l'amende encourue. — Remarquez encore que l'article 20 ne prescrit pas de joindre à la déclaration de pourvoi l'exposé des moyens de cassation par requête, comme cela a lieu en matière civile. On peut se borner à dire qu'il est formé pour les motifs que la partie se réserve de faire valoir devant la Cour. Cass. 1^{re} juill. 1833 (S., 34, 623).

116. La Cour de cassation ne statue pas sur le

fond de l'affaire, elle casse et renvoie devant un autre tribunal; mais la cassation du jugement entraîne la nullité de tout ce qui aurait été fait en conséquence de ce jugement, et rétablit les choses comme elles étaient auparavant. Ainsi serait nulle la décision postérieure du jury sur le règlement de l'indemnité.

117. Si le pourvoi est rejeté, les pièces de l'affaire sont réintégrées au greffe du tribunal qui a rendu le jugement attaqué.

118. Si, au contraire, l'arrêt prononce la cassation, il ordonne la restitution de l'amende, et renvoie l'affaire devant un autre tribunal; toutes les pièces du procès, précédemment expédiées à la Cour de cassation, sont transmises par le greffier au greffe du tribunal de renvoi. — Celui-ci, en statuant sur la cause, peut admettre de la part des parties, soit des conclusions nouvelles, soit la production de titres, pièces ou documens qui n'auraient pas été produits devant le premier tribunal, ou qui même n'auraient existé qu'à une date postérieure à celle du premier jugement. La Cour de cassation, en renvoyant la cause devant un autre tribunal, l'a saisi de la connaissance de tout ce qui peut concerner la demande en expropriation, et de la même manière qu'en était investi le premier tribunal qui a rendu le jugement. Ainsi, il sera compétent pour prononcer l'expropriation en présence de l'accomplissement de formalités postérieur au premier jugement qui avait rejeté la demande. Cass.

20 juill., 11 août 1841 (S., 41, 665, 670). — Mais, d'ailleurs, ce tribunal de renvoi n'est compétent pour statuer sur la poursuite, qu'autant qu'elle se présente dans le même état où elle avait été présentée au premier tribunal, c'est-à-dire s'agitant entre les mêmes parties, et ayant le même objet; il n'aurait plus pouvoir de statuer, s'il s'agissait d'une expropriation plus étendue autorisée entre les deux jugemens. Les difficultés, en ce qui touche d'autres parties et l'extension de l'expropriation, devraient alors être portées devant le tribunal de la situation des lieux (art. 13). Le deuxième tribunal n'est donc que simple juge d'attribution et de renvoi, autorisé seulement à statuer sur le premier litige. Cass. 18 janv. 1837 (S., 37, 124).

119. Ainsi que nous l'avons dit plus haut (n. 65), le ministère public, qui poursuit l'expropriation devant le tribunal de renvoi, n'assigne pas l'exproprié à y comparaître, sauf aux parties intéressées à intervenir.

120. Dans le cas où le jugement d'expropriation n'a été cassé que pour irrégularité commise dans le jugement même, le tribunal devant lequel l'affaire est renvoyée rendra, sur la production des mêmes pièces, un jugement régulier contenant la nomination du magistrat-directeur du jury pris parmi les membres du tribunal qui aura rendu le jugement cassé; en vain opposerait-on cette règle, tirée de l'organisation judiciaire, que le tribunal

dont le jugement a été cassé ne peut plus connaître de l'affaire. L'article 43 (L. 3 mai 1841) exige que l'affaire soit renvoyée devant un nouveau jury qui, étant choisi dans le même arrondissement que le premier, aura nécessairement pour magistrat-directeur un membre de ce tribunal. Arg. Cass. 11 mai 1835 (S., 35, 949).

121. Toutefois, lorsqu'un jugement a été rendu sur pièces incomplètes ou vicieuses, le préfet fera prudemment de s'en désister sans attendre l'événement du pourvoi, et d'en requérir un autre sur des pièces régulières. Il évitera par là un second jugement, probablement pareil au premier, et une perte de temps.

« L'arrêt, s'il est rendu par défaut à l'expiration « de ce délai (un mois), ne sera pas susceptible « d'opposition. » Art. 20, §. 4.

CHAPITRE VIII.

RÈGLEMENT DE L'INDEMNITÉ.

§. I^{er}.*Règlement à l'amiable.*

122. L'indemnité est réglée ou à l'amiable (art. 23 et 24), — ou par la décision d'un jury (art. 28).

123. Soit que l'aliénation résulte d'un jugement, ou d'un contrat amiable, de toutes les personnes intéressées à la connaître, le propriétaire est la seule qui en soit instruite personnellement, (dans le premier cas, par la notification du jugement, V. n. 73); cependant les usufruitiers, usagers et autres, ont le plus grand intérêt à être entendus de l'administration, à cause des indemnités distinctes que prononcera le jury. V. n. 250. Il était donc juste et nécessaire d'imposer au propriétaire, qui doit les connaître, l'obligation de les avertir. Par là, ils seront à même de faire valoir leurs droits à l'indemnité. C'est à quoi l'article 21 a pourvu dans les termes suivans :

« Dans la huitaine qui suit la notification pres-
 « crite par l'article 15, le propriétaire est tenu
 « d'appeler, et de faire connaître à l'administration,
 « les fermiers et locataires, ceux qui ont des droits
 « d'usufruit, d'habitation ou d'usage, tels qu'ils
 « sont réglés par le Code civil, et ceux qui peuvent

« réclamer des servitudes résultant des titres mêmes
« du propriétaire, ou d'autres actes dans lesquels il
« serait intervenu : sinon il restera seul chargé en-
« vers eux des indemnités que ces derniers pourront
« réclamer. » Art. 21, §. 1^{er}. — Au premier aperçu,
les termes de cet article ne paraissent relatifs qu'au
cas où l'aliénation résulte d'un jugement. Cepen-
dant si l'on se reporte à l'article 15 et à l'article 19,
on voit que ce dernier déclare applicable au cas
de conventions amiables le §. 1^{er} de l'article 15, qui
prescrit la publicité du jugement. V. n. 73 et 87.
Or, l'article 21, dans sa première partie, se réfère
à ce §. 1^{er}; il en résulte qu'il comprend également
le cas de traité amiable et celui d'un jugement; on
devra donc, dans l'un et l'autre cas, faire peser sur
le propriétaire la même obligation et la même pé-
nalité. C'est ce que l'on ne pouvait pas faire sous la
loi de 1833, dans laquelle l'article 19 ne déclarait
pas applicables aux cessions amiables les formes de
publicité dont l'article 15, §. 1^{er}, fait suivre le
jugement. A la vérité, l'administration paraît à cet
inconvenient en faisant contracter au propriétaire,
qui passait le traité, l'obligation formelle de se
charger seul des indemnités revenant aux ayants-
droit qu'ils auraient manqué à indiquer. Mais le
propriétaire en faute échappait à la responsabilité
prononcée en forme de peine, à cause de son ca-
ractère même de pénalité, qu'il n'est jamais permis
d'étendre à des cas non formellement prévus.

124. *Dans la huitaine...* Ce délai écoulé, la no-

tification est faite tardivement ; le délai est fatal et non pas seulement comminatoire. Cass. 12 janvier 1842 (S., 42, 420). — L'administration peut passer outre en laissant au propriétaire la responsabilité que l'article 21 prononce contre lui.

125. *Tenu d'appeler et de faire connaître.....* Cette obligation n'est pas cumulative ; imposée dans le projet de loi de 1833, elle avait pour but d'appeler les intéressés à une expertise qui a été écartée lors de la discussion ; mais la rédaction de l'article a été maintenue. Il importe seulement aujourd'hui que, d'une manière ou d'une autre, les intéressés soient prévenus par l'administration ou le propriétaire, pour qu'ils soient tenus, sous peine de déchéance contre l'État, de faire valoir leurs droits ; mais aussi l'administration, une fois qu'elle les connaît, est obligée de leur faire des offres d'indemnité ; elle ne pourrait prétexter cause d'ignorance, si elle avait fait remettre au fermier, locataire ou usager, la notification du jugement contre le propriétaire.

126. *À l'administration...* Et non plus, comme sous l'ancienne loi, au magistrat-directeur. C'est avec raison que ce changement a été adopté, car il n'y aura de magistrat-directeur qu'autant qu'il y aura eu un jugement d'expropriation ou un acte donné par le tribunal, du consentement des parties, sur le fait de la cession (art. 14, §. 3). Il était donc nécessaire d'indiquer l'administration qui pourra recevoir les indications, en cas de con-

trat amiable comme d'expropriation judiciaire. V. 11. 123, 2^e alin.

427. L'usufruitier indiqué à l'administration par le propriétaire, est, à son tour, obligé de faire connaître les fermiers ou locataires, les usagers, etc., presque toujours inconnus du propriétaire.

428. *Autres actes...* Tels que des jugemens ou transactions.

La responsabilité du propriétaire ne peut se trouver engagée que par suite de sa négligence. On ne saurait le punir de n'avoir point averti une partie dont il ne connaissait pas l'intérêt. — Aussi n'est-il obligé d'avertir ceux qui ont des servitudes sur son immeuble, qu'autant que ces servitudes résultent des titres mêmes de propriété, ou d'autres actes dans lesquels il est intervenu. Ch. Pairs, 8 mai. — A l'égard des usagers, il faut qu'il s'agisse de droits d'usage tels qu'ils sont réglés par le Code civil.

Il serait intervenu... Lui ou ses ayants-cause.

429. *Il restera seul chargé...* Toutefois, si ce propriétaire se trouvait dans une position telle qu'il lui fût impossible de prévenir ses locataires, par exemple, en cas d'absence, nous croyons que les tribunaux pourraient avoir égard aux circonstances, et le décharger de toute garantie. — Il devrait, sans aucun doute, en être ainsi, s'il était établi que le locataire avait eu une connaissance personnelle du jugement d'expropriation; particulièrement s'il avait reçu la notification faite au propriétaire. V. 11. 125.

130. Le propriétaire fait l'appel prescrit par notre article, au moyen d'un acte signifié, à sa requête, par un huissier, ou par un agent de l'administration, dont les actes font foi en justice, conformément à l'article 57 (*Mon. Ch. Dép.*, rapp. 5 fév. 1833; V. aussi n. 438, et Ord. 18 sept. 1833, art. 29), — au domicile que les parties intéressées ont dû élire, selon le vœu de l'article 15 (V. n. 73 et 35), dans l'arrondissement de la situation des biens, — et s'ils n'en ont point élu, cet acte est signifié en double copie au maire et au locataire ou sous-locataire, gardien ou régisseur de la propriété (art. 15 arg.).

131. « Les autres intéressés seront en demeure de faire valoir leurs droits par l'avertissement énoncé en l'article 6, et tenus de se faire connaître à l'administration dans le même délai de huitaine ; à défaut de quoi, ils seront déchus de tous droits à l'indemnité. » Art. 21, §. 2.

Les autres intéressés.... Tels que les habitants d'une commune usagers sur le fonds pour le passage ou le pâturage, ou des propriétaires de servitudes non réglées par le Code civil. La généralité des termes *autres intéressés* ne comprend plus aujourd'hui, comme sous le régime de la loi de 1833, les créanciers hypothécaires ou chirographaires. V. n. 137 et la discussion aux Chambres.

De tous droits à l'indemnité.... Par ces mots il faut entendre tout recours contre l'État. La loi

n'entend nullement enlever aux intéressés l'action qu'ils ont contre le propriétaire qui ne justifie pas de l'accomplissement de son obligation. Ch. Dép. 5 fév. 1833.

132. On n'indique point dans l'article 21 les créanciers inscrits ; ce n'est pas parce que leur inscription les fait connaître suffisamment (art. 16 et 17), mais parce que le législateur de 1841 a voulu les rendre étrangers à l'acceptation des offres. Toutefois, il y avait, pour les y appeler, les mêmes motifs que ceux qui ont fait appeler les usufruitiers. V. n. 137.

133. A la charge de qui sont les frais faits pour appeler les fermiers, locataires, etc. ? De l'administration. Jusqu'à présent, on ne saurait imputer aux parties aucune faute ou négligence. V. n. 438.

134. « Les dispositions de la présente loi relatives aux propriétaires et à leurs créanciers, sont applicables à l'usufruitier et à ses créanciers. » Art. 22. — La discussion de 1833 nous apprend que, dans le projet de la Chambre des Pairs, il devait avoir une tout autre portée que celle qui lui est restée ; le vœu de cet article était alors que le jury déterminerait pour l'usufruitier une indemnité distincte de celle appartenant au propriétaire, et que leurs créanciers exerceraient respectivement leurs droits sur ces diverses allocations. Ce système fut repoussé par la Chambre élective, et abandonné ensuite par la Chambre haute. V. n. 136, et chap. XII. — Ainsi ceux de ces derniers ayant une

hypothèque sur l'usufruit (C. civ. 2118), prendront inscription dans le délai de quinzaine après la transcription. Les actions en résolution, ou toutes autres actions réelles touchant le droit d'usufruit, n'empêcheront pas l'effet de la cession, et seront transportées sur le prix (art. 17, 18, 19 et 22 comb., L. 3 mai). Tel est aujourd'hui le sens de cet article 22.

135. « L'administration notifie aux propriétaires et à tous autres intéressés qui auront été désignés ou qui seront intervenus dans le délai fixé par l'article 21, les sommes qu'elle offre pour indemnités.

« Ces offres sont en outre affichées et publiées conformément à l'article 6 de la présente loi. »

Art. 23.

136. *A tous autres intéressés....* Ces mots sont pris dans le sens déterminé par l'article 21; ils comprennent donc les locataires et fermiers, les usufruitiers, ceux qui possèdent des droits d'usage et d'habitation réglés ou non par le Code civil. Des offres doivent être notifiées à tous, pourvu qu'ils se soient fait connaître, ou qu'ils aient été désignés à l'administration. — Toutefois, M. Delalleau pense que l'usufruitier n'en doit point recevoir, et qu'il n'a à s'expliquer que sur les offres acceptées par le propriétaire. Cette marche plus lente pouvait en effet résulter de la loi de 1833 (art. 28); mais cet article a été réformé. Il est plus simple et plus expéditif que l'usufruitier et

le nu-propriétaire soient informés en même temps des offres de l'administration. Nous verrons plus loin (n. 286) ce qui résulterait de l'acceptation de l'un et du refus de l'autre.

137. L'article 23 n'exige plus, comme dans la loi de 1833, la notification des offres aux créanciers inscrits, à cause des lenteurs et des frais qu'elle entraînait : ils n'en recevront donc plus, même dans le cas d'un contrat amiable ; la loi les regarde comme suffisamment informés par la publicité qui résulte des formalités prescrites par les articles 6 et 15. Mais le législateur, par le silence qu'il garde à leur égard, a laissé ici une lacune. Sans doute, toutes les fois que l'indemnité sera réglée par le jury, le créancier pourra facilement intervenir ; mais ce sera précisément dans ce cas qu'il n'y aura pas d'intérêt, aucune dissimulation de prix n'étant alors à craindre. C'est lorsqu'un contrat amiable aura été passé avec une société concessionnaire que le créancier aura quelquefois à redouter une dissimulation du véritable prix. Dans ce dernier cas, comment fera-t-il valoir le droit que lui assure l'article 17 ? Sera-ce devant le tribunal ordinaire, en vertu de l'article 1167 du Code civil, qu'il agira ? Nous retomberons alors dans les lenteurs et dans les frais. D'ailleurs, les créanciers ne peuvent vouloir qu'une chose, c'est une équitable fixation de l'indemnité ; c'est donc uniquement l'intervention du jury qu'ils ont intérêt de réclamer ; c'est aussi la marche indiquée par M. le

rapporteur à la Chambre des Députés, et qui ressort également des termes des articles 55 et 17 combinés. Les créanciers n'auront donc qu'à provoquer le règlement par le jury, en suivant les formes indiquées au n. 190, sans toutefois attendre l'expiration du délai de six mois qui n'est pas imposé pour le cas que nous examinons et qu'il serait très-préjudiciable de laisser écouler. Au reste, l'inscription hypothécaire ou une simple opposition garantit aux créanciers le paiement du prix conventionnel. V. chap. xv.

138. Autant qu'il y a d'ayants-droit différens à une indemnité, autant d'offres diverses sont faites divisément à chacun d'eux, et par conséquent autant de traités séparés qu'il y a d'intérêts distincts. *Mon.* 6 fév., p. 303.

139. La notification des offres énoncera chaque chef d'indemnité qui pourra être ainsi distingué :

- 1°. Pour valeur du terrain lui-même ;
- 2°. Pour valeur de la moins-value du restant de la propriété ;
- 3°. Pour privation de la jouissance ;
- 4°. Pour rétablissement de communication, clôture ;
- 5°. Pour frais de déménagemens ;
- 6°. Pour coût des significations prescrites par la loi, etc.

Cette méthode facilite la discussion du montant de l'indemnité.

140. Ces offres sont faites, à la requête du pré-

fet, par huissier ou agent de l'administration, dont les procès-verbaux font foi en justice (art. 57). — Elles constituent des actes judiciaires qui conséquemment doivent être constatés d'une manière authentique. Mais comme ces offres ne sont point *les offres réelles*, dont le Code de procédure civile fait une procédure particulière, elles ne seront pas soumises à l'observation des articles 812 et suivans de ce Code. Ainsi l'huissier ne sera pas, sous peine de nullité, porteur de la somme offerte. DELALLEAU, n. 476. — L'huissier chargé des offres pourra être désavoué. C. pr. 352. Le désaveu est une action qui ne suppose pas nécessairement une instance. *Ib.* 358.

141. Devant quelle autorité se pourvoira l'indemnitaire qui prétendra n'avoir pas été prévenu, selon le vœu des articles 21 et 23? La loi n'a point attribué de juridiction pour ce cas; mais il est naturel de regarder le magistrat-directeur comme juge de cette difficulté. C'est ainsi que l'a jugé la première chambre du tribunal civil de la Seine, le 22 février 1838. Donc *à fortiori* jugerait-elle de même aujourd'hui, que le magistrat-directeur ne reçoit plus les renseignemens exigés par l'article 21 (V. n. 126). Le défaut d'avis reconnu, l'administration, si elle ne conteste pas la qualité du réclamant (art. 39), doit alors notifier ses offres. — Toutefois, nous pensons qu'après la fixation des indemnités afférentes à l'immeuble dont il s'agit (chap. XII), le magistrat-directeur cessera d'être

compétent; la décision du jury ayant épuisé sa juridiction exceptionnelle, désormais dessaisie de l'affaire. L'ayant-droit alors se pourvoira devant le tribunal qui aura rendu le jugement d'expropriation. Sa compétence doit s'étendre aux suites de l'expropriation, qu'il lui est plus facile qu'à tout autre d'apprécier. Si ce tribunal juge que l'administration a été suffisamment renseignée, elle sera condamnée à faire des offres aux réclamans; si, au contraire, il juge que le propriétaire est seul en faute, il le condamnera à des dommages intérêts (art. 21). On voit, dans le premier cas, que l'administration devra être mise en cause.

142. « Dans la quinzaine qui suit la notification
« des offres, les propriétaires et autres intéressés
« sont tenus de déclarer leur acceptation, ou, s'ils
« n'acceptent pas les offres qui leur sont faites,
« d'indiquer le montant de leurs prétentions. »
Art. 24.

Et autres intéressés.... Ces mots ont le même sens que celui indiqué plus haut, n. 136.

143. L'obligation de faire des offres cesse devant la convention passée à l'avance entre l'administration et un particulier, et contenant fixation d'une indemnité dans la prévoyance d'une expropriation future. Arr. cons. d'Ét. 2 juill. 1823 (Mac., p. 472). — On devra voir là un véritable contrat amiable qui a déterminé le prix. C'est ce que la Cour de cassation a reconnu en droit par son arrêt du 3 mai 1841 (S., 41, 481); mais il faut que cet

engagement ait été contracté régulièrement ; il ne saurait résulter d'une promesse du maire seul, alors même qu'elle aurait reçu un commencement d'exécution (*ib.*). V. n. 231.

144. De plusieurs co-propriétaires, l'acceptation d'un seul ne vaut que pour sa part, et il restera à fixer l'indemnité vis-à-vis des autres. S'ils l'étaient par indivis, l'acceptation de tous serait indispensable.

D'indiquer le montant de leurs prétentions....

L'indemnitaire qui se refuse à les faire connaître n'encourt d'autre pénalité (*Mon.* 27 janv. p. 211), — que celle de la condamnation aux dépens de la procédure devant le jury (art. 40 *in fine*). V. chap. xxiii et n. 289. — Remarquons qu'une fois qu'il a fait connaître ses prétentions, il ne peut plus les augmenter. DELALLEAU, n. 501. — Sauf le cas d'erreur de calcul ou de droit. — Mais rien ne s'oppose à ce que l'État ou les concessionnaires dont les offres ont été rejetées n'en refassent de plus considérables.

145. L'indemnitaire, dont le fonds n'a été exproprié qu'en partie, s'il veut profiter de la faculté qui lui est accordée par l'article 50, en fait la déclaration dans la quinzaine de la notification des offres par l'administration (art. 50 et 24, comb.). V. n. 205.

Le délai de quinzaine est-il augmenté à raison de la distance ? V. n. 185, 308 et 339.

146. L'acceptation peut avoir lieu par un acte

extra-judiciaire signifié à l'administration par un de ses agens ou par huissier (art. 57); ou amiablement par une quittance, en forme de contrat. — Remarquez que l'acceptation des offres, après le jugement d'expropriation, ne donne point le caractère de vente au changement de propriété; il ne s'agit plus en effet que d'une indemnité.

147. « Les femmes mariées sous le régime dotal, « assistées de leurs maris, les tuteurs, ceux qui ont « été envoyés en possession provisoire des biens « d'un absent, et autres personnes qui représentent « les incapables, peuvent valablement accepter les « offres énoncées en l'article 23, s'ils y sont au- « torisés dans les formes prescrites par l'article 13. » Art. 25.

Ce même article ajoutait dans la loi de 1833 :

« Cette autorisation peut être donnée sur simple « mémoire en la chambre du conseil, le ministère « public entendu.

« Le tribunal ordonne les mesures de conserva- « tion ou de remploi que chaque cas peut nécessi- « ter. » — Ces deux paragraphes ont été supprimés comme superflus, puisqu'on se réfère à l'article 13 qui prescrit ces formalités.

148. *Et autres personnes....* Ces termes comprennent le mari de la femme mariée sous le régime dotal. Si donc, après que l'immeuble dotal a été exproprié judiciairement, la femme veut accepter, avec l'autorisation de son mari, les offres qui lui sont faites, elle a besoin d'y être autorisée par

le tribunal. Quand l'immeuble n'est pas dotal on suit les règles du droit commun, et, au refus du mari, la femme demande l'autorisation du juge. *Mon.* 3 mars 1841, p. 522. — Au reste, on comprend que cette autorisation, nécessaire aux incapables, concerne tous les *intéressés* dont parle l'article 23, c'est-à-dire tous ceux qui ont de leur chef, ou du chef de l'exproprié, droit à une indemnité (art. 23 et 25 comb.).

149. *Les formes prescrites par l'article 13....* Ces formes consistent dans l'autorisation du tribunal, donnée sur simple requête, le ministère public entendu; ce tribunal est celui qui a rendu le jugement d'expropriation. Il est plus à même que tout autre d'apprécier la suffisance des offres; d'ailleurs n'est-il pas en quelque sorte saisi de l'affaire, puisqu'il a nommé un magistrat-directeur du jury (art. 14), — et commis un de ses greffiers (art. 34)? C'est aussi ce qui résultait de l'ancienne rédaction de notre article 25, exigeant l'autorisation par le tribunal; c'était donc le tribunal dont il avait déjà été parlé. Si, en matière d'homologation de la délibération d'un conseil de famille (C. civ. 458), on s'adresse au tribunal du domicile du tuteur, cela tient à un autre ordre d'idées étranger à notre matière. Notre opinion est suivie dans la pratique. — C'est dans le but d'accélérer les opérations qu'on n'exige pas, dans cette circonstance, la délibération du conseil de famille, et les autres formalités voulues pour les aliénations ordinaires d'immeubles

appartenant à des incapables. — Mais rien ne s'oppose à ce que le tribunal prenne l'avis du conseil de famille; le Code civil n'a pas limité les cas où il peut être entendu. — Remarquons aussi que l'autorisation ne doit et ne peut être demandée, lorsqu'il s'agit de refuser des offres; l'intervention du tribunal n'intervient que pour des actes à faire dans l'intérêt des incapables. C. civ. 458 et suiv. — Au reste, pour apprécier la demande d'autorisation, le tribunal peut demander communication des pièces à l'administration. *Mon.* 7 juin 1833.

450. L'article 13, auquel renvoie notre article 25, autorise le tribunal à ordonner des mesures de conservation ou de emploi; elles consistent principalement pour les biens des mineurs, des interdits, des femmes mariées sous le régime dotal, des absens ou d'une succession vacante, à ordonner l'emploi du montant de l'indemnité ou sa consignation jusqu'à ce emploi Arg. C. civ. 455 et 458. Cet emploi se fait souvent par l'intermédiaire d'un agent de change désigné, qui, en présence du tuteur, reçoit les fonds pour les placer en rentes sur l'État, lorsque tel est l'emploi ordonné.

451. Lorsqu'une partie capable décède après avoir accepté les offres, et avant la passation du contrat, laissant des mineurs pour héritiers, l'administration doit-elle, avant de payer le prix, faire ordonner par le tribunal les mesures de conservation ou de emploi exigées par l'article 25, §. 3? Ou ces mesures ne doivent-elles être ordonnées

qu'autant qu'il y a eu lieu pour le tribunal d'accorder l'autorisation ?

Le législateur n'a point statué pour ce cas ; mais assurément l'utilité de ces mesures se montre ici à un égal degré, puisque c'est de même au tuteur ou mari que doit être remise l'indemnité ; c'est donc le lieu d'appliquer le principe *ubi eadem ratio, ibi idem jus*. En conséquence, le tuteur formera sa demande au tribunal par simple requête. L'administration peut elle-même à cet égard prendre l'initiative.

152. L'administration est-elle d'ailleurs tenue de surveiller l'emploi du montant de l'indemnité, sous peine, en cas d'insolvabilité du tuteur ou mari, de payer deux fois ?

En matière ordinaire le défaut de emploi est une cause de nullité de la vente d'un fonds dotal ; l'acquéreur a dû se faire représenter le contrat de mariage de la femme venderesse et connaître ainsi la condition expresse de emploi. TOULL., t. XIV, n. 154 : Cass. 9 août 1826 (DALLIER, 1827, p. 43 et suiv.). En matière d'expropriation pour utilité publique, la vente ou cession n'est pas annulable, l'immeuble devant forcément devenir propriété de l'État ; mais comme le prix est la représentation de l'immeuble, l'administration pourrait, si le emploi n'avait pas eu lieu, être condamnée à payer deux fois. Elle est donc obligée de surveiller l'emploi de l'indemnité ; aucune disposition de la loi de 1841 n'a fait fléchir, à cet égard, les règles du

Code civil (art. 1559 et 1560, arg.) conformes à l'ancien droit français.

453. Les biens constitués en majorats étant aujourd'hui aliénables, mais, avec l'autorisation du tribunal, pour utilité publique (V. n. 54), on se demandera si les offres de l'administration peuvent être acceptées amiablement, toutefois avec l'autorisation du tribunal? Le décret du 1^{er} mars 1808 sur les majorats, n'ayant pas été abrogé, sera observé en tant que la loi d'expropriation n'y aura rien changé. Ainsi, d'après ce décret, ce n'est plus un prix de vente seulement, mais un emploi qui doit accompagner l'aliénation, emploi qui avait lieu en présence du procureur-général du conseil du sceau des titres, l'avis d'approbation du garde des sceaux ayant été préalablement donné. Décr. 1^{er} mars 1808, art. 56. Aujourd'hui l'article 13 de la loi d'expropriation dispose que l'autorisation d'aliéner accordée par le tribunal suffira, même pour les biens de majorats. Il y a donc ici une dérogation à l'article 56 du décret, et assurément l'intention du législateur de 1841 a été de confondre les biens des majorats (dont il ne voulait plus) avec tous les autres. Toutefois, les majorats n'étant point abolis, ceux qui existent restent sous l'empire du décret, lequel prescrit le emploi immédiat du prix en biens de la même valeur. La question est donc affirmativement résolue.

454. L'abandon gratuit que fait de son fonds à l'État le propriétaire, est-il considéré comme une

véritable donation et soumis à ses règles et formalités? Non. Si l'intention du propriétaire est de faire à l'État une donation véritable dans les formes et avec les conséquences qui l'entourent et la suivent conformément à notre Code civil, l'administration doit se refuser à cette convention, dont l'effet serait révocable dans les cas prévus par la loi; l'État ne saurait, pour cause d'utilité publique, acquérir sous condition. Le mode le plus simple à employer est que le propriétaire donne quittance de la valeur estimative de son fonds, sans la toucher.

155. Les frais du jugement d'autorisation sont à la charge de l'administration; il était une suite inévitable de l'expropriation; il a eu lieu dans le seul intérêt de l'État, et c'est l'ordre public et la loi civile qui ont exigé l'intervention de la justice.

156. « Le ministre des finances, les préfets, « maires, ou administrateurs peuvent accepter les « offres d'indemnité pour expropriation des biens « appartenant à l'État, à la Couronne, aux départemens, communes ou établissemens publics, « dans les formes et avec les autorisations prescrites « par l'article 13. » Art. 26. — Cet article, quoique d'une rédaction différente, n'apporte point de changement à l'ancienne disposition. Seulement il n'exige plus que la délibération du conseil général soit approuvée par le préfet, quand il s'agit de donner au préfet lui-même le droit d'accepter; cette inconséquence devait disparaître.

157. Le conseil général, municipal ou d'admi-

nistration, en refusant la somme offerte, peut indiquer l'indemnité à laquelle il prétend; il mettra ainsi l'administration poursuivante ou les concessionnaires à même d'éviter le recours au jury, en acquiesçant à cette demande. DELALLEAU, n. 499. — Mais il n'y est point obligé, l'article 24 ne concerne pas les représentans des incapables. V. art. 40 *in fine*.

158. « Le délai de quinzaine fixé par l'article 24 « sera d'un mois dans les cas prévus par les articles 25 et 26. » Art. 27. — Cette prolongation de délai était indispensable pour donner aux incapables dénommés ci-dessus le temps d'obtenir l'autorisation dont ils ont besoin.

159. Le silence des parties, pendant les délais fixés par les articles 24 et 27, est-il regardé comme un acquiescement ou comme un refus? V. n. 289. — Toutefois, l'acceptation intervenue après le délai ne paraît pas tardive, pourvu que le jury ne soit pas encore saisi, et que les choses soient entières. DELALLEAU, n. 486. — Si les offres sont acceptées, le traité est passé avec l'administration dans la personne du préfet, suivant la forme administrative, ou celle des actes notariés. V. art. 56 et n. 51.

160. « Si les offres de l'administration ne sont « pas acceptées dans les délais prescrits par les articles 24 et 27, l'administration citera devant le « jury, qui sera convoqué à cet effet, les propriétaires et tous autres intéressés qui auront été désignés ou qui seront intervenus, pour qu'il soit

« procédé au règlement des indemnités de la manière indiquée au chapitre suivant. La citation « contiendra l'énonciation des offres qui auront « été refusées. » Art. 28. — Cet article n'accorde plus, comme l'ancien, un nouveau délai aux créanciers inscrits et autres intéressés pour qu'ils fassent connaître leur refus ou leur acceptation des offres acceptées par les propriétaires, celles-ci ne leur étant plus signifiées. V. n. 137.

Les propriétaires.... Ou par eux-mêmes ou par leurs représentants, s'ils sont incapables (art. 25 et 26).

161. *Tous autres intéressés....* Ces mots ont aujourd'hui le même sens général que dans l'article 21. V. n. 131 et 132. Sous l'ancienne loi de 1833, ils ne s'entendaient que de ceux qui, comme les créanciers inscrits, n'exercent leur droit d'indemnité que sur celle du propriétaire du fonds.

§. II.

Règlement par le jury.

162. Le règlement de l'indemnité par le jury intervient dans deux cas :

1°. Lorsque le propriétaire, fermier, locataire ou quelqu'un ayant, de son chef, droit à une indemnité, que, pour cette raison, nous nommerons principale (V. n. 136), ne se contente pas des offres de l'administration;

2°. Lorsque l'offre de l'indemnité principale étant acceptée par le propriétaire, elle est refusée par quelqu'un de ceux qui exercent leur droit d'indemnité sur celle-ci, tels que l'usufruitier, l'usager, etc. Nous avons vu en effet, articles 21 et 24, que leur adhésion aux offres était nécessaire, mais comme elles leur sont faites (art. 24) en même temps qu'au propriétaire, il en résulte que ce n'est pas sur celles acceptées par celui-ci qu'ils se prononcent, et que l'accord entre tous sera moins facile. — Quant au créancier hypothécaire, il a droit aussi de demander le règlement du jury (art. 17), mais, ainsi que nous l'avons dit *suprà* n. 137, aucune offre ne lui est signifiée. C'est donc à lui de veiller à ses intérêts.

Au surplus, ne perdons pas de vue que le jury, dont il va être parlé, ne fixe que les indemnités dues pour *expropriation*. Celles qui auraient pour cause l'occupation temporaire d'un immeuble, ou l'interruption de la jouissance de ses fruits, bien que résultant de travaux d'utilité publique, ne rentreraient pas dans les attributions du jury. Les questions d'indemnité auxquelles ces atteintes à la propriété donneraient lieu, sont de la compétence du conseil de préfecture ou de celle des tribunaux ordinaires. V. chap. xxv. Toutefois le jury d'expropriation pourrait encore en connaître, dans deux cas : 1°. lorsque le dommage ou la dépréciation d'un terrain non exproprié est la conséquence de l'expropriation d'un autre terrain, et alors le

jury apprécie l'une et l'autre indemnité, à cause de leur connexité; 2°. lorsque la compétence du jury a été formellement déclarée par une loi spéciale, comme celle du 28 juillet 1824 (art. 10), ou même par la présente loi dans son article 76, relatif à l'occupation temporaire pour travaux de fortification.

CHAPITRE IX.

COMPOSITION DES LISTES GÉNÉRALES DU JURY D'EXPROPRIATION.

163. « Dans sa session annuelle, le conseil général du département désigne pour chaque arrondissement de sous-préfecture, tant sur la liste des électeurs que sur la seconde partie de la liste du jury, trente-six personnes au moins, et soixante-douze au plus, qui ont leur domicile réel dans l'arrondissement, parmi lesquelles sont choisis, jusqu'à la session suivante ordinaire du conseil général, les membres du jury spécial, appelé, le cas échéant, à régler les indemnités dues par suite d'expropriation pour cause d'utilité publique.

« Le nombre des jurés désignés pour le département de la Seine est de six cents. » Art. 29.

Il résulte de cet article qu'il y a un jury spécial pour chaque arrondissement ; mais il ne faut pas en conclure qu'il ne saurait y avoir plusieurs jurys dans le même arrondissement. Si on a reconnu, lors de la discussion, l'avantage de concentrer les estimations autant que possible dans le même jury, afin d'éviter les variations de tarif dans un même arrondissement, on a reconnu également que cette règle devait nécessairement recevoir des exceptions dans certains cas : par exemple, lorsque le nombre des estimations à faire serait trop multiplié, ou

lorsque l'appréciation des immeubles exigeait des connaissances spéciales. Ch. Pairs, 11 mai 1833. — Il en résulte encore que pour faire partie jury de la Seine il faut : 1°. avoir son domicile dans le département de la Seine (art. 29 *in fine*), ce département répondant, sous le rapport du ressort de la juridiction de son jury, à la circonscription d'un arrondissement ; 2°. être compris sur une des listes indiquées audit article 29.

164. *Sera de six cents....* Quant à la liste du jury de chaque arrondissement étranger à Paris, le conseil général du département est juge du nombre de citoyens qu'il y inscrit. Toutefois, le préfet lui fait les observations qu'il croit utiles.

165. Pour opérer la composition des listes, le conseil général peut se diviser en autant de comités qu'il y a d'arrondissemens. *Mon.* 11 mai, p. 1317. Au reste il jouit de toute latitude sur le mode de composition. — Cependant lorsqu'il se doit faire des travaux nombreux et conséquemment de nombreuses estimations d'indemnités dans un arrondissement, le conseil général doit choisir assez de jurés pour que les mêmes personnes ne soient point comprises fréquemment dans la formation du jury spécial (V. chap. x), ce qui rendrait les fonctions de juré trop pénibles. V. n. 173. — C'est aussi dans cette vue que la loi a voulu que « les noms » des jurés qui auront fait (réellement, V. n. 166) « le service d'une session ne puissent être portés » sur le tableau dressé par le conseil général pour

« l'année suivante. » Art. 47. — A cet effet, à la fin de chaque session, les magistrats-directeurs du jury transmettent au préfet les noms des citoyens qui ont fait le service de la session précédente. Celui-ci les fait connaître au conseil général. V. n. 164.

166. Il faut remarquer, à cet égard, que les citoyens inscrits sur la liste destinée à former le jury spécial, mais qui n'auraient pas participé aux fonctions de jurés, soit parce qu'ils n'auraient pas été choisis par le tribunal (V. n. 170), soit parce qu'ils auraient manqué à prendre part aux séances ou aux délibérations du jury (art. 32), — ou enfin parce qu'ils se seraient fait exempter, peuvent être reportés sur la nouvelle liste annuelle. *Mon.* 7 fév., p. 315. — Au surplus, la difficulté qui s'élèverait pour l'inscription d'un nom sur la liste des jurés sera vidée par la voie du scrutin. *Mon.* 11 mai, p. 1317.

167. Les listes ne peuvent servir à la désignation des jurés que jusqu'à la session suivante du conseil général (art. 29 arg.). — Néanmoins, les opérations commencées par un jury, et qui ne sont pas encore terminées au moment du renouvellement annuel de la liste générale mentionnée en l'article 29 (n. 163), sont continuées, jusqu'à conclusion définitive, par le même jury (art. 45).

168. Il résulte de la discussion aux deux Chambres et de la déclaration faite par le rapporteur à celle des Députés, que toutes les formalités rela-

tives au jury des assises criminelles (V. C. d'instr. cr. art. 381... 393...), et qui ne sont pas abrogées par la loi nouvelle, doivent être appliquées au jury d'expropriation. *Mon.* 7 fév., p. 317; V. n. 235 et 241. — C'est ainsi que, par application de l'article 392 du Code d'instruction criminelle, ne feront point partie du jury spécial l'ingénieur qui, conformément à l'article 4 de la loi d'expropriation, aura dressé le plan de l'immeuble exproprié, l'officier de police judiciaire qui serait intervenu lors de l'opposition, par voie de fait, à la levée dudit plan (V. n. 31), et les experts qui auront évalué les offres à faire.

169. Afin de donner connaissance des listes aux cours et aux tribunaux, les préfets, aussitôt qu'elles seront dressées, les feront déposer dans les archives de la préfecture, et une expédition en sera immédiatement adressée au procureur-général près la Cour royale, ou au procureur du Roi du tribunal du chef-lieu, s'il n'y a pas de cour royale dans le département. La liste relative à chaque arrondissement sera en outre transmise au procureur du Roi de cet arrondissement. Ce magistrat fera déposer la liste au greffe de la cour ou du tribunal auquel il est attaché, afin que l'on puisse y avoir recours pour l'exécution des articles 30 et 33 de la loi d'expropriation. *Circ. ponts et ch.* 17 juill. 1833.

CHAPITRE X.

FORMATION DES JURYS SPÉCIAUX.

170. « Toutes les fois qu'il y a lieu de recourir
 « à un jury spécial, la première chambre de la
 « Cour royale, dans les départemens qui sont le
 « siège d'une Cour royale, dans les autres départe-
 « mens la première chambre du tribunal du chef-
 « lieu judiciaire, choisit, en la chambre du con-
 « seil, sur la liste dressée en vertu de l'article pré-
 « cédent, pour l'arrondissement dans lequel ont
 « lieu les expropriations, seize personnes qui for-
 « meront le jury spécial chargé de fixer définitive-
 « ment le montant de l'indemnité, et, en outre,
 « quatre jurés supplémentaires. Pendant les va-
 « cances, ce choix est déferé à la chambre de la
 « cour ou du tribunal chargée du service des va-
 « cations. En cas d'abstention, ou de récusation
 « des membres du tribunal, le choix du jury est
 « déferé à la Cour royale. » Art. 30, §. 1^{er}.

171. *La première chambre....* La loi de 1833 exigeait la réunion de toutes les chambres; mais cette solennité a paru inutile au législateur de 1841, qui, en confiant à la première chambre la formation du jury, évite le retard que ferait éprouver le temps des vacances pendant lequel il n'existe qu'une seule chambre dans les cours royales et tribunaux de première instance.

172. C'est le préfet qui requiert la formation du jury spécial auprès du procureur-général ou du procureur du Roi, en lui transmettant la liste des affaires à soumettre au jury. DELALLEAU, n. 527. — Cette liste indiquera la nature des propriétés à évaluer, afin que les magistrats puissent choisir des jurés capables de les apprécier, et, en outre, les noms des propriétaires et autres intéressés au règlement des indemnités que la Cour ne peut choisir.

173. Lorsque les travaux à exécuter dans un arrondissement, même pour une seule entreprise, demanderont un nombre considérable d'estimations, on sera obligé de nommer successivement dans le cours de l'année plusieurs jurys. Il a été reconnu en effet, par M. le ministre de l'intérieur (*Mon.* 10 mai 1833), que quinze jours étaient tout le temps raisonnablement exigible de la part des jurés, et qu'après cette session ils devaient être remplacés. En vain dirait-on qu'il est à désirer que le taux des estimations de terrains de même nature ne varie pas selon les juges; la réalisation de ce vœu doit se renfermer dans les limites des forces et du temps disponible des citoyens. V. n. 165.

174. Si dans le département qui n'a point de Cour royale le tribunal du chef-lieu judiciaire n'a pu se composer pour former le jury, ce n'est point un autre tribunal du même département, mais la Cour royale seule, dans le ressort de laquelle se trouve le tribunal empêché, qui a droit d'opérer le choix des jurés. L'article 30 ne l'accorde à au-

cun autre tribunal du département, et il est dans l'esprit de la loi que ce soit la Cour dont la haute juridiction s'étend sur les localités et les habitans de son ressort, qui fasse ce choix. *Nec obstat* l'article 363 du Code de procédure, relatif au règlement de juges; la nature de l'affaire qui requiert célérité ne permet pas de recourir à la Cour de cassation. Lyon, 10 mai 1838 (S., 1838, 440).

175. Comme en toute autre matière, l'arrêt d'une Cour royale appelée à choisir un jury d'expropriation doit indiquer les noms et le nombre des magistrats qui y ont concouru, et porter ainsi avec lui la preuve de sa régularité. Cette formalité est du nombre de celles prescrites par l'article 30, dont la violation donne lieu à cassation (art. 42). En vain prétendrait-on que l'arrêt n'est pas une décision judiciaire, qu'il n'y a ni litige, ni plaideurs, mais un simple acte d'administration. L'article 30 exige que le choix du jury soit fait par la première chambre de la Cour royale, il faut donc que la décision indique qu'elle émane des magistrats qui composent cette chambre, et de plus, qu'ils étaient réunis au nombre voulu pour délibérer, conformément aux termes de l'article 27. L. 27 vent. an VIII, Cass. 22 nov. 1841 (S., 42, 129).

176. Ce que nous venons de dire n'empêche pas qu'il ne soit vrai aussi que les Cours royales n'ont en matière d'expropriation aucun pouvoir juridictionnel; leur action est purement administrative.

Il suffit qu'on leur présente un jugement d'expropriation en forme probante, un acte constatant le refus par les propriétaires expropriés ou les autres intéressés des offres qui ont dû leur être faites, pour que les Cours royales soient tenues d'accomplir sans délai ni sursis leur mission de nommer le jury. Elles commettraient donc un excès de pouvoir si elles surséaient à la formation du jury jusqu'à ce que les offres aient été notifiées aux créanciers inscrits, ou qu'un état indicatif de ces créanciers ait été produit devant elles, ou encore que le jugement d'expropriation ait été transcrit ; les intérêts des créanciers inscrits sont d'ailleurs conservés par les articles 23 et 28, et le droit de récusation permet d'écarter le créancier admis par mégarde sur la liste. Cass. 31 déc. 1839 (S., 40, 158).

177. Pour faire partie du nombre des jurés « ne peuvent être choisis : 1°. les propriétaires, fermiers, locataires des terrains et bâtimens désignés en l'arrêté du préfet pris en vertu de l'article 11, et qui restent à acquérir ; 2°. les créanciers ayant inscription sur lesdits immeubles ; 3°. tous autres intéressés désignés ou intervenants, en vertu des articles 21 et 22. — Les septuagénaires seront dispensés, s'ils le requièrent, des fonctions de juré. » Art. 30.

178. *Qui restent à acquérir....* Mais non des terrains déjà acquis (Ch. Pairs, 11 mai 1833), — non plus que des fonds compris dans la ligne des

travaux qui restent à exécuter. Ils ne peuvent être écartés que par la voie de récusation (art. 34). *Mon.* 12 mai 1833, p. 1348.

Un député demandait qu'on étendit l'exclusion à toute personne reprochable aux termes du Code de procédure; mais cette proposition fut repoussée, comme pouvant rendre trop difficile la composition du jury. Ch. Dép. 6 fév. 1833, et 4 mars 1841, p. 527.— Il faut donc borner les exclusions à celles indiquées par l'article 30. Pour faciliter l'exécution de cet article, la liste de toutes les personnes désignées dans les §§. 1, 2 et 3, est mise sous les yeux de la Cour ou du tribunal par l'administration qui les connaît (art. 23). *Mon.* 7 fév., p. 315.

479. *Les septuagénaires....* Des causes de dispense énoncées en l'article 383, §. 3, du Code d'instruction criminelle, l'article 30, §. 3, de la loi d'expropriation n'ayant reproduit que celle résultant de l'âge de soixante-dix ans, on est fondé à croire que le législateur de 1841 n'a pas admis les autres. — Les personnes ayant atteint cet âge ne sont point obligées d'attendre la formation du jury par le magistrat-directeur (art. 32), pour faire valoir leurs excuses. Il est même préférable qu'elles les fassent connaître à la Cour ou au tribunal, afin que la liste des seize personnes choisies souffre moins de retranchemens. *Mon.* 4 mars 1841, p. 527.

480. Quant à l'incompatibilité des fonctions publiques ordinaires avec celles de juré spécial, on est fondé à admettre ici les dispositions du Code

d'instruction criminelle (V. n. 168), et à regarder comme incompatibles avec les fonctions de juré celles de ministre, de préfet, de sous-préfet, de juge, de procureur-général, de procureur du Roi et de leurs substituts, celles de ministre d'un culte quelconque. C. instr. cr. art. 383, anal.

181. De l'article 30, §. 1^{er}, il résulte 1°. que les affaires dont le jury doit connaître sont désignées avant sa composition (V. d'ailleurs n. 172); 2°. que l'état des propriétés à évaluer est mis sous les yeux de la Cour; c'est aussi ce que confirme l'article 44. V. n. 218; *Mon.* 11 mai, p. 1317. — Cette marche empêchera que l'administration ou les concessionnaires ne proposent plus ou moins d'affaires, selon qu'ils jugeront plus ou moins favorable à leurs intérêts la composition du jury.

182. « La liste des seize jurés, et des quatre
« jurés supplémentaires, est transmise par le préfet
« au sous-préfet, qui, après s'être concerté avec le
« magistrat-directeur du jury, convoque les jurés
« et les parties, en leur indiquant, au moins huit
« jours à l'avance, le lieu et le jour de la réunion.
« La notification aux parties leur fait connaître les
« noms des jurés. » Art. 31.

183. *Les parties....* C'est-à-dire toutes les personnes dont l'indemnité doit être fixée par le jury dans le cours de la session (art. 34, arg.). V. n. 201. — Même celles dont le droit à l'indemnité est contesté; ce droit peut être reconnu, et l'article 49 veut que dans ce cas le jury fixe l'indemnité comme

si elle était due, sauf aux contestans à se pourvoir; cette marche, plus prompte que celle qui ne soumettrait la fixation de l'indemnité au jury qu'après le jugement du droit, est dans l'esprit de la loi.

L'acte de convocation signifié aux parties pour être présentes à la réunion des jurés n'est pas soumis aux formalités ordinaires des exploits d'ajournement; il est valable, bien qu'il n'énonce pas le domicile de la partie, si d'ailleurs il demeure certain qu'il a été remis au domicile indiqué, conformément à l'article 15. Dans ce cas, la partie est présumée avoir été instruite du jour auquel la décision du jury a été rendue, et est en conséquence non recevable dans son pourvoi en cassation, formé après l'expiration du délai de quinzaine, à partir de cette décision; l'esprit des articles 57 et 31 n'est pas d'exiger, sous peine de nullité, l'accomplissement de toutes les conditions voulues par l'article 61 du Code de procédure civile pour les exploits; il suffit qu'il y ait certitude que la copie ait été remise au domicile indiqué en l'article 15. Cass. 4 avr. 1842 (S., 42, 297).

184. Le propriétaire ne doit pas être mis en cause sur le règlement d'indemnité due aux locataires. La décision du jury sur ce point lui reste étrangère; il a satisfait au vœu de la loi (art. 21) en faisant connaître à l'administration les ayants-droit sur l'immeuble; les frais de son intervention seraient donc frustratoires. Cass. 5 fév. 1840 (S., 40, 162).

185. *Huit jours....* Sont-ils augmentés à raison des distances. Le rapporteur de la Chambre des Députés a déclaré que, dans l'intention de la commission, aucun des délais fixés par la loi d'expropriation ne devait recevoir l'application de l'article 1033 du Code de procédure. *Mon.* 3 fév. 1833, p. 281. V. cependant n. 308 et 339.

186. *Le lieu....* C'est en général, mais non nécessairement, le chef-lieu de l'arrondissement de la situation des propriétés à estimer.

187. *La notification....* Les noms des jurés, le jour et le lieu de la réunion sont donc notifiés aux parties. Elle contient en outre expédition de l'arrêt ou du jugement par lequel la liste des jurés a été formée. Ord. 18 sept. 1833, art. 1^{er}, 6^e.— Elle est faite à leur personne ou au domicile par elles élu dans l'arrondissement, sinon, par double copie, au maire et au fermier, locataire gardien ou régisseur de la propriété (art. 15, arg.).

188. Chaque juré reçoit aussi, par forme de notification, extrait de la liste constatant que son nom y est porté, et aussi sommation de se trouver au jour et lieu de la réunion sous les peines portées à l'article 32. Cet acte est signifié à la personne du juré, ou, à défaut, à son domicile, ainsi qu'à celui du maire ou de l'adjoint du lieu, qui est tenu de lui en donner connaissance. C. instr. crim. 389, anal. V. n. 168. — Ces notifications aux parties et aux jurés sont faites par huissier ou par un agent de l'administration (art. 57 et Ord. 18 sept. 1833,

art. 1^{er}, 6^e), — tel que le garde champêtre. Cass. 30 avr. 1839 (S., 39, 606).

L'erreur dans le prénom de l'un des jurés, lorsqu'il n'y a d'ailleurs aucun individu du même nom patronymique avec lequel ce juré ait pu être confondu, n'est pas une cause de nullité de la décision à laquelle il a pris part, son identité restant toujours constante. Cass. 30 avr. 1839 (S., 39, 606).

489. La compétence du jury spécial est réglée, sous le rapport de son ressort, par la situation des biens à estimer, dans tel ou tel arrondissement (art. 13 et 30 comb.). Conséquemment si une même propriété est située partie sur un arrondissement, partie sur un autre, chacune d'elles sera estimée séparément par le jury de l'arrondissement dans lequel elle est située. La loi de 1841 n'a pas imité celle du 15 nov. 1808, qui permettait que l'évaluation de la propriété tout entière se fit par le jury de l'arrondissement dans lequel se trouvait la partie dont le revenu est le plus élevé.

490. Comme il n'était pas juste que l'administration pût à son gré faire attendre indéfiniment le règlement de l'indemnité, la loi a disposé que « si dans les six mois du jugement d'expropriation l'administration ne poursuit pas la fixation de l'indemnité (en requérant la composition d'un jury spécial), les parties pourront exiger qu'il soit procédé à ladite fixation. » Art. 55, §. 1^{er}. V. aussi n. 326.

Les parties... C'est-à-dire les personnes qui ont,

soit de leur chef, soit de celui du propriétaire, un droit d'indemnité; il ne doit pas dépendre, en effet, de la négligence de ce dernier qu'un usufruitier soit ou non indemnisé.

491. *Pourront exiger...* A cet effet, elles font d'abord sommation de faire procéder à la fixation des indemnités. Ord. 18 sept. 1833, art. 1^{er}, n. 10. — S'il n'y est point fait droit dans un délai convenable, les parties présentent une requête au premier président de la Cour royale, ou au président du tribunal de première instance, pour qu'il soit formé un jury spécial suivant l'article 30. *Ib.*

CHAPITRE XI.

§. 1^{er}.*Opérations du jury.*

192. Au jour indiqué, l'audience est ouverte, sous la présidence du magistrat-directeur ou de son suppléant (art. 14); si l'un et l'autre sont empêchés avant ou depuis la première réunion, il en est commis un nouveau sur les poursuites de la partie la plus diligente (C. pr. art. 658 arg.), et de la façon indiquée en l'article 14.

« Le magistrat-directeur est assisté, auprès du jury spécial, du greffier ou commis greffier du tribunal, qui appelle successivement les causes sur lesquelles le jury doit statuer, et tient procès-verbal des opérations, » Art. 34, §. 1^{er} — sur lequel est constaté avec soin l'accomplissement des formalités dont l'inobservation donnerait ouverture à cassation. Cass. 19 janv. 1835 (S., 35, 172).

193. La séance ouverte, il est procédé à l'appel des jurés (art. 34, §. 2, arg.); — il résulte de l'article 31 qu'ils doivent être au nombre de vingt; seize titulaires et quatre supplémentaires.

« Tout juré qui, sans motif légitime, manque à l'une des séances, ou refuse de prendre part à la délibération, encourt une amende de 100 fr. au

« moins, et de 300 fr. au plus. » Art. 32, §. 1^{er}. — Il résulte de ce paragraphe que l'amende sera encourue autant de fois qu'il y aura de séances auxquelles le juré n'aura pas assisté, ou de délibérations auxquelles il aura refusé de prendre part. DELALLEAU, n. 547. — « Cette condamnation à l'amende est prononcée par le magistrat-directeur du jury » (art. 32, §. 2) — d'office ; il n'y a point de ministère public près du jury spécial. — Notification de la condamnation est faite au défaillant (C. pr. civ., art. 147 et 148 comb.), à la requête du magistrat-directeur, dans le plus bref délai.

« Ce magistrat statue en dernier ressort sur l'opposition qui serait formée par le juré condamné. » Art. 32, §. 3. — Pourvu que cette opposition soit faite avant la clôture des opérations du jury ; sa compétence n'est en effet que temporaire comme ses fonctions. Si donc les fonctions du magistrat-directeur avaient cessé, ou s'il se trouvait empêché par un motif légal quelconque, l'opposition serait jugée par la voie civile, par le tribunal qui aurait délégué le magistrat. *Auteurs du C. des municipal.*, p. 124. — Cette opposition a lieu verbalement ou par simple lettre. L'ordonnance du 18 septembre 1833, contenant tarif des frais et dépens (V. chap. xxiii), n'alloue rien pour cet acte. — Elle est admise même de la part du juré présent à la séance (art. 32, §. 1^{er} et 3 comb.). — Le magistrat-directeur est juge de la validité des excuses proposées (C. instr. cr. 397, anal. V. n. 168), — et le juré

défaillant est réassigné à ses frais. C. pr. 263, §. 2, anal.

194. « Le directeur du jury prononce également sur les causes d'empêchement que les jurés proposent, ainsi que sur les exclusions ou incompatibilités dont les causes ne seraient survenues ou n'auraient été connues que postérieurement à la désignation faite en vertu de l'article 30. » Art. 32, §. 4. — Ces exclusions et incompatibilités sont celles exprimées aux numéros 177, 179, 180. — C'est aussi devant le magistrat-directeur que les septuagénaires font valoir leur dispense, quand ils ne l'ont pas fait devant la Cour ou le tribunal, lors de la composition des listes; cela résulte de ces mots, *s'ils le requièrent*, de l'article 30, dernier §.

195. Quant à l'appréciation des motifs d'empêchemens, elle est abandonnée à la sagesse du magistrat-directeur qui prononce selon les circonstances (art. 397 C. instr. cr. anal.). — Ainsi un médecin occupé de ses malades doit toujours être dispensé. — Mais il n'a pas le droit d'effacer ou de rétablir sur la liste des jurés les noms des individus choisis ou écartés par la Cour ou le tribunal; aux tribunaux seuls appartient le droit de la composer (art. 30 et 32 arg.).

196. Doivent être dispensés : 1°. les Pairs de France et les Députés pendant la durée de la session des Chambres, et pendant les dix jours qui précèdent et qui suivent la clôture de la session (DELALLEAU, n° 545); 2°. ceux qui se trouvent atteints

d'une maladie, ou d'une infirmité grave, justifiée par un certificat de médecin, chirurgien ou officier de santé, — affirmé sincère devant le juge de paix, sous la foi du serment. Par anal., *Instr. minist. en matière criminelle* du 30 juin 1827. — On sait que l'officier de santé qui aurait certifié faussement des maladies s'exposerait à se voir appliquer l'article 160 du Code pénal qui prononce, dans ce cas, une condamnation de deux à cinq ans de prison.

197. « Ceux des jurés qui se trouvent rayés de
« la liste par suite des empêchemens, exclusions ou
« incompatibilités prévus par l'article précédent,
« sont immédiatement remplacés par les jurés sup-
« plémentaires que le magistrat-directeur du jury
« appelle dans l'ordre de leur inscription. » Art. 33,
§. 1^{er}. — Ce remplacement est opéré de la manière
suivante : si c'est un titulaire qu'il faut remplacer,
le titulaire inscrit immédiatement après lui sur la
liste prend son rang : ainsi des autres, et c'est le
premier des quatre jurés supplémentaires qui de-
vient le dernier des titulaires ; on procède de même
en cas de plusieurs remplacements. Il résulte de là
que les jurés ne sont pas tirés au sort. — « En cas
« d'insuffisance, le magistrat-directeur choisit, sur
« la liste dressée en vertu de l'article 29 (V. n.
« 163), les personnes nécessaires pour compléter
« le nombre des seize jurés. » Art. 33, §. 2.

198. Le jury ainsi composé, le greffier ou
commis greffier appelle successivement les causes
(art. 34), et c'est par cet appel général que le

jury s'en trouve saisi et qu'il ne peut connaître d'autres.

199. « Lors de l'appel, l'administration a le droit
« d'exercer deux récusations péremptoires; la par-
« tie adverse a le même droit. — Dans le cas où
« plusieurs intéressés figurent dans la même af-
« faire, ils s'entendent pour l'exercice du droit de
« récusation, sinon le sort désigne ceux qui doivent
« en user. » Art. 34, §§. 2 et 3.

Lors de l'appel.... C'est de l'appel de chaque cause qu'il s'agit, celui que vient de faire le greffier. Chaque propriétaire non indivis a un droit d'indemnité que le jury doit apprécier individuellement et qui constitue une cause.

200. *Deux récusations....* L'administration fait d'abord les siennes, la partie ensuite. Pour que ces quatre récusations puissent avoir lieu, il faut que le magistrat-directeur tienne toujours sa liste des seize jurés au complet (arg. art. 35). — Elles sont *péremptoires*, c'est-à-dire que le magistrat-directeur doit s'opposer à ce qu'il soit donné aucun motif de ces récusations.

201. En résumé, tous les indemnitaires comparissant, au jour déterminé, par eux ou leurs mandataires, il est fait appel, en leur présence et celle des jurés, de toutes les causes de la session. Alors, au fur et à mesure de leur appel, le droit de récusation est exercé pour chacune d'elles, et le jury constitué de telle sorte qu'il pourra être différemment composé dans chaque affaire. L'appel général

terminé, le jury entrera en séance. On voit que chacune des parties aura connu à peu près le moment où son tour viendra; ce sera à elle à se présenter à propos, et alors le droit de récusation sera de nouveau exercé, si quelque modification survenue dans la composition primitive du jury y donne lieu. Cette marche concorde avec les dispositions de la loi et la commodité des parties. DELALLEAU. n. 558; COTELLE, *Cours de droit administ.*, t. 1, p. 308. — De ceci, il résulte qu'aucun juré ne doit se regarder comme définitivement libéré du service de la session, que si, l'appel général terminé, il n'a été désigné pour aucune affaire.

Nous examinerons plus tard si la comparution de la partie emporte renonciation à opposer les moyens de nullité résultant de la violation des formalités antérieures. V. n. 302.

202. Ce que nous venons de dire, que pour chaque affaire distincte le jury doit être composé de nouveau, d'après les règles sus-énoncées, ne fait point obstacle à ce que, une fois formé au commencement de la session, il ne procède, du consentement de toutes les parties intéressées, à toutes les affaires de la session, sans subir aucun changement; l'exercice du droit de récusation (art. 34) et la prestation du serment n'ayant eu lieu qu'une seule fois. V. n. 204. Il suffit que le procès-verbal des séances constate ce consentement des parties, non interdit par le texte de la loi. Aucune d'elles ne sera recevable à attaquer, plus tard et pour ce

motif, les décisions qui seront intervenues. Cass. 3 mai 1841 (S., 41, 691), et juin 1842; *Mon.* 25 juin 1842. — Mais toutes les fois que le jury qui aura réglé une affaire sera modifié pour l'affaire suivante, le serment devra être prêté non-seulement par les jurés nouveaux, mais encore par ceux qui ont siégé dans la précédente. Cass. juin 1842; *Mon.*, *ib.*

203. « Si le droit de récusation n'est point exercé, ou s'il ne l'est que partiellement, le magistrat-directeur du jury procède à la réduction des jurés au nombre de douze, en retranchant les derniers noms inscrits sur la liste. » Art. 34, §. 4. Nouvelle preuve que le sort doit rester étranger à la composition du jury.

« Le jury spécial n'est constitué que lorsque les douze jurés sont présents. » Art. 35, §. 1^{er}. — Il résulte de là que le jury spécial ne doit être composé que de douze membres. Aucune disposition de la loi ne l'avait dit positivement. Il faudra donc la présence de douze membres pour que le jury entre en séance; mais pourra-t-il délibérer en nombre moindre? le second paragraphe de l'article 33 nous en instruit. Il est ainsi conçu :

« Ils (les jurés) ne peuvent délibérer valablement qu'au nombre de neuf, au moins. » Art. 35, § 2. S'ils sont en nombre moindre, la séance est remise à un autre jour. De là il résulte que le jury ne peut commencer une cause, s'il n'est composé de douze membres; mais l'affaire une fois entamée, il con-

tinue valablement l'instruction et la délibération, quoique, pendant le cours des débats, une raison quelconque ait réduit le nombre des membres à neuf.

204. « Lorsque le jury est constitué, chaque juré prête serment de remplir ses fonctions avec impartialité. » Art. 36.

Cette formalité a lieu pour chaque cause séparée ou chaque série de causes (V. n. 202) pour lesquelles la composition du jury doit rester la même. — Pour recevoir ce serment, le magistrat-directeur du jury prononce une seule fois aux jurés la formule du serment indiquée en l'article 312 du Code d'instruction criminelle, et chacun des jurés, debout et déconvert, lève la main droite en disant : *Je le jure*. — V. n. 168. — La preuve de l'accomplissement de cette formalité résulte de la mention contenue au procès-verbal, que chacun des jurés, appelé individuellement, a dit, en levant la main : *Je le jure*; cette mention établit suffisamment que les jurés n'ont pas prêté serment en masse. Cass. 9 juin 1834 (S., 35, 37). — Le procès-verbal fait foi jusqu'à inscription de faux. Cass. 19 janv. 1835 (S., 35, 172). — Cette formalité remplie, le magistrat-directeur expose la cause ou les faits; la communication des pièces a lieu à l'instant même.

205. A cet effet, « le magistrat-directeur met
« sous les yeux du jury, 1°. le tableau des offres et
« demandes notifiées, en exécution des articles 23
« et 24; 2°. les plans parcellaires, et les titres et

« autres documens produits par les parties à l'appui de leurs offres et demandes. » Art. 37, §. 1^{er}.

Ce tableau énonce sommairement les noms des propriétaires, et les sommes proposées à chacun d'eux. Il n'est pas nécessaire que l'exploit contenant notification des offres soit représenté au jury à l'appui de ce tableau. Un certificat du maire attestant que cette notification a été faite est suffisant. L'article 37 n'exige pas la représentation des actes de la procédure. Cass. 12 janv. 1842 (S., 42, 420).

Documens.... Il s'agit ici de contrats de vente, baux, matrices de rôles, expertises, actes de partage, évaluations cadastrales, actes de société, etc., toutes pièces propres à donner une opinion juste de la valeur des fonds expropriés; mais celles qui n'ont eu pour objet que l'expropriation, telles que le procès-verbal ouvert par le maire, conformément à l'article 7, l'arrêté du préfet, le jugement et autres, ne sont pas mises sous les yeux du jury. — A ces pièces devra aussi être jointe la copie de la déclaration faite au magistrat-directeur (V. n. 145) par le propriétaire, qu'il requiert l'acquisition entière de l'immeuble en partie exproprié, lorsqu'il voudra profiter de la faculté que lui offre l'article 50 (art. 50 et 24 arg.). V. chap. XIII.

206. « Les parties ou leurs fondés de pouvoir peuvent présenter sommairement leurs observations. » Art. 37, §. 2. — Il leur est loisible d'employer l'organe d'un avocat, il n'a pas besoin de procuration. DELALLEAU, n. 569. — Quant aux in-

térêts de l'État ou de l'administration, ils sont défendus par un délégué chargé par le préfet ou fonctionnaire directeur de l'administration de porter la parole. Le préfet se présente souvent lui-même. DELALLEAU, n. 570. Si ce sont des concessionnaires qui exproprient, ils envoient un fondé de pouvoir.

207. « Le jury pourra entendre toutes les personnes qu'il croira pouvoir l'éclairer. » Art. 37, §. 3. — Mais remarquez que cette audition n'est point une enquête proprement dite ; le magistrat-directeur n'a pas la faculté d'en ordonner. DELALLEAU, n. 572. Les lenteurs de cette procédure s'y opposent, et les termes du présent article ne l'autorisent pas. — Les personnes à entendre sont, à cet effet, assignées à personne ou domicile, quand une simple invitation du magistrat ne paraît pas devoir suffire. L'assignation leur est donnée un jour au moins avant l'audition, si elles ont leur domicile dans le lieu des séances, sinon il est ajouté un jour par trois myriamètres de distance. C. pr. 260 anal. L'assignation énonce les faits sur lesquels l'audition portera, si l'apport de quelques pièces est nécessaire. *Ib.*

208. Chaque personne appelée, avant d'être entendue, déclare ses nom, âge, profession et demeure, si elle est parente ou alliée de l'une des parties. Il est convenable qu'elle prête serment de dire la vérité. C. pr. 262 anal. Mais la loi n'exigeant point ces déclaration et prestation, on n'aurait point le droit de prononcer aucune pénalité

en cas de refus, ou d'en faire une ouverture à cassation. — Le magistrat-directeur entend séparément, ou en présence les unes des autres, les personnes appelées. C. pr. 262 arg., et C. instr. cr., art. 316, 317. V. n. 168.

209. En cas de non-comparution, les personnes appelées sont-elles passibles de la peine portée en l'article 263 du Code de procédure, c'est-à-dire d'une amende de 100 francs? — C'est l'opinion de M. Delalleau ; il s'agit ici, en effet, d'obéir à un mandement de justice, dans l'intérêt de la fortune des citoyens, et cette injonction deviendrait illusoire s'il était permis de s'y soustraire. Toutefois, nous pensons que la condamnation à l'amende, quelle que soit l'analogie des situations du témoin assigné et de la personne appelée pour être entendue par le jury spécial, n'étant autorisée par aucun texte de loi, serait annulable par la Cour de cassation. Les dispositions pénales ne se suppléent pas.

Le jury décide s'il entendra ou n'entendra pas les personnes reprochables selon les articles 268 et 283 du Code de procédure et à tel égard que de raison à leurs déclarations. — Au reste, aucun reproche n'est proposé après la déposition, s'il n'est justifié par écrit. C. pr. 282 anal. — Les parties, ou leurs représentans, ont le droit de faire adresser par le magistrat-directeur les questions qu'elles jugent utiles. C. pr. 273 anal. — Le greffier n'écrit point les dépositions des témoins ; seulement il mentionne leurs noms, sauf aux jurés à prendre

des notes. Il n'est donc point dressé de procès-verbal d'enquête.

210. L'analogie et la nécessité présentent comme applicables ici les articles 267, 277 et 281 du Code de procédure disposant, le premier, le renvoi à la séance suivante de l'audition des personnes qui n'ont pu être entendues le même jour; le second, que la taxe sera accordée aux témoins qui la requerront; le troisième, qui met à la charge de la partie les frais de taxe des témoins dépassant le nombre de cinq. Ord. 18 sept. 1833, art. 26 arg.

211. Le magistrat-directeur a-t-il la faculté de commettre un homme de l'art pour examiner les lieux et émettre son avis? Une véritable expertise ne saurait sans doute être ordonnée (*Mon.* 8 juin 1807; DELALLEAU, n. 572); l'article 37 ne parle ni de *commission* à donner, ni de *vérification* à faire faire. Mais comme, d'un autre côté, ses termes n'en excluent pas l'idée, que même on peut s'appuyer sur les mots.... *entendre toutes personnes*, le besoin de s'éclairer doit faire admettre le recours à un homme de l'art pour donner son avis, non sur l'importance de l'indemnité, mais sur un point contesté relatif aux fonds expropriés. — Il résulte de là qu'il n'est pas nécessaire que l'homme de l'art, chargé par le jury de vérifier les lieux contentieux, fasse un rapport spécial, comme en matière d'expertise ordinaire. Cass. 9 juin 1834 (S., 35, 37), et DUVERGIER, *Collect. des lois*, t. XXXIII, p. 299.

242. « Le jury peut également se transporter
 « sur les lieux , ou déléguer à cet effet un ou plu-
 « sieurs de ses membres. » Art. 37, §. 3. L'ordon-
 nance de ces moyens d'instruction est l'objet d'une
 délibération et d'une décision particulières dans la
 chambre des délibérations. V. n. 214 et 223. Le
 membre délégué rend compte au jury du résultat
 de sa mission. — Il a été reconnu que le transport
 des jurés sur les lieux est valablement ordonné ,
 même après que la clôture des débats a été pro-
 noncée par le magistrat directeur. Cass. 7 fév. 1837
 (S., 37, 126). V. n. 216. — Dans le cas de ce trans-
 port , il suffit que le jour et l'heure de la visite
 soient annoncés en audience publique, lors de la
 délibération prise à ce sujet. Il n'est pas nécessaire
 qu'une sommation indicative du jour et de l'heure
 de cette visite soit signifiée aux parties; la loi de
 l'expropriation a pros crit les formalités des instruc-
 tions ordinaires; la partie est d'ailleurs suffisam-
 ment avertie par la publicité de la séance. Cass. *ib.*
 — Le magistrat-directeur est libre d'accompagner
 le jury dans la visite des lieux contentieux; aucune
 disposition de la loi ne le défend; il ne viole point
 en cela le secret des délibérations. Cass. *ib.* — La
 même Cour a décidé (*Mon.* du 25 juin 1842)
 que l'absence d'un des membres du jury, lors de
 la visite des lieux, n'entraînerait pas nécessaire-
 ment la nullité de la décision du jury.

243. Si le jury a besoin de documens qui se
 trouvent entre les mains des employés d'une ad-

ministration, il a le droit de faire appeler ces employés, et de prendre en leur présence communication de ces pièces. *Mon.* 27 janv., p. 212.

Les articles 17 et 20 de l'ordonnance du 18 septembre 1833 allouent une indemnité aux personnes appelées devant le jury. V. chap. xxiii.

214. « La discussion est publique. » Art. 37, §. 5. — Les portes de la salle d'audience sont donc ouvertes, — et dès lors la séance est déclarée publique, quelle que soit l'exiguïté prétendue de la salle dans laquelle elle a eu lieu, alors que le procès-verbal constate cette publicité. *Cass.* 13 janv. 1840 (S., 40, 159). — Mais les opérations qui ont pour objet la composition du jury se font, dans la chambre du conseil, en présence des parties intéressées seulement. C. instr. crim. 399 anal. — Si un des jurés fait une proposition, il ne doit y être adhéré qu'après une délibération régulière. Toute décision est prononcée par le président du jury (art. 41 arg.). *DELALLEAU*, n. 582. V. n. 223.

215. « La discussion peut être continuée à une autre séance. » Art. 37, §. 5. V. n. 210. Elle est indiquée, séance tenante et verbalement, aux parties sans qu'il soit besoin d'assigner personne : le procès-verbal en fait mention.

216. Lorsque les moyens d'instruction et les débats ont été épuisés, selon les besoins de la cause, « la clôture de l'instruction est prononcée par le « magistrat-directeur. » Art. 38, §. 1^{er}. — Toute-

fois, les débats, dont la clôture a été prononcée, peuvent être rouverts du consentement des parties. Cette nouvelle ouverture des débats est dans l'intérêt de la défense, et met les parties à même de développer de nouveau leurs moyens. Cass. 7 fév. 1837 (S., 37, 126). V. n. 212.

217. Il avait été d'abord voté à la Chambre haute et proposé à la Chambre élective de faire poser les questions par le magistrat-directeur; mais M. le commissaire du Roi répondit que les questions à décider par le jury résultaient des offres et des demandes dont le tableau lui était remis. (art. 37. *Mon.* 4 mars 1841, p. 531). — Toutefois, rien ne s'oppose à ce que le magistrat-directeur fasse un résumé des débats, s'il le croit utile, et ne lise les questions telles qu'elles sont posées au tableau (C. instr. crim. art. 336 arg.), le rapporteur de 1833 ayant déclaré que les formalités relatives au jury criminel s'appliquaient aux dispositions de la loi d'expropriation, à moins de disposition contraire. V. n. 168. — Si le tableau des questions déférées au jury lui paraît incomplet, les jurés peuvent demander qu'il soit posé des questions additionnelles. La discussion des Chambres, en 1841, n'a point impliqué le contraire.

218. En remettant les questions, le magistrat-directeur, pour éviter toute confusion et toute erreur, distinguera celles qui touchent au fond du droit de celles qui ont trait au montant de l'indemnité. Les premières ne sont pas de la compé-

tence du jury. V. n. 228 et 230, art. 39 et 49. — Au reste, les jurés ne sont point, comme en matière criminelle, rigoureusement tenus de les suivre; leur liberté d'examen est entière. *Mon.* 4 mars 1841, p. 530 et 531. V. n. 226.

219. Afin d'éviter autant que possible la perte de temps occasionnée par la répétition, pour chaque affaire, de l'instruction commandée par l'article 37 et de la délibération, le magistrat-directeur fera bien de classer les causes de manière à réunir toutes celles relatives à des terrains dont l'évaluation paraît soumise aux mêmes circonstances, et pour lesquelles les récusations auront porté sur les mêmes jurés. Alors toutes ces affaires seront instruites presque simultanément, la délibération aura ensuite lieu et la décision interviendra sur toutes ces causes semblables. *Auteurs du Code des municipalités*, p. 129.

Le magistrat-directeur a la police de l'audience. C. pr. c. 89 et 90 anal. Si donc un ou plusieurs individus, quels qu'ils soient, troublent l'ordre en faisant du bruit ou en donnant des signes d'approbation ou d'improbation, le magistrat leur fera application de l'article 89 en les faisant mettre, après un premier avertissement, dans la maison d'arrêt pour vingt-quatre heures. V. n. 300. — Si le trouble était causé par le greffier, il pourrait être suspendu de ses fonctions pendant trois mois au plus, conformément à l'article 90 *ib.* — Quant à l'outrage commis à l'égard du magistrat-directeur

ou à l'égard du jury, il est puni des peines prononcées par les articles 222 et suivans du Code pénal.

Si les parties ou personne pour eux ne se présentent, le jury décide en leur absence, et sa déclaration n'est pas susceptible d'opposition (art. 42).

220. « Le jury ne connaît que des affaires dont « il a été saisi au moment de sa convocation, et « statue successivement et sans interruption sur « chacune d'elles. » Art. 44, §. 1^{er}.

Sans interruption.... Excepté les jours de fête conservés, et les dimanches (*Concord.*, art. 41 *in fine*; *décr.* 20 germ. an x), pendant lesquels les tribunaux sont fermés.—Ce qui n'empêche pas que, dans l'intérêt de la prompte expédition des affaires, le jury, qui a ordonné une mesure d'instruction, ne remette la continuation de l'affaire, et ne passe à une autre : la nature des choses exige cette suspension; *nec obstat* l'article 353 du Code d'instruction criminelle qui défend toute interruption des débats une fois entamés. En matière d'expropriation pour utilité publique, l'instruction des causes n'est pas rigoureusement soumise aux formalités des assises criminelles. *Auteurs du C. des municipalités*, note sur l'art. 44. — L'interruption serait encore forcée si le nombre des jurés se trouvait dans le cours des débats réduit au-dessous de neuf.

220 bis. « Le jury ne peut se séparer qu'après

« avoir réglé toutes les indemnités dont la fixation
« lui a été déferée. » Art. 44. Nous avons vu en
effet que, par le fait de l'appel général des causes,
il s'en était trouvé saisi irrévocablement. V. n. 198.
Aussi la loi a-t-elle voulu que « les opérations com-
« mencées par un jury, et qui ne seraient pas
« encore terminées au moment du renouvellement
« annuel de la liste générale mentionnée en l'ar-
« ticle 29, fussent continuées jusqu'à conclusion
« définitive par le même jury. » Art. 45. — Cette
disposition ne s'applique pas au cas où les jurés
n'ont encore été que choisis par le tribunal avant
ce renouvellement : le choix des jurés n'équivaut
pas au commencement des opérations. L'article 45
ne fait exception que pour le maintien des ju-
rys dont les opérations sont effectivement com-
mencées à l'époque de la clôture des sessions des
conseils généraux. Conséquemment, la formation
d'une nouvelle liste par le conseil général, posté-
rieurement au choix fait par le tribunal, rend ce
choix comme non avvenu, et enlève tout pouvoir
aux jurés qui avaient été choisis. Cass. 23 fév. 1842
(S., 42, 263).

La durée de la session n'est pas limitée par la
loi, bien que nous ayons dit, n. 173, que, dans la
pratique, elle ne dépassait pas quinze jours.

« Après la clôture des opérations du jury, les
« minutes de ses décisions et les autres pièces qui
« se rattachent auxdites opérations (comme le

« procès-verbal de ces opérations) sont déposées au greffe du tribunal civil de l'arrondissement. » Art. 46.

§. II.

Délibération du jury.

224. « La clôture prononcée par le magistrat-directeur, les jurés se retirent immédiatement dans leur chambre pour délibérer sans désen- parer, sous la présidence de l'un d'eux qu'ils désignent à l'instant même. » Art. 38.

Sans désenparer.... C'est-à-dire qu'une fois dans leur chambre, les jurés n'en sortent qu'après avoir formé leur déclaration, à moins que l'heure avancée et la fatigue de la journée n'oblige à remettre au lendemain. C. instr. cr. art. 353, anal. Le procès-verbal de la séance constate alors la nécessité où les jurés ont été de se séparer. — Toutefois, il n'y aurait pas infraction à l'article 38, par cela seul que, pendant la délibération, un juré, venant jusqu'au seuil de la porte de la chambre du conseil, aurait demandé une pièce nécessaire. Cass. 27 fév. 1837 (S., 37, 272).

La présidence de l'un d'eux.... Cette présidence est nécessaire pour diriger l'ordre des délibérations. C'est, en effet, le président qui recueillera les voix et écrira, sur le tableau des questions, à la colonne destinée à les recevoir, les réponses de la majorité à chacune d'elles.

222. *Qu'ils désignent à l'instant même....*

Comme cette nomination n'est soumise à aucune forme particulière, elle peut avoir eu lieu à l'audience même et publiquement; il n'est pas absolument nécessaire qu'elle ait eu lieu secrètement dans la chambre des délibérations. Les mots à *l'instant même* autorisent l'une et l'autre interprétation. Cass. 22 juill. 1839; 24 mars 1841 (S., 39, 801; 41, 344). Le président est élu à la majorité absolue dans tous les cas (art. 38, §. 3 arg.). V. n. 235 et 236. A égalité de voix, le plus âgé est préféré, au troisième tour de scrutin.

223. Si l'ordonnance d'une mesure d'instruction a été prononcée par le jury dans le cours des débats, conformément à l'article 37 (V. n. 212), comme elle ne l'aura pu être qu'après délibération, un président aura dû être choisi; dans ce cas, ce président ainsi nommé continuera ses fonctions jusqu'à la décision définitive de l'affaire (Cass. 19 janv. 1835 (S., 35, 172), à moins qu'un empêchement absolu ne force à le remplacer.

224. Quant à la désignation du président, elle est suffisamment attestée par la simple mention qui en est faite dans la décision même du jury, revêtue des signatures individuelles de tous ses membres. Cass. 22 juill. 1839 (S., 39, 801). La constatation de cette désignation résultera encore de la déclaration faite, sans réclamation, au magistrat-directeur, au moment où le jury rentre en séance, qu'un tel a été choisi pour président; cette déclaration est

ensuite mentionnée par le greffier sur le procès-verbal de la séance.

225. Le juré qui a manqué à l'une des séances de l'affaire ne peut participer à la délibération. V. d'ailleurs l'article 32. Si c'est le président choisi dans une première délibération préparatoire (V. n. 212 et 223), il en est choisi un nouveau. — La délibération doit se faire en toute liberté et hors de toute influence; aussi, ni le public ni les parties ne sont admis dans la salle où le jury délibère. — Le magistrat-directeur ne prend aucune part à la délibération, il doit y rester étranger, il n'est pas juré; il n'assistera donc pas aux délibérations (art. 38 arg.) — Mais rien ne s'oppose à ce que, sur la demande des jurés, il entre dans la salle des délibérations, et les éclaire sur la forme de la décision à rendre. Cette demande n'est prohibée par aucune disposition de la loi, et rentre au contraire dans son esprit, qui est que le magistrat-directeur dirige le jury. Cass. 2 janv. 1837 (S., 37, 20). *Mon.* 4 mars 1841, p. 531. — Lorsqu'il n'y a pas de salle pour délibérer, le magistrat-directeur fait retirer le public, et sort lui-même de la salle d'audience, où les jurés restent seuls pour délibérer. Cass. 19 janv. 1835; 25 fév. 1840 (S., 35, 172; 40, 212).

226. « La décision du jury fixe le montant de l'indemnité. » Art. 38, §. 3. — Nous verrons au n. 249 que cette indemnité est nécessairement pécuniaire.

Il n'est pas nécessaire que la décision du jury

soit motivée C. instr. cr. art. 342 arg. V. n. 218. — Par conséquent, on ne peut rechercher d'après quels élémens le jury a fixé l'indemnité; les opérations auxquelles il a jugé nécessaire ou utile de se livrer ne sauraient constituer un excès de pouvoir. V. ch. xiv. Cass. 19 janv. 1835 (S., 35, 172). — Mais, il n'est pas pour cela omnipotent; il n'a d'autre latitude que celle qui est précisée par la loi et indiquée par l'équité. — Ainsi le jury n'a pas le droit de refuser la fixation d'une indemnité sous prétexte qu'il penserait n'en être pas dû. Autrement il jugerait le fond, pour lequel il est incompetent (art. 49, arg.); *à fortiori* quand l'administration ne conteste pas ce droit, et la difficulté ne portant que sur la quotité de l'indemnité. *Contra*, DELALLEAU, n. 585.

227. La décision du jury doit être complète, et pour cela statuer, sur toutes les questions qui lui sont soumises par le magistrat-directeur, comme sur celles qui n'ont été motivées que par des offres subsidiaires faites dans le cours de l'instruction orale; toutes ces questions constituent l'instruction. Si donc, dans le cours des débats, il est fait des offres de nature à influencer sur le règlement de l'indemnité, le magistrat-directeur les signalera au jury, et celui-ci y coordonnera sa décision. Cass. 25 fév. 1840 (S., 40, 274). DELALLEAU, n. 587.

228. « Lorsqu'il y a litige sur le fond du droit ou
« sur la qualité des réclamans, et toutes les fois
« qu'il s'élève des difficultés étrangères à la fixation

« du montant de l'indemnité, le jury règle l'indemnité indépendamment de ces litiges et difficultés, sur lesquels les parties sont renvoyées à se pourvoir devant qui de droit. » Art. 39, §. 4.

Sur le fond du droit.... Par exemple si plusieurs personnes se prétendent propriétaires du même immeuble ; si l'usufruitier réclame, pour dépenses faites sur le fonds, une indemnité que le propriétaire veut se faire attribuer ; — ou si un locataire, privé d'une partie des lieux, demande le maintien de son bail contre son propriétaire, avec diminution de prix. 2 Cass. 5 fév. 1840 (S., 40, 162). — Pareillement encore, si le propriétaire, exproprié seulement de partie d'un fonds, requiert, en vertu de l'article 50, l'acquisition totale de ce fonds, et qu'on la lui refuse ; dans tous ces cas le jury fixe l'indemnité pour chacune des solutions provoquées (art. 39, §. 4, arg.). Cela a été positivement reconnu lors de la discussion. *Mon.* 4 mars 1841, p. 532. — A tort dirait-on que la question à juger est une question de fait ; le jury ne connaît que de celles qui lui sont formellement attribuées ; il commettrait un excès de pouvoir en allouant ou refusant l'indemnité. Cass. 21 août 1838, 25 mars 1839 (S., 38, 787 ; 39, 393), et Cass. 3 avr. 1839 (S., 39, 398). Ce dernier arrêt est relatif à l'indemnité du locataire privé d'une partie de sa location.

Secus, si, au cas d'usufruit sur le fonds exproprié, le jury, après avoir, conformément à l'article 39, §. 2, *ib.*, fixé une seule indemnité mon-

tant à... , eu égard à la valeur totale de l'immeuble, a ajouté : *laquelle indemnité est applicable pour tant, à la valeur du sol, et pour tant à la superficie* ; en s'exprimant ainsi, le jury ne fait qu'exprimer quel a été le double élément de sa décision, qui ne cesse pas pour cela d'être une, et de remplir le vœu de l'article 39, §. 2. Dans le même cas, n'est pas annulable l'ordonnance homologative du magistrat-directeur qui attribue à l'usufruitier l'estimation de la superficie, et au nu-propriétaire celle du sol ; elle doit être considérée comme ne préjugant rien, alors même que l'une des deux parties a fait défaut. Cass. 4 avr. 1838 (S., 38, 521).

229. *La qualité....* Si le titre de propriétaire est contesté à celui qui s'en prévaut. — Serait donc entachée d'excès de pouvoir, la décision du jury qui, en présence de deux prétendants droit à la propriété d'un fonds, allouerait l'indemnité totale à l'un d'eux (art. 39, §. 4 et 42 arg.). Cass. 21 août 1838 (S., 38, 787). — Dans l'incertitude du droit en litige, l'indemnité doit être consignée (art. 49 anal.). — Cette consignation est pareillement ordonnée si le litige existe entre deux prétendants droit à l'indemnité (art. 49, arg.). DELALLEAU, n. 601.

230. « Dans le cas où l'administration conteste
« au détenteur exproprié le droit à une indemnité,
« le jury, sans s'arrêter à la contestation, dont il
« renvoie le jugement devant qui de droit, fixe
« l'indemnité comme si elle était due, et le magis-
« trat-directeur du jury en ordonne la consigna-

« tion, pour ladite indemnité rester déposée jusqu'à
 « ce que les parties se soient entendues, ou que le
 « litige soit vidé. » Art. 49.

231. *Conteste au détenteur.....* C'est-à-dire si l'administration soutient avoir eu le droit de disposer du fonds ; par exemple, comme dépendant du domaine de l'État. — Cet article 49 s'applique le plus souvent à l'égard des moulins et autres usines établis sur des rivières navigables ou flottables, dont l'administration attaque le titre de l'établissement comme illégal ou comme soumettant les propriétaires à la démolition, sans indemnité, de leurs constructions, pour le cas où l'utilité publique le requerrait. — Il en est de même des constructions élevées dans le voisinage des places de guerre. — Ce droit et cette obligation pour l'administration d'examiner préalablement le titre du dépossédé est renfermé dans l'article 48 de la loi du 16 septembre 1807 ; de plus, le conseil d'État a jugé que cet article s'appliquait aux usines établies sur les rivières même non-navigables ni flottables. Ordonn. cons. d'Ét. 14 janv. et 26 nov. 1841 (S., 42, 188).

En effet, la loi du 19 ventôse an VI, (art. 9) a défendu d'établir aucune usine, pont, moulin, digue, sur les rivières navigables ou flottables, par conséquent dépendant du domaine public (C. civ. art. 538), sans en avoir obtenu préalablement la concession de l'administration. Or, depuis cette loi, les permissions n'ont été accordées qu'avec

une clause qui exclut les concessionnaires de tout recours en indemnité vis-à-vis de l'État, dans le cas où ces usines seraient supprimées pour cause d'utilité publique. — Quant aux cours d'eau non dépendans du domaine public, une ordonnance du conseil d'État du 2 août 1826 (MAC., t. VIII, 475) a reconnu qu'il ne pouvait non plus y être établi d'usine, sans une autorisation du Roi. Cependant, si, dans ce dernier cas, la clause ci-dessus relatée avait été imposée, il y aurait alors lieu de rechercher auprès des tribunaux s'il n'y aurait pas eu excès de pouvoir de la part de l'administration.

232. *Le litige soit vidé...* L'affaire est instruite d'après les règles ordinaires. En vain dirait-on qu'il y a même motif de l'instruire sommairement que sous l'empire de la loi du 8 mars 1810 (art. 26). Cette loi est abrogée (art. 77). DELALLEAU, n. 635.

233. Lorsque par une déclaration nouvelle devant le jury d'expropriation les concessionnaires d'un chemin de fer, modifiant les plans sur lesquels a été rendu le jugement d'expropriation, changent la destination des terrains expropriés, le jury ne peut plus, en cet état, statuer sur l'indemnité due aux propriétaires de ces terrains; l'emploi qui doit en être fait ayant dû influencer sur les offres et demandes d'indemnité, et sur les considérations d'utilité publique qui ont fait prononcer le jugement d'expropriation. — Le litige qui naît de cet incident ne permet pas que le jury procède immédiatement au règlement de l'indemnité; l'exécution

complète du jugement cesse d'être possible : ce jugement est le régulateur unique des évaluations du jury, et le règlement n'est faisable que lorsque les bases de l'indemnité ont été déterminées d'une manière invariable. Cette difficulté ne peut donc être considérée comme étrangère à *la fixation du montant de l'indemnité*, ni par conséquent comme une de celles prévues par l'article 39, et indépendamment desquelles le jury doit passer outre à ses opérations. La mission du jury est ici devenue, par le fait des parties, impossible à remplir dans les termes du jugement. Les offres et demandes, ainsi que les plans parcellaires, mis sous les yeux du jury comme élémens indispensables de ses évaluations, ont cessé d'être applicables. Cass. 9 janv. 1839 (S., 39, 129).

234. Pour plus de clarté dans ses opérations, le jury, quand il y aura plusieurs chefs d'indemnité à apprécier (art. 39, §. 1), votera sur chacun d'eux séparément, ne passant au deuxième que lorsque le premier est résolu.

235. « La décision du jury est prise à la majorité des voix. » Art. 38. §. 3.

A la majorité..... Non relative, mais absolue. C. d'inst. cr., art. 347 anal. V. en outre n. 168 et 222. — Au reste, quand la déclaration du jury porte sur plusieurs chefs de contestations, l'énonciation à la fin de cette déclaration, que la décision a été prise à la majorité, s'applique à tous ces chefs. La décision se compose de tous les chefs de

contestations sur lesquels il a été prononcé. Cass. 7 fév. 1837 (S., 37, 126). — Toutefois, il a été jugé que la mention que la décision a été prise à la majorité n'est cependant pas nécessaire, surtout lorsqu'elle est revêtue des signatures de tous les jurés.. Cass. 19 janv. 1835 (S., 35, 172). La loi n'en a pas fait une obligation comme en matière criminelle, C. d'instr. cr., art. 347.

236. La loi du 9 septembre 1835, qui a rendu le vote secret en matière de jury des assises, a été dictée par des motifs qui ne se rencontrent pas ici ; en conséquence, le président peut — mais n'y est pas obligé (Cass. 9 juin 1834 ; S., 35, 37) — suivre, pour recueillir les voix, le mode indiqué en matière criminelle par le Code d'instruction criminelle (art. 355), en demandant à chaque juré quelle somme il est d'avis d'allouer, et l'écrivant à côté du nom des votans. Ce mode de recueillir les voix doit être suivi lorsqu'il s'agit d'élire le président du jury. V. n. 222.

237. « En cas de partage, la voix du président « du jury est prépondérante. » Art. 38, §. 4. — C'est afin d'éviter les lenteurs, qu'on a dérogé ici à la règle générale qui veut qu'en cas de partage on appelle un ou plusieurs juges pour le vider.

238. *En cas de partage...* Il y aura partage égal lorsque la moitié des jurés aura adopté un même avis, tandis que l'autre moitié en aura embrassé seulement un autre. Il n'y aurait pas égalité de partage, si plus de deux avis avaient divisé les ju-

rés, car il est bien certain que ceux qui veulent allouer la plus forte somme sont, à plus forte raison, d'avis d'accorder celle immédiatement inférieure; de sorte que c'est en réunissant les votes d'indemnités successivement inférieurs les uns aux autres, qu'on parvient à reconnaître s'il y a ou non partage, ou quelle somme a réuni la majorité.

Soit, pour plus de clarté, l'exemple suivant :

Un premier juré aura accordé...	1 500 fr.
le deuxième	1 600
le troisième.....	1 800
le quatrième }	1 900
le cinquième }	
le sixième.....	1 950
le septième:	1 980
le huitième.....	2 000
le neuvième	2 200
le dixième.....	2 400
le onzième	2 500
et le douzième	2 700

Il est évident que le douzième juré, qui est seul de son avis, est de celui du onzième, c'est-à-dire de l'avis d'accorder au moins 2 500 fr., par conséquent de l'opinion du dixième, qui a voté 2 400 fr.; jusqu'ici la majorité est encore pour une somme moindre que 2 400 fr. Les trois votes ci-dessus contiennent implicitement ceux immédiatement inférieurs de 2 200 fr. et de 2 000 fr., ainsi que celui de 1 980 fr. : voilà six jurés, qui, tous d'avis d'allouer au moins 1 980 fr., admettent, à plus

forte raison, l'indemnité de 1950 fr.; de telle sorte que cette dernière somme a réuni sept suffrages. La majorité s'est donc prononcée pour accorder 1950 fr. à l'indemnitaire.

239. L'article 117 du Code de procédure ne paraît pas ici, vu la nature de l'objet de la délibération, devoir être suivi. Cet article dispose ainsi : « S'il se forme plus de deux opinions, les juges « plus faibles en nombre seront tenus de se réunir « à l'une des deux opinions qui auront été émises « par le plus grand nombre; toutefois, ils ne se- « ront tenus de s'y réunir qu'après que les voix « auront été recueillies une seconde fois. » En matière de droit, une demande peut être envisagée par les juges sous des points de vue différents, et leurs opinions diverses se contrarier mutuellement; l'une d'elles n'admet pas nécessairement celle de l'autre, et c'est pour cela que la loi, pour obtenir une majorité, autrement impossible à réaliser, prescrit au plus petit nombre de se réunir à l'une des deux autres opinions. Mais en matière d'allocation d'indemnité, nous venons de voir qu'il n'en était pas de même; et l'on est toujours certain d'arriver à la véritable expression de la majorité, en suivant le mode ci-dessus indiqué. On arriverait au même résultat en réunissant le vote de l'indemnité la plus faible à celui de l'indemnité immédiatement supérieure; et en remontant ainsi jusqu'au septième inclusivement, à moins que le vote du président ne fasse partie des six premiers ;

sa voix étant prépondérante, la majorité serait dès lors obtenue. Au reste, ces deux modes de suppression sont applicables, quel que soit l'ordre dans lequel seront répartis les votes.

240. Les votes recueillis et comptés par le président, leur résultat, c'est-à-dire le montant de l'indemnité, est écrit en toutes lettres par lui ou un autre membre du jury, à la suite des questions posées. Ainsi rédigée, la décision est lue par le président aux autres jurés. Ensuite « elle est signée « des membres qui y ont concouru, et est remise « par le président au magistrat-directeur qui la déclare exécutoire, statue sur les dépens, et envoie « l'administration en possession de la propriété, à « la charge par elle de se conformer aux dispositions des articles 53, 54 et suivans. » Art. 41, §. 1^{er}.

Qui y ont concouru... C'est-à-dire de tous les jurés, quel qu'ait été l'avis de chacun d'eux.

241. *Est remise....* Leur déclaration formée, les jurés rentrent dans la salle des séances publiques (C. instr. cr., art. 343, anal.), — où leur président en donne lecture à haute voix (*ib.* art. 348, anal.) avant de la remettre au magistrat-directeur. V. n. 168. — Si, après cette lecture, le magistrat-directeur, ou les parties, remarquaient quelque irrégularité ou obscurité, il pourrait renvoyer le jury dans la salle des délibérations pour rectifier ou éclaircir sa déclaration. *Mon.* 7 fév., p. 317. Le procès-verbal fait mention de ces circonstances

(art. 34, §. 1^{er}, arg.). — Le magistrat-directeur, ainsi que le greffier, signent la déclaration des jurés en leur présence. C. instr. cr., art. 349, anal. Le défaut de ces deux signatures n'entraînerait cependant pas la nullité de la décision du jury (art. 42, arg.). Cass., 9 juin 1834; (S., 35, 37). V. n. 306.

242. *La déclare exécutoire....* Au moyen d'une ordonnance mise au bas de la déclaration du jury (V. aussi Ord. 18 sept. 1833, art. 1^{er}, 8^o); cette ordonnance contient 1^o. la formule exécutoire; 2^o. pour chaque affaire, la somme des dépens taxés et la proportion dans laquelle chaque partie doit les supporter (V. n. 437); 3^o. l'envoi en possession de l'administration, à la charge par elle de se conformer aux dispositions des articles 53 et 54. — Le magistrat-directeur fixe aussi l'époque de la prise de possession; c'est celle indiquée par le préfet, conformément à l'article 11 de la loi; — à moins que, depuis, celui-ci n'ait fait connaître que cette prise de possession pouvait être ajournée. Si l'époque indiquée par le préfet est déjà passée, le magistrat-directeur déclare que la prise de possession aura lieu immédiatement après le paiement ou la consignation de l'indemnité déterminée par le jury (DELALLEAU, n. 603), sauf le cas prévu par les articles 65 et suivans, chapitre XIX.

Statue sur les dépens.... C'est-à-dire qu'il statue sur les contestations dont ils seraient l'objet.

243. « Le magistrat-directeur taxe les dépens, « dont le tarif est déterminé par un règlement

« d'administration publique. » Art. 41, §. 2 ; V. chap. xxiii. — Cette taxe a lieu sur la demande de la partie. — Mais il n'a pas le droit d'ordonner aucune mesure conservatoire, le tribunal seul les prescrit (art. 13, §. 2, arg.) ; sa mission est renfermée dans les termes de la loi. *Contrà*, DELALLEAU, n. 604, et C. pr., art. 809, arg. — Il excède encore ses pouvoirs, quand, au lieu d'ordonner l'exécution pure et simple de la décision du jury, il fait remonter les intérêts de l'indemnité à l'époque à laquelle il fixe un fait de possession que l'on allègue. Ni la loi générale de l'institution du juge ni la loi spéciale de la matière ne donnent au juge cette juridiction. Cass. 2 janv. 1837 (S., 37, 20) ; V. n. 305.

244. Le procès-verbal de chaque séance est dressé par le greffier et signé de lui et du magistrat-directeur (art. 34, arg.). Il devient ainsi un acte authentique faisant foi jusqu'à inscription de faux. De là, il résulte que la preuve testimoniale n'est point admise, pour établir, contrairement au procès-verbal, que les jurés n'ont pas délibéré en secret et sans désemparer, conformément au prescrit de l'article 38. Cass. 19 janv. 1835 (S. 35, 172). — De même, l'énonciation dans ce procès-verbal, que les *plans* ont été mis sous les yeux du jury, constate d'une manière suffisante la production des *plans parcellaires* exigée par l'article 37. Cass. 25 fév. 1840 (S., 40, 212).

245. La décision du jury est notifiée aux parties

avec l'ordonnance de prise de possession qui l'accompagne (Ord. 18 sept. 1833, art. 1^{er}, n. 8), — à personne ou domicile, — élu (art. 15, arg.), s'il y en a eu, autrement dans la forme prescrite au même article 15, *in fine*.

246. Des trois attributions conférées au magistrat-directeur par l'article 41, on voit qu'il n'y en a qu'une seule qui constitue, à proprement parler, un acte de juridiction; nous voulons dire la mission de statuer sur les dépens, mission qui, en thèse générale, n'appartient qu'au tribunal entier; que, quant aux deux autres (celle de déclarer la décision du jury exécutoire, et celle d'envoyer l'administration en possession de la propriété), la première n'a d'autre but que de faire imprimer par le magistrat-directeur (comme, dans d'autres cas analogues, par le ministère du président du tribunal), le sceau de l'autorité judiciaire, et, par suite, sa force d'exécution, à la décision du jury, qui, sans cela, ne serait l'œuvre que d'hommes privés; et la deuxième n'est, en soi, que le complément du jugement même d'expropriation, qui a été prononcé par le tribunal entier, et non par un seul juge; en telle sorte que, ni dans l'une ni dans l'autre de ces deux dernières missions, le magistrat-directeur n'exerce de pouvoir juridictionnel qui lui soit propre.

CHAPITRE XII.

DES DIFFÉRENS CHEFS D'INDEMNITÉ ET DE LEUR ÉVALUATION.

Après avoir vu dans quelles formes délibère le jury, il est utile d'examiner les divers chefs d'indemnité qu'il a à évaluer.

247. « Le jury prononce des indemnités distinctes en faveur des parties qui les réclament à des titres différens, comme propriétaires, fermiers, locataires, usagers, et autres intéressés dont il est parlé à l'article 21. » Art. 39, § 1^{er}. — En principe, chaque partie dépossédée doit être indemnisée de tout le préjudice qu'elle souffre, et le jury a toute latitude pour l'apprécier (art. 29 et 48 arg.). Cass. 11 janv. 1836 (S., 36, 12). Aussi, dans le but de déjouer les projets frauduleux des indemnitaires, la loi a rendu le « jury juge de la sincérité des titres et de l'effet des actes qui seraient de nature à modifier l'évaluation de l'indemnité. » Art. 48.

248. *La sincérité des titres....* Parmi les titres les plus propres à faciliter aux jurés l'appréciation des fonds de terre ou maisons, il faut placer les baux, les prisées de moulins et pressoirs, etc.

249. *L'indemnité....* Elle ne consiste jamais qu'en une somme d'argent, mise immédiatement à la disposition de l'indemnitaire. Son importance doit être déterminée en raison composée de la va-

leur des objets expropriés et du préjudice éprouvé par le propriétaire, soit par la dépréciation de la portion de propriété restante, soit par la dépense nécessaire pour coordonner cette propriété à la disposition ultérieure des lieux (C. civ. 545, arg. Cass. 31 déc. 1838; S., 39, 19); d'où il suit 1°. que l'indemnité ne saurait être représentée par une prestation de rente ou une redevance annuelle; peu importe que l'exproprié soit l'État, et que le chemin, par exemple, dont il s'agirait, dût lui faire retour. Les propriétés de l'État sont régies à cet égard par le droit commun, qui n'a pu être modifié par l'acte de concession d'un chemin de fer portant clause de retour dudit chemin à l'État. L'indemnité doit, dans tous les cas, être payée en totalité avant la prise de possession (Cass. 19 déc. 1838; S., 39, 255); — 2°. qu'en échange du terrain dans lequel aurait été creusé un nouveau lit d'une rivière, l'exproprié n'est point obligé de prendre l'ancien. L'article 563 du Code civil n'impose cet échange forcé que dans le cas où la rivière s'est formé elle-même un nouveau lit; c'est alors un événement de force majeure.

Il y a plus, c'est que la décision du jury doit, à peine de nullité, déterminer le montant précis de l'indemnité; elle ne se bornera pas à en poser les bases, en accordant, par exemple, une indemnité de tant par are ou par arbre. Le texte, comme l'esprit de la loi d'expropriation, veut que la détermination de l'indemnité soit certaine et défini-

tive dans tous les cas ; en effet , faute de cette détermination , des calculs ultérieurs pourraient amener des débats qui retarderaient le paiement intégral de l'indemnité et la prise de possession ; le règlement immédiat des frais deviendrait impossible au directeur du jury, qui manquerait de bases pour appuyer ses décisions. Cass. 3 août 1840 ; 10 août 1841 (S., 40, 711 ; 41, 692).

250. Les indemnitaires se divisent en deux classes : la première comprend tous ceux ayant de leur chef droit à une indemnité à eux propre ; tels sont les propriétaires, les fermiers et locataires. — La seconde se compose des individus dont le droit à l'indemnité s'exerce sur celle du propriétaire ; ce sont les créanciers, ceux qui ont des droits d'usufruit, d'habitation ou d'usage réglés ou non par le Code civil. — Ces deux derniers modes de jouissance sont des droits d'usufruit restreint (C. civ., 630, 634), et doivent leur être assimilés.

Examinons successivement comment doit être évalué le droit de chacun des indemnitaires.

Indemnité du propriétaire.

251. Pour le propriétaire, l'indemnité porte sur plusieurs objets ; savoir : 1°. La perte de la valeur intrinsèque des terrains expropriés, — non augmentée du cinquième comme autrefois (L. 16 sept. 1807, art. 49), non abrogé par les lois du 8 mars 1810 et 3 mai 1841. — Cette valeur intrinsèque

doit être calculée d'après l'importance du fonds au moment de l'expropriation, et non sur les avantages que le propriétaire aurait pu en retirer en modifiant, de quelque manière que ce soit, l'état de sa propriété. Ainsi ne serait pas admise une demande fondée sur ce qu'un cours d'eau exproprié serait susceptible de recevoir l'établissement d'une usine. Ord. cons. d'Ét. 21 août 1840, 30 juin 1841 (S., 41, 109 et 498). Ce principe, posé par la loi du 16 septembre 1807 (art. 49), s'applique, même au cas où l'immeuble aurait acquis une plus-value, depuis l'entreprise des travaux, par des causes indépendantes de ces travaux eux-mêmes. Ord. cons. d'Ét. 30 juin (*ib.*).

252. S'il existe des mines dans le terrain exproprié, ou elles sont, ou elles ne sont pas en exploitation; dans le premier cas, le terrain est payé le double de sa valeur. L. 21 avril 1810 (art. 44), non abrogé par la loi du 3 mai 1841. Locat., p. 420. Les lois générales ne dérogent point aux lois spéciales, à moins de disposition particulière. Peu importe que l'exploitation soit ou non régulièrement faite; il suffit qu'elle soit commencée. Arr. cons. d'Ét. 13 juill. 1825 (Mac., p. 408). Dans le second, il doit être tenu compte de la valeur qu'ajoute naturellement au terrain la présence de la mine. *Nec obstat* l'article 55 de la loi du 16 septembre 1807 non abrogé. Cet article ne s'applique qu'au seul cas qu'il prévoit, celui où il s'agit de terrains occupés pour prendre les maté-

riaux nécessaires aux routes ou aux constructions d'utilité publique, et dont les propriétaires réclament l'acquisition. On ne saurait donc par analogie appliquer cette disposition aux mines de fer, de houille ou autres produits d'importance, bien que ces mines ne soient pas ouvertes ou en état d'exploitation.

253. 2°. La valeur des constructions (C. civ. art. 552), qui doivent s'entendre non-seulement des bâtimens d'habitation ou d'exploitation, mais encore des murs de clôture et de tous les accessoires, tels que lavoir, pompe, pêcherie, serre, terrasses, toutes choses qui ne peuvent être enlevées sans détérioration ou perte. En évaluant tous ces objets, on a égard à la qualité des matériaux et à la main-d'œuvre. — Mais jamais l'indemnitaire n'est tenu de garder ses matériaux pour leur valeur être déduite sur le montant du prix. Arg. arrêté préf. de la Seine 14 juin 1808 (S., 1, 226). — Il existe cependant un cas où la partie qui exproprie n'est point obligée de tenir compte des constructions; c'est celui où elle aurait antérieurement vendu un terrain nu en stipulant qu'après un certain temps elle pourrait rentrer dans sa propriété, moyennant un prix déterminé. Ce serait alors ici l'exécution d'une convention particulière devenue la loi des parties, et c'est à ses risques et périls que l'acquéreur aurait élevé des constructions.

254. Nous avons vu, n. 77, que s'il existait un cheptel dans les termes de l'article 1821 du Code

civil, il prenait fin par l'effet du jugement d'expropriation, et que les bestiaux qui le composaient demeuraient au propriétaire de la métairie; mais il en résulte pour ce dernier un dommage réel que l'on ne peut sans injustice lui faire supporter. En effet, les animaux n'auront pas toujours la même valeur qu'ils avaient au commencement du bail, et le fermier, de son côté, n'est tenu d'en rendre la valeur qu'à la fin de sa jouissance; le jugement n'a pu avancer l'échéance de son obligation. Ce n'est donc pas à lui d'en compléter la valeur au jour de l'expropriation. D'un autre côté, le bailleur n'aurait pas fait la dépense d'acheter des bestiaux s'il avait été obligé de les reprendre peu après pour son propre compte; il n'en a aucun besoin, il ne les a achetés que pour les placer dans sa ferme à titre de cheptel. Or, si sa métairie n'existe plus, ils sont désormais une propriété inutile, et même onéreuse. Il revendra donc ces bestiaux, mais avec perte, et dès lors il doit être indemnisé. Ce sera au jury d'examiner avec soin et en détail le préjudice qu'éprouvera ce propriétaire; pour nous, nous devons nous borner à établir qu'il y aura le plus souvent, dans le cas que nous examinons, ouverture à indemnité.

255. L'indemnité doit aussi comprendre la valeur des objets attachés au fonds à perpétuelle demeure, et ceux que l'article 524 du Code civil appelle immeubles par destination (V. n. 78), tels que les animaux attachés à la culture, les ustens-

siles aratoires, les semences données au fermier ou au colon partiaire, les pigeons des colombiers, les lapins des garennes, les poissons des étangs, les ruches à miel, les pressoirs, chaudières, alambics, cuves et tonnes, les ustensiles nécessaires à l'exploitation des forges ou autres usines, les pailles et engrais. Tous ces objets font partie intégrante du fonds à estimer.

256. 3°. La valeur des plantations existant sur le fonds, sauf le cas de l'article 52. V. n. 258. — A cet égard, il nous paraît juste, pour évaluer un arbre en état de croissance, de supputer sa valeur en état de maturité, et d'en déduire l'intérêt pris autant de fois qu'il lui aurait fallu d'années pour l'atteindre; il doit aussi être tenu compte des émondes. — Les arbres à fruit sont estimés d'après leur produit annuel, pendant le temps approximatif de leur existence, et en y ajoutant la valeur du corps de l'arbre, selon qu'il vient d'être dit. V. au surplus la loi des 12 et 19 novembre 1790, qui peut, par analogie, servir de base à l'évaluation des arbres à fruit.

257. 4°. On doit aussi calculer la valeur du droit de plantis, qui consiste à planter sur le terrain de la route même des arbres dont la propriété et le produit appartiennent aux riverains planteurs. L. 9 vent. au XIII, art. 2 et 3.

258. « Les constructions, plantations et améliorations ne donnent lieu à aucune indemnité, « lorsque, à raison de l'époque où elles ont été

« faites, ou de toutes autres circonstances dont
 « l'appréciation lui est abandonnée, le jury ac-
 « quiert la conviction qu'elles ont été faites dans
 « la vue d'obtenir une indemnité plus élevée. »
 Art. 52.

5°. La valeur des récoltes, telles que céréales, vignes, herbacées, graminées, etc., quand toutefois la dépossession a lieu avant l'époque de la maturité des fruits.

259, 6°. Les avantages attachés à la propriété, tels que le droit de pêche ou de chasse. Cass. 11 janv. 1836 (S., 36, 12). Observez que le droit de pêche n'existe qu'à la charge du curage de la rivière non navigable ni flottable. (Av. cons. d'Ét. 30 pluv. an XIII), ce qui en diminue considérablement l'avantage.

260, 7°. On estime aussi le préjudice résultant de la dépréciation du terrain ou des constructions restant, *putà* de la privation d'une servitude de passage. Riom, 1^{er} mars 1838; Journ. proc. civ. t. IV art. 1217. — Les termes de l'article 29 (L. 3 mai 1841) contiennent plein pouvoir pour les jurés d'apprécier la valeur du dommage indirect. Bourges, 13 fév. 1827 (S., 27, 151); Paris, 11 nov. 1835. Cass. 11 janv. 1836 (S., 36, 127, 12). Riom, 1^{er} mars 1838, (*ib.*)

261. Le jury trouvera la moins-value d'une propriété, en comparant la valeur de la partie restante avant l'exécution des travaux projetés, avec celle qu'elle aura après. — La difficulté des communi-

cations, la privation d'une eau nécessaire à la propriété sont autant de causes de moins-value. Arr. cons. d'Ét. 10 déc. 1817 (S., 4, 230). — Si donc l'exproprié se trouvait privé de l'accès au reste de sa propriété, il aurait droit à un passage sur le voisin, et l'État devrait lui payer l'indemnité due à cet effet au voisin, conformément à l'article 682 du Code civil.

262. D'un autre côté, « si l'exécution des travaux doit procurer une augmentation de valeur *immédiate et spéciale au restant de la propriété*, « cette augmentation sera prise en considération « dans l'évaluation du montant de l'indemnité, » Art. 51. — Lors de la discussion de 1833, il avait été admis que l'on n'aurait point égard à une plus-value lointaine ou indirecte, ni à un avantage commun à d'autres propriétaires qui ne contribueraient pas aux travaux. Nous allons voir au numéro suivant qu'il en fut autrement dans la discussion de 1841.

Sera prise.... La rédaction de 1833 portait que l'augmentation *pourrait être prise* en considération. Aujourd'hui ce n'est plus pour le jury une faculté, mais une obligation. — Mais observez que l'administration ou l'État qui exproprie n'est jamais fondé à refuser à l'exproprié une indemnité quelconque sous prétexte de plus-value, quelque considérable qu'elle puisse être. Le principe constitutionnel est l'indemnité préalable. Charte, art. 9; C. civ. art. 545 et L. 3 mai 1841, art. 51,

arg. — Toutefois, l'exception de plus-value n'a pas été, lors de la discussion de 1841, considérée, ainsi qu'elle l'avait été en 1833, comme seulement opposable à la demande formée par l'exproprié pour dépréciation du restant de la propriété. Il résulte de la discussion de 1841 que la plus-value doit être un des élémens de l'estimation de l'indemnité principale du fonds en lui-même, et en l'atténuant.

263. Peut-on demander une plus-value au propriétaire non atteint par l'expropriation? Toute la discussion au sein des commissions ou de la Chambre fut, en 1833, favorable à la négative. *Mon.* 8 fév. 1833, p. 324, Ch. Dép., *Discours* de M. Salverte et de M. le président Dupin; Ch. Pairs, 14 mai, p. 1351. On soutenait que le principe de plus-value posé par la loi de 1807 ne regardait que les cas spécifiés par elle. Mais en 1841, M. le Ministre des travaux publics déclara devant la Chambre des Pairs, que jamais l'administration n'avait entendu abandonner le principe posé par la loi de 1807 d'une manière générale pour les propriétaires non atteints par les travaux. « ... Il est bon, dit-il, que « cette arme reste aux mains du Gouvernement. » V. n. 317 et 462.

264. 8°. La valeur des travaux nécessités par les suites de l'expropriation sur les fonds restans, comme puits ou communications à établir, murs ou fossés à construire. Arr. cons. d'Ét. 12 mai 1824 (MAC., p. 261); Cass. 21 fév. 1827 (S., 27, p. 162).

265. 9°. Les déboursés que l'exproprié a été obligé de faire, tels que le coût des significations aux fermiers et locataires du fonds exproprié (V. art. 21), les frais d'un mesurage de terrain pour en connaître l'étendue, et en général tous ceux qui ont été une suite de l'expropriation. DELALLEAU, n. 422.

266. 10°. Les dommages qui sont la conséquence unique et directe de l'expropriation. Pour apprécier cette conséquence, on suit les règles posées au Code civil (art. 1149 et 1150), en ayant soin d'écarter les dommages qui ne sont pas une suite immédiate de l'expropriation. C. civ., 1151; arr. cons. d'Ét., 25 mai 1832 (DEL., n. 279). Mais, pour reconnaître à qui il appartient de fixer l'indemnité, il faut voir si le dommage ou la dépréciation résulte directement de l'expropriation, auquel cas c'est le tribunal (L. 8 mars 1810, art. 16), — aujourd'hui le jury (L. 3 mai 1841, art. 29), qui fixe l'indemnité; — au contraire, c'est à l'administration à apprécier les indemnités relatives aux dommages qui ne résultent pas de l'expropriation. L. 28 pluv. an VIII, art. 4; arr. du cons. d'Ét., 25 mai 1832 (DEL., p. 279); V. n. 450, 451, 459.

267. 11°. La privation de la jouissance du bien depuis le moment de la dépossession jusqu'au jour du paiement de l'indemnité principale. Ce sont, en quelque sorte, les intérêts de cette indemnité, lesquels sont indépendans de ceux dont il est parlé dans l'article 55. V. n. 334.

12°. Les frais du remploi que fera le propriétaire,

ou, si l'on aime mieux, les frais d'acquisition du terrain dont il a été dépossédé, et qui en ont augmenté le prix. L'exproprié doit être rendu parfaitement indemne. Or, ces frais se composent des droits d'enregistrement, de ceux du timbre, de la minute et de l'expédition du contrat, des honoraires du notaire, du coût de la transcription et du certificat négatif du conservateur (DELALLEAU, n. 433); — des frais de purge légale, si elle a eu lieu. — Mais ce serait double emploi que d'accorder les frais d'acquisition du terrain exproprié et ceux que nécessitera le remploi en même nature. V. aussi n. 442.

268. L'indemnité payée, il arrivera presque toujours qu'il s'écoulera un certain temps jusqu'à ce que l'exproprié ait retrouvé un emploi; il est donc juste qu'il soit dédommagé de cette perte d'intérêts. On pourrait, par analogie et par argument des articles 455, 1065 et 1067 du Code civil, lui accorder l'intérêt de l'indemnité pendant six mois. V. n. 325.

269. Le principe d'indemnité ne devait pas se renfermer dans la réparation du dommage matériellement appréciable; il devait atteindre en outre la perte des avantages politiques attachés à la propriété. C'est pourquoi le législateur a décidé « que
« les contributions de la portion d'immeuble qu'un
« propriétaire aura cédée, ou dont il aura été ex-
« proprié pour cause d'utilité publique, continueront à lui être comptées pendant un an, à partir

« de la remise de la propriété pour former son cens électoral. » Art. 64; — et d'éligibilité. *Mon.* 9 fév., p. 330. C'est donc ici moins une faveur qu'une justice, puisque sans l'expropriation le propriétaire eût conservé son droit politique. — Cette prolongation de jouissance du droit électoral doit s'entendre en ce sens, que si la propriété a été remise à l'État le 1^{er} janvier 1840, et que la révision des listes électorales soit faite au mois de juillet suivant, le propriétaire pourra encore compter ses contributions, et jouira par conséquent de ses droits électoraux en 1841. DELALLEAU, n. 723. — Ce droit s'exerce pour la totalité de l'immeuble quand le propriétaire a exigé (V. art. 50) que son terrain morcelé fût acquis par l'État en totalité. C'est toujours l'utilité publique qui est la cause première de cette vente. DELALLEAU, n. 720. Toutefois, cette interprétation est plus conforme à l'équité et à la raison qu'au texte précis de l'article 64 lui-même. — Bien que la loi n'ait nommé que le propriétaire, il est bien certain que lorsqu'il y a un usufruitier, c'est lui qui jouit de la faculté accordée par l'article 64, puisque c'est lui qui paie les contributions. C. civ., 608.

Indemnité du fermier ou locataire.

270. Nous avons vu plus haut que le jury était juge de la sincérité des titres et de l'effet des actes qui seraient de nature à modifier l'évaluation de l'indemnité. On tire de là, avec fondement, la conséquence que la loi a laissé aux jurés toute latitude pour déterminer le *quantum* de l'indemnité, et que même ils ne sont pas tenus de se conformer aux articles 1745, 1746 et 1747 du Code civil, qui, dans la prévoyance du cas d'expulsion du fermier ou locataire par un acquéreur, règlent, à défaut d'aucune stipulation, l'indemnité du locataire évincé; mais c'est, selon nous, une inconséquence du législateur dans laquelle l'a dû faire tomber la nature de l'autorité qu'il a choisie pour évaluer les indemnités; le jury, en effet, n'est jamais chargé d'appliquer la loi. Il est présumable toutefois que, dans le cas qui nous occupe, il adoptera les bases posées dans les articles 1745 et 1746 du Code civil, et nous ajouterons qu'à moins de circonstances décisives, c'est pour les jurés un devoir de les prendre pour règle; car, le bailleur et le preneur, en passant leur bail et ne stipulant point d'indemnité pour le cas en question, se sont naturellement et tacitement placés sous le régime des articles 1745 et 1746, dont le bénéfice leur est irrévocablement acquis.

Ces articles disposent, pour le cas d'éviction, dont

le droit aurait été réservé pour l'acquéreur, savoir : l'article 1745 « s'il s'agit d'une maison, appartement « ou boutique, le bailleur paiera, à titre de dom-
« mages-intérêts, au locataire évincé, une somme
« égale au prix du loyer pendant le temps qui,
« suivant l'usage des lieux, est accordé entre le
« congé et la sortie. »

Et l'article 1746, « s'il s'agit de biens ruraux ;
« l'indemnité que le bailleur doit payer au fermier
« est du tiers du prix du bail pour tout le temps
« qui reste à courir. »

Telles sont les règles posées par le législateur lui-même, et remarquons en passant que si le jury croit pouvoir s'en affranchir, elles seraient appliquées par les tribunaux, dans le cas prévu par l'article 21 de la loi du 3 mai, celui où le propriétaire ayant négligé d'appeler et de faire connaître à l'administration les locataires ou fermiers, il demeurerait seul chargé envers eux des indemnités qu'ils pourraient réclamer (art. 21).

En résumé, et dans l'application de la loi du 3 mai, les jurés n'ont qu'une mission, celle de rendre parfaitement indemnes tous ceux auxquels l'État fait éprouver un tort quelconque ; ils doivent l'accomplir consciencieusement. Toutefois, il est un principe qui doit guider le jury dans l'appréciation de l'indemnité revenant au locataire ou fermier, c'est que ceux-ci ne peuvent prétendre à une indemnité pour des causes qui n'y auraient point donné droit en faveur du propriétaire, s'il

eût joui de sa propriété par lui-même, c'est-à-dire s'il eût habité sa maison ou cultivé sa terre lui-même. Cette règle ressort de l'article 21 qui n'a obligé le propriétaire, *sous sa responsabilité*, à faire connaître les fermiers locataires, etc., que parce que ce propriétaire aurait perçu pour son compte l'indemnité propre au locataire. DELALLEAU, n. 441 et 442.

271. Il y aura en outre lieu pour le locataire ou fermier à indemnité pour des améliorations ou embellissemens dans les appartemens, un marnage de terres labourables, etc.; la résiliation prématurée de son bail lui enlevant le bénéfice de plusieurs récoltes, il doit lui en être tenu compte.

En général, on applique aux fermiers et locataires, pour la fixation des indemnités à eux dues, les règles tracées ci-dessus à l'égard du propriétaire, en tant que la nature des difficultés le permet.

Quid de l'indemnité du locataire, dans le cas où la propriété ayant été morcelée, le propriétaire a, en vertu de l'article 50, exigé l'acquisition de la totalité? V. n. 297.

Le fonds exproprié peut avoir été l'objet de quelques espèces de contrats, tombés aujourd'hui en désuétude, savoir :

272. 1°. *Le bail à rente ou rente foncière*; son caractère est de transférer au preneur, à titre de propriétaire, tous les droits du bailleur sur l'héritage, sauf la rétention du droit de rente affectée

sur cet héritage. Cette rente, qui sous l'ancien droit n'était point rachetable, si ce n'est pour cause d'utilité publique (POTHIER, *Bail à rente*, n. 23 et 24), l'est devenue aujourd'hui suivant l'article 530 du Code civil. Ainsi c'est au preneur qu'appartient l'indemnité principale, à la charge par lui de placer le capital remboursé en immeubles ou de fournir caution, et de payer au bailleur l'intérêt représentatif de la rente, si mieux n'aime le preneur la racheter même avant l'échéance du terme; il y a ici force majeure. C. civ. 1741. — Si le mode de remboursement a été réglé à l'avance, les parties s'y conformeront, sinon on suivra la règle du remboursement des rentes foncières. Si la propriété donnée à bail à rente a été morcelée et que le preneur se refuse au rachat de la totalité de la rente, la partie correspondante à celle du fonds exproprié est placée sous caution, et la portion restante du fonds demeure affectée au service de l'intégralité de la rente. POTHIER, *ib.* n. 14. — La rente peut avoir été constituée rachetable (POTHIER, *des Retraits*, §. 5, n. 87); dans ce cas, il faut décider que l'expropriation fait arriver l'époque du rachat. Ces aliénations sont d'ailleurs, au moins dans le vœu des contractans, des aliénations à prix d'argent, l'intention de l'acquéreur ayant été d'acquérir un héritage pour la somme dont il a été stipulé que la rente serait rachetable, et le bailleur n'ayant retenu la rente qu'en attendant le rachat.

273. 2°. *L'emphytéose perpétuelle....* Ce contrat ne différant plus du bail à rente, depuis les lois des 18 et 29 décembre 1790, l'indemnité se règlera comme dans le cas ci-dessus examiné.

Dans le cas d'emphytéose dite à *temps*, l'indemnité représentative du fonds donné en emphytéose, ainsi que des constructions ajoutées par le preneur, librement ou en vertu de son contrat de bail, doit être placée; les intérêts alors sont, jusqu'à la fin du bail, touchés par le preneur, déduction faite du canon emphytéotique stipulé par le bailleur et qui lui appartient, et, à la fin du bail, celui-ci rentre dans l'indemnité au lieu de rentrer dans son fonds. FERRIÈRES, *Nouv. introd. à la pratique*, v° *Emphytéose*.

274. 3°. *Le bail à longues années* ou de plus de neuf ans; il est de même nature qu'un bail moins long. MERLIN, *Répert. jurispr.*, v° *Bail*, §. 4, n. 2. L'indemnité sera réglée comme pour les baux ordinaires.

275. 4°. *Le bail à locatairie* ou à *culture perpétuelle*; espèce de *champart*, dont la redevance, consistant dans une partie aliquote des fruits, a été déclarée rachetable par la loi des 18-29 décembre 1790 (art. 2); en conséquence, le preneur a été rendu propriétaire incommutable, sauf le paiement de la rente ou de son capital. Si donc le fonds, objet du bail à rente, est exproprié, on décidera comme s'il y avait eu vente dont le prix serait une rente remboursable, conformément à

l'article 530, c'est-à-dire une rente constituée en perpétuel. DURANTON, t. IV, n. 78 et 87. V. n. 280.

276. 5°. *Le bail à rente colongère*, qui est l'aliénation de terrains moyennant une redevance annuelle; on agirait ici comme au cas de bail à rente. V. n. 272.

277. 6°. *Le bail à domaine congéable* usité en Bretagne. La principale indemnité est due au bailleur comme propriétaire de l'immeuble. Celle du domanier porte sur les constructions et les améliorations du sol (L. 7 juin, 6 août 1791, art. 7), — les labours et engrais (*ib.* 19). — L'estimation de ces objets est faite par experts convenus ou nommés d'office par le juge de paix du canton, dans le ressort duquel les tenures sont situées (*ib.* 17). — Les frais d'expertise sont à la charge du propriétaire (*ib.* 18). — Comme le congé ne peut être donné régulièrement qu'à la Saint-Michel (*ib.* 22), il est dû un dédommagement pour la résiliation anticipée du bail.

278. 7°. *Le bail à vie*. Il diffère par sa nature de l'usufruit. Il ne donne au preneur que les fruits naturels de la chose, et non les fruits civils comme l'usufruit. Cass. 18 janv. 1825 (S., 25, 234). Les circonstances guideront le jury dans l'évaluation de l'indemnité. FERRIÈRES, *Introd. à la pratique*, v° *Bail à vie*.

279. 8°. *Le bail à comptant*. Lorsque par ce contrat la propriété a été transférée au preneur, la principale indemnité lui appartient, et le bail-

leur est considéré comme créancier d'une rente foncière. V. ce qui a été dit sur l'indemnité en cas de bail à rente foncière, n. 272. — Au reste, la teneur de l'acte constitutif du bail à comptant doit être consultée pour savoir si la propriété est restée au bailleur. *Instr. gén., admin., domain., 5 pluv. an xi* (S., 3, p. 152).

280. Il en est de même des droits de *champart*, *terrage*, ou *agrier*, assimilés aux rentes foncières. L. 18-29 décembre 1790, t. 1^{er}, art. 1^{er}.

284. Quant à l'indemnité du créancier, nous avons dit (n. 250) qu'elle était prise sur celle de son débiteur. Si la créance consiste en une rente constituée en perpétuel sur l'immeuble exproprié (C. civ. 1909), il a la faculté d'obtenir du débiteur exproprié une autre hypothèque ou de poursuivre son remboursement (*ib.* 2131) sur le montant de l'indemnité. Il en est de même si la rente due est une rente foncière. V. C. civ. 530. — Dans les deux cas, quand l'indemnité est supérieure au prix de rachat, le surplus doit rester à l'exproprié, car l'immeuble entier lui appartenait. Si, au contraire, l'indemnité est inférieure, c'est au débiteur de la rente à fournir le surplus. Peu importe qu'il n'y ait d'exproprié qu'une partie de l'immeuble hypothéqué au service de l'une ou l'autre rente.

282. « Dans le cas d'usufruit, une seule indemnité est fixée par le jury, eu égard à la valeur totale de l'immeuble; le nu-propriétaire et l'usufruitier exercent leurs droits sur le montant de

« l'indemnité, au lieu de l'exercer sur la chose » (art. 39, §. 2), c'est-à-dire que la somme d'argent payée à titre d'indemnité sera remise à l'usufruitier, qui en aura désormais la jouissance.

283. Le même article ajoute : « L'usufruitier est « tenu de donner caution ; les père et mère ayant « l'usufruit légal des biens de leurs enfans, en sont « seuls dispensés. » Art. 39, §. 3. — Ainsi, l'exception n'est pas applicable à l'usufruitier dispensé de donner caution par le testament ou le contrat constitutif de son usufruit : en effet, les parties ne sont pas présumées avoir prévu le cas d'expropriation ; et si l'usufruit a été établi sans caution, c'est que le propriétaire avait une garantie suffisante de ses droits dans la nature même de l'immeuble. Mais il n'en est plus ainsi d'un capital qu'il est si facile de détourner. Ch. Dép. 7 juin 1833.

C'est ici le lieu de remarquer que la caution qui existerait avant l'expropriation ne saurait être tenue à la même garantie après l'expropriation. La garantie de la conservation d'un capital immobilier est beaucoup moins grave que celle d'un capital mobilier, et la caution n'ayant pas consenti à garantir ce dernier, est fondée à demander sa décharge. L'objet de la garantie n'existe plus. C. civ. art. 1302 et 2037. — Quand l'usufruitier ne trouve point de caution, les sommes comprises dans l'usufruit sont placées. C. civ. art. 602. — Remarquons toutefois que le nu-propriétaire et l'usufruitier, s'ils ont la capacité légale, restent les maîtres de

régler comme ils l'entendront leurs droits sur l'indemnité; l'article 39 n'a été posé qu'en faveur de la nue-propriété.

284. L'usufruitier, qui jouit ou cultive lui-même, a quelquefois droit à une indemnité accessoire, par exemple, pour perte de récoltes sur pied et pour frais de déménagement; il la reçoit sans donner caution; elle lui appartient de son chef. — Il a droit aussi d'être indemnisé particulièrement de la valeur des engrais qu'il aurait mis dans les terres pour la prochaine récolte; car, l'indemnité principale qu'il reçoit représente seulement les bénéfices *nets* qu'il pouvait retirer de ses années de jouissance, ou de toutes ses récoltes; mais la dépense réellement faite d'engrais, pour lui improductifs, doit lui être remboursée en sus. Il en est de même des frais d'un marnage qu'il aurait fait (V. n. 271), — ou de tout autre amendement extraordinaire

285. On suit encore les mêmes principes pour le droit d'habitation. Ainsi, la valeur de l'habitation est estimée, et le droit s'exerce sur l'intérêt représentatif de sa valeur. Il en est de même du droit d'usage sur les fonds de terre. — Lorsque le droit d'habitation ou d'usage ne porte pas sur l'immeuble entier ou sur tous ses produits, il convient, à moins de circonstances, d'allouer au nu-propriétaire le surplus du capital nécessaire à la production des intérêts représentatifs du droit d'habita-

tion ou d'usage ; l'obligation de la caution est alors restreinte au capital conservé.

286. Si le nu-propriétaire d'un immeuble ayant accepté l'offre de l'administration, l'usufruitier la refuse et obtient du jury une indemnité supérieure, il faut dire que le propriétaire ne profitera pas de la différence à la fin de l'usufruit ; il est lié par son acceptation. Quant à l'usufruitier, il jouira de l'indemnité fixée à son égard, et lorsque l'usufruit sera éteint, l'excédant de l'indemnité rentrera dans le trésor de l'État. Observez que la caution fournie par l'usufruitier aura dû garantir ce remboursement. DELALLEAU, n. 506. Ceci s'applique également au droit d'usage ou d'habitation. — Réciproquement, si le jury a fixé une indemnité inférieure à celle qui a été convenue avec le propriétaire, la différence appartiendra au nu-propriétaire qui n'aura point à en faire jouir l'usufruitier.

287. Il peut arriver que des créanciers aient, en vertu de l'article 17, exigé le règlement de l'indemnité par le jury, et en aient obtenu une indemnité supérieure à celle consentie par le propriétaire. Dans ce cas, l'administration leur paie la somme fixée par le jury, imputable sur leurs créances, et comme la différence de l'indemnité allouée à celle consentie profite au propriétaire seul, dont elle éteint la dette jusqu'à due concurrence, il est juste que l'administration se trouve subrogée pour cette somme aux droits des créan-

ciers qu'elle a payés. C. civ. 1251 et arg. 2191. Mais si l'exproprié est insolvable, la perte est pour l'État. On sent, au reste, que cette perte ne sera jamais considérable. — Le jury a-t-il, au contraire, arbitré l'indemnité au-dessous de celle fixée amiablement avec le propriétaire, les créanciers n'en exerceront pas moins leurs droits sur celle-ci, leur réclamation n'ayant emporté nulle renonciation à leur hypothèque.

288. La décision du jury doit investir distinctement tous ayants-droit, propriétaires, locataires, fermier, etc., de l'indemnité propre qui leur revient (art. 21 et 39 arg.). Cette fixation doit donc terminer ou prévenir tout débat entre eux, en ne leur laissant aucun droit ultérieur à exercer les uns contre les autres devant les tribunaux. Ainsi les jurés ne peuvent prononcer que les indemnitaires *s'entendront pour la diminution du prix ou la résiliation de leurs baux, tous les droits respectifs des parties réservés*. Cass. 31 déc. 1838 (S., 39, 19).

289. « L'indemnité allouée par le jury ne peut, « en aucun cas, être inférieure aux offres de l'administration, ni supérieure à la demande de la « partie intéressée. » Art. 39, §. 5. — Ce paragraphe renferme une innovation à la loi ancienne. On a voulu, dans la nouvelle, que l'offre et la demande fussent considérées comme une sorte de contrat quasi judiciaire qui liât les jurés, et que le principe *non ultra petita* fût obligatoire en matière

d'estimation par le jury. Ch. Pairs, *Mon.* 9 mai 1840, p. 976 et 977.

Le silence de l'exproprié équivaut-il à une acceptation des offres de l'administration? et, dans ce cas, le jury est-il obligé d'allouer seulement le montant de ces offres? C'est ce que la Cour de cassation a admis par son arrêt du 23 février 1842 (S., 42, 263). Elle s'est fondée sur ce que l'article 39, en défendant au jury d'allouer une somme supérieure à la demande des indemnitaires, a voulu déterminer un maximum que l'évaluation ne pût jamais dépasser. Il ne saurait donc dépendre de la volonté des parties de supprimer cette garantie de la loi, et de créer, par leur silence, la faculté pour le jury d'élever indéfiniment l'évaluation. C'est donc à elles seules qu'elles doivent imputer les conséquences de ce silence, qui équivaut à une adhésion (art. 24 arg.).

CHAPITRE XIII.

DROIT D'EXIGER L'ACQUISITION DE LA TOTALITÉ D'UNE PROPRIÉTÉ
MORCELÉE PAR L'EXPROPRIATION.

290. « Les bâtimens dont il est nécessaire d'acquérir une portion pour cause d'utilité publique » seront achetés en entier, si les propriétaires le requièrent par une déclaration formelle adressée au magistrat-directeur du jury dans les délais énoncés aux articles 24 et 27.

« Il en sera de même de toute parcelle de terrain qui, par suite du morcellement, se trouvera réduite au quart de la contenance totale, si toutefois le propriétaire ne possède aucun terrain immédiatement contigu, et si la parcelle ainsi réduite est inférieure à dix ares. » Art. 50.

De cet article 50, plusieurs conséquences : 1°. Si l'État prend partie d'un bâtiment, d'une grange par exemple, il peut être tenu d'acquérir la totalité de la grange, mais non la ferme ou la réunion des constructions dont elle fait partie. C'est dans ce sens qu'a statué le jugement du tribunal de la Seine du 17 août 1838, en posant en principe que le premier paragraphe de l'article 50 ne s'applique qu'à la maison ou au bâtiment même qui est entamé, et non à des bâtimens adjacens qui auraient une destination indépendante et qui formeraient un ensemble complet. 2°. Si tout ou portion d'une

cour est prise par l'État, il n'y aura pas lieu à lui faire acquérir les bâtimens, mais seulement à payer à l'indemnitaire le prix de la moins-value. *Mon.* 8 fév. 1833, p. 323. 3°. Pour exiger l'acquisition de la totalité du terrain morcelé, deux conditions sont nécessaires : 1°. une réduction au quart de la contenance totale non contiguë à un autre terrain appartenant au même propriétaire ; 2°. la partie restante inférieure à dix ares.

291. *Toute parcelle.....* C'est la portion de terrain d'une seule et même culture, comme prairie, bois, terre arable, étang, etc.

292. *Aucun terrain.....* Est-il nécessaire que ce terrain soit vide ou non bâti ? L'ensemble des termes du deuxième paragraphe favorise l'affirmative, mais l'esprit de l'article doit faire préférer la négative. Il y a même ici un *a fortiori*, car la partie restante est, dans tous les cas, d'une moindre importance par rapport au tout.

293. Si le morcellement a rendu le terrain restant inaccessible, le propriétaire sera obligé de réclamer un passage sur le fonds du voisin (C. civ. 682), et alors l'indemnité due pour le dommage occasionné devra être supportée par l'État ; c'est-à-dire que dans le règlement de l'indemnité principale entrera le capital de la somme à payer annuellement au voisin. V. n. 261.

Mais le même principe qui fait exproprier repousse aussi en faveur de l'État, devenu propriétaire, l'action dirigée contre lui par l'exproprié,

pour obtenir sur son ancien fonds un passage pour le service de la partie restante de son héritage. C. civ. art. 682.

294. Pour pouvoir faire la réquisition autorisée par l'article 50, il faut être propriétaire plein et entier du fonds à aliéner, en conséquence, le mari a besoin du consentement de sa femme lorsque le bien est un propre à elle appartenant. C. civ. art. 1428.

Les tuteurs ou représentants des incapables doivent être autorisés conformément aux articles 457 et 509 du Code civil. — Même, le père tuteur de son enfant mineur et usufruitier légal de ses biens. *Ib.*

Le nu-propriétaire a besoin du consentement de l'usufruitier (C. civ. art. 599, arg.), et réciproquement (*ib.* art. 578 et 624). — Les préfets, maires ou administrateurs sont tenus, avant de faire leur réquisition, de s'y faire autoriser par le conseil général du département, le conseil municipal ou le conseil d'administration (art. 26 arg.). — Observons que si, conformément à l'article 26 combiné avec l'article 50, le préfet faisait lui-même la réquisition dont il s'agit, pour un fonds appartenant au département, il se trouverait ainsi amené à remplir deux rôles à la fois; savoir, celui de la réquisition et celui de la réponse à la réquisition; ce résultat contradictoire sera facilement évité, si le préfet adresse sa réquisition au ministre, qui y répondra directement; le ministre est aussi

le représentant de l'État, et de la sorte le préfet sera demeuré celui du département.

295. *Les délais énoncés....* Ce sont ceux de quinzaine ou d'un mois, à partir de la notification faite à la partie de l'indemnité offerte; — et ce à peine de déchéance. DELALLEAU, n. 701; *Auteurs du Code des municipal.*, p. 163.

La déclaration de la réquisition dont il vient d'être parlé a lieu par acte extra-judiciaire. Ord. 18 sept. 1833, art. 2, n. 7.

296. Quelle est l'autorité compétente pour statuer sur la question de savoir :

1°. Si la personne qui demande l'acquisition a qualité pour le faire ;

2°. Si la déclaration a été faite dans le délai légal ;

3°. Si le propriétaire a droit (d'après les circonstances) à ce qu'il demande.

Les auteurs du Code des municipalités (p. 164) pensent que c'est le jury d'indemnité lui-même. Ce sont, disent-ils, autant de questions de fait. Nous répondrons, avec M. Delalleau (n. 702), que le jury est une juridiction exceptionnelle qui se renferme dans la limite de la fixation d'indemnité (art. 39, §§. 4 et 49 arg.). Ces questions, la plupart questions de droit, rentrent donc dans la juridiction des tribunaux ordinaires.

297. Si, dans le cas ci-dessus, la portion non expropriée, mais acquise sur la réquisition du propriétaire, est louée, l'État se trouve, vis-à-vis du

fermier ou locataire, dans les règles ordinaires du droit commun pour cette portion du fonds dont il est simple acquéreur, et les droits acquis aux tiers subsistent dans les termes de leurs conventions, si l'état des choses le permet. Conséquemment le locataire a le droit d'option pour la continuation de son bail ou sa résiliation. C. civ. art. 1722, 1741, 1743, arg. Au premier cas, il y a lieu pour les tribunaux à apprécier les circonstances et à fixer 1°. ce dont le prix du bail devra être diminué; 2°. l'indemnité due à raison de la privation de jouissance pendant les travaux qui pourraient être nécessaires pour remettre les lieux en état; et, au cas de résiliation, ils détermineront un délai suffisant pour le choix d'une autre habitation, et la somme due à raison du déplacement. Paris, 12 fév. 1833 (S., 33, 606). — Le tout sans préjudice et indépendamment de l'indemnité que le jury accordera pour les dommages soufferts, s'il y a lieu. V. chap. xii.

298. Lors de la révision de la loi, on proposa à la Chambre des Pairs d'étendre le bénéfice de l'article 50 aux établissemens industriels; M. le ministre des travaux publics répondit que l'article ne concernait que les édifices servant à l'habitation et les bâtimens à l'usage personnel des citoyens; que cependant si un établissement industriel indivisible se trouvait en partie anéanti, le jury avait toute liberté d'apprécier l'étendue du préjudice et de la perte causée; que si, par exemple, la suppression

d'un cours d'eau nécessitait l'établissement d'une machine pour le remplacer, le jury pouvait en allouer la valeur.

L'expression de *maisons* a été supprimée ; celle de *bâtimens* comprend donc et les habitations des hommes et les constructions destinées aux exploitations.

CHAPITRE XIV.

POURVOI CONTRE LA DÉCISION DU JURY.

299. « La décision du jury et l'ordonnance du magistrat-directeur ne peuvent être attaquées « que par la voie du recours en cassation, et seulement pour violation du §. 1^{er} de l'article 30, de « l'article 31, des §§. 2 et 4 de l'article 34 et des « articles 35, 36, 37, 38, 39 et 40. » Art. 42, §. 1^{er}. Ces deux actes ne sont donc susceptibles ni d'opposition ni d'appel. Le but du législateur a été d'établir une procédure spéciale et rapide. Paris, 3 oct. 1838 (S., 38, 513).

300. *La décision..... et l'ordonnance.....* Elles sont attaquables indépendamment l'une de l'autre. L'article 42 ne les présente pas comme deux actes indivisibles. Ainsi l'ordonnance seule sera attaquable, par exemple, pour violation de la loi dans le règlement des dépens. Si elle est cassée, l'arrêt sera renvoyé devant le tribunal pour qu'il soit nommé un nouveau magistrat-directeur qui règlera de nouveau les dépens et rendra une nouvelle ordonnance d'*exequatur*. Cette marche simple et rationnelle n'est pas, à la vérité, tracée par la loi, mais est préférable dans la pratique. — Les autres ordonnances ou décisions du magistrat-directeur, intervenues dans des cas et pour un objet non prévus par l'article 42, restent soumises aux

voies de réforme ordinaires; — à moins qu'une disposition particulière n'y ait porté exception, comme dans le cas de l'article 32, §. 3, au sujet de l'opposition formée par le juré défaillant à l'ordonnance qui le condamne à l'amende. V. encore n. 220.

301. Le pourvoi a lieu non-seulement dans l'intérêt de l'État ou des parties, mais encore dans l'intérêt de la loi, de la part du procureur-général, conformément à l'article 88 de la loi du 27 ventôse an VIII; et, dans ce dernier cas, la décision n'influe en rien sur les droits fixés par l'arrêt rendu sur l'appel.

302. La comparution de la partie aux opérations du jury ne la rend pas non recevable à opposer les nullités antérieures relatives à la formation et à la composition du jury. Le consentement donné par une partie à accepter le jury tel qu'il a été composé ne peut s'entendre que dans l'état des faits et des circonstances alors authentiquement constatés. Il en serait autrement si les nullités à invoquer résultaient de l'inobservation des délais de comparution impartis par la loi. Cass. 22 nov. 1841 (S., 42, 129).

303. Par application de l'article 42, doivent être cassées : — La décision par laquelle le jury statue sur une affaire dont il n'aura pas été saisi au moment de sa convocation (art. 31 et 42 comb., et 44). DELALLEAU, n. 629. — Celle par laquelle le magistrat-directeur juge, avec ou sans la partici-

pation du jury, un litige sur le fond du droit (art. 39). — Ou celle dans laquelle le jury refuse de décider les questions d'indemnité auxquelles peuvent donner lieu les différentes solutions du litige. Cass. 21 août 1838 (S., 38, 878). — Celle résultant d'une délibération à laquelle a participé une personne étrangère au jury, alors même que, sans elle, les jurés eussent encore été en nombre suffisant pour délibérer. Les articles 35, 38 et 41 de la loi du 3 mai 1841 ne sont que la reproduction du principe universel qu'une décision n'est valable qu'autant 1°. qu'elle a été prise à la majorité des voix de *tous* ceux dont le concours était nécessaire; 2°. qu'aucun individu étranger au corps délibérant n'aura participé à ladite délibération. Cass. 6 déc. 1837 (S., 38, 228). — Celle encore intervenue dans une affaire où les jurés auraient procédé à l'examen des lieux contentieux avant d'avoir prêté serment; cet examen fait partie de leurs opérations, et forme un des élémens de la décision du jury (art. 36, 37 et 42 comb.). Cass. 26 sept. 1834 (S., 35, 174). *Secus*, si dans une première réunion, et avant d'avoir été constitués en jury, les jurés ont chargé l'un d'eux de vérifier les lieux avec un expert. On ne doit voir ici qu'une commission donnée par des hommes qui n'avaient encore aucun caractère officiel et public. Cass. 9 juin 1834 (S., 35, 37).

304. Est également sujette à cassation la décision du jury, si par suite d'une erreur dans l'indi-

cation du nom d'un juré, un nom qui n'était point porté sur la liste du conseil général du département a été compris dans la liste arrêtée par la Cour royale, et si par suite ledit juré, dont le nom n'avait point été régulièrement notifié aux parties, n'a pas été assigné valablement et n'a point concouru à la formation du jury. L'article 30 exige à peine de nullité (art. 42) — que les noms choisis par la Cour royale soient portés sur la liste dressée en vertu de l'article 29, par le conseil général du département, et l'article 31 prescrit de notifier aux parties la liste des seize jurés titulaires et des quatre jurés supplémentaires, aussi à peine de nullité (art. 42).

305. L'article 42, en indiquant les seuls cas dans lesquels la violation de la loi donnerait ouverture à cassation, n'a pas interdit pour cela les autres moyens tirés du droit commun qui y donnent lieu. Ainsi l'excès de pouvoir, ou l'incompétence de la part du jury ou du magistrat-directeur, rend toujours annulable la décision qui en est entachée, quelle que soit la disposition de la loi d'expropriation à laquelle il se rattache. DELALLEAU, n. 629. En conséquence sont sujettes à cassation : — L'ordonnance du magistrat-directeur qui déclare *maintenir* l'administration en possession de terrains, ou la condamner à payer des intérêts à partir du jour auquel il aurait fixé un fait de possession allégué. Il y a là excès de pouvoir. Cass. 2 janv. 1837 (S., 37, 20). V. n. 243. — Celle qui, en cas de contes-

tation de l'indemnité par l'administration (V. art. 49), et, au lieu d'ordonner la consignation de l'indemnité, en prescrit le paiement immédiat. — Celle qui, contrairement au prescrit de l'article 50, condamne l'administration à payer la totalité d'une propriété, tandis que la loi ne l'obligeait à acquérir que la portion dont elle avait besoin. DELALLEAU, n. 629. — La décision du jury qui alloue des indemnités à des locataires de l'exproprié, qui n'ayant pas fait connaître leurs droits dans le délai utile limité par l'article 22 n'ont pas été portés sur le tableau des indemnitaires. Il y a là excès de pouvoir, et violation d'ailleurs de l'article 37; Cass. 10 août 1841 (S., 41, 692).

306. Mais ne donneraient pas ouverture à cassation :

La circonstance qu'à la formule de remplir les fonctions de juré avec impartialité, il aurait été ajouté ces mots : *devant Dieu et devant les hommes*. Les termes du serment ne sont point sacramentels; cette addition n'a pu le rendre que plus solennel; Cass. 7 fév. 1837 (S., 37, 126).

Le fait que le magistrat-directeur du jury aurait appelé, en l'absence de la partie, un juré suppléant en remplacement d'un juré titulaire; l'article 32 n'exige point la présence de la partie, et d'ailleurs, n'est pas du nombre de ceux dont l'inobservation donne lieu à cassation (art. 42). Cass. 9 juin 1834 (S., 35, 37).

La circonstance qu'un juré suppléant a été in-

scrit sur la liste à la place du défaillant, au lieu d'être inscrit à la fin de cette liste (art. 33 et 42 comb.). Cass. 9 juin 1834, *ib.*

Le fait, qu'à la demande de la partie, le jury serait rentré dans la chambre des délibérations, pour expliquer une partie de sa décision; l'indemnitaire ne pourrait se plaindre ultérieurement d'un fait qu'il aurait lui-même provoqué. (Cass. 7 fév. 1837 (S., 37, 126).

L'irrégularité d'une décision du jury résultant de ce qu'en laissant à l'État la faculté de s'affranchir du paiement d'une portion de l'indemnité, en accordant à l'exproprié certains droits d'usage, le jury n'aurait pas fixé partiellement une somme déterminée pour chacun de ces droits; cette omission ne constitue ni un empiétement sur les attributions de l'autorité administrative, ni une des ouvertures à cassation prévues par l'article 42. Cass. 11 janv. 1836 (S., 36, 12).

Le défaut de mention, sur le procès-verbal des séances, de la nomination par le jury du président qu'il s'est choisi. Cass. 9 juin 1834 (S., 35, 37).

L'erreur commise par le magistrat-directeur dans le calcul de la compensation des dépens, prescrite par l'article 40; sauf aux parties à demander, par les voies de droit, à ce magistrat la rectification de son erreur. Cass. 13 janv. 1840 (S., 40, 159).

Le défaut de notification à la partie, dans les

huit jours qui précèdent la réunion du jury, de la liste des jurés, si elle a comparu, au jour indiqué, sans faire ni protestations ni réserves et a discuté sur le montant de l'indemnité. Cass. *ib.*

Le défaut de production des plans parcellaires des objets expropriés, quand cette irrégularité est invoquée comme nullité par la partie qui a poursuivi l'expropriation, et à qui, par conséquent, incombait l'obligation de faire cette production. Nul ne peut tirer avantage de sa propre faute. Cass. 24 mars 1841 (S., 41, 344).

Les circonstances : 1°. que le président du jury n'aurait pas posé les questions à chaque juré ; 2°. que sa décision ne constaterait pas qu'avant d'entrer en délibération, les jurés ont désigné leur président ; 3°. que cette décision ne serait pas signée du magistrat-directeur et du greffier. Les dispositions du Code d'instruction criminelle qui prescrivent ces formalités, et qu'on n'applique ici que par analogie dans des cas non prévus, ne peuvent être invoquées dans une matière civile, régie par une loi spéciale qui circonscrit les ouvertures à cassation contre les décisions du jury. Cass., 9 juin 1834 (S., 35, 37).

Enfin la décision du jury ne serait pas non plus viciée pour avoir été rendue dans une salle autre que celle indiquée par l'acte de convocation, mais dépendante de l'enceinte du tribunal. Le magistrat ayant constaté dans son procès-verbal que la réunion a eu lieu dans *une salle du tribunal*, il a été

par là très-suffisamment satisfait à l'indication portée dans l'acte de convocation. Peu importe que l'absence d'un des jurés puisse être attribuée au changement de local, cette absence n'étant pas elle-même une cause de nullité; les articles 31 et 42 de la loi du 3 mai ne sont pas pour cela violés. Cass. 13 janv. 1840 (S., 40, 159).

Si, à raison de l'absence d'un juré, il a été appelé un juré supplémentaire, la formation du jury ainsi constitué ne peut éprouver de changement par la comparution ultérieure du juré absent, lors même qu'il justifie son absence; — surtout, si les opérations du jury étaient déjà commencées. Par conséquent le demandeur qui, sans proposer aucune récusation, a débattu devant le jury, tel qu'il a été constitué, l'indemnité à lui offerte, n'est pas recevable à en critiquer la décision. Cass. 25 fév. 1840 (S., 40, 212).

Tous ces divers cas ne sont pas, comme on le sent, les seuls qui donnent ouverture à cassation, mais nous les avons cités comme pouvant se représenter souvent.

307. Pour former le pourvoi en cassation « le « délai sera de quinze jours; il sera d'ailleurs formé, « notifié et jugé comme il est dit en l'article 20; il « courra à partir du jour de la décision. » Art. 42, §. 2. V. chap. VII. — La Cour. de cassation a jugé (*Mon.* 25 juin 1842) qu'une lettre officielle du ministre des travaux publics adressée au parquet de la Cour, et dans laquelle lettre la décision du

jury est attaquée, et des griefs de cassation sont développés, n'établit pas un pourvoi contre cette décision, et qu'il n'y a point lieu à statuer.

308. *Le délai sera de quinze jours....* Ce délai est franc, c'est-à-dire qu'il ne comprend ni le jour de la décision, ni celui de l'échéance; par conséquent est valable le pourvoi formé le 23 contre une décision du 7. Les principes généraux de la procédure sur la computation des délais nous paraissent applicables aux délais fixés par les lois spéciales, à moins de dispositions contraires écrites dans ces mêmes lois. C. pr. art. 1033. Cass. 11 janv. 1836 (S., 36, 12). V. n. 339, et aussi n. 185.

309. Ce pourvoi n'est pas suspensif, l'expropriation pour cause d'utilité publique est une matière civile. V. art. 16 L. 27 nov. — 1^{re} déc. 1790. DELALLEAU, n. 621; auteurs du *Code des municipal.* p. 150; V. n. 99. — Il en résulte que, malgré le pourvoi de la part de l'administration, par exemple, l'indemnitaire peut poursuivre le paiement de l'indemnité à lui allouée; mais en se conformant, toutefois, aux dispositions de la loi des 16-19 juillet 1793 qui dispose « qu'il ne sera fait
« par la trésorerie nationale et par les caisses des
« diverses administrations de l'État, aucun paie-
« ment en vertu de jugemens attaqués par la voie
« de cassation, dans le délai utile, qu'au préalable,
« ceux au profit desquels lesdits jugemens sont ren-
« dus n'aient donné bonne et suffisante caution
« pour la sûreté des sommes à eux adjugées. »

310. Peu importe, pour l'admissibilité du pourvoi, 1°. que les pièces à l'appui n'aient pas été envoyées dans la quinzaine de la notification (V. art. 20); ce délai n'est pas assigné sous peine de déchéance; 2°. que le mémoire de l'État soit signé par le directeur-général des ponts et chaussées, au lieu de l'être par le préfet; il suffit que celui-ci ait émis le pourvoi régulièrement (art. 20, 42, 57). Cass. 11 janv. 1836 (S., 36, 12).

311. Vu la brièveté du délai (quinze jours) de pourvoi en cassation, les indemnitaires éloignés du pays où a lieu l'expropriation feront prudemment, pour éviter toute déchéance, de donner pouvoir, à la personne qui soutiendra leurs intérêts devant le jury, de se pourvoir en cassation si leur intérêt l'exige. Par le même motif, les préfets feront bien, s'ils croient qu'il y a lieu au pourvoi de leur part, de le former sans attendre l'autorisation de l'administration; sauf plus tard à s'en désister. DELALLEAU, n. 622.

312. Le demandeur en cassation contre la décision du jury consigne l'amende ordinaire, c'est-à-dire 150 francs. V. n. 111. La décision du jury ne peut être assimilée à un arrêt par défaut, comme le jugement d'expropriation qui est rendu parties non appelées. — Ce pourvoi étant assujéti aux mêmes formes que celui formé contre le jugement d'expropriation (V. chap. VII), il aura lieu au greffe du tribunal auquel appartient le magistrat-directeur. V. n. 100.

313. *Notifié... comme il est dit en l'article 20....*
C'est-à-dire dans la huitaine, au préfet ou à l'indemnitaire, au domicile indiqué dans l'article 15, — sous peine de déchéance; le but de la loi, en fixant le délai de convocation, a été que le sort des parties fût promptement fixé, et ces sortes d'affaires promptement expédiées. Cass. 26 janv. 1841 (S., 41, 229). Dans la quinzaine du jour de la notification du pourvoi, les pièces sont adressées à la chambre civile de la Cour de cassation, art. 20, §. 3, anal.

314. Ce pourvoi est jugé dans le mois qui suit la quinzaine dans laquelle il a été notifié (art. 20 et 42 comb.). V. n. 105. Cass. 26 sept. 1834. Jour. pr. civ. t. 1^{er}, art. 72.

315. « Lorsqu'une décision du jury aura été
« cassée, l'affaire sera renvoyée devant un nouveau
« jury choisi dans le même arrondissement. Néan-
« moins, la Cour de cassation pourra, suivant les
« circonstances, renvoyer l'appréciation de l'in-
« demnité à un jury choisi dans un des arrondisse-
« mens voisins, quand même il appartiendrait à
« un autre département.

« Il sera procédé à cet effet, conformément à
« l'article 30. » Art. 43.

L'article 43 exige que ce soit un nouveau jury; cependant il a été jugé que la décision du jury appelé à statuer par suite de la cassation d'une décision précédente, ne peut être de nouveau attaquée en cassation, parce qu'un des membres du précé-

dent jury y aurait concouru , si d'ailleurs rien dans les conclusions du demandeur devant le second jury n'établît qu'il ait récusé aucun de ses membres. Cass. 11 mai 1834 (S., 35, 949).

Conformément à l'article 30.... La partie qui aura obtenu la cassation de la décision du jury présentera une requête au procureur-général de la Cour royale, s'il en existe une dans le département , et s'il n'en existe pas , au procureur du Roi du tribunal du chef-lieu judiciaire, afin qu'il requière auprès de la Cour ou de son tribunal la formation d'un nouveau jury spécial. Il sera joint à cette requête une expédition de l'arrêt de cassation. V. n. 172.

L'arrêt de cassation que nous venons de citer nous semble avoir donné à l'article 43 une conséquence qu'il ne doit point avoir : il a jugé, en effet, que si la décision du jury n'a été annulée que par suite de la cassation du jugement d'expropriation , le tribunal devant lequel l'affaire aura été renvoyée devra , aux termes de l'article 43, renvoyer lui-même, non devant le jury de son propre arrondissement , mais devant le jury de l'arrondissement du tribunal dont le jugement a été cassé. Bien que l'on puisse dire, à l'appui de cette décision, que les membres d'une liste de jurés soient les juges ou appréciateurs naturels des biens situés dans l'arrondissement auquel ils appartiennent ; cependant, il est certain, d'un autre côté, qu'en matière de compétence de jurys d'expropriation le

principe est que les indemnités sont évaluées par le jury de l'arrondissement dans lequel ont été prononcées les expropriations. L'article 30 le dit clairement, et l'article 14 le suppose, lorsqu'il enjoint au tribunal qui a rendu le jugement d'expropriation de commettre un de ses membres pour remplir les fonctions de magistrat-directeur, nomination qui ne pourrait évidemment avoir lieu, si les fonctions en devaient être exercées dans un autre arrondissement. Il en résulte donc que l'effet du renvoi après cassation est de saisir non-seulement le tribunal de renvoi de la question d'expropriation, mais encore le jury de l'arrondissement de ce tribunal, de l'évaluation de l'indemnité.

CHAPITRE XV.

PAIEMENT DES INDEMNITÉS.

316. « Les indemnités réglées par le jury se-
 « ront, préalablement à la prise de possession, ac-
 « quittées entre les mains des ayants-droits. »
 Art. 53. — Peu importe que l'arrêté préfectoral,
 mentionné en l'article 11, ordonne que la prise de
 possession aura lieu aussitôt après la fixation de
 l'indemnité. Cette indication d'époque n'altère en
 rien l'obligation fondamentale de payer préalable-
 ment l'indemnité. C'est une condition de droit pu-
 blic qui reste toujours réservée, et dont l'arrêté
 préfectoral, pas plus que le jugement, n'a eu
 besoin d'imposer l'accomplissement; l'arrêté n'a
 eu d'autre but que d'indiquer le moment où il
 convenait à l'administration d'entrer en possession
 des fonds expropriés. Cass. 10 août 1841 (S., 41,
 888).

317. La loi actuelle n'a pas, comme celle du
 16 septembre 1807 (art. 28), posé en principe que
 les propriétaires de fonds non atteints par l'expro-
 priation dussent contribuer au paiement des tra-
 vaux d'utilité publique, par suite desquels leurs
 fonds se sont trouvés améliorés. Mais le ministre
 des travaux publics a annoncé, lors de la discus-
 sion de 1841, la prétention du Gouvernement de

conserver (V. n. 263) à ce principe son application générale. V. aussi n. 462.

318. « Si les ayants-droit se refusent à les recevoir (les indemnités), la prise de possession « aura lieu après offres réelles et consignation. » Art. 53, §. 2. — Un jugement de validité des offres n'est pas ici nécessaire; l'article 53 ne l'a point exigé, et la discussion a montré qu'on a voulu l'exclure, à cause sans doute de la perte de temps et des frais qu'il entraînerait. DELALLEAU, n. 640. On ne suivra donc pas la procédure des offres réelles et de la consignation telle que le Code civil (art. 1257) et le Code de procédure (art. 812) l'ont tracée. — Mais les articles 1258 et 1259 du Code civil sont applicables : en conséquence,

1°. Les offres sont faites au créancier ayant la capacité de recevoir, ou à son fondé de pouvoir à cet effet.

2°. Elles sont faites au nom d'une personne capable de payer.

3°. Elles sont de la totalité de la somme exigible, des arrérages ou intérêts dus, des frais liquidés, et d'une somme pour les frais non liquidés, s'il y a lieu, sauf à la parfaire.

4°. Ces offres sont faites au lieu dont on est convenu pour le paiement (en cas de traité amiable); à défaut de cette convention, au domicile élu (art. 15 et C. pr. 584 arg.); — et s'il n'y a point eu d'élection de domicile, le procès-verbal d'offres est signifié par double copie au maire ou au fer-

mier, locataire, gardien ou régisseur de la propriété (art. 15, §. 2 anal.).

5°. Ces offres sont effectuées par un officier ministériel ayant caractère pour ces sortes d'actes (C. civ. 1258, 7°), c'est-à-dire un huissier ou un notaire. — Les agens de l'administration n'ont reçu du législateur de 1841 (art. 57) que le pouvoir de faire des significations et notifications. Les offres réelles, — même dégagées du jugement de validité, — sont un acte particulier qui ne rentre point dans la classe des simples significations dont parle seulement l'article 57. — Le principe de l'indemnité préalable ne s'oppose point à ce que les parties soient amiablement convenues d'un terme ou d'une condition uniquement relative au paiement; *nec obstat* un arrêt de cassation du 7 fév. 1837 (S., 37, 126); dans l'espèce, la condition avait été imposée par le jury. Les parties seront donc libres de les stipuler. Dans ce cas, il faudra que le terme soit échu, s'il a été consenti en faveur du créancier (C. civ. 1258, 4°) ou la condition arrivée. *Ib.* 5°.

319. « S'il s'agit de travaux exécutés par l'État
« ou les départemens, les offres réelles pourront
« s'effectuer au moyen d'un mandat égal au mon-
« tant de l'indemnité réglée par le jury. Ce man-
« dat, délivré par l'ordonnateur compétent, visé
« par le payeur, sera payable sur la caisse publique
« qui s'y trouvera désignée. Si les ayants-droits re-
« fusent de recevoir le mandat, la prise de posses-

« sion aura lieu après consignation en espèces. »
 Art. 53, §§. 3 et 4. — « Il faut distinguer, a dit
 « M. le commissaire du Roi, l'époque de l'accep-
 « tation du mandat de celle de l'offre réelle. Ce
 « sont deux actes distincts. L'offre réelle précède
 « le moment de l'acceptation du mandat; et le ca-
 « ractère de l'offre réelle doit être indépendant du
 « droit de la partie d'accepter ou de ne pas accep-
 « ter le mandat. Aujourd'hui la loi suppose que
 « l'offre est réelle, lorsqu'elle est faite au nom de
 « l'État sur un mandat délivré par le préfet et visé
 « par le payeur... Mais c'est par une dérogation au
 « droit commun que cela est ici établi. »

320. *L'État ou les départemens....* Les communes n'ont pas été comprises dans l'article; la Chambre des Députés a jugé qu'un mandat délivré par un maire ne présentait pas une garantie suffisante.

321. « Lorsqu'un propriétaire aura accepté les
 « offres de l'administration, le montant de l'indem-
 « nité devra, s'il l'exige, et s'il n'y a pas eu con-
 « testation de la part des tiers dans les délais pres-
 « crits (par les art. 24 et 27), être versé à la caisse
 « des dépôts et consignations, pour être remis ou
 « distribué à qui de droit, selon les règles du droit
 « commun. » Art. 59.

322. « Il ne sera pas fait d'offres réelles toutes
 « les fois qu'il existera des inscriptions sur l'im-
 « meuble exproprié ou d'autres obstacles au ver-
 « sement des deniers entre les mains des ayants-

« droit; dans ce cas, il suffira que les sommes dues
 « par l'administration soient consignées pour être
 « ultérieurement distribuées ou remises, selon les
 « règles du droit commun. » Art. 54.

323. La consignation a lieu dans la caisse des dépôts et consignations. Ord. 22 mai 1816. Cette caisse a un préposé dans toutes les villes où siège un tribunal de première instance. Ord. 3 juill. 1816, art. 11.

324. La consignation étant un moyen de libération (C. civ. 1234 et 1257 comb.), la reconnaissance de la consignation délivrée par le préposé de la caisse, où elle a eu lieu, complète, avec le jugement d'expropriation et l'ordonnance d'envoi en possession, la réunion des titres nécessaires, mais suffisants, pour que l'administration entre en possession.

325. La réception d'un exploit de saisie-arrêt suffit-elle pour que l'État soit obligé de consigner l'indemnité? ou faut-il encore qu'un jugement ait déclaré la saisie valable?

Si le saisissant ne forme point sa demande en validité dans la huitaine au débiteur saisi, ou laisse écouler le même délai depuis cette assignation sans dénoncer au tiers-saisi sa demande en validité (C. de proc. 563, 564), le tiers-saisi, qui est ici l'État, aura pu valablement payer (*ib.* 565). Si donc, il a néanmoins consigné, il aura fait des frais que l'événement aura rendus frustratoires. Mais, d'un autre côté, la rapidité des procédures étant essentielle

dans la loi du 3 mai 1841, et les retards dans la prise de possession présentant souvent de grands inconvéniens, nous pensons qu'on ne devra pas obliger l'administration à attendre l'expiration de ces délais (accrus souvent de l'augmentation à raison des distances, C. proc. 1033; V. n. 308, 339, et aussi 185), ni à *fortiori* un jugement de validité. La simple signification d'un exploit de saisie est un *obstacle* dans le sens de l'article 54 de la loi du 3 mai, qui n'en exige pas davantage pour autoriser la consignation. — Mais, l'existence d'une opposition sur un des ayants-droit, un locataire, par exemple, n'empêche point l'administration de payer les autres indemnitaires. DELALLEAU, n. 647. Leurs indemnités sont distinctes (art. 39, §. 1^{er}).

326. Lorsque c'est l'indemnité d'un usufruitier qui est frappée d'opposition, les sommes qui lui appartiennent exclusivement (V. n. 284), ainsi que celles dont il n'a que la jouissance, mais qui sont néanmoins mises à sa disposition, à la charge de fournir caution, devront également être consignées.

327. S'il existe des droits d'usage, d'habitation, de bail à rente ou d'emphytéose (V. chap. XII), l'opposition pratiquée contre l'un de ceux qui possèdent ces droits nécessite la consignation de la totalité de la somme, afin qu'il soit ultérieurement pourvu au placement; à moins que le jugement n'ait attribué à l'indemnitaire débiteur une part déterminée dans l'indemnité comme représentative

de la valeur de son droit, auquel cas cette somme seule est consignée. DELALLEAU, II. 649.

328. Aucune difficulté pour le cas d'opposition sur l'indemnité due au locataire ou fermier; elle est distincte de celle afférente au propriétaire; par conséquent, l'opposition n'oblige à consigner que l'indemnité revenant au locataire.

329. L'antichrésiste ayant des droits sur le fonds, en a sur l'indemnité qui le représente; conséquemment, la notification qu'il fait de son droit à l'administration équivaut à une opposition, et oblige celle-ci à consigner. S'il avait négligé de le faire connaître avant le paiement de l'indemnité, il n'aurait plus qu'une action contre son débiteur.

330. Quant au prix d'un immeuble dotal, nous avons vu (II. 53 et art. 13) que le tribunal en a dû ordonner l'emploi; jusqu'à ce qu'il ait lieu, l'indemnité reste consignée. C. civ. 1558, §. 7, arg. — Elle l'est encore si l'immeuble exproprié constitue un majorat. V. n. 12. — Ou si le bien est en litige (art. 18 et 54 comb.).

331. Lorsque le tribunal a ordonné des mesures de remploi (V. art. 13 et 25, §. 3) en rentes sur l'État, il commet quelquefois un agent de change entre les mains duquel le montant de l'indemnité est payé en présence du tuteur ou mari.

332. Nous avons dit plus haut (n. 309) que le pourvoi en cassation n'est pas suspensif; il en résulte, lorsqu'il a eu lieu de la part de l'administration, que les indemnitaires ne devront recevoir

leur indemnité qu'en donnant caution (L. 16-19 juill. 1793), si mieux ils n'aiment qu'elle soit consignée.

333. Les intérêts de l'indemnité principale courent, au moins, du jour de la dépossession. Arr. cons. d'Ét. 10 déc. 1817, 28 juill. 1820 (S., t. IV, p. 230, et t. V, p. 421). V. n. 268.—Il est même des cas où l'intérêt doit courir plus tôt; par exemple, toutes les fois que l'expropriation prononcée aura empêché de percevoir les fruits civils ou naturels du fonds, à moins que leur valeur ne soit entrée dans l'estimation de l'indemnité. V. n. 258 et 267.

334. Nous avons vu (n° 190) qu'aux termes de l'article 55, si, dans les six mois du jugement d'expropriation, l'administration ne poursuivait pas la fixation de l'indemnité, les parties pouvaient exiger qu'il fût procédé à cette fixation. Ce même article ajoute que « quand l'indemnité aura été « réglée, si elle n'est ni acquittée, ni consignée « dans les six mois de la décision du jury, les intérêts courront de plein droit à l'expiration de « ce délai. » Art. 55.—Sans préjudice des dommages-intérêts qui pourraient être dus; c'est dans ce sens que M. Dugabé, député, a demandé la suppression des mots, *à titre de dédommagement*. Mon. 5 mars 1841, p. 540. V. n. 267.—Peu importe que l'administration ne se soit pas mise en possession de l'immeuble exproprié, et que le propriétaire en ait perçu les fruits. Les intérêts de

l'indemnité lui sont accordés pour la réparation du préjudice que lui cause une possession précaire, qui paralyse son industrie et ses spéculations. Ch. Dép. 7 fév. 1833.

335. Un décret du 25 février 1808 (art. 3), confirmé par la loi du 15 janvier 1810 (art. 12), déclare déchue de tout droit au paiement par le Trésor toute créance même réclamée dont l'origine serait antérieure au 1^{er} vendémiaire an v (22 sept. 1796). — Toutefois, *le prix des ventes faites à l'État* fut l'objet d'une exception qui accordait aux vendeurs non payés jusqu'au 1^{er} juillet 1810 pour la liquidation de leurs créances L. 13 déc. 1809, confirmée par l'article 12 de la loi de finances du 15 janvier 1810. — Cependant, un arrêt du Conseil, du 1^{er} septembre 1811 (S., 1, 532), a jugé que ces deux décrets ne s'appliquaient pas aux propriétaires expropriés pour cause d'utilité publique, et que ces créances devaient toujours être acquittées en deniers. *Contrà*, arr. cons. d'Ét. 8 mai 1822 (Muc., t. III, p. 457), qui a jugé que les créances avaient été frappées de déchéance par la loi du 15 janvier 1810, et une autre loi de finances du 25 mars 1817. — Plus tard, il fut déclaré par la loi de finances du 17 août 1822 (art. 5), que les créances de toute nature *provenant des anciennes liquidations* ou de l'arriéré des divers ministères pour tous les exercices antérieurs au 1^{er} janvier 1816, devraient être réclamées avant le 1^{er} avril 1823, pour les pro-

priétaires domiciliés en Europe, et avant le 1^{er} janvier suivant pour ceux résidant dans les colonies, sous peine d'extinction de la dette. — Toutefois cette déchéance n'était établie qu'au profit de l'État, et non des départemens et autres communautés.

Jusqu'ici ces lois ou décisions ne regardent que des créances dont l'origine est antérieure à la loi du 8 mars 1810 sur l'expropriation. — Quant à celles qui lui sont postérieures, un arrêt du conseil d'État, du 16 nov. 1825, a décidé que la déchéance ne courait pas du jour de la prise de possession par l'État, mais du jour où l'acte translatif de propriété avait été passé (Mac., t. vii, p. 664); — mais aujourd'hui le paiement des indemnités auxquelles donne naissance l'application de la loi du 3 mai 1841 ne se prescrit que par le temps voulu par les règles du Code civil, à moins de dérogation ultérieure.

CHAPITRE XVI.

FORME DES ACTES AUXQUELS DONNE LIEU L'EXPROPRIATION.

336. « Les contrats de vente, quittances et autres
 « actes relatifs à l'acquisition des terrains, peuvent
 « être passés dans la forme des actes administratifs.
 « La minute reste déposée au secrétariat de la pré-
 « fecture; expédition en est transmise à l'adminis-
 « tration des domaines. » Art. 56.

Les préfets, sous-préfets, maires et adjoints ont
 qualité pour recevoir les actes administratifs et
 leur donner l'authenticité; le préfet choisit ceux des
 fonctionnaires qui lui paraissent les plus propres à
 remplir cette mission. — Mais observez que l'ar-
 ticle 56 étant seulement facultatif, il faut, pour
 passer l'acte dans la forme administrative, que
 les deux parties y consentent. (*Mon.* 14 mai 1833,
 p. 1352), autrement il est passé dans la forme no-
 tariée. — L'acte en forme administrative est dressé
 en minute (art. 56), — laquelle minute est visée
 pour timbre et enregistrée gratis (art. 58). — Il
 en est fait autant de copies qu'il y a de parties, si
 elles le réclament. Ord. 18 sept. 1833 (art. 6). —
 Les copies de cet acte ou de tous autres, lors même
 qu'elles seront réclamées par les parties dans leur
 intérêt, sont certifiées par les agens de l'administra-
 tion, et payées sur le même taux que les copies cer-
 tifiées par les huissiers. Circul. min. intér. 7 janv.

1826; ord. 18 sept. 1833, art. 6. — Observons qu'aucune expédition d'acte ne peut être délivrée que la minute n'en ait été signée par le préfet. V. même circulaire. — Le contrat de vente ainsi dressé et passé dans les formes déterminées par notre loi est un acte authentique. C. civ., art. 1317. — Si l'un des comparans agit comme fondé de pouvoir, la procuration doit être enregistrée (V. n. 441) avant qu'il en soit fait usage; elle reste annexée à la minute de l'acte. DELALLEAU, n. 660.

337. L'acte ainsi passé dans la forme administrative est-il un acte administratif? et par suite la connaissance des contestations relatives à l'exécution ou l'interprétation de cet acte est-elle de la compétence des conseils de préfecture? V. Sir., cons. d'Ét. selon la Charte, p. 18, n. 27.

Toute vente ou cession est un contrat essentiellement du droit civil : donc, par cela même, son interprétation et son exécution rentrent dans la juridiction des tribunaux ordinaires. C'est ainsi qu'on l'entendait sous l'empire de l'article 12. L. 8 mars 1810; LOCRÉ, t. IX, p. 650. D'ailleurs, l'article 56 de la loi du 3 mai 1841 ne règle que la forme de ces actes, sans changer leur nature et leur caractère; un acte d'aliénation ne saurait être un acte d'administration. En vain, dit-on, dans l'opinion opposée, ces traités ou ventes sont restreints dans leurs effets, la résolution de la vente n'ayant jamais lieu pour lésion, ni pour défaut de paiement; une loi du 28 pluviôse an VIII (art. 4) attribuait aux conseils de préfecture

l'interprétation des actes de vente des domaines nationaux. Ici il ne s'agit pas de domaines nationaux, et la loi du 28 pluviôse an VIII (art. 4) ne donne point aux conseils de préfecture la connaissance de tous les débats élevés à l'occasion des actes qu'elle reçoit. Arr. cons. d'Ét. 29 mars 1828 (Mac., p. 266).

338. « Les significations et notifications mentionnées en la présente loi sont faites à la diligence du préfet du département de la situation des biens. » Art. 57, §. 1^{er}. Elles ont lieu à sa requête lorsque c'est l'État qui fait exécuter les travaux; le préfet est le représentant de l'État. DELALLEAU, n. 664 et C. pr. civ. 69, arg. — Par la même raison, les notifications que les propriétaires et autres intéressés ont à faire à l'État sont adressées au préfet.

339. L'article 1033 du Code de procédure est-il applicable en matière d'expropriation? Un arrêt de la Cour de Bastia (S., 36, 313) avait adopté la négative, en décidant que la règle *dies termini non computatur in termino* cessait d'être applicable toutes les fois qu'il s'agissait d'un délai spécial. Cependant on n'en voit pas le motif; le temps est également nécessaire en toute espèce de procédure, pour accomplir matériellement un acte ou faire une démarche: aussi la Cour de cassation a-t-elle, par arrêt du 25 juin 1830 (S., 30, 362), reconnu que la règle *dies termini* est un principe d'une application générale, qui ne souffre d'exception que

là où le législateur s'en est formellement expliqué. L'augmentation du délai, même spécial, résulte donc aussi de cette décision. Cette opinion est celle de M. Delalleau. *Contrà*, *Mon.*, rapport, séance du 2 fév. 1833. V. *sup.* n. 185 et 308.

« Ces significations et notifications sont faites
« tant par huissier que par tout agent de l'admini-
« nistration, dont les procès-verbaux font foi en
« justice, » Art. 57, §. 2 — au moins jusqu'à
preuve contraire. V. Discours à la Chambre des
Pairs, *Mon.* de 1833, p. 329.

340. *Tout agent...* Le ministère ou l'intervention des agents de l'administration pour faire les significations nécessaires est gratuite. Art. 29, ord., 18 sept. 1833. COTELLE, *Cours de droit administratif*, t. 1^{er}, p. 482. La forme des notifications reste soumise aux dispositions du Code de procédure relatives aux actes d'huissier, et les formalités qu'il prescrit sont, comme on sait, exigées à peine de nullité. C. pr. civ. art. 61. — Cet article 57 est applicable à toute espèce de significations et de notifications faites tant à la diligence de l'administration qu'à la requête des parties intéressées. *Mon.* 5 fév. 1833, discours du rapporteur.

341. Ont qualité pour faire ces significations les gardes du génie (L. 29 mars 1806, art. 2); les portiers-consignes des places de guerre (Décr. 16 sept. 1811, art. 15); les conducteurs des ponts et chaussées et les cantonniers (Décr. 16 déc. 1811, art. 112; ord. 28 juill. 1820); les gardes et agents

forestiers (Cod. forest., art. 176, 177); les agens de la navigation et la gendarmerie (L. 29 flor. an x, art. 2); les gardes champêtres (Cod. instr. crim., art. 9 et 16); les employés des contributions indirectes, des douanes, etc. — *Nec obstat*, à l'égard des gendarmes, un arrêt de cassation, du 3 février 1820, qui a décidé que les procès-verbaux des gendarmes ne faisaient foi ni jusqu'à inscription de faux ni jusqu'à preuve contraire; cet arrêt ayant été rendu en matière de délits de chasse, et pouvant d'ailleurs être balancé par un arrêt contraire de la même Cour du 2 août 1828. La loi du 29 floréal an x (art. 2), et les décrets des 16 décembre 1811 (art. 112) et 18 août 1810, ont reconnu qu'en matière de grande voirie et de police de diligences, les procès-verbaux des gendarmes devaient faire foi jusqu'à preuve contraire. V. aussi ord. du 4 févr. 1820 et arr. cass. des 8 avr. et 26 août 1825. — Le Gouvernement indique ceux de ces agens administratifs auxquels il veut donner le pouvoir de faire les significations.

Quoique les procès-verbaux de ces divers agens ne fassent foi que relativement aux objets de leurs attributions ordinaires, cependant il faut admettre que le caractère d'authenticité attaché à leurs actes ordinaires s'étend à ceux que l'article 57 leur donne pouvoir de signifier.

342. Au reste, les actes et significations faits par les agens de l'administration doivent contenir les mêmes énonciations que ceux faits par huissier.

Ainsi ils contiendront 1°. la date des jour, mois et an ; 2°. les noms ou au moins la qualité de la partie à la requête de laquelle l'acte est fait (C. pr. art. 61 ; DELALLEAU, n. 668) ; 3°. les noms, profession et demeure de la personne à qui la signification est faite (C. pr. art. 61 2°, arg.) ; 4°. la mention de la personne à qui la copie de l'exploit est laissée (*ib.*) ; 5°. les noms et qualités de l'agent qui fait la signification (*ib.*) ; 6°. l'indication de l'objet de la signification, l'énonciation de la nature de l'héritage, la commune, et, autant que possible, la partie de la commune où il est situé, et deux au moins des tenans et aboutissans ; toutefois, s'il s'agit d'un domaine, corps de ferme ou métairie, l'indication de son nom et de sa situation suffira. C. pr., art. 64, arg.

343. Il résulte des articles 15 et 57 combinés de la loi d'expropriation, que les significations se font ordinairement au domicile élu ; mais lorsqu'il n'y en a pas eu de la part de propriétaires qui auraient dans l'arrondissement leur domicile réel, indiqué sur la matrice des rôles, c'est à ce domicile réel, et non à celui des locataires ou fermiers (art. 15, §. 2), — que doivent être faites les significations. DELALLEAU, n. 671. — Si l'agent porteur de la signification ne trouve au domicile indiqué personne à qui la faire, il remet de suite la copie à un voisin, qui signe l'original. Si ce voisin ne peut ou ne veut signer, l'agent remet la copie au maire ou adjoint de la commune, lequel vise l'original, sans

frais. Il fait mention du tout tant sur l'original que sur la copie. C. pr. civ. art. 68, arg.

344. L'article 63 (C. pr.), qui défend de signifier un exploit un jour de fête légale, sans permission du président du tribunal, doit s'appliquer à la procédure d'expropriation. Il y a même raison de le décider. *Ubi eadem ratio, ibi idem jus.*

CHAPITRE XVII.

DROIT DU PROPRIÉTAIRE DE RÉCLAMER LES FONDS ACQUIS
PAR L'ÉTAT.

345. « Si des terrains acquis pour des travaux
« publics ne reçoivent pas cette destination, les
« anciens propriétaires ou leurs ayants-droit peu-
« vent en demander la remise.

« Le prix des terrains rétrocédés est fixé à l'amia-
« ble, et, s'il n'y a pas accord, par le jury, dans
« les formes ci-dessus prescrites. La fixation par le
« jury ne peut, en aucun cas, excéder la somme
« moyennant laquelle les terrains ont été acquis.»
Art. 60. Cette disposition est une dérogation à la
législation plus ancienne. Arr. cons. d'Ét., 16 août
1832. L'État n'est devenu propriétaire de l'im-
meuble exproprié que pour cause d'utilité publi-
que; cette cause ne se réalisant pas, il est naturel
que le propriétaire rentre, s'il le demande, dans
son immeuble, et profite de la plus-value, comme
il en aurait profité s'il n'y avait pas eu de dépos-
session. Ch. Dép. 8 fév. Ch. Pairs, 13 mai 1833.

346. *Les terrains....* bâtis ou non bâtis, cédés
à l'amiable ou expropriés.

Bâtis.... Un député ayant demandé si l'article
s'appliquait aux immeubles acquis par les départe-
mens ou les communes aussi bien qu'à ceux acquis

par l'État, M. le commissaire du Roi répondit affirmativement. Le bénéfice de cet article est invocable contre les concessionnaires. L'article 63 (L. 3 mai) les subroge à l'État pour ses obligations comme pour ses droits.

347. La loi du 3 mai renferme le droit commun en matière d'expropriation pour utilité publique ; ses dispositions s'appliquent donc, en matière de chemins vicinaux (L. 21 mai 1836), au cas prévu par l'article 60.

348. *Leurs ayants-droit....* c'est-à-dire les héritiers ou successeurs à titre particulier. Tel serait l'héritier dans le lot duquel serait tombé le fonds exproprié ; ou le légataire particulier de ce fonds, à l'exclusion de l'héritier, ou du légataire universel. — *A fortiori* l'héritier à titre universel ; il représente le défunt.

349. *Peuvent en demander la remise....* Les anciens propriétaires sont-ils admis d'eux-mêmes à demander cette rétrocession ?

La direction et le plan des travaux peuvent , en effet, avoir été modifiés, et les terrains être restés vacans ; dès lors, si cette circonstance est reconnue, la condition résolutoire de l'aliénation est arrivée ; rien ne fait obstacle à l'usage du réméré. En vain argumenterait-on de l'article 61, qui semble soumettre son exercice à un acte, une publication de l'autorité administrative, car il dépendrait alors du préfet d'annihiler le droit incontestable des anciens propriétaires en ne faisant aucune publication. —

Il suit de là, 1°. que pour exiger la rétrocession, il suffit que les terrains non employés aient été acquis pour les travaux à faire; peu importe que ce soit une modification dans les plans qui les ait rendus inutiles (art. 60 arg.), l'exproprié est étranger à ce fait;—2°. que l'administration ne saurait éluder le droit de réméré en prétendant avoir besoin desdits terrains pour d'autres travaux (*Contra*, DELALLEAU, n. 707), — à moins que ces travaux n'aient déjà été autorisés conformément à la loi du 3 mai. Nous devons dire ici qu'à la Chambre des Députés (séance du 8 fév. 1833), M. le commissaire du Roi et M. le rapporteur prétendirent que la rétrocession ne serait exigible qu'autant que les travaux projetés auraient été abandonnés, et qu'il ne suffisait pas que les terrains n'eussent pas été atteints par les travaux. Nous regardons cette interprétation comme contraire à l'esprit de justice qui doit régner dans la matière d'expropriation, et dangereuse par l'esprit d'arbitraire qu'elle favoriserait.

350. Dans le cas où le fonds aurait, par l'effet seul du temps ou de la nature, augmenté de valeur, l'État ne serait point fondé à en profiter; sans la cause d'utilité publique le propriétaire en eût lui-même bénéficié. *Mon.* 9 fév. 1833, p. 329.

351. Cette demande en reprise des terrains non employés est régulièrement formée et suivie devant les tribunaux ordinaires; mais si avant qu'elle eût été introduite un arrêté du préfet avait disposé

de ces terrains, l'ancien propriétaire serait obligé de se pourvoir devant l'administration supérieure pour faire annuler l'arrêté préfectoral et faire reconnaître son droit. La Cour suprême, en le décidant, s'est fondée sur ce que l'arrêté de cession pris par le préfet était, par rapport à la compétence judiciaire, sinon un obstacle définitif, au moins un obstacle temporaire que le principe de la séparation des pouvoirs obligeait d'attaquer devant l'administration. Cass. 29 mars 1842 (S., 42, 355).

— Mais que devront juger les tribunaux, si l'autorité administrative, sur ce renvoi à elle fait, maintient l'acte d'aliénation? Les tribunaux ne pourront pas sans doute, sans excéder leurs pouvoirs, contredire la décision administrative, et ordonner la remise des terrains. Mais alors la partie ne doit-elle pas être admise à réclamer une indemnité contre l'État, pour le tort que lui cause le défaut de rétrocession à laquelle elle a droit? En cette matière, dit le continuateur de Sirey, on appliquera, par analogie, les principes concernant le pacte de préférence stipulé dans un acte ou promesse de vente, et d'après lesquels l'inexécution d'un tel pacte ne donne aucun droit réel, mais se résout en dommages-intérêts. Nous ajouterons seulement que nous voyons encore ici un abus de pouvoir, et par conséquent un cas de responsabilité ministérielle qui donne lieu, pour la partie expropriée, à se pourvoir devant les Chambres. V. par anal. *Mon.* 10 mars 1841, p. 604.

352. Si l'immeuble, consistant, par exemple, en quatre hectares, avait été, par suite d'une expropriation, réduit à trois, divisés eux-mêmes, peu de temps après, par l'effet d'un partage entre trois héritiers, dans ce cas chacun d'eux pourra exercer séparément son action de réméré, le droit de rachat étant divisible. C. civ. 1669, §. 2. — Cependant l'acquéreur (ici l'État) peut exiger (*ib.* 1670) que tous les cohéritiers soient mis en cause, afin de se concilier entre eux pour la reprise de l'héritage entier, faute de quoi la demande en rétrocession sera repoussée.

Cette fin de non-recevoir est fondée sur ce que le droit de rétention de la part de l'acquéreur est indivisible, qu'il a le droit de retenir la totalité de la chose jusqu'à ce que la totalité du prix lui soit payée (C. civ. 1612, arg.); il est ici à la place du vendeur; puis, le retrayant doit être indemnisé et remis au même état qu'il était avant la demande, ce qui n'aurait pas lieu si le retrait s'effectuait partiellement.

Quant à la conciliation exigée de la part des cohéritiers, le législateur n'a voulu qu'une chose, c'est que, de quelque manière qu'ils s'arrangeassent ensemble, l'action en réméré fût exercée pour la totalité du fonds à racheter. C. civ. 1671, §. 2, arg. Il n'y aura donc défaut de conciliation qu'autant que quelques-uns des héritiers, se refusant à exercer leur part de réméré, leurs consorts reculeraient devant une action excédant leur part. C'est

alors, et seulement alors que naîtrait la fin de non-recevoir. TROPLONG, *de la Vente*, n. 747 et suiv. — Même décision, si au lieu d'un partage après succession, on suppose trois ventes; les acquéreurs sont les ayants-droit de l'ancien propriétaire (art. 60). — Dans ces précédens cas, les frais de mise en cause des consorts doivent être avancés par le retrayant, car ce n'est pas à l'État acquéreur à les appeler. TROPLONG, *ib.*, n. 752; DURANTON, t. XVI, n. 416.

353. Ce droit de réméré s'applique également aux terrains qui, acquis avant le 7 juillet 1833, n'auraient pas reçu la destination projetée. C'est ce qu'indique l'article 1^{er} de l'ordonnance du 22 mars 1835, par ces mots : *Les terrains.... qui n'auraient pas reçu ou ne recevraient pas....*

« Un avis, publié de la manière indiquée en
« l'article 6, fait connaître les terrains que l'admi-
« nistration est dans le cas de revendre. Dans les
« trois mois de cette publication, les anciens pro-
« priétaires, qui veulent réacquérir la propriété
« desdits terrains, sont tenus de le déclarer; et,
« dans le mois de la fixation du prix, soit amiable,
« soit judiciaire, ils doivent passer le contrat de
« rachat, et payer le prix; le tout à peine de dé-
« chéance du privilège que leur accorde l'article
« précédent. » Art. 61. V. n. 345.

354. Il n'a point été fixé de délai dans lequel l'administration fût tenue de publier cet avis. L'époque à laquelle elle reconnaîtra que les fonds expropriés

lui sont inutiles dépend de circonstances qu'on ne peut prévoir ni préciser.

355. L'action de rétrocession est soumise à la prescription ordinaire, laquelle ne court qu'à partir de l'achèvement des travaux; à cette époque seulement est né l'exercice du droit de réméré (art. 60, arg.).

356. *Dans les trois mois....* Afin que ce délai profite tout entier aux parties, ou pour éviter des contestations de la part de ceux qui prétendraient avoir droit à la rétrocession, l'administration des domaines fera sagement d'attendre, pour revendre, l'expiration entière des trois mois. V. 358.

357. *De le déclarer....* La déclaration que l'on entend exercer le réméré est faite ou par notification d'huissier (ord. 18 sept. 1833, art. 2, 8°; V. chap. XXIII), ou par tout autre mode qui en instruit l'administration. L'article 61 ne prescrit, à cet égard, aucune forme obligatoire.

Soit judiciaire.... C'est-à-dire par la voie du jury.

358. Pour opérer cette rétrocession, dit l'ordonnance du 22 mars 1835, « les terrains ou portion de terrains acquis pour utilité publique, qui « n'auraient pas reçu ou ne recevraient pas cette « destination, seront remis à l'administration des « domaines pour être rétrocédés, s'il y a lieu, « conformément aux articles 60 et 61 de la loi « du 7 juillet 1833 (maintenant du 3 mai 1841). « Le contrat de rétrocession sera passé devant le

« préfet du département ou devant le sous-préfet,
 « sur la délégation du préfet, en présence et avec
 « le concours d'un préposé de l'administration des
 « domaines et d'un agent du ministère pour le
 « compte duquel l'acquisition des terrains aurait
 « été faite. Le prix de la rétrocession sera versé
 « dans les caisses du domaine. Si les anciens pro-
 « priétaires ou leurs ayants-droit encourent la dé-
 « chéance du privilège qui leur est accordé par les
 « articles 60 et 61 de la loi du 7 juillet (3 mai),
 « les terrains seront aliénés dans la forme tracée
 « pour l'aliénation des biens de l'État, à la dili-
 « gence de l'administration des domaines. » —
 Cette ordonnance du 22 mars 1835 s'applique aux
 parties d'anciennes routes qu'on abandonne pour
 suivre des tracés nouveaux. Quelle que soit l'époque
 de l'acquisition des terrains dépendant d'une route
 ou d'une partie de route délaissée, ces terrains
 doivent être remis à l'administration des domaines ;
 il n'est plus possible désormais de les céder à titre
 d'échange, et les experts de l'administration ne
 doivent plus les comprendre dans leurs procès-
 verbaux d'estimation. *Circul. dir. gén. ponts et*
chaussées, 17 août 1835 ; L. 24 mai 1842, art. 3.
 — Mais cette disposition ne s'étend pas au cas où,
 par suite de l'alignement qui lui est donné, le pro-
 priétaire riverain d'une route réunit à son propre
 fonds une portion de terrain dépendant du domaine
 public. La cession est alors une conséquence de
 l'acte qui détermine l'alignement des construc-

tions, acte qui est dans les attributions de l'administration des ponts et chaussées. Il a été convenu à cet égard, entre le ministre de l'intérieur et celui des finances, 1°. que les opérations relatives aux cessions de terrains, dans le cas dont il s'agit, seraient suivies par les soins et la diligence des ingénieurs des ponts et chaussées; 2°. que les cessions seraient réalisées devant le préfet, en présence du directeur des domaines ou de son délégué, et qu'une expédition de l'acte de vente serait remise à ce dernier, qui restera chargé de suivre le recouvrement du prix dans les caisses de l'État. *Même circul.* — Les arrêtés du préfet feront donc mention de la présence et de l'avis du directeur des domaines ou de son délégué. Expédition de ces arrêtés est transmise au directeur-général, pour que la cession soit soumise à l'approbation du ministre de l'intérieur. DELALLEAU, n. 718.

359. L'acte de rétrocession est visé pour timbre et enregistré gratis. Cet acte est *fait en vertu de la présente loi*. Art. 58.

360. « Les dispositions des articles 60 et 61 ne
« sont pas applicables aux terrains qui auront été
« acquis sur la réquisition du propriétaire, en vertu
« de l'article 50, et qui resteraient disponibles
« après l'exécution des travaux. » Art. 62. Ces terrains n'étaient pas destinés aux travaux projetés. — Mais si par suite de l'abandon des travaux ou d'un changement dans le plan, il était reconnu qu'aucune partie d'un fonds acquis en entier, con-

formément à l'article 60, n'était nécessaire à l'État, le propriétaire aurait droit à la rétrocession de la totalité de son immeuble. Car il n'a cédé le tout que parce qu'il a cru la partie nécessaire.

CHAPITRE XVIII.

DES CONCESSIONNAIRES.

La concession par l'État est l'acte par lequel il confie à une ou plusieurs personnes la confection de travaux, moyennant certains avantages qu'il leur attribue, et à la charge par elles de se conformer aux conditions qu'il leur impose.

361. « Les concessionnaires des travaux publics « exercent tous les droits conférés à l'administra-
« tion, et sont soumis à toutes les obligations qui
« lui sont imposées par la présente loi. » Art. 63.
— Ce principe repose sur ce que ce n'est pas dans l'intérêt du concessionnaire, mais dans celui de l'utilité publique que l'expropriation a lieu. — Mais il faut que ceux qui se prétendent concessionnaires aient été reconnus tels par l'autorité administrative. A cet égard, il a été jugé que lorsque l'autorité administrative a déclaré que le concessionnaire a rempli les conditions de sa concession, consistant notamment dans la justification de la constitution d'un fonds social, l'autorité judiciaire est incompétente pour réformer une telle déclaration ; c'est à l'administration d'interpréter le sens des actes ou contrats administratifs. L. 28 pluv. an VIII, art 4 ; Cass., 6 janv. 1836 (S., 36, 5).

362. *Ils exercent tous les droits....* Ils jouiront donc du bénéfice de l'article 58 du décret adminis-

trafic de l'enregistrement du 18 juillet 1834 (DALL., 1835, p. 62); c'est-à-dire de la dispense des droits de timbre et d'enregistrement. — Observons à cet égard, que pour qu'une compagnie concessionnaire jouisse du bénéfice de l'article 58, il ne lui suffit pas d'invoquer la loi ou l'ordonnance déclarative d'utilité publique, il faut encore que les terrains, de l'acquisition desquels il s'agit, soient compris dans l'arrêté pris par le préfet en vertu de l'article 11 de la loi du 3 mai. Cette compagnie ne serait point dispensée des droits de timbre et d'enregistrement des contrats d'acquisition des terrains qu'elle achèterait d'ailleurs sous prétexte d'exécution des travaux concédés, et pour lesquels elle ne pourrait agir pour cause d'utilité publique.

Toutefois, les concessionnaires n'exercent les droits de l'État, que sous certaines modifications.

Ainsi, dans le cas de l'article 4, le Gouvernement désigne un ingénieur pour surveiller les plans dressés par celui des concessionnaires, afin que les travaux soient exécutés dans la direction la plus avantageuse au bien public; c'est ce même ingénieur qui fait partie de la commission (art. 8) et non celui des concessionnaires; il ne saurait être juge de son propre travail; DELALLEAU, n. 773. — Le préfet transmet le plan parcellaire dressé par l'ingénieur du concessionnaire au directeur des contributions directes, pour qu'il fasse vérifier si les propriétaires des différens immeubles y sont exactement mentionnés, tels qu'ils sont inscrits

sur la matrice des rôles, ainsi que le prescrit l'article 5, — et il ne soumet le plan au ministre qu'après qu'il a été vérifié et approuvé par l'ingénieur chargé par l'État de la surveillance des travaux. — Mais c'est à la diligence des concessionnaires qu'ont lieu les publications, affiches et insertions exigées par l'article 6 (DELALLEAU, n. 771 et 772), ainsi que celles exigées par l'article 15 et relatives au jugement d'expropriation. — Du reste, les concessionnaires profitent comme l'État du bénéfice des dispositions exceptionnelles des articles 16, 17, 18 et 19 de la loi du 3 mai sur les effets du jugement d'expropriation et sur la purge des privilèges et des hypothèques (art. 63, arg.).

363. Observons qu'ils ne sont subrogés de plein droit à l'État que dans les droits conférés par la loi d'expropriation, et non dans ceux qu'il tiendrait d'autres lois. Ainsi les concessionnaires ne peuvent charger les procureurs du Roi de la défense de leurs intérêts devant les cours et tribunaux. DELALLEAU, n. 768. D'où il suit que ce n'est pas le procureur du Roi qui requiert le tribunal de prononcer l'expropriation réclamée par les concessionnaires; elle est demandée par eux-mêmes au moyen d'une requête signée d'un avoué, et présentée au tribunal. L'article 63 ne déroge point ici au droit commun, dans lequel rentrent les concessionnaires; ce droit de provoquer l'expropriation en leur nom personnel leur demeure toujours, bien encore qu'ils aient mis en société le privilège

de la concession. Cette circonstance n'altère en rien leur qualité de subrogés aux droits de l'administration. Cass. 6 janv. 1836 (S., 36, 5).

Quand il s'agira de faire connaître l'époque à laquelle il sera nécessaire de prendre possession des propriétés (art. 11), le préfet devra généralement adopter celle qu'auront indiquée les concessionnaires; ils savent mieux que personne quel est le temps le plus opportun pour le commencement des travaux. DELALLEAU, n. 774. — Remarquons que, dans les cas où les préfets agissent comme fonctionnaires publics, l'existence de concessions ne change rien à leurs attributions; mais dans ceux où ils se présenteraient comme agens d'une administration publique, ce seront les concessionnaires qui agiront alors pour eux-mêmes à la place du préfet. C'est ainsi, par exemple, que les notifications et significations aux propriétaires se feront à la requête des concessionnaires.

364. Les préfets ont la faculté de prêter leur ministère aux concessionnaires qui voudraient passer des contrats dans la forme administrative (art. 56 et 63 comb.; *Mon.* 14 mai 1833, p. 1352); mais ils n'y sont réellement pas obligés. L'État, que représente le préfet, est, par le fait de la concession, devenu étranger aux acquisitions faites par les concessionnaires. — De même, ils peuvent se servir, pour les notifications exigées par la loi, des agens de l'administration (art. 63, arg.), si toutefois ceux-ci en ont obtenu la permission de

leurs supérieurs. DELALLEAU, n. 784. — Dans ce cas, ces notifications sont opérées gratuitement. Ord. 18 sept. 1833, art. 29; et art. 63 arg.

365. C'est en leur nom que les concessionnaires forment le pourvoi en cassation, et en développent les motifs, de même qu'ils y défendent s'il intervient contre eux.

366. Comme soumis à toutes les obligations imposées à l'État par la loi du 3 mai (art. 63), les concessionnaires sont débiteurs personnels de l'indemnité fixée. — Pour en obtenir la fixation, les concessionnaires font, conformément aux articles 23, 24 et suivans, des offres aux ayants-droit, et si les parties ne s'accordent pas, ils s'adressent, non à la Cour royale ou au tribunal du chef-lieu judiciaire, mais au préfet (art. 55 arg., et Ord. 18 septembre 1833, art. 1^{er}, n. 10), qui réunit toutes les affaires d'indemnités qui doivent être jugées dans un même arrondissement, et demande à l'autorité judiciaire compétente la formation d'un seul jury pour prononcer sur toutes ces affaires. DELALLEAU, n. 781. — Réciproquement la demande en fixation de l'indemnité est directement formée contre les concessionnaires, et transmise ensuite au préfet.

Ils sont également tenus de rétrocéder aux anciens propriétaires qui les réclament (art. 60 et 63, V. chap. xvii), les terrains expropriés et non employés aux travaux.

367. La loi du 3 mai est une loi d'ordre public, et

conséquemment les articles d'un traité de concession ne peuvent déroger aux dispositions de cette loi. V. *procès-verbal de la Chambre des Députés*. C'est par erreur de rédaction que le *Moniteur* énonce qu'un amendement proposé à ce sujet a été adopté.

CHAPITRE XIX.

DISPOSITIONS EXCEPTIONNELLES.

368. « Lorsqu'il y aura urgence de prendre possession des terrains non bâtis qui sont soumis à l'expropriation, l'urgence sera spécialement déclarée par une ordonnance royale. » Art. 65.

369. *L'urgence....* Il n'est pas nécessaire qu'il y ait force majeure : l'urgence peut naître soit de circonstances imprévues qui se manifestent ou en cours d'exécution des travaux, ou même avant leur entreprise. — Il résulte des explications données à la Chambre des Pairs par M. le commissaire du Roi, que l'ordonnance déclarative d'urgence peut être rendue avant le jugement d'expropriation. « C'est, dit-il, une mesure prise non en vue de tel ou tel propriétaire, mais dans la vue seule de la nature et du degré d'urgence des travaux. L'administration provoquera l'ordonnance royale pendant l'accomplissement des formalités qui précèdent le jugement d'expropriation. Les deux instructions seront parallèles ; les délais ne s'ajouteront pas, et si l'ordonnance royale intervient avant le jugement, il est entendu, il est stipulé, il est écrit dans la loi (art. 66), qu'on n'en fera usage qu'après le jugement d'expropriation. » *Mon.* 25 avr. 1841, p. 1108.

370. « En ce cas, après le jugement d'expropria-

« tion, l'ordonnance qui déclare l'urgence, et le
 « jugement seront notifiés, conformément à l'ar-
 « ticle 15, aux propriétaires et aux détenteurs
 « avec assignation devant le tribunal civil. L'assi-
 « gnation sera donnée à trois jours au moins ; elle
 « énoncera la somme offerte par l'administration. »
 Art. 66. — Il ne résulte pas de cet article que l'or-
 donnance royale est nécessairement rendue après
 le jugement d'expropriation, mais seulement qu'elle
 ne doit recevoir son exécution qu'après le juge-
 ment d'expropriation.

371, « Au jour fixé, le propriétaire et les déten-
 « teurs seront tenus de déclarer la somme dont ils
 « demandent la consignation avant l'envoi en pos-
 « session. — Faute par eux de comparaître, il sera
 « procédé en leur absence. » Art. 67.

372. « Le tribunal fixe le montant de la somme à
 « consigner. — Il peut se transporter sur les lieux,
 « ou commettre un juge pour visiter les terrains,
 « recueillir tous les renseignemens propres à en
 « déterminer la valeur, et en dresser, s'il y a lieu,
 « un procès-verbal descriptif. Cette opération de-
 « vra être terminée dans les cinq jours, à dater
 « du jugement qui l'aura ordonnée.

« Dans les trois jours de la remise de ce procès-
 « verbal au greffe, le tribunal déterminera la
 « somme à consigner. » Art. 68.

Commettre un juge.... même le juge de paix de
 la localité, dans le cas où le tribunal en serait très-
 éloigné. Ce cas demeure réglé par l'article 1035 du

Code de procédure civile. *Mon.* 10 mars 1841, p. 603.

373. « La consignation doit comprendre, outre
« le principal, la somme nécessaire pour assurer
« pendant deux ans le paiement des intérêts à cinq
« pour cent. » Art. 69.

374. « Sur le vu du procès-verbal de consignation, et sur une nouvelle assignation à deux
« jours de délai au moins, le président ordonne la
« prise de possession. » Art. 70.

375. « Le jugement du tribunal et l'ordonnance
« du président sont exécutoires sur minute, et ne
« peuvent être attaqués par opposition ni par appel. » Art. 71.

Ni par appel... Mais non par pourvoi en cassation, la commission a retranché ces mots du projet. Il eût été exorbitant d'interdire le pourvoi contre une ordonnance de prise de possession. Ce pourvoi n'étant jamais suspensif, l'exécution des travaux ne pouvait en souffrir. Ch. Députés, *Mon.* 10 mars 1841, p. 603.

376. « Le président taxera les dépens qui seront
« supportés par l'administration. » Art. 72.

377. « Après la prise de possession, il sera, à la
« poursuite de la partie la plus diligente, procédé
« à la fixation définitive de l'indemnité en exécution du titre IV de la présente loi. » Art. 73.

378. « Si cette fixation est supérieure à la somme
« qui a été déterminée par le tribunal, le supplément doit être consigné dans la quinzaine de la

« notification de la décision du jury, et, à défaut, « le propriétaire peut s'opposer à la continuation « des travaux. » Art. 74.

379. Les dispositions précédentes forment l'innovation importante que le législateur a apportée à la loi de 1833; elles s'appliquent à toutes les espèces de travaux, militaires, de la marine ou civils (art. 75 arg., n. 380 et 381). On verra à la discussion ce qui a été dit aux Chambres sur cette innovation. Les dispositions qui vont suivre sont purement transitoires.

380. « Les formalités prescrites par les titres I et II de la présente loi ne sont applicables ni aux « travaux militaires ni aux travaux de la marine « royale. » Art. 75. — C'est suffisamment exprimer que les autres dispositions de cette loi leur restent communes *Contra*, M. TARBÉ DE VAUXCLAIRS, *Dict. des travaux publics*. — Le but de cette exception a été de dispenser de l'enquête administrative qui doit précéder l'adoption des travaux; de l'arrêté du préfet, qui désigne les localités ou territoires; de l'enquête particulière établie par l'article 9, et de l'arrêté du préfet qui détermine les propriétés cessibles. — Mais, même avant la loi du 7 juillet 1833 (maintenant du 3 mai 1841), le ministre de la guerre ne pouvait disposer d'une propriété appartenant à une ville qu'en vertu d'un traité amiable ou par voie d'expropriation. Av. cons. d'Ét. 26 août 1818. (S., t. IV, p. 431). — Aussi, quoique la disposition prononçant que l'expropriation pour

cause d'utilité publique s'opère par la voie de justice (art. 1^{er}) appartienne au titre I^{er}, déclaré par l'article 75 non applicable aux travaux militaires et de la marine, on aurait tort d'en conclure que l'expropriation pour ces travaux ne s'opère point judiciairement. Le législateur, en excluant ici l'application des formalités prescrites par les titres I et II, n'a pas entendu supprimer le principe qui domine la loi du 3 mai 1841. C'est ce que démontre le maintien des articles 13 et suivans du titre III, relatifs à l'expropriation judiciaire. Réciproquement, bien que l'article 21, §. 2, ne soit pas compris parmi les dispositions déclarées par l'article 75 inapplicables aux travaux militaires et à ceux de la marine, il est cependant inexécutable; car l'avertissement dont il parle était ordonné par l'article 6, qui est du nombre des dispositions inapplicables aux travaux dont il s'agit.

384. « Pour ces travaux, une ordonnance royale « détermine les terrains qui sont soumis à l'expro-
« priation. » Art. 75, §. 2.

De l'article 75 résulte, 1°. que les dispositions concernant l'expropriation par jugement desdits terrains, le règlement des indemnités, la formation du jury, son mode de procéder, la fixation des indemnités, leur paiement ainsi que les dispositions diverses remplissant les titres VI et VII, sont applicables aux *travaux militaires* et aux *travaux de la marine*; 2°. que, quelle que soit l'importance des travaux, une ordonnance royale est la seule

pièce nécessaire à représenter au tribunal, ce qui constitue une dérogation à l'article 2. Cette ordonnance, qui détermine les terrains à exproprier (art. 75), est rendue sur un plan dressé par les ingénieurs militaires, et ne fait, avec ce plan, qu'une seule et même chose; par conséquent il n'est pas indispensable que l'ordonnance royale désigne littéralement les terrains soumis à l'expropriation. Cass. 22 déc. 1834 (S., 35, 172). *Secus*, si le plan n'y est pas joint. — L'ordonnance énoncera de plus, 1°. les noms de chaque propriétaire, tels qu'ils sont inscrits sur la matrice des rôles (art. 15); — 2°. la nature et la contenance de chaque parcelle; sans cette désignation dans l'ordonnance, elle ne pourrait se trouver dans le jugement du tribunal, ni par suite dans l'extrait de ce jugement notifié aux propriétaires, et ceux-ci ignoreraient l'étendue de terrains dont l'État réclame la cession; — 3°. l'époque à laquelle il sera pris possession des propriétés. Cette indication est nécessaire à l'exproprié. — Si l'ordonnance ne contenait pas ces différentes mentions, le préfet pourrait y suppléer par un arrêté (art. 11, arg). DELALLEAU, n. 793.

382. Les poursuites d'expropriation pour travaux de la marine royale sont valablement faites à la requête du préfet maritime, au lieu du préfet de département. *Nec obstat* l'article 11, qui donne qualité, à cet égard, au préfet civil; il est inapplicable à l'espèce, comme appartenant au

titre II de la loi (art. 75). V. dans ce sens Cass. 22 déc. 1834 (S., 35, 172). — Le préfet transmet au procureur du Roi l'ordonnance qui désigne les terrains nécessaires aux travaux. Sur le vu de cette ordonnance, celui-ci requiert l'expropriation que le tribunal prononce, en déléguant, par le même jugement, un de ses membres pour remplir les fonctions de magistrat-directeur du jury, conformément à l'article 14.

Il a été jugé que, même en matière de travaux militaires ou maritimes, il n'était pas nécessaire que la partie expropriée eût été appelée pour que le tribunal prononçât l'expropriation. La partie a eu connaissance de l'ordonnance royale et du plan y annexé, ainsi que des offres amiables qui lui ont été faites en vertu de l'article 13, applicable aux travaux militaires ou maritimes. Cass. 22 déc. 1834 (S., 35, 172).

383. « L'expropriation ou l'occupation temporaire, en cas d'urgence, des propriétés privées qui seront jugées nécessaires pour des travaux de fortifications, continueront d'avoir lieu, conformément aux dispositions prescrites par la loi du 30 mars 1831. » Art. 76, §. 1. V. chap. xxii.

« Toutefois, lorsque les propriétaires ou autres intéressés n'auront pas accepté les offres de l'administration, le règlement définitif des indemnités aura lieu conformément aux dispositions du titre IV de la présente loi. » Art. 76, §. 2.

384. « Sont également applicables aux expropria-

« tions poursuivies, en vertu de la loi du 30 mars 1831, les articles 16, 17, 18, 19 et 20, ainsi que le « titre VI de la présente loi. » Art. 76, §. 3. L'article 19 se trouve ici compris dans l'énumération, il ne l'était point dans l'ancienne loi de 1833.

385. La loi d'expropriation n'offre point de moyen pour se faire indemniser, au propriétaire dont le fonds a été pris pour des travaux ordonnés par une ordonnance royale déclarative d'urgence, et pour lesquels les Chambres refusent le crédit demandé. « C'est ici, a dit M. le Rapporteur, un abus de pouvoir et un cas de responsabilité ministérielle. L'exproprié n'a que le droit « de se pourvoir devant les Chambres pour le paiement de son indemnité. » *Mon.* 10 mars 1841, p. 604.

CHAPITRE XX.

DISPOSITION FINALE DE LA LOI DU 3 MAI 1841.

386. « Les lois des 8 mars 1810 et 7 juillet 1833 « sont abrogées. » Art. 77. — Par conséquent les dispositions de la loi du 3 mai 1841 seront appliquées dans tous les cas où les lois se réfèrent à celles du 8 mars ou du 7 juillet. — La loi du 8 mars 1810 avait déclaré (art. 27) abrogées les dispositions de celles du 16 septembre 1807 qu'elle avait modifiées. De là il ne faut pas induire que la première, étant à son tour abrogée par la loi nouvelle, les dispositions de la loi du 16 septembre doivent revivre. Il n'en est pas ainsi, une loi abrogée, l'est irrévocablement, et le législateur ne peut la faire revivre qu'en la renouvelant. La loi du 16 septembre demeure donc abrogée, mais seulement dans les dispositions auxquelles la loi de 1810 avait dérogé. *Ch. Dép.* 9 fév. 1833.

De l'abrogation de la loi de 1810, et de son remplacement par celle du 3 mai 1841, il résulte que les indemnités qui, à l'époque de cette abrogation (le 7 juill. 1833) par la loi de cette date (art. 67), n'auraient pas encore aujourd'hui été réglées, devront être fixées par le jury d'expropriation et non par le tribunal; mais en tant seulement qu'il s'agira d'expropriation pour cause d'utilité publique;

car en matière de mines ou de dessèchement de marais, le jury reste incompétent; l'indemnité continue à être réglée conformément aux lois du 16 septembre 1807 et 21 avril 1810, c'est-à-dire administrativement. *Contra*, FAVARD DE LANGLADE, v° *Exprop. p. util. publ.* n. 15, et CORMENIN *Quest. de dr. adm.*, t. II, p. 388.

387. La loi du 3 mai 1841 laisse, comme on voit, subsister le décret du 18 août 1810, qui dispose que les travaux ordonnés et non achevés antérieurement au 8 mars 1810, seront exécutés conformément à la loi du 16 septembre 1807. — Il en est de même des travaux *repris* en vertu d'un décret postérieur à la loi du 8 mars, pourvu que les plans en aient été approuvés antérieurement; ce sera l'autorité administrative, qui, dans tous ces cas, règlera l'indemnité d'après la loi de 1807. C'est ce qu'a décidé la jurisprudence constante du conseil d'État. V. arr. 12 avr. et 22 nov. 1829 (Mac., t. II, p. 135 et 435).

388. La loi du 7 juillet étant abrogée, et remplacée par celle du 3 mai, c'est à cette dernière qu'il faudra désormais recourir chaque fois qu'une disposition légale renverra à la loi du 7 juillet; et c'est pour donner plus de facilité dans la recherche des articles de la loi du 3 mai qu'ils ont été placés dans le même ordre, de façon que les diverses dispositions de la loi du 3 mai correspondent à celles de la loi de 1833 qui portent le même numéro.

389. « On demandait, dit M. Martin dans son
« rapport (*Mon.* 26 janv. 1833), que la loi s'oc-
« cupât des alignemens des rues, de la cession par-
« tielle ou totale des bâtimens qui y sont élevés,
« de l'extraction des matériaux dans les propriétés
« voisines des travaux en construction, de l'occu-
« pation temporaire des terrains pour le dépôt soit
« des matériaux, soit des terres extraites, etc.
« Nous n'avons pas cru devoir vous soumettre au-
« cune proposition sous aucun de ces rapports.
« Déjà ces matières sont réglées par la législation.
« Elle doit continuer à les régir jusqu'à ce que des
« dispositions nouvelles viennent la modifier. »

CHAPITRE XXI.

DE LA LOI DU 3 MAI, PAR RAPPORT A CERTAINES LÉGISLATIONS.

390. Les formes à suivre en cas d'ouverture, d'élargissement ou de redressement de chemins vicinaux précédemment réglées par la loi du 28 juillet 1824 (art. 10), de concert avec la loi du 8 mars 1810, le sont aujourd'hui par la loi du 3 mai 1841, sauf les modifications qu'y a apportées celle du 21 mai 1836, spéciale à la matière des chemins vicinaux. 2 Cass. 21 août 1838; 25 mars et 9 juill. 1839 (38, 784 et 975; 39, 403 et 792). — Ainsi pour ces travaux, quelle que soit la longueur des chemins vicinaux, une loi ou une ordonnance royale ne sont plus nécessaires pour les autoriser; un simple arrêté du préfet suffit. L. 21 mai 1836, art. 16. — Cet arrêté du préfet n'est pas précédé de l'enquête administrative. Cela résulte de l'expression *simple arrêté* et du rejet, par la Chambre, d'un amendement ayant pour objet de faire précéder cet arrêté de l'enquête prescrite par la loi du 3 mai 1841. — Si cet arrêté du préfet ne porte que sur la reconnaissance ou la fixation de la largeur d'un chemin vicinal, il attribue définitivement au chemin le sol compris dans les limites qu'il détermine; un jugement d'expropriation n'est pas nécessaire (L. 21 mai 1836, art. 15). Dans ce cas, le droit des propriétaires riverains dépossédés se résout en une

indemnité réglée à l'amiable, ou par le juge de paix du canton sur le rapport d'experts nommés conformément à l'article 17 (*ib.* art. 15, §. 2 *ib.*).— L'arrêté a-t-il au contraire pour objet une ouverture ou un redressement d'un chemin vicinal, nécessitant une expropriation? On suit, pour y arriver les règles tracées par la loi du 3 mai 1841, sauf les modifications qu'y a apportées l'article 16, §. 2, de la loi du 21 mai 1836; cette dernière n'a point, annihilé celle du 7 juillet (aujourd'hui du 3 mai), qui est fondamentale et de droit commun en matière d'expropriation et à laquelle même elle se réfère dans ce même article. Cela est si vrai, que la Chambre, dans la discussion de la loi de 1836, a rejeté, comme superflu, un amendement portant que « seraient observées au surplus les autres dispositions de la loi du 7 juillet (3 mai). » On n'a donc entendu déroger en rien aux garanties qu'elle a établies. L. 3 mai 1841, art. 2. Cass., 21 août 1838; 25 mars 1839 (S., 38, 784 et 975; 39, 403). Cass. 9 juill. 1839 (S., 39, 792).

M. Cotelie, dans son *Cours de droit administratif*, t. 1, est d'avis que dans le cas où l'État, pour l'agrandissement d'une route, n'aurait besoin que de quelques parcelles de terrain, ce serait le cas d'appliquer simplement la loi du 21 mai 1836 (art. 16), qui autorise les préfets à déclarer l'utilité des travaux à effectuer pour la confection des chemins vicinaux, pourvu que l'estimation des terrains à acquérir ne dépasse pas 5000 fr., suivant l'ordon-

nance du 10 mai 1829. Cette manière de procéder, plus expéditive sans doute, nous paraît illégale et dépasser les pouvoirs du préfet; la loi de 1836 ne concerne que les chemins vicinaux et non les grandes routes, et l'ordonnance citée n'a pour objet que le mode d'adjudication des travaux des ponts et chaussées ainsi que la distribution des fonds qui y sont affectés.

391. Par application des principes ci-dessus exposés, l'expropriation ne sera prononcée par le tribunal qu'après qu'une commission spéciale aura été nommée à l'effet d'entendre les parties intéressées et de dresser procès-verbal de leurs observations, et lorsque ce procès-verbal aura été déposé au secrétariat de la préfecture, en conformité des articles 8, 9 et 10 de la loi du 3 mai 1841. Cass., 21 août 1838 (S., 38, 784). Cass., 9 juillet 1839 (S., 39, 792).

392. Il a été jugé 1°. que l'expropriation requise pour l'ouverture ou le redressement d'un chemin vicinal intéressant plusieurs communes ou cantons, par le préfet du département, n'est pas réputée avoir lieu dans un intérêt purement communal : dès lors cette expropriation reste assujettie à l'accomplissement des formalités prescrites par les articles 8, 9 et 10 de la loi du 3 mai 1841 (*ib.*, art. 12). Cass., 21 août 1838; 9 juill. 1839 (S., 38, 784; 39, 792). V. n. 63. — 2°. Que l'expropriation ne peut être prononcée qu'après que l'exproprié a été mis en état de fournir ses contredits, sui-

vant la règle contenue au titre II (L. 3 mai 1841), et que lorsque les pièces constatant l'accomplissement des formalités prescrites ont été remises au tribunal chargé de prononcer l'expropriation. Cass. 25 mars 1839 (S., 39, 403). — Il a même été reconnu par le tribunal de Lure (S., 39, p. 792) que le défaut d'affiches à la porte de l'église, de l'avertissement prescrit par l'article 6 (L. 3 mai), le défaut d'insertion de cet avertissement dans l'un des journaux de l'arrondissement, en outre de celle au journal du chef lieu du département (*ib.*), le défaut du dépôt pendant huit jours du plan des propriétés à exproprier (art. 5 et 6, *ib.*), rendaient non recevable la demande en expropriation.

Il est vrai que le premier arrêt de cassation intervenu sur l'expropriation en matière de chemins vicinaux avait, contrairement à ces principes, jugé que l'expropriation n'était soumise qu'aux formes spéciales tracées par l'article 16 (L. 21 mai 1836), et par suite qu'il suffisait, pour que les tribunaux fussent tenus de prononcer l'expropriation, de la production d'un arrêté du préfet autorisant les travaux, sans qu'il fallût y joindre la production des pièces constatant l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 2 (T. I), et par le titre II. L. 3 mai. Cass. 23 avr. 1838 (S., 38, 458). GARNIER, *Comment.* sur l'art. 16, L. 21 mai 1836. On voit donc qu'il y a eu depuis, sur ce point, un véritable retour de jurisprudence.

393. Le recours formé contre un arrêté du

préfet qui ordonne l'ouverture ou le redressement d'un chemin vicinal, en le supposant recevable de sa nature, n'est pas suspensif. V. chap. VII. Par conséquent, les tribunaux doivent, nonobstant le recours, passer outre à l'expropriation. L'arrêté tient la place et produit les effets d'une ordonnance royale ou de la loi qui déclare l'utilité publique. D'ailleurs le recours contre les actes de l'autorité administrative n'empêche point leur exécution par provision, à moins qu'il n'y ait été sursis par l'autorité compétente; la loi du 21 mai 1836 n'a point dérogé à ce principe. Cass. 27 mars 1839 (S., 39, 404).

394. Les concessions de mines, c'est-à-dire l'expropriation, non de la superficie, mais de ce qu'on nomme le *tréfonds*, ne sont pas soumises aux principes de la loi du 3 mai 1841. En effet, postérieurement à la loi du 8 mars 1810, qui portait qu'à l'avenir l'expropriation pour cause d'utilité publique serait prononcée par voie de jugement, la loi du 21 avril de la même année, prononça que la concession d'une mine résultait d'une ordonnance royale, sans en soumettre l'exécution à l'intervention de l'autorité judiciaire. Cette dérogation au principe consacré par le législateur du 8 mars 1810 parut devoir se maintenir comme exception à la loi du 3 mai. L'intention du législateur s'est manifestement déclarée. DELALLEAU, n. 866. Observons que l'indemnité due au propriétaire pour le tréfonds de son terrain est fixée par l'ordonnance de

concession (L. 21 avr. 1810, art. 5, 6 et 42, comb., arg.), ladite ordonnance délibérée en conseil d'État (*ib.*, art. 5); la fixation des indemnités en matière d'expropriation des mines exige des connaissances particulières, le plus souvent étrangères aux jurés. — Mais lorsque l'occupation des terrains pour la recherche des mines oblige les concessionnaires à les acquérir (L. 21 avr. 1810, art. 44), ou lorsque l'exploitation elle-même de la mine nécessite l'acquisition de certains terrains, dans ces deux cas, l'utilité publique étant la cause de ces aliénations, l'indemnité sera fixée par le jury conformément à la loi du 3 mai 1841. Arr. cons. d'État, 8 avril 1831 (DEL., p. 141). — Dans le premier cas, le terrain à acquérir sera toujours payé le double de la valeur que le jury estimera qu'il avait avant l'exploitation de la mine. L. 21 avr. 1810, art. 44, §. 2.

395. L'évaluation de l'indemnité d'expropriation pour cause d'alignement, successivement soumise à la loi du 16 septembre 1807 et à celle du 8 mars 1810, est aujourd'hui déterminée conformément à la loi du 3 mai 1841 (V. n. 386), c'est-à-dire fixée par le jury spécial. L. 3 mai, art. 77, arg., *Mon.* 10 fév. 1833, p. 339; *Circ. min. intér.*, 23 août 1841; avis du cons. d'État, 1^{er} avr. 1841. — L'intervention du jury en cette matière, une fois reconnue en principe, il s'ensuit que les ordonnances approbatives des plans d'alignement sont assimilés aux ordonnances ou aux

lois déclaratives d'utilité publique. Toutefois, comme les premières ne sont point précédées de l'enquête exigée en matière d'expropriation (L. 3 mai 1841, art. 3), mais simplement d'une information établie selon les prescriptions d'une circulaire ministérielle du 29 octobre 1812, dépourvue du caractère de règlement d'administration publique, il devenait nécessaire de rendre uniformes les deux procédures; en conséquence, la circulaire du 23 août 1841 décida, en abrogeant celle du 29 octobre, que toutes les fois qu'un préfet aurait à provoquer l'approbation d'un plan d'alignement, il commencerait par établir une enquête spéciale, tant en vertu de l'ordonnance royale du 23 août 1835, que conformément aux instructions ministérielles du 21 septembre de la même année. Par là les plans d'alignement approuvés auront acquis la valeur des ordonnances royales déclaratives d'utilité publique.—Ceci est dit sans préjudice de l'observation des formalités prescrites par le titre II (L. 3 mai 1841) et des instructions antérieures, notamment celle du 23 janvier 1836, au cas d'ouverture et de formation de rues ou autres voies publiques nouvelles, et ne s'applique qu'aux propriétés riveraines de voies anciennes soumises à la loi générale des alignemens. *Circ.* 23 août, sus-indiquée.

396. Le magistrat chargé de réunir le jury spécial est-il fondé à refuser son intervention, dans le cas où il s'agirait du règlement d'indemnités

dues pour cessions opérées par suite de l'application d'un plan d'alignement actuellement exécutoire, mais approuvé suivant l'ancien mode? Le principe de non-rétroactivité dans les lois permet d'adopter la négative. Le plan d'alignement ayant été dressé et homologué comme il devait l'être à l'époque où l'instruction a eu lieu, est conforme au prescrit de la loi et exempt de reproches; c'est ainsi, et d'après cette considération, que les tribunaux admettent les requêtes en expropriation formées par l'administration, en exécution de plans homologués avant la loi du 7 juillet 1833. *Même circul.*

Quant à l'intervention du jury, elle ne saurait être refusée pour raison du défaut d'accomplissement des mesures exigées par le titre II de la loi du 3 mai, depuis que son article 14 (dernier paragraphe), a décidé que, lorsque le désaccord entre les propriétaires et l'administration portait seulement sur le prix, il n'y avait pas lieu à rendre un jugement d'expropriation, mais uniquement à donner acte du consentement et désigner le magistrat-directeur. Or, en matière d'alignemens, c'est presque toujours volontairement que le propriétaire se retire sur l'alignement nouveau; il n'y a donc pas lieu à rendre un jugement, ni, dès lors, à l'enquête préalable du titre II. *Même circ.* — Dans ce cas, le moyen le plus simple d'arriver à la convocation du jury sera de produire devant le tribunal une expédition de l'arrêté qui fixe l'alignement; si cet arrêté a été pris par l'autorité muni-

cipale, il sera approuvé par le préfet (art. 2. L. 3 mai); celui-ci, par l'organe du ministère public, demandera au tribunal acte de cette production, et requerra la nomination du magistrat-directeur du jury (*ib.*). — Si le propriétaire, toutefois, contestait la convenance de l'alignement, il ne pourrait se pourvoir qu'administrativement devant l'autorité supérieure. L'arrêté qui fixe l'alignement est un acte administratif.

Cette même circulaire prévoit encore le cas où, lorsqu'il n'existe pas de plan légalement arrêté, la contestation naît à l'occasion d'un alignement partiel délivré par le maire. Elle décide que le maire devra alors faire précéder son arrêté de l'enquête et des autres formalités prescrites par l'ordonnance réglementaire du 23 août 1835, et par l'instruction du 21 septembre suivant; alors, si l'alignement ou le dédommagement offert sont contestés, le préfet devra provoquer une ordonnance royale, qui, comme complément des formalités légales remplies à l'avance, statuera sur l'alignement de la rue, conformément à l'avis du conseil d'État du 3 septembre 1811, et en vertu de laquelle le jury spécial pourra être légalement saisi du règlement de l'indemnité.

Ce qui précède est exclusivement applicable aux alignemens de la voirie urbaine, et demeure étranger aux règles de la voirie vicinale.

397. A l'égard des desséchemens de marais, la loi du 16 septembre 1807, spéciale à cette matière, con-

tinue à la régir, sauf les dispositions auxquelles la loi du 7 juillet 1833 (aujourd'hui 3 mai 1841) a dérogé. TOULLIER, t. III, n. 286; CORMENIN, t. II, p. 309; FAVARD, V. *Exprop.*, n. 15; PROUDHON, t. V, p. 228. Cette dernière loi est générale et forme le droit commun en matière d'expropriation, et son application ne s'arrête que là où une loi spéciale a disposé. — Il résulte de l'application de la loi du 3 mai aux dessèchemens de marais, que la concession d'une pareille opération est aujourd'hui précédée d'une enquête administrative.

398. Pareillement, les villes ou communes, qui voudront acquérir les halles ou places du marché, suivront les règles tracées par la loi du 3 mai 1841; si ce n'est que l'enquête *de commodo et incommodo* qui doit précéder la loi ou l'ordonnance (*ib.*, art. 3), sera la seule à faire; celle prescrite par le titre II de cette loi n'y sera pas applicable. Il n'est pas, en effet, question de savoir si les travaux passeront sur telle ou telle propriété. La chose à acquérir est, par sa nature, déterminée, et ne peut être changée. FAVARD, *Répert.* v° *Halle*, n. 8; DELALLEAU, n. 852.

399. D'après l'article 76 (L. 3 mai 1841), c'est encore au jury spécial, institué par l'article 29 (*ib.*), à fixer l'indemnité pour les expropriations poursuivies en vertu de la loi du 30 mars 1831 sur les travaux de fortification urgens.

L'ouverture des routes stratégiques dans les départemens de l'Ouest est réglée par la loi du 27 juin

1833, et leurs travaux, en ce qui concerne les occupations permanentes ou temporaires, sont assimilés aux travaux militaires et régis par les mêmes lois. L. 27 juin 1833, art. 8.

Maintenant il nous faut faire observer que parmi les travaux militaires, il en est d'urgens et d'autres non urgens; les premiers, régis par la loi du 30 mars 1831 (L. 3 mai 1841), article 76; les seconds, par cette dernière elle-même, sauf les titres I et II. V. *ib.* art. 75. « La loi du 30 mars 1831, disait le directeur-général des ponts et chaussées dans une circulaire, présente dans son exécution de nombreux obstacles et retards, et il vaut mieux assimiler les travaux des routes stratégiques aux travaux militaires non urgens, et les placer ainsi sous le régime de la loi du 7 juillet 1833 (maintenant du 3 mai 1841), qui dispense d'ailleurs, dans son application à ce genre de travaux, des formalités prescrites par les titres I et II (art. 75). »

L'ordonnance royale rendue (*ib.*), on appliquera de suite les règles tracées au titre III. — C'est conformément à cette circulaire qu'il a été jugé que l'expropriation en matière de travaux militaires doit être prononcée par le tribunal sur le simple vu de l'ordonnance royale qui déclare l'utilité publique, et qui détermine les parcelles à exproprier, sans qu'il soit besoin de l'observation préalable des formalités prescrites pour les cas ordinaires, par les articles 8, 9 et 10 (art. 75). Cass. 9 fév. 1842 (S., 42, 262).

CHAPITRE XXII.

§. 1^{er}.

Expropriation en cas d'urgence, ou occupation temporaire des immeubles nécessaires aux travaux de fortifications.

400. Indépendamment des cas où, d'après la loi du 3 mai 1841, l'urgence des travaux d'utilité publique peut être déclarée (V. *ib.*, art. 65), la loi du 30 mars 1831 autorise l'expropriation ou l'occupation temporaire, en cas d'urgence pour des travaux de fortifications. L. 3 mai 1841, art. 76. — « En effet, lorsqu'il y a lieu d'occuper tout ou « partie d'une ou de plusieurs propriétés particulières, pour y faire des travaux de fortifications « dont l'urgence ne permet pas d'accomplir les « formalités de la loi du 8 mars 1810 (aujourd'hui du 3 mai 1841) il sera procédé de la manière suivante. » L. 30 mars 1831, art. 1^{er}.

401. « Une ordonnance royale sera rendue qui « autorisera les travaux, déclarera l'utilité publique et déclarera en même temps qu'il y a urgence (de les exécuter). » *Ib.* art. 2. — Malgré les termes de cet article, il faut entendre que l'urgence peut n'être déclarée qu'après l'utilité publique, si l'urgence elle-même ne se fait sentir que lorsque les travaux sont déjà commencés. Ce serait aller contre les vues du législateur que de susciter un obstacle insurmontable là où il a voulu établir

une grande facilité et célérité d'exécution. DELALLEAU, n. 802.

402. « Dans les vingt-quatre heures de la réception de l'ordonnance, le préfet du département où les travaux de fortifications doivent être exécutés, en transmet ampliation au procureur du Roi près le tribunal de l'arrondissement où sont situées les propriétés qu'il s'agit d'occuper, et au maire de la commune de leur situation.

« Sur le vu de cette ordonnance, le procureur du Roi requiert de suite et le tribunal ordonne immédiatement que l'un des juges se transportera sur les lieux avec un expert que le tribunal nomme d'office.

« Le maire fait, sans délai, publier l'ordonnance par affiche, tant à la principale porte de l'église du lieu qu'à celle de la maison commune, et par tous autres moyens possibles, il certifie les publications et affiches. » L. 30 mars 1831, art. 3.

403. *Autres moyens.....* Le maire pourra avoir recours aux moyens de publicité indiqués dans l'article 6 de la loi du 3 mai 1841. DELALLEAU, n. 804.

404. « Dans les vingt-quatre heures, le juge-commissaire rend, pour fixer le jour et l'heure de sa descente sur les lieux, une ordonnance qui est signifiée, à la requête du procureur du Roi, au maire de la commune où le transport doit s'effectuer, et à l'expert nommé par le tribunal. Le transport s'effectue dans les dix jours de cette ordonnance, et seulement huit jours

« après la signification dont il vient d'être parlé. » L. 30 mars 1831, art. 4, §§. 1 et 2. — Pour rendre praticable cette dernière disposition, il est indispensable que le procureur du Roi fasse signifier, dans les vingt-quatre heures de sa réception, l'ordonnance du juge-commissaire, au maire et à l'expert. On voit également que l'ordonnance doit, aussitôt qu'elle est signée du juge-commissaire, être transmise au procureur du Roi.

405. *Huit jours après....* Ces huit jours sont donnés au maire pour qu'il puisse opérer la convocation prescrite par la suite de l'article 4 ainsi conçue : « Le maire, sur les indications qui lui « seront données par l'agent militaire chargé de la « direction des travaux, convoquera, au moins « cinq jours à l'avance, pour le jour et l'heure indiqués par le juge-commissaire,

« 1°. Les propriétaires intéressés, et s'ils ne résistent pas sur les lieux, leurs agens, mandataires ou ayants-cause ;

« 2°. Les usufruitiers ou autres personnes intéressées, telles que fermiers, locataires ou occupants à quelque titre que ce soit. Les personnes ainsi convoquées pourront se faire assister par un expert ou arpenteur. » L. 30 mars, art. 4. —

Les indications..... Ces indications consistent dans la communication de l'extrait du plan général de circonscription en ce qui concerne la commune dont il s'agit. *Ib.* art. 6.

406. La brièveté du délai pour l'avertissement

semble exiger qu'aussitôt la réception par le maire de l'ordonnance qui prescrit les travaux, il se concerte avec l'ingénieur militaire pour obtenir les renseignemens nécessaires, sans attendre le jour de l'ordonnance du juge-commissaire. On voit par là qu'il convient, à cet égard, qu'en dressant ses plans l'ingénieur recueille le plus de documens qu'il pourra. DELALLEAU, n. 807.

Assister par un expert.....; mais les aveux ou reconnaissances de celui-ci, contraires aux intérêts du propriétaire, ne lui seraient point opposables, à moins que son agent n'eût en mandat pour nommer un expert. DELALLEAU, n. 809.

407. La descente sur les lieux, qui est l'objet de l'article 4 (V. n. 404), ne peut s'opérer que huit jours après la double signification de l'ordonnance prescrite par l'article 4; mais aussi elle doit avoir lieu dans les dix jours. *Mon.* 14 mars 1831, p. 543.

408. « Un agent de l'administration des domai-
« nes et un expert ingénieur, architecte ou arpen-
« teur, désignés l'un et l'autre par le préfet, se
« transportent sur les lieux, au jour et à l'heure
« indiqués, pour se réunir au juge-commissaire, au
« maire ou à l'adjoint, à l'agent militaire et à l'ex-
« pert désigné par le tribunal. » *Ib.* art. 5.

409. « Le juge-commissaire reçoit le serment
« préalable des experts sur les lieux, et il en est
« fait mention au procès-verbal dressé par le gref-
« fier dont il est assisté. » Ord. 18 sept. 1833,
art. 11 et 15, arg. — « L'agent militaire détermine,

« en présence de tous , par des pieux et piquets, le
« périmètre du terrain dont l'exécution des tra-
« vaux nécessite l'occupation. » L. 30 mars 1831,
art. 5. — « Cette opération achevée, l'expert dé-
« signé par le préfet procède immédiatement et
« sans interruption, de concert avec l'agent de
« l'administration du domaine, à la levée du plan
« parcellaire, pour indiquer, dans le plan général
« de circonscription, les limites et la superficie des
« propriétés particulières. » *Ib.* art. 6. — En re-
cevant le serment des experts, le juge-commissaire
indique, sur son procès-verbal, comment chacun
d'eux a été nommé; si la nomination a eu lieu par
écrit, l'acte ou la lettre en est annexé au procès-
verbal. Si elle a eu lieu verbalement, la personne
qui l'a faite en signe la mention sur le procès-ver-
bal, ou, si elle ne sait signer, le déclare.

410. Les opérations préliminaires ordonnées
par les articles 5 et 6 ont paru à la commission de la
Chambre des Députés devoir consommer un temps
considérable sans utilité. Les lois des 16 septembre
1807 et 8 mars 1810 n'offraient pas cet inconvé-
nient; les plans étaient levés d'avance, et les inté-
ressés n'avaient plus qu'à les examiner et proposer
leurs rectifications. Aussi la commission a-t-elle
émis le vœu de voir simplifier la marche des opé-
rations autant qu'il serait possible, sans contreve-
nir aux termes de la loi. *Mon.* 26 mars 1831,
p. 621. — Ainsi il est convenable que l'agent mi-
litaire trace à l'avance le périmètre des terrains,

et le fasse ensuite reconnaître par toutes les personnes présentes ; il peut même dresser à l'avance le plan parcellaire, de sorte qu'il n'y ait plus ensuite qu'à faire vérifier les points sur lesquels il s'élèverait des réclamations ou des doutes. DELALLEAU, n. 815.

411. « L'expert nommé par le tribunal dresse
« un procès-verbal qui comprend : 1°. la désigna-
« tion des lieux, des cultures, plantations, clôtures,
« bâtimens et autres accessoires des fonds. Cet état
« descriptif doit être assez détaillé pour pouvoir
« servir de base à l'appréciation de la valeur fon-
« cière, et, en cas de besoin, de la valeur locative,
« ainsi que des dommages-intérêts résultant des
« changemens ou dégâts qui peuvent avoir lieu
« ultérieurement.

« 2°. L'estimation de la valeur foncière et loca-
« tive de chaque parcelle de ces dépendances, ainsi
« que de l'indemnité qui peut être due pour frais
« de déménagement, perte de récoltes, détério-
« ration d'objets mobiliers, ou tous autres dom-
« mages.

« Ces diverses opérations ont lieu contradictoi-
« rement avec l'agent de l'administration des do-
« maines et l'expert nommé par le préfet, avec les
« parties intéressées si elles sont présentes, ou avec
« l'expert qu'elles ont désigné. Si elles sont ab-
« sentes (c'est-à-dire non présentes), et qu'elles
« n'aient point nommé d'expert, ou si elles n'ont
« point le libre exercice de leurs droits, un expert

« est désigné l'office par le juge-commissaire pour « les représenter. » L. 30 mars 1831, art. 7.

S'il est allégué que les agens du Gouvernement aient pris possession d'une portion de terrain plus considérable que celle fixée par le procès-verbal d'expertise, les tribunaux devront ordonner, avant faire droit, qu'il sera procédé à l'arpentage et à l'expertise de la portion de terrain sur laquelle aura porté l'expropriation. Paris, 16 janv. 1836.

L'expert qu'elles ont désigné.... S'il ne se présentait pas, ou s'absentait avant la fin des opérations, ce serait également le cas pour le juge-commissaire d'en nommer un d'office, afin que les énonciations du procès-verbal puissent être critiquées ou reconnues exactes par un représentant du propriétaire. DELALLEAU, n. 812.

Si elles n'ont point le libre exercice de leurs droits.... telles que le mineur, l'interdit, l'individu placé sous un conseil judiciaire, la femme mariée, l'héritier bénéficiaire et l'envoyé en possession. Le motif en est que la mission de l'expert est de contribuer au règlement du prix et du mode d'exécution d'une vente immobilière dont les parties elles-mêmes sont incapables de stipuler la convention. Toutefois, M. Delalleau (n. 810) pense que les tuteur, curateur, mari, tous représentans naturels des incapables dont parle l'article 7, ont le droit de faire eux-mêmes le choix d'un expert. C. civ. art. 450, arg.

Les diverses opérations dont parle le dernier

paragraphe de l'article 7 de la loi du 30 mars 1831 comprennent celles énumérées dans l'article 6, aussi bien que celles indiquées par l'article 7. Les personnes à exproprier ont grand intérêt, en effet, à s'assurer par elles-mêmes de l'exactitude de ces diverses opérations.

442. « L'expert nommé par le tribunal doit, « dans son procès-verbal, 1°. indiquer la nature et « la contenance de chaque propriété, la nature des « constructions, l'usage auquel elles sont destinées, « les motifs des évaluations diverses, et le temps « qu'il paraît nécessaire d'accorder aux occupans « pour évacuer les lieux ;

2°. « Transcrire l'avis de chacun des autres experts, et les observations et réquisitions, telles « qu'elles lui sont faites, de l'agent militaire, du « maire, de l'agent du domaine, et des parties intéressées ou de leurs représentans. Chacun signe « ses dires, ou mention est faite de la cause qui l'en « empêche. » *Ib.* art. 8.

L'avis de chacun des autres experts.... et aussi son opinion personnelle. *Mon.* 15 mars 1831, p. 538.

Réquisitions, telles qu'elles lui seront faites.... On a préféré cette fidélité dans les termes à une analyse, ou un résumé des moyens ou renseignemens qui ne peut être permis qu'à un juge, et non à un expert simple rédacteur. Cette disposition prudente assure à la justice tous les élémens d'une décision éclairée. *Mon.* 15 mars 1831, p. 538. — Il faut re-

marquer que le juge-commissaire nommé par le tribunal aura assisté à toutes les opérations (*ib.* art. 5, 7 et 10) et en aura dressé de son côté procès-verbal (*ib.* art. 10, arg.). Cette assistance à toutes les opérations est pour lui un indispensable devoir. *Mon.* 15 mars 1831, p. 538. — Son procès-verbal constatera toutes les parties de l'opération étrangère à la mission de l'expert du tribunal : telles que son transport sur les lieux (*ib.* 4); la désignation des différens agens qui ont assisté à l'opération (*ib.* 5 et 7); le nom de l'expert du préfet, et la mention de l'arrêté qui l'a nommé; les noms des parties intéressées qui auront comparu, et ceux des experts qu'elles auront désignés; le nom de celui que le juge-commissaire aura nommé pour représenter les absens (*ib.* art. 7); la prestation de serment de chaque expert; la fixation du périmètre du terrain à acquérir (*ib.* art. 5), et la levée du plan parcellaire (*ib.* art. 6.); la continuation des opérations à tel ou tel jour.

413. Le plan parcellaire est signé par l'agent du domaine, et l'expert nommé par le préfet; il y est joint deux colonnes; l'une indiquant les noms de chaque propriétaire, et l'autre la contenance de chaque portion de terrain. — Les parties sont admises à critiquer les opérations des experts, et leurs observations sont mentionnées sur le procès-verbal de l'expert du tribunal de la même manière que dans l'accomplissement des formalités de l'article 7 de la loi du 3 mai 1841.

414. « Lorsque les propriétaires ayant le libre
 « exercice de leurs droits consentent à la cession
 « qui leur est demandée et aux conditions qui leur
 « sont offertes par l'administration, il est passé
 « entre eux et le préfet un acte de vente, qui est
 « rédigé dans la forme des actes d'administration,
 « et dont la minute reste déposée aux archives de
 « la préfecture. » Art. 9. — Expédition en est
 transmise à l'administration des domaines. L. 3 mai
 1841, art. 56, arg.

415. « S'il n'intervient pas de traité amiable,
 « alors, sur le vu de la minute du procès-verbal
 « dressé par l'expert, annexé à celui du juge-com-
 « missaire, le tribunal, dans une audience tenue aus-
 « sitôt après le retour de ce magistrat, détermine
 « en procédant comme en matière sommaire,
 « sans retard et sans frais :

1°. « L'indemnité de déménagement à payer aux
 « détenteurs avant l'occupation ;

2°. « L'indemnité approximative et provision-
 « nelle de dépossession, qui doit être consignée,
 « sauf règlement ultérieur et définitif, préalable-
 « ment à la prise de possession. » L. 30 mars 1831,
 art. 9.

La minute du procès-verbal.... Il suit de là qu'il
 ne sera pas fait d'expédition des procès-verbaux.

416. *Comme en matière sommaire....* L'ar-
 ticle 405 du Code de procédure n'est cependant
 pas exactement applicable à la matière présente,
 car les parties ne sont point appelées comme elles

le sont en matière sommaire, où les affaires sont jugées à l'audience après les délais de la citation échus.

417. Le procureur du Roi sera entendu dans les cas seulement où il le serait en matière ordinaire, conformément au Code de procédure (art. 83). Nous ne pensons pas qu'il doive toujours être entendu, sous le prétexte que l'intérêt public peut être compromis dans la fixation provisionnelle de l'indemnité. *Contra*, DELALLEAU, n° 823.—L'État n'est pas obligé de constituer avoué (V. n. 64); mais les parties intéressées restent soumises au droit commun.

418. « Le même jugement autorise le préfet à
« se mettre en possession, à la charge, 1°. de payer
« sans délai l'indemnité de déménagement, soit au
« propriétaire, soit au locataire; 2°. de signifier
« avec le jugement l'acte de consignation de l'in-
« demnité provisionnelle de dépossession (à chaque
« partie intéressée). Ledit jugement détermine le
« délai dans lequel, à compter de l'accomplisse-
« ment de ces formalités, les détenteurs seront te-
« nus d'abandonner les lieux. Ce délai ne peut ex-
« céder cinq jours pour les propriétés non bâties,
« et dix jours pour les propriétés bâties. Le juge-
« ment est exécutoire, nonobstant appel ou oppo-
« sition » *Ib.*, art. 10.

Soit au propriétaire, soit au locataire....
Quelquefois à l'un et à l'autre. Le propriétaire,
en effet, doit être indemnisé du dommage ma-

tériel apporté à son fonds, et le locataire de la privation de sa jouissance. V. n. 253 et 270.

419. Le jugement qui fixe provisoirement l'indemnité prononce en même temps l'expropriation ; bien que les termes de l'article 10 ne le disent pas positivement, le but et l'intitulé de la loi, ainsi que la discussion, ne permettent pas d'en douter. C'est d'ailleurs parce que ce jugement prononce l'expropriation que l'article 11 exige qu'il soit transcrit pour arriver à la purge des hypothèques. C. civ. 2181, arg. C'est l'opinion de M. Delalleau (n. 824). — Ce jugement contient nomination du magistrat qui présidera le jury d'indemnité. Il sera avantageux que ce soit le juge qui aura dirigé les opérations de l'expertise. L. 3 mai 1841, art. 14, arg.

420. *De signifier le jugement....* L'article 15 de la loi du 3 mai, qui permet de faire la signification du jugement au maire et au fermier, ne paraît pas d'abord applicable à la loi du 30 mars ; l'article 76 de la première ne le comprenant pas dans son énumération. Toutefois, ce même article 76 déclare le titre IV de cette loi applicable aux travaux de fortifications, et l'article 21, qui en fait partie, est la conséquence d'une signification faite en vertu de l'article 15 ; d'où l'on est fondé à croire que l'article 15 lui-même est applicable au cas qui nous occupe. — Nous verrons d'ailleurs (n° 422) en quoi doivent consister les formalités de cette signification du jugement, pour qu'elle soit réputée complète.

L'indemnité provisionnelle.... Le rapport des experts pouvant être erroné, et le tribunal prononçant sans entendre les parties, la fixation ne devait être que provisionnelle. V. n. 426. — Remarquez que quand l'indemnité de déménagement n'est point provisionnelle et approximative (art. 12, arg.), le rapport du juge-commissaire et celui de l'expert sont des élémens suffisans d'une fixation définitive. Si elle n'est pas acceptée, elle est suivie d'offres réelles et de consignations de la part du préfet.

Nonobstant appel ou opposition.... Ces deux voies ont été exclues par l'article 20 de la loi du 3 mai 1841, lequel article est déclaré par l'article 76 (*ib.*) applicable à celle du 30 mars 1831.

421. Le jugement d'expropriation est susceptible d'un recours en cassation, pour incompétence, excès de pouvoir ou vices de forme du jugement. L. 3 mai 1841, art. 76 et 20, comb. — Ce pourvoi a lieu dans les trois jours, à dater de celui de la notification du jugement (*ib.* art. 20, §. 2).

422. La brièveté du délai de trois jours a fait admettre par la Cour de cassation (1^{er} juill. 1834) qu'en matière d'expropriation la notification du jugement n'était complète qu'autant qu'il avait été publié, affiché et inséré dans un des journaux de l'arrondissement et du chef-lieu du département, de façon que le délai du pourvoi ne commence à courir que du jour où toutes ces formalités ont été accomplies. Cette doctrine est à *fortiori* applicable

aux cas prévus par l'ordonnance du 30 mars 1831, où toutes les opérations préliminaires qui donnent de la publicité à l'expropriation sont exécutées promptement. V. n. 420.

423. L'acceptation de l'indemnité approximative et provisionnelle de dépossession ne fait aucun préjudice à la fixation de l'indemnité définitive. V. n. 426; L. 30 mars 1831, art. 11. — D'un autre côté, le même article ayant disposé qu'après le délai de trois mois, de la date du jugement, l'indemnité provisionnelle sera exigible de plein droit, lors même que les formalités de la purge prescrites par l'article 11, §. 3 n'auraient pas été remplies, il résulte de la combinaison de ces deux dispositions que les expropriés pourront toucher le montant de l'indemnité provisionnelle sans attendre le règlement définitif, pourvu qu'il n'y ait pas d'hypothèques sur l'immeuble. — Mais l'acceptation par l'indemnitaire de l'indemnité provisionnelle ne l'empêche pas de réclamer le supplément qui lui serait alloué par le jury, et réciproquement le paiement ou la consignation de l'indemnité par l'administration ne saurait être considéré comme un acquiescement à la fixation du tribunal; il y avait en effet nécessité de payer pour prendre possession. DELALLEAU, n. 837.

424. « Si l'indemnité provisionnelle n'excède pas cent francs, dit le deuxième paragraphe de l'article 11 (L. 30 mars 1831), le paiement en sera effectué sans production d'un certificat d'affran-

« chissement d'hypothèques et sans formalités de « purge hypothécaire. » L'article 19 de la loi du 3 mai, applicable aux travaux d'urgence (L. *ib.* art. 76), a élevé à 500 fr. le maximum porté d'abord à 100 fr. par la loi du 7 juillet, qui avait évidemment emprunté cette disposition de son article 19 à l'article 11 de la loi du 30 mars 1831. Conséquemment ce dernier doit être réformé conformément à la modification subie par l'article 19.

425. « Si l'indemnité excède cette somme, le « Gouvernement fera, dans les trois mois de la « date dont il est parlé dans l'article précédent, « transcrire ledit jugement, et purgera les hypothèques légales. A l'expiration de ce délai, l'indemnité provisionnelle sera exigible de plein droit, lors même que les formalités ci-dessus n'auraient pas été remplies, à moins qu'il n'y ait des inscriptions ou des saisies-arrêts ou oppositions : dans ce cas, il sera procédé selon les règles ordinaires, et sans préjudice de l'article 26 de la loi du 8 mars 1810 » (*ib.* art. 11, §. 3) — en vertu duquel les actes de procédure sont enregistrés *gratis*. — Ce troisième paragraphe de l'article 11 (L. 30 mars) se trouve modifié par l'article 16 de la loi du 3 mai 1841 : aussi, n'est-ce plus dans les trois mois de sa date que le jugement doit être transcrit, mais immédiatement après la notification prescrite par l'article 10, §. 2, 2°, de la loi du 30 mars (L. 3 mai 1841, art. 16 et 76 comb.); — l'administration peut cependant, et sans atten-

dre l'accomplissement des formalités de la purge, faire procéder au règlement définitif par le jury, pour éviter de payer une indemnité provisionnelle, qui, si elle était supérieure à l'allocation du jury, donnerait lieu à une répétition contre l'indemnitaire quelquefois insolvable. L'article 11, §. 3, de la loi du 30 mars, déclare d'ailleurs l'indemnité provisionnelle exigible de plein droit, après l'accomplissement des formalités de la purge.

426. « Aussitôt après la prise de possession (si le
 « propriétaire ou autres intéressés n'ont pas ac-
 « cepté les offres) le tribunal procède au règlement
 « définitif de l'indemnité de dépossession, dans les
 « formes prescrites par les articles 16 et suivans de
 « la loi du 8 mars 1810. Si l'indemnité définitive
 « excède l'indemnité provisionnelle, cet excédant
 « est payé conformément à l'article 11. » L.
 30 mars 1831 (art. 12). — Les articles 16 et sui-
 vans de la loi du 8 mars sont remplacés par le
 titre IV de la loi du 3 mai 1841 (*ib.* art. 76).
 C'est donc dans la forme établie par ce titre que
 l'indemnité sera dorénavant réglée. V. chap. VIII
 et suiv. — Si la nomination d'un magistrat-direc-
 teur du jury n'avait pas eu lieu par le jugement
 même d'expropriation, il faudrait en demander au
 tribunal la nomination, au moyen d'une requête.
 V. n. 191.

427. Pour tout ce qui est relatif aux formalités
 des actes administratifs, aux diverses significations
 ou notifications, aux privilèges, hypothèques et

autres droits réels, à la dispense des droits de timbre et d'enregistrement, au droit de rétrocession des terrains non employés aux travaux, au droit de faire valoir pendant un an, pour former le cens électoral, les contributions des immeubles expropriés ou cédés pour cause d'utilité publique, ou suit les dispositions contenues dans les articles 16, 17, 18, 19, et dans le titre VI de la loi du 3 mai 1841 (*ib.* art. 76).

428. La loi du 30 mars 1831 s'occupe non-seulement de l'expropriation, mais aussi (V. n. 400) de l'occupation temporaire des terrains nécessaires aux fortifications, à laquelle elle est seule applicable, à l'exclusion de la loi du 3 mai (*ib.* art. 76).

429. « Cette occupation temporaire, prescrite
« par ordonnance royale, ne peut avoir lieu que
« pour des propriétés non bâties. L'indemnité an-
« nuelle, représentative de la valeur locative de
« ces propriétés, et du dommage résultant du fait
« de la dépossession, est réglée à l'amiable, ou
« par autorité de justice (c'est-à-dire conformé-
« ment au titre IV de la loi du 3 mai) (V. n. 426),
« et payée par moitié, de six mois en six mois, au
« propriétaire et au fermier, le cas échéant. » L.
30 mars 1831, art. 13. — « Lors de la remise des
« terrains qui n'ont été occupés que temporaire-
« ment, l'indemnité due pour les détériorations
« causées par les travaux ou pour la différence
« entre l'état des lieux au moment de la remise et

« l'état constaté par le procès-verbal descriptif,
 « est payée sur règlement amiable ou judiciaire,
 « soit au propriétaire, soit au fermier ou exploi-
 « tant, et selon leurs droits respectifs. » *Ib.*

430. « Si, dans le cours de la troisième année
 « d'occupation provisoire, le propriétaire, ou son
 « ayant-droit, n'est pas remis en possession, ce
 « propriétaire peut exiger, et l'État est tenu de
 « payer l'indemnité pour la cession de l'immeuble,
 « qui devient dès lors propriété publique. » *Ib.*,
 art. 14. — Il résulte de là : 1°. que la privation
 de la jouissance d'un fonds ne peut durer plus de
 trois ans (*Mon.* 10 fév. 1831); mais que ce n'est
 qu'*après* ces trois ans, c'est-à-dire dans le cours
 de la quatrième année que s'ouvre pour le dépos-
 sédé le droit d'en requérir l'acquisition par l'État;
 2°. que le propriétaire seul peut exercer ce droit
 de convertir l'occupation temporaire en expro-
 priation; par conséquent le mari sans le consen-
 tement de sa femme, le tuteur sans l'avis du con-
 seil de famille, homologué par le tribunal, ne
 peuvent l'exercer. On suivra ici par analogie les
 règles posées en l'article 21. L. 3 mai 1841. V.
 chap. v, n. 53 et 54.

« L'indemnité foncière est réglée, non sur
 « l'état de la propriété à cette époque, mais sur
 « son état au moment de l'occupation, tel qu'il
 « aura été constaté par le procès-verbal descriptif.
 « Tout dommage causé au fermier ou exploitant
 « par cette dépossession définitive lui est payé

« après règlement amiable ou judiciaire. » L. 30 mars 1831, art. 14.

« Dans tous les cas où l'occupation provisoire
« ou définitive donne lieu à des travaux pour les-
« quels un crédit n'aurait pas été ouvert au budget
« de l'État, la dépense reste soumise à l'exécution
« de l'article 152 de la loi du 25 mars 1817. » *Ib.*,
art. 15.

431. Les travaux qui doivent être exécutés dans la zone des frontières sont soumis à l'approbation du ministre de la guerre. On suit à leur égard les formalités prescrites par les ordonnances des 18 septembre 1816 et 28 décembre 1828; elles ne sont point abrogées.

§. II.

Expropriation tacite.

432. Il est une espèce particulière d'expropriation nommée *tacite*, parce qu'elle résulte d'un acte législatif ou administratif, sans qu'il soit nécessaire, pour l'État comme pour le particulier, d'avoir recours aux formalités de la loi du 3 mai 1841. Le caractère ordinaire de cette expropriation est qu'elle n'a pas pour objet des travaux publics sur lesquels une enquête soit à faire, mais bien pour résultat l'intérêt général. Tels sont les arrêtés du préfet portant alignement des propriétés situées sur la voie publique; la loi du 21 avril 1810 sur les mines, qui a déclaré perpétuelles les con-

cessions temporaires, et par-là a exproprié les propriétaires du tréfonds de leur mine. — Dans ces sortes d'expropriation, il est nécessaire, 1°. que la dépossession immédiate ou éloignée du fonds résulte clairement de la loi; de l'ordonnance ou de l'arrêté (DELALLEAU, n. 885 et 887);—2°. que ces divers actes d'autorité contiennent une prescription impérative, et non une simple autorisation de faire. Arr. cons. d'Ét. 10 fév. 1816 (S., 3, 219). Cass. 17 avr. 1823 (S., 24, 42).

Nous venons de parler des alignemens des maisons ou murs de clôture; cette matière spéciale a été réglée par la loi du 16 septembre 1807. Elle donne lieu aujourd'hui à une question fort importante pour les villes ou les communes. La voici : l'article 53 de cette loi dispose que si, par suite d'un alignement de rue, il se trouve une portion de terrain vacante, le propriétaire attenant à cette parcelle sera tenu de l'acquérir pour lui et d'en payer la valeur à dire d'experts, sinon qu'il sera exproprié de l'ensemble et de la totalité de son immeuble même. Le but de cette disposition est d'éviter que sur ces parcelles de terrain il ne soit élevé des constructions sans profondeur et sans air, ou que si elles restent non bâties, elles soient d'un voisinage et d'un aspect désagréable. Quoi qu'il en soit, cet article 53 est-il ou non abrogé par la loi du 3 mai 1841 ? Une première observation se présente, c'est qu'il statue sur les alignemens, et que la loi de 1841 ne s'en est point occupée; par con-

séquent elle n'y a point apporté de dérogation expresse ou tacite. Le droit conféré à l'administration par cet article subsiste donc toujours, et nous pensons qu'il est applicable au cas où les parcelles vacantes touchent le fond ou les côtés d'une propriété, aussi bien que la face sur la voie publique. La loi ne fait point de distinction, l'intérêt public est le même; le nouveau percement de rue n'a-t-il pas en effet donné à la maison voisine une vue et une sortie nouvelles sur la rue qu'on vient d'ouvrir?

Maintenant, dans quelles formes procédera-t-on à l'expropriation de la totalité de l'immeuble du propriétaire voisin qui se refuse d'acquérir la parcelle délaissée? Sera-ce d'après celles qui ont été tracées par la loi du 16 septembre, ou en suivant celles du 3 mai 1841? MM. Daubenton et Delalleau regardent cette dernière comme la seule règle à observer pour arriver à l'expropriation.

Nous ne partageons point cette opinion : en effet, parmi les formalités prescrites par la loi de 1841, se trouve celle de la production au tribunal de l'arrêté du préfet indiquant les propriétés sur lesquelles les travaux doivent passer, et qui sont, par conséquent, nécessaires à acquérir pour l'exécution des travaux. Or, en matière de voirie, l'alignement ne demande pas, dans le cas que nous examinons, le sacrifice de la maison en question; il est donc manifeste que les formes tracées par la loi de 1841 ne sont, pas plus que son objet, applicables au cas particulier d'expropriation

autorisée par l'article 53 de la loi du 16 septembre. Mais, d'ailleurs, n'est-il pas rationnel de recourir aux formes spéciales que cette loi a tracées pour l'exercice d'un droit tout spécial lui-même, et qui est resté en dehors de la loi générale du 3 mai 1841 ? Nous le croyons ; ces formes, beaucoup plus simples, consistent :

1°. Dans une mise en demeure du propriétaire pour constater son refus explicite ou tacite (art. 53) ;

2°. Dans une ordonnance royale, rendue en conseil d'État sur le rapport du ministre de l'intérieur, qui déposséderait le propriétaire de l'ensemble de sa propriété (art. 51) ;

3°. Dans une expertise qui déterminerait la valeur de cette propriété avant l'ouverture des travaux (art. 53).

Les experts sont nommés, l'un par le propriétaire, l'autre par le maire de l'arrondissement, et le tiers expert, s'il en était besoin, par le préfet du département (art. 56).

Enfin, le contrôleur et le directeur des contributions interviennent pour donner leur avis, et l'expertise est soumise à la délibération du conseil de préfecture (art. 57). — Au reste, comme on le voit, ce cas d'expropriation n'appartient point à l'espèce que nous avons appelée *tacite* ; elle est entièrement du domaine de la matière des alignemens ; nous ne l'avons traitée ici que par occasion. Revenons à celle qui est l'objet de ce chapitre.

433. Pour parvenir à l'indemnité due par l'État, le particulier dépossédé assigne l'administration devant le tribunal de la situation des lieux, pour faire déclarer que l'indemnité qu'il réclame sera réglée par un jury spécial, conformément à la loi du 3 mai 1841, dirigé par le magistrat à nommer à cet effet. L'administration dont il s'agit étant mise en cause, si elle reconnaît le droit à l'indemnité, le jury l'évalue; si elle le conteste, la demande est instruite et suit les degrés ordinaires de juridiction. Quand le droit est reconnu, le jugement ou l'arrêt désigne, en prononçant, le magistrat-directeur, et le préfet provoque la désignation du jury.

Il importe de ne pas confondre, dans cette matière, les faits qui ne constituent qu'un *simple dommage* ou *tort*, avec les actes qui entraînent l'expropriation tacite. Pour les premiers V. chap. xxv.

434. En matière d'expropriation *tacite*, la nature des choses ne permettra pas toujours d'appliquer le principe de l'indemnité préalable, qui, d'ailleurs, n'a pas été posé pour ces sortes d'expropriations. La force des circonstances peut en effet commander une mesure de dépossession, de destruction même, sans l'accomplissement d'aucun acte légal : un débordement, un incendie, sont de ces causes qui justifient la dépossession d'après le principe *Salus populi suprema lex esto*. V. n. 461. Dans ces divers cas et autres analogues,

l'indemnité devra être estimée et payée de suite par l'administration d'après les règles établies au n. 433. On la calculera d'après l'état de la propriété au moment de l'occupation, et avant aucune voie de fait. L. 30 mars 1831, art. 14, arg.

435. Lorsqu'une place est en *état de guerre*, les inondations qui servent à sa défense ne peuvent être tendues ou mises à sec, sans un ordre exprès du Roi; il en est de même pour les démolitions des bâtimens ou clôtures qu'il deviendrait nécessaire de détruire pour la défense desdites places; et en général, cette disposition sera suivie pour toutes les opérations qui pourraient porter préjudice aux propriétés et jouissances particulières. L. 10 juillet 1791, art. 36. — Les propriétaires seront indemnisés aux frais du Trésor public (*ib.* art. 38).

436. La demande en indemnité pour cessation d'industrie qui se trouve prohibée par une loi est-elle de la compétence du conseil de préfecture ou du tribunal civil?

Pour soutenir la compétence du tribunal civil, on dit : Les tribunaux civils sont seuls compétens pour connaître de toutes les questions qui touchent à la propriété;—ils sont spécialement investis, par la loi du 3 mai 1841, du pouvoir de statuer sur l'expropriation pour cause d'utilité publique (art. 1^{er}); — une égale protection est due par les tribunaux à la propriété mobilière et à la propriété immobilière; la loi n'y fait point de distinction ;

en effet, l'article 545 du Code civil, qui pose le principe que nul ne peut être contraint de céder sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique, suit immédiatement l'article du même Code qui définit la propriété, le droit de jouir et de disposer des choses de la manière la plus absolue; — si les lois d'expropriation s'occupent particulièrement de la propriété immobilière, c'est qu'elle porte le plus souvent sur cette nature de biens. Toutefois, la loi du 3 mai s'occupe aussi de la propriété mobilière, puisqu'elle statue sur les droits des simples locataires; celle du 30 mars 1831, sur l'expropriation dans l'intérêt de la défense du territoire, accorde également une indemnité pour privation de jouissance, pertes de récoltes, etc. L'article 12 de cette loi renvoie à celle du 8 mars 1810 pour l'appréciation de l'indemnité, et, d'après l'article 1^{er} de cette dernière, l'expropriation s'opère par autorité de justice, principe de nouveau consacré par les lois de 1833 et de 1841. En vain opposerait-on que l'expropriation étant consommée par la loi qui prohibe l'industrie, l'autorité judiciaire n'a plus aucune mission; la loi de 1841 ne lui conférant que le droit de prononcer l'expropriation. On répond : la dépossession, même résultant d'une déclaration législative, est soumise à la condition du paiement préalable de l'indemnité (C. civ., art. 545, et L. 3 mai 53; Charte art. 9), d'où il résulte que tant que l'expropriation n'a pas été réellement effectuée par le paiement préalable

d'une indemnité, l'autorité judiciaire est appelée à statuer seule sur cette indemnité. — S'il est vrai que les torts et dommages résultant de travaux publics ont été, par la loi et la jurisprudence, confiés à l'appréciation de l'administration (V. n. 450, et 451 et suiv.), quant à l'évaluation des indemnités, il ne faut pas confondre les indemnités réclamées pour dépossession et expropriation réelle de la chose, avec celles dues pour simples torts et dommages. Il est même nécessaire de distinguer, entre les torts et dommages, celui qui résulte d'une loi, celui qui n'est que l'effet d'un simple acte administratif, celui qui est la conséquence accessoire d'une dépossession matérielle, et le tort et dommage, effet principal d'une dépossession réelle. Enfin, il résulte de la jurisprudence de la Cour de cassation et du conseil d'État, que les dommages causés par l'administration sont de la compétence de l'administration seule; mais que, dès qu'il y a dépossession ou expropriation réelle, ou dommage résultant de l'expropriation directement et principalement, l'autorité judiciaire est alors exclusivement compétente. Ainsi les droits de l'administration sont appréciés par des administrateurs, lorsqu'il s'agit de protéger les mouvemens et les actes de l'administration, et, d'autre part, les droits des citoyens sont appréciés par leurs juges naturels, lorsqu'il s'agit de protéger leur propriété. CORMENIN, *Quest. de dr. administ.*, t. 1, p. 381.

Pour établir la compétence de l'autorité admi-

nistrative, on répond qu'aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 17 juillet 1790, et des lois générales sur la matière, les tribunaux ne peuvent connaître d'actions qui tendraient à faire déclarer l'État débiteur, que dans les cas prévus par la loi; or, aucune loi ne saisit les tribunaux des demandes d'indemnité pour la cessation d'établissements d'industrie qui seraient prohibés par une loi; que, d'un autre côté, la loi du 3 mai 1841 n'a eu évidemment pour objet que l'expropriation foncière; et que, si elle statue cependant sur des droits immobiliers, ce n'est qu'accessoirement et par voie de conséquence forcée de l'expropriation du fonds. Cette opinion a été adoptée par plusieurs ordonnances du conseil d'État, en date du 26 août et 21 octobre 1835 (S., 35, 539). — Nous nous rangeons à cet avis, attendu qu'aucune loi ne saisit les tribunaux des demandes d'indemnité pour cessation d'industrie prohibée par une disposition législative; que l'article 5 de la loi du 12 février 1835 n'a point renvoyé à l'autorité judiciaire de semblables demandes, et, enfin, que la loi du 3 mai 1841 n'a pour objet que l'expropriation foncière. V. aussi *Mon.* 7 juin 1835, p. 1443.

CHAPITRE XXIII.

DÉPENS ET TAXE.

437. « Si l'indemnité réglée par le jury ne dé-
 « passe pas l'offre de l'administration, les parties
 « qui l'auront refusée seront condamnées aux dé-
 « pens.

« Si l'indemnité est égale à la demande des parties,
 « l'administration sera condamnée aux dépens.

« Si l'indemnité est à la fois supérieure à l'offre
 « de l'administration, et inférieure à la demande
 « des parties, les dépens seront compensés de ma-
 « nière à être supportés par les parties et l'admi-
 « nistration dans les proportions de leur offre ou
 « de leur demande avec la décision du jury.

« Tout indemnitaire qui ne se trouvera pas dans
 « le cas des articles 25 et 26 sera condamné aux
 « dépens, quelle que soit l'estimation ultérieure du
 « jury, s'il a omis de se conformer aux dispositions
 « de l'article 24. » Art. 40.

Seront compensés.... Ainsi, par exemple, l'ad-
 ministration a offert 1 500 fr.; l'exproprié a de-
 mandé 2 000 fr., et le jury n'a alloué que 1 800 fr.
 L'exproprié succombe dans sa prétention pour
 200 fr., et l'administration pour 300; le premier
 sera condamné à payer les deux cinquièmes des
 dépens, et celle-ci les trois cinquièmes. — Si c'est
 un créancier qui a poursuivi le règlement par le

jury (art. 17, §. 3), ce sera lui et non le propriétaire qui paiera les dépens, s'il y a lieu. L'action en subrogation, dont il a usé, l'y oblige naturellement. C. civ. art. 1166; *Mon.* 27 janv. 1833, p. 211. V. n. 88.

Tout indemnitaire... c'est-à-dire tout indemnitaire autre que les incapables, l'État, la Couronne, les départemens, les communes et établissemens publics.

Aux dispositions de l'article 24... c'est-à-dire s'ils n'ont pas fait connaître, dans la quinzaine de la notification des offres, le montant de leurs prétentions.

Lorsque l'administration conteste tout droit à une indemnité (V. art. 49), que par conséquent elle n'a fait aucune offre, la règle posée en l'article 40 n'est pas applicable. Dans cette circonstance, le jury fixe l'indemnité pour le cas où le tribunal, saisi de la contestation du fond, déciderait que le droit à l'indemnité existe, et le magistrat-directeur réserve les dépens pour être supportés par la partie qui succombera devant le tribunal. Même, dans ce cas, si l'indemnité est inférieure à la demande de l'indemnitaire, les dépens seront compensés conformément à ce que nous venons de dire; mais, comme le magistrat-directeur pourra avoir cessé ses fonctions quand le tribunal aura rendu son jugement, ce sera alors ce tribunal lui-même qui décidera par qui ces dépens seront payés. DELALLEAU, n. 611.

438. Les frais de la procédure d'expropriation ont été réglés par l'ordonnance royale du 18 septembre 1833. Dans la création de ce nouveau tarif spécial, le législateur a cherché un terme moyen entre les salaires accordés par le tarif en matière civile, et ceux alloués en matière criminelle. *Rapp. au Roi par M. le minist. just. V. Mon. 21 sept. 1833.*

Ces frais et dépens sont taxés par le magistrat-directeur du jury (art. 41). L. 3 mai 1841.— Observez que « la taxe ne comprend que les actes « faits postérieurement à l'offre de l'administra-
« tion; les frais des actes antérieurs demeurent,
« dans tous les cas, à la charge de l'administra-
« tion. » Art. 41. Jusque-là, en effet, les propriétaires ne peuvent être taxés d'aucune faute. Ch. des Dép. 26 janv. et 6 fév. 1833. V. n. 155.

L'offre.... C'est celle qui, conformément à l'article 13 (*ib.*), est faite avant le jugement. Ord. 18 sept. 1833, art. 1^{er}, arg.

439. Pour obtenir la taxe, l'administration, ou la partie qui la requiert, remet au greffe, dans les trois jours qui suivent la décision du jury, toutes les pièces justificatives (*ib.*, art. 12).

ORDONNANCE DU 18 SEPTEMBRE 1833.

CHAPITRE 1^{er}.*Des huissiers.*

Art. 1^{er}. Il sera alloué à tous huissiers 1 franc pour l'original,

1°. De la notification de l'extrait du jugement d'expropriation aux personnes désignées dans les articles 15 et 22 de la loi du 7 juillet 1833 (3 mai 1841);

2°. De la signification de l'arrêt de la Cour de cassation (art. 20 et 42 de ladite loi);

3°. De la dénonciation de l'extrait du jugement d'expropriation aux ayants-droit mentionnés aux articles 21 et 22;

4°. De la notification de l'arrêté du préfet qui fixe la somme offerte pour indemnités (art. 23);

5°. De l'acte contenant acceptation des offres faites par l'administration, avec signification, s'il y a lieu, des autorisations requises (art. 24, 25 et 26);

6°. De l'acte portant convocation des jurés et des parties, avec notification aux parties d'une expédition de l'arrêt par lequel la Cour royale a formé la liste du jury (art. 31 et 33);

7°. De la notification au juré défaillant de l'ordonnance du directeur du jury qui l'a condamné à l'amende (art. 32);

8°. De la notification de la décision du jury, revêtue de l'ordonnance d'exécution (art. 41);

9°. De la sommation d'assister à la consignation, dans le cas où il n'y aura pas eu d'offres réelles (art. 54);

10°. De la sommation au préfet pour qu'il soit procédé à la fixation de l'indemnité (art. 55);

11°. De l'acte contenant réquisition par le propriétaire de la consignation des sommes offertes, dans le cas où cette réquisition n'a pas été faite par l'acte même d'acceptation (art. 59);

12°. Et généralement de tous actes simples auxquels pourra donner lieu l'expropriation.

Pour toutes les personnes désignées au paragraphe 1°, un seul original suffit en général, si elles demeurent dans la même commune ou dans les communes voisines. *Circul. minst. just.*, 30 nov. 1812, arg.; DELMAS, *Comment. du tarif*, p. 179. — Il en doit être de même de l'acte portant convocation des jurés et de celui portant convocation des parties. DELMAS, *ib.* — Afin d'avoir la preuve que la citation aura été remise à chaque juré, on peut exiger que l'original de la citation soit signé de la personne à laquelle la copie aura été remise. — Les originaux des citations sont remis au magistrat-directeur par les soins du sous-préfet; par là le premier est à même de statuer dans la première séance sur l'absence des jurés, conformément à l'article 32. DELMAS, p. 183.

Art. 2. Il sera alloué à tous huissiers 1 fr. 50 cent. pour l'original :

1°. De la notification du pourvoi en cassation formé soit contre le jugement d'expropriation, soit contre la décision du jury (art. 20 et 42);

2°. De la dénonciation faite au directeur du jury par le propriétaire ou l'usufruitier, des noms et qualités des ayants-droit mentionnés au §. 1° de l'article 21 de la loi précitée (art. 21 et 22);

3°. De l'acte par lequel les parties intéressées font connaître leurs réclamations (art. 18, 21, 39, 52 et 54);

4°. De l'acte d'acceptation des offres de l'administration, avec réquisition de consignation (art. 24 et 59);

5°. De l'acte par lequel la partie qui refuse les offres de l'administration indique le montant de ses prétentions (art. 17, 14, 28 et 53) ;

6°. De l'opposition formée par un juré à l'ordonnance du magistrat-directeur du jury, qui l'a condamné à l'amende (art. 32) ;

7°. De la réquisition du propriétaire, tendante à l'acquisition de la totalité de son immeuble (art. 50) ;

8°. De la demande à fin de rétrocession des terrains non employés à des travaux d'utilité publique (art. 60 et 61) ;

9°. De la demande tendante à ce que l'indemnité d'une expropriation déjà commencée soit réglée conformément à la loi du 7 juillet 1833 (art. 68) ¹ ;

10°. Enfin, de tous actes qui, par leur nature, pourront être assimilés à ceux dont l'énumération précède.

Ces dernières taxes ont été empruntées à l'article 29 du tarif du 16 février 1807.

Art. 3. Il sera alloué à tous huissiers pour l'original :

1°. Du procès-verbal d'offres réelles, contenant le refus ou l'acceptation des ayants-droit et sommation d'assister à la consignation (art. 53)..... 2 fr. 25 c.

2°. Du procès-verbal de consignation, soit qu'il y ait eu ou non offres réelles (art. 49, 53 et 54). 4 »

Remarquez que pour ces différens actes, les officiers ministériels qui s'en chargent sont responsables des sommes qu'ils ont commission d'offrir ou de déposer.

Art. 4. Il sera alloué pour chaque copie des exploits ci-dessus le quart de la somme fixée pour l'original.

(1) Ce paragraphe est devenu sans objet depuis la suppression de l'article 68 de la loi du 7 juillet, dans la loi du 3 mai.

Ce taux est invariable pour toutes les copies d'exploits, en matière d'expropriation pour utilité publique.

Art. 5. Lorsque les copies de pièces dont la notification a lieu en vertu de la loi seront certifiées par l'huissier, il lui sera payé 30 centimes par chaque rôle, évalué à raison de vingt-huit lignes à la page, et quatorze à seize syllabes à la ligne (art. 57).

A la différence du décret du 18 juin 1811, qui défend de compter le premier rôle et exige trente lignes à la page et dix-huit à vingt syllabes à ligne. On a voulu ainsi, en assimilant les copies d'huissiers aux expéditions des greffiers, en rendre le contrôle plus facile au magistrat-directeur. DELMAS, p. 165.

Art. 6. Les copies des pièces déposées dans les archives de l'administration qui seront réclamées par les parties dans leur intérêt pour l'exécution de la loi, et qui seront certifiées par les agens de l'administration, seront payées à l'administration sur le même taux que les copies certifiées par les huissiers.

Art. 7. Il sera alloué à tous huissiers 50 centimes pour visa de leurs actes, dans le cas où cette formalité est prescrite.

Ce droit sera double, si le refus du fonctionnaire qui doit donner le visa oblige l'huissier à se transporter auprès d'un autre fonctionnaire.

Ce droit, plus faible que celui accordé par le tarif civil (art. 66), a été abaissé à cause du grand nombre des *visa* qui peuvent être nécessaires.

Art. 8. Les huissiers ne pourront rien réclamer pour le pa-

pier des actes par eux notifiés, ni pour l'avoir fait viser pour timbre.

Ils emploieront du papier d'une dimension égale, au moins, à celle des feuilles assujetties au timbre de 70 cent.

CHAPITRE II.

Des greffiers.

Art. 9. Tous extraits ou expéditions délivrés par les greffiers, en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, seront portés sur papier d'une dimension égale à celle des feuilles assujetties au timbre de 1 fr. 25 cent.

Ils contiendront vingt-huit lignes à la page, et quatorze à seize syllabes à la ligne.

Art. 10. Il sera alloué aux greffiers 40 cent. pour chaque rôle d'expédition ou d'extrait.

Quant aux fractions de rôle, une instruction générale du garde des sceaux, en date du 30 septembre 1826, a décidé qu'il ne sera rien alloué pour un quart de rôle ou quatorze lignes; que lorsqu'il y aura plus de quinze lignes et moins de quarante-trois, il sera passé en taxe un demi-rôle, et qu'enfin le rôle sera compté comme complet, lorsqu'il y aura au moins quarante-trois lignes. De plus, si la copie de certains actes ne comporte pas plus d'un quart de rôle, on devra toujours allouer 20 centimes, lors même que l'expédition présentée au *visa* contiendrait moins de quinze lignes. Cette instruction ministérielle est parfaitement applicable au tarif du 18 septembre 1833, emprunté en cette partie au tarif du 18 juin 1811, objet de ladite instruction.

Art. 11. Il sera alloué aux greffiers, pour la rédaction du procès-verbal des opérations du jury spécial, 5 fr. pour chaque affaire terminée par décision du jury rendue exécutoire.

Néanmoins cette allocation ne pourra jamais excéder 15 fr. par jour, quel que soit le nombre des affaires, et, dans ce cas, ladite somme de 15 fr. sera répartie également entre chacune des affaires terminées le même jour.

Art. 12. L'état des dépens sera rédigé par le greffier.
V. n. 439.

Le greffier paraphera chaque pièce admise en taxe, avant de la remettre à la partie.

Art. 13. Il sera alloué au greffier 10 cent. pour chaque article de l'état des dépens, y compris le paragraphe des pièces.

La taxe de ces actes a été empruntée au tarif criminel qui s'applique à des affaires également exemptes de la perception des droits de greffe.
DELMAS, p. 468.

Art. 14. L'ordonnance d'exécution du magistrat-directeur du jury indiquera la somme des dépens taxés, et la proportion dans laquelle chaque partie devra les supporter.

Art. 15. Au moyen des droits ci-dessus accordés aux greffiers, il ne leur sera alloué aucune autre rétribution à aucun titre, sauf les droits de transport dont il sera parlé ci-après ; et ils demeureront chargés :

1°. Du traitement des commis greffiers, s'il était besoin d'en établir pour le service des assises spéciales ;

2°. De toutes les fournitures de bureaux nécessaires pour la tenue de ces assises ;

3°. De la fourniture du papier des expéditions ou extraits, qu'ils devront aussi faire viser pour timbre.

CHAPITRE III.

Des indemnités de transport.

Art. 16. Lorsque les assises spéciales se tiendront ailleurs que dans la ville où siège le tribunal, le magistrat-directeur du jury aura droit à une indemnité fixée de la manière suivante :

S'il se transporte à plus de cinq kilomètres de sa résidence, il recevra pour tous frais de voyage, de nourriture et de séjour, une indemnité de 9 fr. par jour ;

S'il se transporte à plus de deux myriamètres, l'indemnité sera de 12 fr. par jour.

La résidence d'un juge devant être au chef-lieu même d'arrondissement, s'il a son domicile ailleurs ce n'est que l'effet d'une tolérance qui ne peut préjudicier aux parties ; elle ne donnera donc jamais lieu à une augmentation d'indemnité.

Art. 17. Dans le même cas, le greffier ou son commis assermenté recevra 6 ou 8 fr. par jour, suivant que le voyage sera de plus de cinq kilomètres ou de plus de deux myriamètres, ainsi qu'il est dit dans l'article précédent.

L'indemnité de transport due au greffier est réglée, relativement à sa résidence, comme il a été dit à l'article 16, à l'égard du magistrat-directeur.

Art. 18. Les jurés qui se transporteront à plus de deux kilomètres du lieu où se tiendront les assises spéciales, pour les descentes sur les lieux, autorisées par l'article 37 de la loi du 7 juillet 1833 (3 mai 1841), recevront, s'ils en font la demande formelle, une indemnité qui sera fixée, pour chaque

myriamètre parcouru, en allant et revenant, à 2 fr. 50 cent. Il ne leur sera rien alloué pour toute autre cause que ce soit, à raison de leurs fonctions, si ce n'est dans le cas de séjour forcé en route, comme il est dit ci-après, article 24.

Art. 19. Les personnes qui seront appelées pour éclairer le jury, conformément à l'article 37 précité, recevront ; si elles le requièrent, savoir :

Quand elles ne seront pas domiciliées à plus d'un myriamètre du lieu où elles doivent être entendues, pour indemnité de comparution, 1 fr. 50 cent. ;

Quand elles seront domiciliées à plus d'un myriamètre, pour indemnité de voyage, lorsqu'elles ne seront pas sorties de leur arrondissement, 1 fr. par myriamètre parcouru en allant et revenant ; et lorsqu'elles seront sorties de leur arrondissement, 1 fr. 50 cent.

Dans le cas où l'indemnité de voyage est allouée, il ne doit être accordé aucune taxe de comparution.

Les personnes mentionnées au présent article auxquelles le jury aurait recours seront mandées au moyen d'un simple avertissement écrit ou verbal ; l'emploi d'un huissier est inutile. *Circ. min. just.* 30 déc. 1812, arg.—Si elles ont reçu un avertissement écrit, elles feront mettre la taxe au bas ; si l'avertissement a été verbal, il suffit d'un certificat du magistrat constatant que l'avertissement a été donné sur la décision ou demande du jury, *Décis. Garde des sceaux*, 30 mai 1826, arg.

Il résulte des termes de l'article 19, §. 2, que les personnes à entendre, qui résident dans la ville où se tient le jury spécial, ont droit rigoureusement à une indemnité pour le dérangement que leur cause leur comparution devant le tribunal. Cet

article ne prévoit que le transport pour paraître devant le jury. Cependant si des experts sont chargés d'une mission qui exige un nouveau voyage, ils doivent recevoir une indemnité de 2 fr. 50 cent. pour chaque myriamètre parcouru en allant ou en revenant, par application de l'article 91 du tarif criminel.

Art. 20. Les personnes appelées devant le jury, qui reçoivent un traitement quelconque à raison d'un service public, n'auront droit qu'à l'indemnité de voyage, s'il y a lieu, et si elles la requièrent.

Art. 21. Les huissiers qui instrumenteront dans les procédures en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, recevront, lorsqu'ils seront obligés de se transporter à plus de deux kilomètres de leur résidence, 1 fr. 50 cent. pour chaque myriamètre parcouru en allant et en revenant, sans préjudice de l'application de l'article 35 du décret du 14 juin 1813.

Aux termes de cet article 35 du décret, il n'est alloué qu'un seul droit de transport pour la totalité des actes qu'un huissier a faits dans une même course et dans un même lieu. Pour obtenir l'exécution rigoureuse de cette disposition, on oblige les huissiers de comprendre dans un seul mémoire et par ordre de dates les actes et diligences qu'ils ont faits pendant le même laps de temps. — D'après une décision de M. le garde des sceaux du 27 juillet 1819, les huissiers n'ont pas droit à l'indemnité lorsqu'ils se transportent dans des hameaux situés dans la commune de leur résidence, à moins que la distance des hameaux au chef-lieu de la

commune n'ait été déterminée dans des tableaux dressés en vertu de l'article 93 du tarif criminel.

Le compte des myriamètres parcourus ainsi que des fractions (V. *infra*, art. 22) ne se fait pas isolément sur le voyage pour aller, puis sur le retour, mais sur les distances d'allée et retour réunies. *Circul. Chancel.*, 2 nov. 1816; *Instr. gén.*, 30 sept. 1826. — Et quand l'huissier instrumente dans des hameaux dépendans d'une commune autre que celle de son domicile, les distances ne sont calculées que jusqu'au chef-lieu de cette commune. *Décis. min. just.*, 7 sept. 1813.

Art. 22. Les indemnités de transport ci-dessus établies seront réglées par myriamètre et demi-myriamètre. Les fractions de huit ou neuf kilomètres seront comptées pour un myriamètre, et celles de trois à huit kilomètres pour un demi-myriamètre.

Ce mode de réduction, commun aux huissiers et aux personnes qui touchent l'indemnité de transport sur mémoires, doit être appliqué séparément pour chaque voyage. *Décis. Garde des sceaux*, 27 janvier 1821.

Art. 23. Les distances seront calculées d'après le tableau dressé par les préfets, conformément à l'article 93 du décret du 18 juin 1811.

Ce tableau est déposé aux greffes des Cours royales, à ceux des tribunaux de première instance, ainsi qu'à ceux des justices de paix. — Si les transports ont lieu hors du département où siège

le tribunal auquel appartient le magistrat-directeur, les distances sont alors calculées d'après le livre des postes, en ayant soin de ne compter la lieue de poste que pour quatre kilomètres et non pour cinq. *Décis. Garde des sceaux*, 8 fév. 1820.— On peut aussi établir la distance d'après les cartes de Cassini; il faut alors compter cinq kilomètres pour chaque lieue de vingt-cinq au degré. *Décis. Garde des sceaux*, 24 nov. 1818 et 23 fév. 1830.

Art. 24. Lorsque les individus dénommés ci-dessus seront arrêtés dans le cours du voyage par force majeure, ils recevront en indemnité, pour chaque jour de séjour forcé, savoir :

Les jurés, 2 fr. 50 cent.;

Les personnes appelées devant le jury, et les huissiers, 1 fr. 50 cent.

Ils seront tenus de faire constater par le juge de paix, et à son défaut par l'un des suppléans ou par le maire, et à son défaut par l'un de ses adjoints, la cause du séjour forcé en route, et d'en représenter le certificat à l'appui de leur demande en taxe.

La validité des causes du séjour est néanmoins soumise à l'appréciation du magistrat taxateur. DELMAS, p. 278.

Art. 25. Si les personnes appelées devant le jury sont obligées de prolonger leur séjour dans le lieu où se fait l'instruction, et que ce lieu soit éloigné de plus d'un myriamètre de leur résidence, il leur sera alloué, pour chaque journée, une indemnité de 2 fr.

Les jours de fête sont comptés comme ceux ordinaires; une fraction de journée est regardée

comme une journée entière.— Pour ne point faire double emploi de frais de séjour et de taxe d'indemnité, on examine si la personne mandée devant le jury a pu recevoir le montant de sa taxe le jour même indiqué pour sa comparution, à quelque heure que ce soit. Dans ce cas elle n'a droit à aucune indemnité de séjour. *DELMAS*, p. 279.— Cependant, si l'audition de la personne n'avait été terminée qu'après la clôture du bureau de l'enregistrement, comme elle serait alors forcée d'attendre au lendemain pour recevoir le montant de sa taxe, il pourrait lui être accordé un jour de séjour; et cette circonstance serait énoncée dans la taxe. *Circul. Chancel.*, 2 nov. 1816; *Instr. génér.* 30 sept. 1826.— Il est d'usage de mettre la taxe au bas de la citation, et jamais sur des feuilles isolées. *Décis. Gard. des sceaux*, 13 nov. 1818 et 30 avr. 1819.

Afin de savoir par qui les frais doivent être supportés, il est essentiel de mentionner les affaires dans lesquelles chaque juré a délibéré. *Circul. Chancel.*, 2 nov. 1816.

Art. 26. Les indemnités des jurés et des personnes appelées pour éclairer le jury, seront acquittées comme frais urgens par le receveur de l'enregistrement, sur un simple mandat du magistrat-directeur du jury; lequel mandat devra, lorsqu'il s'agira d'un transport, indiquer le nombre des myriamètres parcourus, et, dans tous les cas, faire mention expresse de la demande d'indemnité.

Art. 27. Seront également acquittées par le receveur de

l'enregistrement les indemnités de déplacement que le magistrat-directeur du jury et son greffier pourront réclamer lorsque la réunion du jury aura lieu dans une commune autre que le chef-lieu judiciaire de l'arrondissement. Le paiement sera fait sur un état certifié et signé par le magistrat-directeur du jury, indiquant le nombre des journées employées au transport et la distance entre le lieu où siège le jury et le chef-lieu judiciaire de l'arrondissement.

Art. 28. Dans tous les cas, les indemnités de transport allouées au magistrat-directeur du jury et au greffier resteront à la charge soit de l'administration, soit de la compagnie concessionnaire qui aura provoqué l'expropriation, et ne pourront entrer dans la taxe des dépens.

Remarquer que le juré qui, dans le temps qu'il siège aux assises spéciales, y est entendu comme témoin, ne peut prétendre à une taxe en cette qualité; il n'a point été dérangé de ses affaires pour déposer.

Pour prévenir les abus, on mentionnera dans la taxe si le juré sait ou ne sait pas signer. *Décis. min. just.* 27 fév. et 13 oct. 1812; *Instr. génér.* 30 sept. 1826. — Si le juré sait signer, le receveur, lorsqu'il lui paie le montant de sa taxe, lui fait mettre l'acquit au bas. *Même instr. génér.*

Ces indemnités de déplacement rentrant dans la classe des frais urgens, l'administration de l'enregistrement a dû être chargée d'en faire l'avance sur simple taxe des juges; quant aux indemnités de transport accordées au magistrat-directeur et au greffier, elles ne sont jamais à la charge des expropriés, mais à celle de l'État ou des conces-

sionnaires, ainsi que l'exprime l'article 28. Il en est autrement des indemnités accordées aux jurés et aux personnes que ceux-ci appellent pour les éclairer; leur intervention ne tient pas nécessairement à l'organisation de la loi nouvelle. On a donc dû les comprendre dans la taxe des dépens supportés par la partie qui succombe.

CHAPITRE IV.

Dispositions générales.

Art. 29. Il ne sera alloué aucune taxe aux agents de l'administration autorisés par la loi du 7 juillet 1833 (3 mai 1841) à instrumenter concurremment avec les huissiers.

Art. 30. Le greffier tiendra exactement note des indemnités allouées aux jurés et aux personnes qui seront appelées pour éclairer le jury, et en portera le montant dans l'état de liquidation des frais.

L'état des frais est rédigé par le greffier gratuitement; en cas d'erreur, d'abus ou d'exagération, le magistrat-directeur qui fait la taxe est seul passible de restitution.

Art. 31. L'administration de l'enregistrement se fera rembourser de ses avances comprises dans la liquidation des frais, par la partie qui sera condamnée aux dépens, en vertu d'un exécutoire délivré par le magistrat-directeur du jury, et selon le mode usité pour le recouvrement des droits dont la perception est confiée à cette administration.

Quant aux indemnités de transport payées au magistrat-directeur du jury et au greffier, et qui, suivant l'article 28 ci-dessus, ne pourront entrer dans la taxe des dépens, elle en

sera remboursée soit par l'administration, soit par la compagnie concessionnaire qui aura provoqué l'expropriation.

L'émolument de l'avoué pour la requête au tribunal (L. 3 mai 1841, art. 13, 25) est de 7 fr. 50 cent. à Paris, et dans le ressort 5 fr. 50 cent., par application de l'article 78 du tarif civil, les frais de communication au ministère public compris. CHAUVÉAU, *Tarif*, 1^{re} éd. t. II, p. 483, n. 19.

CHAPITRE XXIV.

ENREGISTREMENT ET TIMBRE.

440. « Les plans, procès-verbaux, certificats, « significations, jugemens, contrats, quittances et « autres actes faits en vertu de la présente loi (du « 3 mai 1841), seront visés pour timbre et enregis- « trés gratis, lorsqu'il y aura lieu à la formalité de « l'enregistrement.

« Il ne sera perçu aucuns droits pour la tran- « scription des actes au bureau des hypothèques. « Les droits perçus sur les acquisitions amiables « faites antérieurement aux arrêtés du préfet, se- « ront restitués, lorsque, dans le délai de deux « ans, à partir de la perception, il sera justifié que « les immeubles acquis sont compris dans ces ar- « rêtés. La restitution des droits ne pourra s'ap- « pliquer qu'à la portion des immeubles qui aura « été reconnue nécessaire à l'exécution des tra- « vaux. » Art. 58. V. aussi L. 22 brum. an VII, art. 70, et *Décis. min. fin.*, 7 janv. 1828, comb. — *Nec obstat* L. 16 juin 1824, art. 7; *Circul. direct. ponts et chauss.*, 28 fév. 1828 et 27 juill. 1829.

Contrats, quittances... Passés par devant no- taire ou par l'administration.

441. *Autres actes...* Sous ce terme devrait être

comprise la procuration donnée à un tiers par le propriétaire pour traiter en sa place avec l'administration. Le propriétaire doit être indemnisé de tous les frais ou déboursés que lui occasionne la cession de son immeuble. Absent, c'est dans l'intérêt de l'administration qu'il eût pu obliger d'attendre son retour, qu'il s'est substitué un mandataire. Cet avis est aussi celui de M. Delalleau, n. 691 : cependant, une décision du ministre des finances, du 20 janvier 1835, est contraire à cette interprétation.

Faits en vertu de la présente loi... Il est nécessaire que cette mention soit faite dans l'acte lui-même, pour qu'il soit enregistré gratis. *Décis. min. fin.*, 21 mars 1835. — Ne peut être considéré comme tel, et est conséquemment soumis au droit d'enregistrement (L. 28 avr. 1816, art. 51), le traité entre une commune et un particulier, par lequel celui-ci se charge d'exécuter des travaux d'utilité publique, et d'acheter les terrains nécessaires à leur confection. Il n'est point fait en vertu de la loi du 3 mai, et se borne à fixer les obligations réciproques des parties. En vain dirait-on qu'une portion du prix de la concession ayant été employée à payer les propriétés nécessaires à l'exécution des travaux, le droit d'enregistrement en doit être diminué ; ce fait postérieur ne peut changer la nature de la convention, ni autoriser la restitution du droit d'enregistrement régulièrement perçu sur cette convention. *Cass.* 12 nov. 1838

(S., 38, 891). — La solution eût été différente s'il se fût agi de l'enregistrement des actes d'acquisition faits par l'entrepreneur en vertu de sa concession; pourvu, toutefois, que les immeubles acquis aient été compris dans l'arrêté pris par le préfet conformément à l'article 11 (*ib.*). V. art. 11. Il faut qu'il soit constaté que ces acquisitions sont nécessaires aux travaux d'utilité publique. — Ainsi, de même quand il s'agira d'actes de vente volontaire, passés au profit d'une commune, de terrains dont elle était dûment autorisée à poursuivre l'expropriation pour des travaux d'utilité publique, la commune jouira de la dispense accordée par l'article 58 pour les contrats d'acquisition relatant la loi ou l'ordonnance qui aura autorisé les travaux. *Décis. min. fin.*, 21 mars 1835 (S., 35, 2, 413); et *Instruct. régie*, 15 juin 1835. *Contrà*, *Délibér. régie*, 9 mai 1834. — Cette dispense profite également aux actes de rétrocession passés en vertu de l'article 60. V. n. 345 et suiv. — Toutefois, le bénéfice de l'article 58 ne s'applique aux acquisitions faites par les concessionnaires qu'autant que toutes les formalités prescrites par la loi d'expropriation ont été remplies. *Délibér. régie*, 12 sept. 1837.

442. L'équité et l'esprit de la loi, sinon les termes de l'article 58, nous paraissent autoriser l'application du bénéfice de cette disposition aux actes de substitution d'hypothèque, lorsqu'elle est consentie entre l'exproprié et son créancier. Si on

en décidait autrement, nous pensons que le propriétaire, devant être rendu indemne de toutes les dépenses qui sont la suite de l'expropriation, aurait droit de faire figurer les frais de timbre et d'enregistrement de ces actes au nombre des chefs de l'indemnité qui lui est due. V. chap. xii.

La dispense des droits de timbre et d'enregistrement s'étend à l'acte de renonciation de la femme à son hypothèque légale sur les biens cédés à l'État; cet acte résulte trop directement de l'expropriation, pour que cette dispense ne lui soit pas appliquée. Il doit en être de même pour les actes de translation d'hypothèque.

443. *Seront visés pour timbre....* Le visa pour timbre est la mention écrite par le préposé de l'administration de l'enregistrement, en tête d'une feuille de papier libre, que ce papier a été par lui visé pour tenir lieu de timbre, au droit de. . . . ou *gratis*, comme dans les matières d'expropriation. Toutes les fois que des fonctionnaires, greffiers, huissiers et agens de l'administration dressent des actes qui se rédigent sur papier timbré, ils font préalablement viser le papier pour timbre par le receveur de l'enregistrement.

444. *Enregistrés gratis....* Dans le délai de quatre jours, pour les actes des huissiers et autres ayant pouvoir de faire des exploits et procès-verbaux (L. 22 frim. an vii, art. 20), disposition qui s'applique aux actes des agens de l'administration autorisés à faire les significations. V. art. 57. — A

cet effet, ces actes sont remis par eux au bureau d'enregistrement de leur résidence, ou du lieu où l'acte est passé, à leur choix. L. 22 frim., art. 26.

D'après la loi du 22 frimaire an vii (art. 20), sont enregistrés dans le délai de vingt jours les actes des autorités administratives, — assujettis à la formalité de l'enregistrement par la loi du 15 mai 1818 (art. 78); — dans celui de dix jours, les actes des notaires résidant dans la commune où le bureau d'enregistrement est établi; et enfin dans le délai de quinze jours, les actes des notaires qui n'y résident pas. Il résulte de là que les contrats reçus dans la forme des actes administratifs doivent être enregistrés dans le délai de vingt jours; — au bureau dans l'arrondissement duquel les greffiers ou secrétaires d'administration exercent leurs fonctions. *Ib.*, art. 26, §. 3. — Dans les délais ci-dessus, le jour de la date de l'acte n'est pas compté; le dernier jour du délai ne l'est pas non plus, s'il se trouve un dimanche ou un jour de fête légale. L. 22 frim. an vii, art. 25.

445. *Il ne sera perçu aucuns droits....* Cette disposition ne se trouvait point dans la loi de 1833; elle a été ajoutée, ainsi que celle contenue au troisième paragraphe, à titre de faveur; mais déjà cette exemption de droits de transcription avait été établie par une instruction de la régie du 22 juillet 1836, n. 1516, §. 1^{er}. *Décis. min. finan.*, 17 avr. 1835. Cette instruction étendait l'exemp-

tion au timbre des feuilles employées à cette transcription, mais décidait aussi que l'exemption du droit de transcription ne s'étendait point au salaire dû au conservateur pour cette formalité. La même instruction décide que le conservateur ne doit pas faire l'inscription d'office, comme l'exige l'article 2108 du Code civil d'une manière générale, pour le prix des immeubles acquis au nom de l'État, lorsqu'il en est dispensé par une clause expresse du jugement ou du contrat d'acquisition.

Remarquez, à l'égard des contestations qui s'élèvent entre l'exproprié et l'administration sur le droit à l'indemnité, que les droits de timbre et d'enregistrement sont dus pour tous les actes de cette procédure; elle reste soumise aux règles ordinaires du droit commun (art. 58, arg.). Il en est de même du pourvoi contre le jugement à intervenir.

446. *Seront restitués...* Le bénéfice de cette restitution ne s'étend pas aux parties d'immeubles dont le propriétaire aurait requis l'acquisition en vertu de l'article 50. Un amendement contenant cette extension ne fut pas même appuyé lors de la discussion de la loi, à cause des difficultés de son exécution, rien en effet n'indiquant dans le traité amiable, antérieur à l'arrêté du préfet, ce qui a été vendu comme nécessaire aux travaux, et ce qui l'aurait été en vertu de l'article 50. *Mon.* 5 mars 1841, p. 540.

CHAPITRE XXV.

DOMMAGES CAUSÉS PAR SUITE DE TRAVAUX D'UTILITÉ PUBLIQUE.

447. Des travaux d'utilité publique peuvent, sans qu'il y ait eu expropriation, donner lieu à une indemnité pour torts et dommages causés aux propriétés par suite de leur exécution, ou même par l'effet d'une simple occupation. Telles sont des inondations, des prises d'eau, des remblais, des fouilles ou extractions de matériaux, etc.... Ce mot *fouille*, dans le sens de la loi du 28 septembre 1791, s'entend même d'un simple ramassage de cailloux; ce ramassage est une atteinte à la propriété qui peut lui être aussi préjudiciable qu'une fouille ordinaire. C'est ce que reconnaissait l'article 1^{er} de la section 4 du titre I^{er} du Code rural des 28 septembre et 6 octobre 1791; et l'article 55 de la loi du 16 septembre 1807, en prévoyant le cas où des terrains *sont occupés pour prendre les matériaux* nécessaires aux routes, comprend, par la généralité de ses termes, le ramassage comme l'exfodiation. — Toutefois, l'extraction et la déposition d'un rocher appartenant à un particulier dans le lit d'une rivière navigable n'est pas considéré comme un simple enlèvement de matériaux de la compétence des conseils de préfecture. Cette extraction constitue une véritable expropriation pour cause d'utilité publique, dont l'indemnité est

réglée par le jury spécial, et non par l'administration. Arr. cons. d'Ét. 3 mai 1839 (S., 40, 92). — Un travail d'exhaussement du sol peut aussi donner droit à une indemnité, par exemple, lorsqu'une maison se trouve enfouie, et par conséquent dépréciée. Cass. 30 avr. 1838 (S., 38, 456).

Mais dans l'application et sous l'empire de la loi du 3 mai 1841, si des propriétés non entamées par les travaux d'utilité publique éprouvent une moins-value par suite de leur confection, il n'y a pas lieu à indemnité. L'État peut, comme tout particulier, faire sur son terrain ce que bon lui semble. *Mon.* 8 fév. 1833, p. 324. — C'est ainsi que l'envahissement des eaux de la mer causé par le détournement d'une rivière, quoique préjudiciable, n'est pas une cause d'indemnité; ce n'est qu'une conséquence indirecte de travaux ayant pour objet le service public. LL. 14 flor. an xi et 16 sept. 1807; arr. cons. d'Ét. 14 déc. 1836 et 5 déc. 1837 (BEAUCOUSIN, t. VI, p. 536, t. VII, p. 527). — Il en est de même lorsque le bief d'un moulin a perdu, par filtration, une partie de ses eaux pendant la construction d'un canal, sans qu'il ait été fait aucune prise d'eau, soit au bief du moulin, soit au cours d'eau alimentaire, et que la perte d'eau résulte uniquement de la nature perméable du sol. Arr. cons. d'Ét. 20 juill. 1836 (BEAUCOUSIN, t. VI, p. 365).

448. La loi du 3 mai 1841, comme celle du 7 juillet 1833, est étrangère à ces causes d'indem-

nité. *Mon.* 10 fév. 1833, p. 337. — C'est un arrêté du préfet qui autorise, en matière de chemins vicinaux, les extractions de matériaux, les dépôts ou enlèvemens de terre, les occupations temporaires de terrains, et qui désigne les lieux; cet arrêté est notifié aux parties intéressées au moins dix jours avant que son exécution puisse être commencée. L. 21 mai 1836, art. 17. Toulouse, 10 mars 1834 (S., 35, 173). — Conséquemment les entrepreneurs de travaux publics ne peuvent occuper un terrain s'il n'a été spécialement désigné par l'administration dans les devis des travaux, ou dans un acte postérieur. Paris, 12 octobre 1838 (S., 39, 161). — Aussi ceux qui exécutent des travaux sont-ils tenus de justifier de leur mission et de leur qualité; faute de cette justification, les propriétaires sont fondés à s'opposer à tous enlèvemens de matériaux (Cass. 4 mars 1825; S., 26, 36); — et même si ceux-ci détruisaient des travaux opérés sur le terrain, ou enlevaient des outils ou des machines apportées par les agens de l'autorité, ils ne seraient point passibles de la peine prononcée par l'article 257 du Code pénal, comme ayant détruit des objets destinés à l'utilité publique. Cass. 4 mars 1825 (S., 26, 36). — Non-seulement cette résistance serait dans le droit du propriétaire, mais encore la voie de référé serait régulièrement intentée par lui contre l'entrepreneur de travaux publics qui, sans faire connaître sa mission, aurait violé la propriété par un bris de

clôture. La répression des actes illégaux étrangers aux actes administratifs reste de la compétence des tribunaux civils. Arr. cons. d'Ét. 5 sept. 1755; L. 28 sept. — 6 oct. 1791. Paris, 12 oct 1838 (S., 39, 161). — Si au contraire l'entrepreneur justifie des ordres supérieurs, c'est alors devant le conseil de préfecture qu'il faut faire décider la question de clôture (Toulouse, 10 mars 1834; S., 35, 173), et non devant le préfet seul. L. 28 pluv. an VIII, art 4; Ord. cons d'Ét. 1^{er} jnill. 1840 (S., 40, 477). Ici il s'agit de l'exécution d'un acte administratif.

449. La loi du 28 septembre 1791 (sect. VI, art. 1^{er}) exigeait de plus que le propriétaire du terrain fouillé fût *préalablement* indemnisé; mais cette disposition, la plupart du temps impraticable, a été tacitement abrogée par l'article 4 de la loi du 28 pluviôse an VIII, et par l'article 18 de la loi du 21 mai 1836, qui supposent que l'indemnité est demandée pour des terrains qui *ont été* fouillés. Toulouse, 10 mars 1834 (S., 35, 173); Ord. cons. d'État, 20 juin 1839 (S., 40, 138).

450. A quel tribunal doit être portée la demande d'indemnité? La loi de pluviôse an VIII en attribuait la connaissance aux conseils de préfecture, — sans distinguer si les dommages étaient temporaires ou permanens (Ord. cons. d'État, 24 oct. 1821 (MAG., t. II, p. 404); 24 mars et 7 avr. 1824; 17 avr. 1834 (DEL., p. 238); 3 fév. 1835 (*ib.*, p. 80); Cass. 2 déc. 1839 (S., 39, 909);

DE LALLEAU, n. 42.); — et si l'article de cette loi restreignait la compétence de ces conseils aux demandes en indemnité de dommages provenant seulement du fait des entrepreneurs, en excluant celles qui avaient pour objet un fait de l'administration, cette distinction n'était point observée. Les conseils de préfecture connaissaient des unes et des autres. MACAREL, *Introd. à la Jurisp. administ.*, p. 57; Ord. cons. d'Ét. 12 avr. 1832; 22 fév. 1838; Cass. 20 août 1834 (S., 34, 2, 506; 38, 397; *id.*, 529). — Cette interprétation a été consacrée par un arrêt du conseil d'État très-explicitement motivé, et que nous reproduisons : « Con-
 « sidérant, dit cet arrêt, que si, jusqu'à la loi
 « du 8 mars 1810, les indemnités de toute nature
 « réclamées pour torts et dommages et provenant
 « du fait de l'administration ont été réglées suivant
 « les principes et d'après les formes établies par la
 « loi du 16 septembre 1807, et que la loi du 8 mars
 « 1810 n'a apporté de changemens à cet état de
 « choses qu'en ce qui concerne l'expropriation
 « pour cause d'utilité publique ou les dommages
 « qui seraient la conséquence directe d'une expro-
 « priation ; considérant d'ailleurs que si le conseil
 « de préfecture est compétent pour statuer sur des
 « demandes d'indemnité pour des faits d'entrepre-
 « neurs de l'administration ; à plus forte raison le
 « sont-ils pour régler les indemnités qui peuvent être
 « dues à des tiers, par suite de travaux ordonnés
 « par l'administration elle-même. C'est ainsi que

« lesdites lois ont été constamment entendues et appliquées. » Arr. cons. d'État, 16 nov. 1832 (DEL. 1832, p. 639).

Mais la loi du 8 mars 1810 ayant retiré aux conseils de préfecture, pour l'attribuer aux tribunaux civils, le droit de prononcer l'expropriation pour cause d'utilité publique, la jurisprudence, pour suivre la législation, a assimilé dès lors à une véritable expropriation les dommages dont la durée était indéfinie, et confié aux tribunaux le droit de connaître des demandes en indemnité qui s'y rattachaient. Colmar, 14 août 1836 (S., 37, 66). V. aussi Bourges, 28 fév. 1832; Rennes, 28 août 1833; 1^{er} fév. 1834; Angers, 28 janv.; Paris, 1^{er} août 1835; Dijon, 17 août 1837; Lyon, 9 déc. 1840; Cass. 9 déc. 1835 (S., 32, 667; 34, 316; 35, 281; *id.*, 279; *id.*, 401; 38, 19; 41, 257; 36, 67); et l'arrêt de rejet du 23 nov. 1836 (S., 36, 890). — *Contra*, un arrêt du conseil d'État, 6 avril 1836 (BEAUCOUSIN, t. VI, p. 162), qui, dans un cas où le dommage était reconnu permanent, a jugé le conseil de préfecture seul compétent.

454. De ce qui précède se tire la règle de compétence suivante :

Si le fait pouvant donner lieu à indemnité est antérieur à la loi du 8 mars 1810, alors, que le dommage soit temporaire ou permanent, il faut suivre les dispositions de la loi de pluviôse an VIII, — ou celle du 16 septembre 1807, si l'on se trouve dans un des cas particuliers qu'elle a prévus. V. cette

loi, art. 47, 48, et Cass. 4 juill. 1832 (S., 32, 648). — Or, d'après la loi de pluviôse, c'est devant le conseil de préfecture qu'est portée la demande. V. Décr. 18 août 1810; Ord. cons. d'État, 15 mars 1826; 12 avr. 1829; 7 nov. 1834; 8 fév. 1838 (S., 26, 238; 29, 359; 35, 503; 38, 355); V. encore ord. 3 sept. 1836; 21 déc. 1837 (BEAUCOUSIN, t. VI, p. 436; t. VII, p. 561).

Le dommage est-il, au contraire, postérieur à la loi de 1810? On distingue alors si le dommage est temporaire ou permanent; dans le premier cas, la demande en indemnité reste soumise à la loi du 28 pluviôse an VIII, et est encore portée devant le conseil de préfecture. Ord. cons. d'État, 16 nov. 1836 (BEAUCOUSIN, t. VI, p. 500); autres ord. *ib.* 8 juin 1832; 14 nov. 1833; Angers, 28 janv. 1835; Cass. 23 nov. 1836 (S., 32, 667; 34, 568; 35, 279; 36, 890). — S'il est au contraire permanent, la demande est adressée au tribunal civil. Rennes, 23 août 1833; Angers 28 janv. 1835; Colmar, 14 août 1836; Dijon, 17 août 1837; Lyon, 1^{er} mars 1838; Cass. 23 nov. 1836; *id.*, 30 avr. 1838 (S., 34, 316; 35, 279; 37, 66; 38, 19; 39, 470; 36, 890; 38, 456); CORMENIN, *Quest. de droit administ.*, t. 1^{er}, p. 379; Arr. cons. d'État, 5 sept. 1836 (BEAUCOUSIN, t. VI, p. 452); *id.*, 4 juill. 1837 (S., 37, 501). — Toutefois il y a variation dans les ordonnances du conseil d'État sur l'appréciation du caractère temporaire ou permanent des dommages.

452. A cet égard, la Cour de cassation semble avoir reconnu en principe qu'on doit considérer comme *permanent*, et non comme *temporaire*, tout dommage par lequel une propriété se trouve affectée d'une manière perpétuelle, bien que le dommage n'ait lieu que par intervalles plus ou moins rapprochés, selon la volonté de l'administration. Cass. 23 avr. 1838 (S., 38, 454).

Ainsi constituent un dommage permanent, — la diminution de la force motrice d'une usine occasionnée par le changement de direction de partie des eaux de la rivière qui la faisait mouvoir. Riom, 23 mai 1838 (39, 305); — l'exhaussement de la voie publique vis-à-vis d'une propriété dont l'accès se trouve interdit (Lyon, 1^{er} mars 1838; S., 39, 470); — le dommage résultant pour un moulin des lâchures provenant de la levée des vannes d'un barrage, bien que ces lâchures n'aient lieu qu'à des époques variables et suivant le besoin de la navigation. Il dépend, en effet, de l'administration de rendre ce fait perpétuel ou de le faire cesser. Cass. 23 avr. 1838 (S., 38, 454).

Toutefois, nous devons dire que le conseil d'État, par son ordonnance du 23 octobre 1835 (S., 36, 59), a tenté de poser en principe que toutes les fois qu'une propriété n'est point entamée, l'indemnité, s'il y a lieu, est réglée administrativement, aux termes des lois des 28 pluviôse an VIII et 16 septembre 1807; — ainsi a-t-il décidé, les 23 février

et 14 avril 1839 (S., 40, 47, 48), que l'indemnité réclamée pour dommage résultant de l'exhaussement du sol ou des eaux d'une rivière, ne pouvant être assimilée à celle due pour une expropriation totale ou partielle, c'était à l'autorité administrative à en connaître. — Ainsi a-t-il encore jugé le conseil de préfecture compétent pour statuer sur la réclamation d'une commune qui prétend qu'il lui a été causé préjudice, notamment sous le rapport de la salubrité et du service de la navigation, par la construction d'un chemin de fer; attribuant seulement à l'administration le droit de prescrire aux concessionnaires du chemin l'exécution des ouvrages propres à garantir la commune dont le droit a été reconnu. Arr. cons. d'Ét., 28 juin 1837 (BEAUCOUSIN, t. VII, p. 272). — Mais un arrêt plus récent, rentrant dans la doctrine que nous avons ci-dessus énoncée (V. *sup.* n. 451), a reconnu le jury spécial seul compétent pour fixer l'indemnité (V. n. 459) due pour dommage résultant d'une inondation permanente (Ord. cons. d'Ét., 25 août 1841 (S., 42, 184), — et par cela même reconnu aussi la compétence des tribunaux pour décider s'il y a lieu à indemnité. — Quant aux questions de propriété, la connaissance en demeure sans conteste aux tribunaux civils : telle est la demande d'un particulier contre un entrepreneur de travaux publics, pour obtenir la restitution d'un terrain prétendu usurpé sur lui (Ord. cons. d'Ét., 23 juill. 1838; S., 39, 271); — la

question de savoir si le propriétaire d'une usine, située sur une rivière, est aussi propriétaire de la force motrice qu'il en tire. Ord. cons. d'Ét., 10 juill. 1833 (S., 34, 568).

453. Ce qui vient d'être dit aux numéros 451 et 452 s'applique également aux indemnités demandées pour torts et dommages causés par les propriétaires de mines aux fonds voisins (L. 21 avr. 1810, art. 45 et 46), — mais ne préjudicie point aux dispositions de loi qui déterminent la compétence dans certaines matières spéciales, telles que celle sur les chemins vicinaux. L. 21 mai 1836, art. 17. — Ainsi, la loi du 16 septembre 1807, relative aux dessèchemens de marais, reste applicable aux cas spéciaux qu'elle a prévus. Ord. cons. d'Ét., 22 janv. 1823 (S., 24, 2, 109). — Les articles 46 et suivans attribuent aux commissions spéciales — jugeant sur rapport d'experts (*ib.* 56), et sauf approbation du préfet (art. 57, *ib.*), — la connaissance des demandes relatives à l'indemnité, — ainsi que la fixation des intérêts; ils sont l'accessoire du principal. Cass. 30 déc. 1833* (S., 34, 218).

454. Il est une distinction à faire dans la direction des poursuites contre l'entrepreneur de travaux publics, auteur du dommage dont on a à se plaindre; savoir, si les dommages ont eu lieu dans les localités désignées au cahier des charges ou aux devis annexés; dans ce cas, la demande est de la compétence du conseil de préfecture, parce qu'il s'agit alors d'apprécier les conséquences et les effets

d'un acte administratif (L. 28 pluv. an VIII, art. 4. Cass. 16 avr. 1836; 3 août 1837; 2 déc. 1839; Ord. cons. d'Ét., 2 août 1838; S., 36, 687; 38, 927; 39, 909, 313); — mais cette compétence cesse lorsque les faits de dommage se sont passés hors des lieux indiqués à l'entrepreneur par l'administration; il reste alors un délit de la compétence des tribunaux correctionnels. Cass. 16 avr. 1836; 3 août 1837; Paris, 12 oct. 1838; Cass. 1^{re} oct. 1841 (S., 36, 687; 38, 927; 39, 161; 42, 413). — Observez que l'autorité judiciaire reste compétente sur la question de possession à laquelle a pu donner lieu le trouble; mais l'administration seule a droit de prononcer la révocation des mesures par elle prescrites, et la destruction des travaux. Ord. cons. d'Ét., 14 oct. 1836 (BEAUCOUBIN, t. VI, p. 465). — Il suit de là que le propriétaire actionné par son fermier pour réparation des dommages temporaires causés, dans les lieux loués, par l'exécution de travaux publics, ne peut appeler en garantie, devant le tribunal civil saisi de la demande, l'entrepreneur de ces travaux : son action récursoire doit être portée devant l'autorité administrative, qui statuera sur l'indemnité due pour les dommages temporaires. Le garant, en effet, ne peut être appelé en garantie devant un tribunal auquel la loi n'a pas attribué la connaissance de la matière à laquelle se rapporte l'action en garantie. C. proc., art. 181; L. 28 pluv. an VIII, art. 4. Il en est encore ainsi, alors même qu'il a été convenu,

par une transaction passée entre le propriétaire et l'entrepreneur, que les indemnités dues seraient réglées par celui-ci avec le fermier : on ne peut conclure de là une renonciation de l'entrepreneur à la juridiction administrative. Cass. 15 déc. 1841 (S., 42, 173).

Observez que lorsqu'un particulier s'est adressé au ministre chargé des travaux publics, afin d'obtenir une indemnité pour les dommages causés à sa propriété par suite de travaux publics, et que le ministre l'a refusée, cette décision est un acte purement administratif qui ne nuit point à l'action du réclamant devant l'autorité compétente pour faire statuer sur sa réclamation, et cette décision n'est pas attaquable devant le conseil d'État. Arr. cons. d'État., 26 mai 1837 (BEAUCOUSIN, t. VII, p. 209).

455. Les conseils de préfecture sont encore compétens 1°. pour prononcer sur la demande en garantie formée contre l'État, en cas d'insolvabilité de l'entrepreneur, auteur du dommage causé sur des terrains désignés par l'administration ; et l'État peut être condamné à le réparer, s'il provient en partie du défaut de surveillance de l'autorité. Ord. cons. d'État., 7 juin 1836; 27 mai 1839 (BEAUCOUSIN, t. VI, p. 279; S., 40, 93). — 2°. Pour décider la question de savoir si l'entrepreneur est sorti des limites à lui tracées par le devis, ou s'il a rempli les formalités préalables prescrites par ce devis. LL. 28 pluv. an VIII, et 16 sept. 1807; Ord. roy., 1^{er} juin 1828, et 12 mars 1831. Arr.

cons. d'Ét., 4 avr. 1837 ; 2 août 1838 (BEAUCOUSIN, t. VII, p. 95 ; S., 39, 313). — Mais c'est aux tribunaux, et non aux conseils de préfecture, à statuer sur la validité et l'exécution d'une convention intervenue entre un entrepreneur de travaux publics et un particulier, relativement à l'extraction de matériaux sur sa propriété, et à prononcer sur les dommages-intérêts résultant de l'inexécution de cette convention. Il ne s'agit plus alors de dommages résultant d'un fait personnel aux entrepreneurs (L. 28 pluv. an VIII, art. 4), indépendamment de toute convention. Caen, 24 avr. 1838 (S., 38, 377).

456. Remarquons que le fait des travaux qui, devant être exécutés par l'administration dans un intérêt public, l'ont été avec le concours de particuliers, ne change pas le caractère de ces travaux, et ne modifie pas les règles de la compétence. — Ainsi, que des propriétaires, qui ont concouru à la dépense des travaux, actionnent l'État en garantie devant l'autorité judiciaire, à l'occasion d'une indemnité qui leur est demandée par un tiers-acquéreur, pour dommages causés à la propriété cédée, par suite de la mauvaise exécution des travaux, c'est à bon droit que le préfet décline la compétence de l'autorité judiciaire, quant au recours en garantie, et que, sur le rejet du déclinatoire, il élève le conflit d'attributions. Arr. cons. d'État, 28 juin 1837 (BEAUCOUSIN, t. VII, p. 276).

457. L'incompétence d'un tribunal civil qui a

prononcé sur une matière du ressort de l'autorité administrative, étant d'ordre public, est proposable pour la première fois devant la Cour de cassation, bien que devant celle d'appel il ait été conclu à la confirmation du jugement qui avait statué au fond sur l'action. L. 16 et 24 août 1790, art. 13, t. II; LL. 16 fruct. an III, et 28 pluv. an VIII, art. 4. Cass. 27 août 1839 (S., 39, 829). — C'est pareillement parce que la compétence est d'ordre public, qu'il a été jugé que si, sur une demande en indemnité formée par des particuliers pour dommages résultans de travaux publics, l'ingénieur en chef a proposé de s'en rapporter à un arbitre par lui désigné, et dont les estimations ont été homologuées par le conseil de préfecture, le ministre de l'intérieur a le droit, dans l'intérêt de l'État, d'attaquer l'arrêt du conseil de préfecture devant le conseil d'État. L'ingénieur n'a point qualité pour engager l'administration, et les arrêtés du conseil de préfecture peuvent toujours être déférés par voie contentieuse au conseil d'État. Arr. cons. d'Ét., 20 juill. 1836 (BEAUCOUSIN, t. VI, p. 365).

458. Comment doit-on entendre aujourd'hui l'article 55 de la loi du 16 septembre 1807, qui dispose que les terrains occupés pour prendre les matériaux nécessaires aux routes et aux constructions publiques, *pourront être payés* aux propriétaires, comme s'ils eussent été pris pour la route même?

On ne doit voir dans cette disposition qu'une

cause de plus et tout exceptionnelle d'expropriation pour utilité publique, uniquement applicable au cas où l'entretien des routes en réclame l'application. Les terrains à fouiller pourront donc être expropriés, dans ce cas, comme s'ils devaient être employés à la confection même de la route. Cette disposition n'est point abrogée par la loi du 3 mai 1841, qui, générale dans son objet, n'a point eu pour but de réglementer les matières administratives déjà régies par des dispositions spéciales. Seulement, pour parvenir à l'expropriation des terrains à fouiller, il faudra suivre la procédure tracée par la loi du 3 mai, qui est de droit commun. Il suffira, pour obtenir le jugement d'expropriation, de remplir, à l'égard des terrains à fouiller, les mêmes formalités qu'on aurait à accomplir si ces mêmes terrains devaient faire partie du sol même de la route. V. *TARBÉ DE VAUXCLAIRS, Travaux publics*, p. 104 et 105.

Si les terrains n'ont été simplement que fouillés, mais que les extractions l'aient rendu sans valeur, l'indemnité sera arbitrée en conséquence. L. 3 mai, art. 39, arg.— Et en même temps, le montant de l'indemnité à allouer se compensera avec la plus-value résultant des travaux, s'il y a lieu. L. 16 sept. 1807, art. 30, 38 et 54.

459. Le tribunal appelé à connaître de la demande d'indemnité pour dommage permanent (V. n. 451), la fixera-t-il lui-même?

Sous la loi du 8 mars 1810, qui avait transporté

du pouvoir administratif au pouvoir judiciaire le droit de connaître des demandes en indemnité, c'était le tribunal lui-même qui l'évaluait (art. 16); — mais la loi du 7 juillet 1833, ou maintenant celle du 3 mai 1841, ayant retiré aux tribunaux cette dernière attribution pour la confier à un jury, dès lors la jurisprudence, qui s'est attachée à suivre, en matière de dommages, les changemens de la législation, et qui considère le dommage permanent comme une espèce d'expropriation partielle (V. n° *ib.*), doit naturellement suivre aussi la nouvelle modification ou division des pouvoirs apportée par la loi nouvelle. Aussi pensons-nous qu'aujourd'hui c'est au jury à évaluer l'indemnité due pour dommage permanent. Colmar, 14 août 1836; Lyon, 9 déc. 1840. Cass., 23 et 30 avr. 1838, 15 déc. 1841 (S., 37, 66; 41, 257; 38, 454 et 456; 42, 173). — Pour arriver à cette évaluation, l'ayant-droit assigne l'administration ou le préfet, devant le tribunal, pour faire déclarer que l'indemnité à laquelle il a droit sera fixée par un jury spécial, choisi conformément à la loi du 3 mai 1841 (V. chap. x), sous la direction d'un des membres du tribunal désigné par le jugement à intervenir. Si le droit à l'indemnité n'est pas dénié, l'indemnitaire demande seulement au tribunal la nomination d'un magistrat-directeur (L. 3 mai, art. 14), et réclame ensuite du préfet les mesures nécessaires pour la désignation d'un jury spécial (*Ib.*, art. 30). V. chap. x.

460. L'indemnité allouée produit intérêt, du jour du dommage. Ord. cons. d'Ét., 25 avr. 1839 (S., 40, 94). — C'est par application de ce principe qu'il a été jugé que si l'indemnité accordée par le conseil de préfecture pour dommage temporaire, comme chômage d'usine, n'est pas contestée par le ministre, qui se pourvoit au conseil d'État sur un autre chef de décision, et que le paiement en reste suspendu, il y a lieu par le conseil d'État à ajouter à la somme principale les intérêts courus. Arr. cons. d'Ét., 20 juill. 1836 (BEAUCOUSIN, t. VI, p. 365).

461. Si, dans un incendie allumé par force majeure, l'autorité municipale a ordonné, comme mesure de salut pour la ville ou partie de la ville, la démolition d'une maison, le propriétaire aura-t-il une action en indemnité pour le tort qu'il éprouve? contre qui et devant quel tribunal sera-t-elle portée?

Le Code garde le silence sur cette question. M. Delvincourt refuse toute action, donnant pour motif que la maison aurait été détruite par l'incendie si elle n'eût pas été démolie. Nous répondons que ce résultat, quelque probable qu'il paraisse, n'est pas certain, et que la conviction même de l'autorité et des agens des secours publics ne peut passer pour une vérité légale produisant des effets légaux. Eh! l'équité ne serait-elle pas révoltée, quand, pour des motifs d'une utilité publique souvent contestable, un citoyen obligé de sacrifier sa propriété en reçoit un juste dédommagement,

il se le voyait refuser, alors que le salut de la cité serait dû à la destruction de sa propriété. La raison morale d'indemnité existe donc à un haut degré. — Mais, dit-on, il faut de plus une disposition de loi. — En pareille circonstance, et à défaut de loi spéciale, on recourt au droit commun : l'autorité municipale a fait détruire une propriété, la ville en devra l'indemnité en vertu de ce grand principe social, qui veut que tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage, oblige son auteur à le réparer. C. civ. 1382.

Mais n'y a-t-il pas ici une complète analogie avec le cas où, pour sauver du naufrage l'équipage et la cargaison d'un vaisseau, on jette à la mer une partie des marchandises, dont la perte est supportée contributoirement par tous les passagers et les propriétaires des marchandises conservées? C. comm. art., 301. Comment donc refuser au propriétaire d'une maison détruite pour cause de salut public une action en indemnité contre la ville? Les principes du droit ancien ne permettaient aucun doute à cet égard.

D'après l'article 645 de la coutume de Bretagne, quand le feu a pris à plusieurs maisons, et qu'on a abattu les constructions prochaines pour en circonscrire les ravages, tous les propriétaires des édifices ainsi préservés de la destruction sont tenus de dédommager ceux dont les maisons ont été détruites. D'Argentré ajoute que ceux mêmes dont les maisons ont été démolies doivent contribuer.

Mais il faut, et c'est l'avis de Duparc-Poulain sur l'article 645 de la coutume de Bretagne, que les démolitions aient été faites par l'autorité publique; si des particuliers les opéraient sans ordre et sans nécessité, ils en seraient personnellement responsables, et l'on ne pourrait rien réclamer aux propriétaires des maisons plus éloignées. Ce même auteur ajoute que, pour que la démolition d'une maison donne lieu à une indemnité, il faut que cette maison n'ait pas été elle-même attaquée par le feu; car il suffirait, selon lui, qu'il eût commencé à s'y introduire pour que la maison dût être démolie, indépendamment de l'intérêt qu'y pourraient avoir les propriétaires des maisons voisines.

Domat n'examine pas la question par rapport à l'incendie, mais par rapport au jet à la mer des marchandises chargées sur un bâtiment menacé de couler, et décide, conformément à la loi romaine, que ceux des chargeurs dont les marchandises ont été sauvées doivent contribuer à indemniser celui dont le chargement a été sacrifié. V. L. 1 ff. de lege Rhodiâ. Domat, L. 2, t. 1x, sect. 2, n. 6. — Mais Voët, dans son Commentaire sur cette loi *Rhodia*, trouve une grande différence entre le cas de danger de naufrage et celui d'incendie. Dans le premier cas, dit-il, le danger menace également toutes les marchandises; dans le second, les maisons plus voisines du feu sont exposées à un plus grand danger que les maisons plus éloignées; il

semble insinuer par là que la proportion de la contribution de chaque propriétaire doit être établie en raison du danger plus ou moins grand qui l'a menacé.

Quoi qu'il en soit, il y a chez ces auteurs accord unanime à reconnaître qu'une juste indemnité doit être payée. M. Tarbé de Vauxclairs, qui a aussi examiné cette question dans son *Traité des travaux publics*, p. 252, tout en reconnaissant combien il sera souvent difficile d'asseoir les portions contributives des propriétaires voisins, n'hésite pas plus que nous à proclamer le principe qu'une indemnité est légitimement réclamée par le propriétaire de constructions détruites pour la conservation de celles des autres citoyens.

462. Après avoir parlé des torts et dommages causés aux propriétés par suite de l'exécution des travaux d'utilité publique, nous sommes naturellement conduit à examiner si, réciproquement, les propriétaires des immeubles dont la valeur s'est accrue par suite de ces mêmes travaux doivent généralement contribuer à en payer la dépense.

Nous avons dit, n. 263, que le Gouvernement avait, dans la discussion de la loi de 1841, prétendu que l'article 30 de la loi du 16 septembre 1807 était toujours en vigueur. Or, cet article dispose que toutes les propriétés qui, par suite de travaux publics, auront acquis une notable augmentation de valeur, pourront être chargées de payer une indemnité susceptible de s'élever jusqu'à la moitié

de la plus-value qu'elles auront acquise. Notre opinion repousse cette prétention. La loi du 16 septembre 1807, en effet, en tant que loi spéciale à la matière des dessèchemens, est encore en vigueur; mais partout où elle a disposé d'une manière générale sur des questions d'expropriation pour utilité publique, abstraction faite de toute spécialité de travaux, elle a été remplacée radicalement par la loi du 3 mai 1841; et c'est cette dernière qui est la règle unique à suivre. Or, elle n'a pas reproduit la disposition contenue dans l'article 30 de la loi du 16 septembre; et ce n'est pas une omission du législateur de 1841, car, lui aussi s'est occupé de la plus-value dans son article 51; mais, comme les termes de cet article l'expliquent, c'est uniquement à l'égard des propriétés entamées par les travaux, que la plus-value qu'elles en auront pu retirer *sera prise en considération* dans l'évaluation de l'indemnité qui lui est afférente. Il résulte clairement de là que l'article 30 de la loi du 16 septembre n'est plus invocable.

Cependant le Gouvernement, a, par deux ordonnances royales, l'une du 2 décembre, et l'autre du 1^{er} septembre 1836, toutes deux relatives à des travaux publics, considéré cet article comme ayant force de loi, et en a autorisé l'application; le conseil d'État lui-même, par une décision du 1^{er} juin 1836, a favorisé cette prétention. Disons donc quelles seraient, conformément à cette opinion, les formalités à suivre pour parvenir à la

liquidation de l'indemnité à payer par les propriétaires pour cause de plus-value.

Elles se classent ainsi qu'il suit :

1°. Le préfet, par arrêté, créera le syndicat chargé du choix de l'expert à nommer du chef des propriétaires auxquels la plus-value pourra être demandée (art. 7 de la loi du 16 sept. 1807).

Les membres de ce syndicat seront pris parmi les plus imposés de ces propriétaires (*ib.*).

Ils seront trois au moins, neuf au plus (*ib.*).

2°. Deux experts seront nommés, l'un par le syndicat, l'autre par le maire de l'arrondissement ; un tiers expert sera nommé par le préfet (Lettre du ministre de l'intérieur au préfet de la Seine, le 16 juin 1832).

3°. Les biens à soumettre à l'expertise seront estimés d'après leur valeur au moment de l'expertise (art. 13 *ib.*). Cette expertise sera faite par les deux premiers experts, en présence du tiers expert qui sera là pour les départager (*ib.*).

4°. Le procès-verbal d'expertise sera déposé pendant un mois à la préfecture. Les intéressés en seront prévenus par affiches (art. 14).

5°. Un avis du préfet, avec les pièces à l'appui, donnera connaissance au ministre de l'intérieur de l'accomplissement de ces formalités et des réclamations qui seront survenues.

Le préfet proposera les membres qui devront composer la commission dont il va être question.

6°. Une ordonnance royale en forme de règlement

d'administration publique sera rendue, 1°. pour autoriser l'application des articles 30 et 31 de la loi du 16 septembre 1807; 2°. pour créer la commission qui devra prononcer sur les indemnités de plus-value; 3°. et pour déterminer le mode de procéder de cette commission (art. 45).

7°. Les sept membres qui composeront cette commission seront pris parmi les personnes qui sont présumées avoir le plus de connaissances relatives soit aux localités, soit aux divers objets sur lesquels ils auront à prononcer, et seront nommés par simple ordonnance royale (art. 44).

8°. Les avis des membres de cette commission seront motivés. Ils devront pour les prononcer être au moins au nombre de cinq (art. 43).

C'est par cette commission que sera jugée et homologuée l'expertise dont il est ci-dessus parlé (§. 3). Elle pourra décider outre et contre l'avis des experts (art. 14).

9°. Dès que l'estimation aura été définitivement arrêtée, les travaux pourront commencer (art. 15).

10°. Après les travaux exécutés, la commission prononcera sur le montant des indemnités de plus-value que les propriétaires des biens désignés dans le procès-verbal d'expertise pourront être tenus de payer (art. 46).

11°. En cas de réclamation de la part d'aucun de ces propriétaires, c'est devant cette commission qu'elles seront portées (art. 24 et 46 *ib.*, et Décis. du cons. d'Ét. du 1^{er} juin 1836).

CHAPITRE XXVI ET DERNIER.

DE LA LOI DU 24 MAI 1842 RELATIVE AUX PORTIONS DE ROUTES
ROYALES ABANDONNÉES.

463. Lorsque des portions ou parcelles du sol dépendant d'une route royale sont devenues inutiles à la circulation et en ont été séparées par l'administration, elles sont :

Ou aliénées au profit des riverains, conformément à l'article 53 de la loi du 16 septembre 1807 (V. chap. XXII, §. 2, p. 293 et suiv.),

Ou *cédées* par voie d'*échange*, d'après l'autorisation écrite dans la loi du 20 mai 1836.

Mais ces lois ne peuvent recevoir aucune application dans des circonstances fréquentes, et qui le deviendront encore plus à mesure que l'État poursuivra le perfectionnement de nos routes royales. En effet, le besoin d'adoucir des pentes trop roides détermine tous les jours l'administration à s'écarter du tracé de la route et à adopter des directions nouvelles. La partie de la route royale qui est ainsi abandonnée, pour réaliser ce perfectionnement, conserve très-souvent une assez grande utilité locale, soit pour l'exploitation du territoire qu'elle traverse, soit pour le service des populations voisines qui se trouveraient isolées de la communication générale si l'on supprimait la direction délaissée.

Il faut donc souvent conserver ces parties d'ancien tracé, mais on comprend que leur entretien doit cesser d'être à la charge de l'État, qui n'a pas besoin de deux routes peu distantes l'une de l'autre et presque parallèles. Ces parties de route doivent donc naturellement prendre place, soit parmi les routes départementales, soit parmi les chemins vicinaux de grande communication, soit même au nombre des simples chemins vicinaux.

Ici se présente la question de savoir qui fera ces nouveaux classemens?

L'administration avait d'abord pensé que le pouvoir réglementaire était investi d'une autorité suffisante pour les opérer; mais le comité des travaux publics, saisi de l'examen de la question, ne partagea pas cette manière de voir; il fit remarquer que les routes royales, faisant partie du domaine de l'État, ne pouvaient passer, même partiellement, dans le domaine départemental ou communal, qu'en vertu de décisions législatives.

Mais, comme les cas où l'on devra y avoir recours se présenteront souvent, on a jugé que l'on ne devait pas, pour des objets d'une importance très-secondaire, occuper les précieux momens des Chambres, et l'on a recherché si, au moyen d'une sorte de délégation générale donnée par le législateur à l'administration, on ne pourrait pas lui confier le soin et le droit de classer elle-même parmi les communications d'un ordre inférieur les parties des routes royales abandonnées par suite de l'adop-

tion de nouveaux tracés, et dont le maintien importerait cependant aux besoins de la circulation locale; sauf à l'administration des domaines, dans le cas où les départemens ou les communes refuseraient de prendre à leur charge ces portions de route, à en disposer conformément aux lois qui régissent le domaine de l'État.

Ce fut pour satisfaire aux besoins de l'administration que, le 11 janvier 1840, il fut présenté à la Chambre des Pairs un projet de loi contenant un seul article; il était ainsi conçu :

« Les portions de routes royales abandonnées pourront, sur la demande des conseils généraux de département ou des conseils municipaux des communes intéressées, être classées soit parmi les routes départementales, soit parmi les chemins vicinaux de grande communication, soit même parmi les simples chemins vicinaux.

« Si le maintien desdites parties de route n'est réclamé ni par les conseils généraux, ni par les conseils municipaux intéressés, elles seront remises à l'administration des domaines pour en être disposé conformément aux règles qui régissent le domaine de l'État. »

L'esprit de ce premier projet se réduisait donc à une pensée fort simple, qu'on peut préciser en disant : Lorsqu'une portion de route royale ne doit plus être entretenue par l'État, il y a lieu de faire une tentative auprès des préfetures pour la faire devenir route départementale, ou auprès des

communes pour la faire devenir route communale; et à défaut d'adoption de l'un de ces classemens secondaires, il y a lieu de reprendre le terrain et de le faire régir ou aliéner par la régie des domaines comme toute autre propriété nationale.

On pouvait reprocher à ce projet de loi de ne pas déterminer par quel acte serait opéré le classement de deuxième et de troisième ordre, et de ne rien indiquer pour réserver les réclamations nombreuses qui devaient s'élever de la part des propriétaires riverains, lorsqu'ils se verraient troubler dans les droits et les jouissances dont les chemins de toutes espèces seraient devenus pour eux l'occasion.

Aussi la Chambre des Pairs et celle des Députés, pour remplir ces deux lacunes, demandèrent-elles, lorsqu'elles furent appelées à examiner le projet, que les diverses mutations de régime entre les routes royales et les routes de divers ordres n'eussent lieu que sous la garantie de l'émission d'une ordonnance royale, rendue sous la condition d'une enquête préalable.

Quant aux droits des propriétaires aboutissans sur la voie publique, ils se trouveront sauvegardés par la nécessité de cette enquête même. Celle-ci, en effet, avertissait tous ceux dont les droits et jouissances s'étaient établis sous la foi de l'existence du chemin, de les faire connaître à l'administration avant que le chemin ait changé de condition légale. D'un autre côté, la nécessité de discuter en

conseil d'État l'acte qui doit ordonner le déclassement, devait faire sentir qu'il ne pouvait être question, sous la forme administrative, de porter atteinte à des droits que les tribunaux eux-mêmes ne pourraient utilement conserver, si leur existence n'avait été préalablement constatée par l'administration. Aussi n'était-ce qu'à défaut d'attribution à l'un des divers services de l'ancienne voie publique, que devait être autorisé le déclassement total d'un chemin et sa restitution au droit commun des lois civiles ou des propriétés domaniales.

En laissant aux tribunaux le soin de statuer sur les réclamations des propriétaires riverains, le projet de loi n'expliquait pas de quelle manière il y serait fait droit; il ne s'expliquait pas sur le bien ou le mal fondé des prétentions à la jouissance de l'ancien chemin; car, d'un côté, l'administration pouvait dire que le sol des routes royales, tant qu'elles sont restées en nature de route, a été non-seulement inaliénable, mais imprescriptible; que cette imprescriptibilité est même étendue aux chemins vicinaux par l'article 10 de la loi du 21 mai 1836. D'autre côté, l'opinion que les propriétaires riverains ont sur la voie publique non pas seulement des facultés d'usage, mais des droits réels, résultant de servitudes établies par une longue jouissance, devait retenir le législateur disposé à les sacrifier au profit du domaine de l'État.

De ces deux oppositions opposées était sorti,

lors de la discussion, un amendement, portant que la remise des terrains, non classés qui ne recevraient point de classification, seraient remis à l'administration des domaines, *sans préjudice des droits des riverains*. Un paragraphe additionnel consacrait, en faveur de ces propriétaires, le droit de préemption, en adoptant pour l'exercice de ce droit les formes tracées par l'article 61 de la loi du 3 mai 1841. Une autre disposition, en maintenant dans tous ses effets l'article 4 de la loi du 20 mai 1836, plaçait, avant l'exercice du droit de préemption par les riverains, la faculté, pour l'État, d'échanger les portions des anciennes routes contre des portions du sol que les routes nouvelles devaient occuper.

Toutefois, ce projet de loi, discuté et amendé par les Chambres, n'eut point de résultat législatif. Il ne parut point satisfaisant, et le Gouvernement présenta un nouveau projet de loi qui, consacrée, dans la session de 1842, par les trois pouvoirs, a pris cette fois rang parmi nos lois administratives.

Avant d'entrer dans l'examen de chaque article de la loi nouvelle, nous présenterons ici les réflexions contenues dans le rapport de M. Renouard à la Chambre des Députés sur ce projet de loi, et précédées du projet.

DEUXIÈME PROJET DE LOI.

Art. 1^{er}. Les portions de routes royales délaissées par suite du changement de tracé ou d'ouverture d'une nouvelle route pourront, sur la demande ou avec l'assentiment des conseils-généraux des départemens ou des conseils municipaux des communes intéressées, être classées par ordonnances royales, soit parmi les routes départementales, soit parmi les chemins vicinaux de grande communication, soit parmi les simples chemins vicinaux.

Art. 2. Au cas où ce classement ne serait pas ordonné, les terrains délaissés seront remis à l'administration des domaines.

Il sera réservé, s'il y a lieu, eu égard à la situation des propriétés riveraines, et par arrêt du préfet en conseil de préfecture, un chemin d'exploitation dont la largeur ne pourra excéder cinq mètres.

Les propriétaires riverains seront mis en demeure, dans les formes tracées par l'article 61 de la loi du 3 mai 1841, d'acquérir, chacun en droit-soi, les parcelles situées de part et d'autre du chemin d'exploitation.

À l'expiration du délai fixé par l'article précité, il pourra être procédé à l'aliénation desdites parcelles, selon les règles qui régissent le domaine de l'État.

Le tout sans préjudice de l'application de l'article 4 de la loi du 20 mai 1836.

Art. 1^{er}. « Votre commission, a dit M. le rapporteur, vous propose d'adopter, sans amendement, l'article 1^{er} du projet du Gouvernement.

« Elle a examiné de nouveau la question, déjà soulevée dans les discussions précédentes, de savoir s'il serait utile d'étendre le projet aux voies de communication abandonnées autres que les routes royales, et, par exemple, aux routes départementales. Elle a reconnu qu'il était préférable de se borner, quant à présent, à statuer sur les portions d'anciennes routes dont tout le monde, sans contestation aucune, et d'après des textes de lois positifs, reconnaît que la propriété appartient au domaine de l'État, c'est-à-dire aux portions d'anciennes routes royales, sans mêler aux questions actuelles celles qui s'élèvent sur la propriété des routes départementales. Il faudrait, d'ailleurs, pour régler ces points, faire un projet nouveau, et entrer dans une série de dispositions spéciales qui étendraient le projet fort au delà des limites dans lesquelles le Gouvernement a renfermé ses propositions.

« Votre commission a approuvé l'intervention d'ordonnances royales, même lorsqu'il s'agit d'attribuer des portions d'anciennes routes royales à de simples chemins vicinaux. Il ne faut pas perdre de vue que de hautes garanties sont toujours nécessaires lorsqu'il s'agit de disposer d'une propriété de l'État. Mais la garantie d'une ordonnance royale a

paru suffisante à votre commission, et la formalité d'une enquête préalable ne lui a pas paru nécessaire.

« Un amendement avait été proposé dans le sein de votre commission, pour permettre d'attribuer aux communes les anciennes portions de routes royales afin de conserver leurs rues, leurs places, leurs promenades. La majorité de votre commission n'a pas cru cet amendement nécessaire. Elle a pensé que la conservation des rues est de plein droit, et que là où une rue et une route ont co-existé, la rue subsiste, même lorsqu'il n'y a plus route; que les intérêts des communes sont suffisamment garantis à cet égard par la législation sur les alignemens, même en ce qui concerne la conservation des places et promenades publiques; enfin elle a considéré qu'il résulte clairement de la combinaison des articles 1 et 2, qu'il n'y a lieu à mettre l'ancien sol de route à la disposition du domaine qu'autant que le classement autorisé par l'article 1^{er} dans l'intérêt de la viabilité n'a pas été jugé nécessaire et n'a pas été ordonné.

Art. 2. « Cet article se compose des deux premiers paragraphes de l'article 2 du Gouvernement,

« Votre commission a cru nécessaire d'écrire explicitement dans cet article que, par la loi actuelle, l'administration des domaines reçoit l'autorisation d'aliéner les terrains délaissés qui lui sont réunis. Il est à remarquer, en effet, que cette autorisation, bien qu'elle soit l'objet principal du projet, ne s'y

trouve pas énoncée en termes généraux. Elle ne l'est qu'incidemment, dans l'article 2, applicable seulement à certains cas. Que cette autorisation législative résulte implicitement de l'ensemble du projet, personne ne peut en douter; mais le langage de la loi ne saurait être trop étroit, et ses dispositions capitales ne doivent pas rester sous-entendues.

« Votre commission doit maintenant exposer les motifs de son adhésion aux deux paragraphes, conformes, pour le reste, au projet, desquels elle a composé l'article 2 qu'elle vous propose.

« Le projet garde le silence sur la remise au domaine et sur l'aliénation des parcelles qui demeureraient disponibles, lorsque, par suite des conversions en routes départementales, ou en chemins vicinaux, autorisées par l'article 1^{er}, les portions d'anciennes routes royales auront été réduites à une moindre largeur. Votre commission avait d'abord pensé qu'il fallait faire remise au domaine de ces portions de routes. Après avoir conféré, sur ce point, avec les organes du Gouvernement, elle a considéré qu'il est utile d'encourager les départemens et les communes à classer ces portions d'anciennes routes parmi leurs routes ou chemins; que les terrains ainsi concédés les indemniseront des frais d'entretien, et profiteront plus facilement à l'accroissement des voies de communication, désirable dans l'intérêt public. La majorité a donc renoncé à amender cette partie du projet de loi. Il

demeure, par là, bien entendu que la portion d'ancienne route royale abandonnée, lorsque le classement en est opéré conformément à l'article 1^{er}, se trouve, par ce classement, mise, dans toute sa largeur, à la disposition des départemens ou des communes.

« Votre commission ne propose, dans le paragraphe second, aucun changement au projet. Elle approuve complètement, comme excellente voie de transaction avec les intérêts des riverains, la possibilité de réserver un chemin d'exploitation. Elle approuve l'appréciation laissée, pour l'établissement de ce chemin, eu égard à la situation des propriétés riveraines, à un arrêté du préfet en conseil de préfecture. Elle approuve enfin la disposition en vertu de laquelle la largeur des chemins d'exploitation ne pourra pas excéder 5 mètres, dans lesquels, bien entendu, ne sont pas compris les fossés que l'on jugerait à propos d'établir, et qui ne feraient point partie du chemin. La prudence veut que ces chemins restent de simple décharge; si on les portait à la largeur ordinaire des chemins vicinaux, il arriverait que trop de communes, pour s'affranchir d'une charge, se garderaient de les classer.

Art. 3. « Cet article se compose des 3^e, 4^e et 5^e paragraphes de l'article 2 du Gouvernement. Il en diffère en un point essentiel, en ce qu'au lieu de donner, comme le projet du Gouvernement, la priorité à l'échange sur la préemption, il donne,

au contraire, à la préemption la priorité sur l'échange.

« La faculté d'échange a été créée par l'article 4 de la loi du 20 mai 1836, ainsi conçu :

— « Les portions de terrains dépendant d'anciennes routes ou chemins, et devenues inutiles par suite de changement de tracé ou d'ouverture d'une route royale ou départementale, pourront être cédées ; sur estimation contradictoire, à titre d'échange et par voie de compensation de prix, aux propriétaires de terrains sur lesquels les portions de routes neuves devront être exécutées. L'acte de cession devra être soumis à l'approbation du ministre des finances, lorsqu'il s'agira de terrains abandonnés par des routes royales. » —

« La faculté de préemption est le droit donné par le projet de loi aux propriétaires riverains d'acheter, par préférence à tous autres acquéreurs, les parcelles des routes abandonnées qui tiennent à leur propriété.

« Cette préemption était déjà consacrée par notre législation. Elle a été établie, en cas d'alignement, pour des hypothèses toutes semblables à celles du projet actuel, par la loi du 16 septembre 1807. Elle est écrite dans la loi d'expropriation pour cause d'utilité publique, au cas où l'ancien propriétaire veut faire reprise du terrain dont il a été exproprié pour la confection de travaux qui demeurent sans exécution.

« L'article 53 de la loi du 16 septembre 1807 est ainsi conçu :

— « Au cas où, par les alignemens arrêtés, un propriétaire pourrait recevoir la faculté de s'avancer sur la voie publique, il sera tenu de payer la valeur du terrain qui lui sera cédé. Dans la fixation de cette valeur, les experts auront égard à ce que le plus ou moins de profondeur du terrain cédé, la nature de la propriété, le reculement du reste du terrain bâti ou non bâti loin de la nouvelle voie, peut ajouter ou diminuer de valeur relative pour le propriétaire. Au cas où le propriétaire ne voudrait point acquérir, l'administration publique est autorisée à le déposséder de l'ensemble de sa propriété, en lui payant la valeur telle qu'elle était avant l'entreprise des travaux. » —

« La loi du 3 mai 1841 confère, par son article 61, aux anciens propriétaires, ou à leurs ayants-droit, la faculté de demander la remise des terrains acquis pour des travaux d'utilité publique, si ces terrains ne reçoivent pas cette destination. Le prix des terrains rétrocédés est fixé à l'amiable, et, s'il n'y a pas accord, par le jury. Il est nécessaire de rapporter ici le texte de l'article 61, parce que le projet actuel s'y réfère expressément pour le règlement des formes suivant lesquelles les propriétaires riverains exerceront leur préemption :

— « Un avis, publié de la manière indiquée en l'article 6, fait connaître les terrains que l'admi-

nistration est dans le cas de revendre. Dans les trois mois de cette publication, les anciens propriétaires qui veulent réacquérir la propriété desdits terrains, sont tenus de le déclarer; et, dans le mois de la fixation du prix, soit à l'amiable, soit judiciaire, ils doivent passer le contrat de rachat et payer le prix, le tout à peine de déchéance du privilège que leur accorde l'article précédent. »—

« L'échange et la préemption étant ainsi bien compris, on voit que si, comme le Gouvernement le propose, la faculté d'échange obtient la priorité, les riverains seront exclus de l'acquisition toutes fois que l'échange s'opèrera.

« Le marché, dit-on, sera avantageux pour l'État. Le domaine pourra, par ce moyen, obtenir, à de meilleures conditions, les terrains nécessaires à la nouvelle route.

« On dit aussi qu'il ne faut pas s'inquiéter de cet avantage accordé à la faculté d'échange, et que l'on trouve peu de propriétaires disposés à en user.

« Ces deux réponses s'accordent mal entre elles. En effet, si l'on fait peu d'échanges, l'avantage sera insensible pour l'État, ce qui n'empêchera pas, dans chaque cas où s'effectuera l'échange, le préjudice de peser tout entier sur les riverains exclus de la préemption; ou bien, au contraire, l'usage de la faculté d'échange sera assez fréquent pour produire à l'État un avantage appréciable, et alors le préjudice s'étendra sur un nombre considérable de riverains.

« Mais il faut placer la discussion plus haut. Ne contestons nullement l'usage qu'on fera de l'échange ; accordons que ce mode de traiter procurera à l'État plus d'avantages encore que l'on ne s'en promet. La question , pour cela , ne sera pas résolue.

« Avant d'adopter une mesure, parce qu'il la juge utile, le législateur doit se demander d'abord si elle est juste.

« Pourquoi la préemption est-elle accordée aux riverains ? parce que l'on pense que ce dédommagement leur est dû comme compensation du tort qu'ils éprouvent par la suppression de l'ancienne route.

« Si peu d'accord que l'on puisse être sur la qualification de ce tort, qu'il ne blesse que les intérêts des riverains, ou qu'il aille jusqu'à blesser leurs droits, toujours est-il qu'il existe un tort reconnu, un tort que le projet de loi a l'équitable intention de réparer, un tort qui cessera du moment où les riverains auront la certitude de pouvoir, moyennant un juste prix, acquérir la parcelle attenante à leur propriété.

« S'il en était autrement, pourquoi la préemption accordée aux riverains ? elle ne serait plus qu'un privilège illégitime, qu'une concession injustement faite aux clameurs de certains propriétaires, à l'effet de les rendre maîtres d'acquérir, par préférence et sans concurrence, des terrains appartenant à l'État, qui font partie de la fortune publique.

« Si la faculté de préemption n'est qu'un privilège injuste, il faut l'effacer de la loi.

« Mais commencer par consacrer la préemption parce qu'on la croit juste, en créer le privilège, dans des vues de sage transaction et pour rendre hommage à l'équité, puis, dans certains cas, et par ce seul motif que l'État trouverait de l'utilité à agir autrement, supprimer le privilège et effacer la transaction, ce serait ou une inconséquence, ou la proclamation de cet étrange principe que l'utilité doit passer avant la justice.

« En cela même on se tromperait gravement. La première utilité de la loi, c'est d'être réellement juste; sa seconde utilité est d'être reconnue juste. Ses avantages matériels ne viennent qu'après, et à une bien longue distance; et ici les avantages matériels sont fort peu considérables.

« La loi de 1836 permet d'échanger d'anciennes portions de la route abandonnée contre des portions du sol qu'occupera la route nouvelle. En quoi cette circonstance modifie-t-elle la situation des riverains de l'ancienne route? Si un tort leur est causé, parce qu'on aliénera au profit d'un tiers une parcelle de l'ancienne route bordant leur propriété, en quoi ce tort deviendra-t-il moindre, parce que ce tiers se trouvera être l'ancien propriétaire d'une partie de la route nouvelle?

« Votre commission a repoussé ces conséquences. Au lieu de supprimer le droit de préemption toutes les fois qu'il y aurait eu échange, elle a pensé qu'il

ne devra y avoir ouverture à l'échange qu'autant que le riverain n'aura pas exercé la préemption.

« C'est en ce sens qu'elle a modifié le dernier paragraphe du projet du Gouvernement. La faculté d'échange créée par la loi du 20 mai 1836 continuera à faire partie des règles qui régissent les aliénations du domaine de l'État; mais l'État n'y pourra recourir que si le riverain n'a pas usé d'abord de son droit de préemption.

« Il reste à expliquer deux légers changemens de rédaction.

« La rédaction du troisième paragraphe de l'article 2 du Gouvernement présentait une équivoque; en ce qu'elle semblait, par sa contexture grammaticale, n'appliquer les formes de l'article 61 de la loi du 3 mai 1841 qu'à la mise en demeure des propriétaires riverains. Telle n'est évidemment pas l'intention du projet; c'est aux formes de l'acquisition, comme à celles de la mise en demeure, qu'on entend rendre la loi de 1841 applicable. Votre commission a modifié la rédaction en ce sens.

« Le même paragraphe du projet ne parle que des parcelles situées de part et d'autre du chemin d'exploitation. Cette désignation est trop restrictive. Alors même qu'un chemin d'exploitation n'aura pas été jugé nécessaire, il n'existe point de motifs suffisans pour refuser aux riverains la préemption des parcelles de l'ancienne route qui se trouvent situées en face de leur propriété. Peu importe, à

cet égard, qu'aucune autre voie de communication ne soit substituée à la route ancienne.

« Afin de prévoir tous les cas, votre commission a remplacé ces mots : « Les parcelles situées de part et d'autre du chemin d'exploitation », par ceux-ci : « Les parcelles attenantes à leurs propriétés.... » La commission ne s'est écartée du projet de loi qu'en un seul point essentiel, destiné à faire de la préemption un droit sérieux, en la rendant plus générale et plus efficace. »

PROJET AMENDÉ PAR LA COMMISSION.

Art. 1^{er}. (Comme au projet.)

Art. 2. Au cas où ce classement ne serait pas ordonné, les terrains délaissés seront remis à l'administration des domaines, laquelle est autorisée à les aliéner.

Néanmoins, il sera réservé, s'il y a lieu, eu égard à la situation des propriétés riveraines, et par arrêté du préfet en conseil de préfecture, un chemin d'exploitation dont la largeur ne pourra excéder 5 mètres.

Art. 3. Les propriétaires seront mis en demeure d'acquérir, chacun en droit soi, dans les formes tracées par l'article 61 de la loi du 3 mai 1841, les parcelles attenantes à leurs propriétés.

A l'expiration du délai fixé par l'article précité, il pourra être procédé à l'aliénation des terrains, selon les règles qui régissent les aliénations du do-

maine de l'État, ou par application de l'article 4 de la loi du 20 mai 1836.

TEXTE DE LA LOI.

Art. 1^{er}. Les portions de routes royales délaissées par suite de changement de tracé ou d'ouverture d'une nouvelle route pourront, sur la demande et avec l'assentiment des conseils-généraux des départemens ou des conseils municipaux des communes intéressées, être classées, par ordonnances royales, soit parmi les chemins vicinaux de grande communication, soit parmi les simples chemins vicinaux.

Art. 2. Au cas où ce classement ne serait pas ordonné, les terrains délaissés seront remis à l'administration des domaines, laquelle est autorisée à les aliéner.

Néanmoins, il sera réservé, s'il y a lieu, en égard à la situation des propriétés riveraines, et par arrêté du préfet en conseil de préfecture, un chemin d'exploitation dont la largeur ne pourra excéder cinq mètres.

Art. 3. Les propriétaires seront mis en demeure d'acquérir, chacun en droit-soi, dans les formes tracées par l'article 61 de la loi du 3 mai 1841, les parcelles attenantes à leurs propriétés.

A l'expiration du délai fixé par l'article précité, il pourra être procédé à l'aliénation des terrains, selon les règles qui régissent les aliénations du do-

maine de l'État, ou par application de l'article 4 de la loi du 20 mai 1836.

Art. 4. Lorsque les portions de routes royales délaissées auront été classées parmi les routes départementales ou les chemins vicinaux, les parcelles de terrain, qui ne feraient pas partie de la nouvelle voie de communication, ne pourront être aliénées qu'à la charge, par le département ou la commune, de se conformer aux dispositions du premier paragraphe de l'article précédent.

Observations sur l'article 1^{er}.

Un amendement fut présenté à la Chambre des Députés par M. de la Plesse. Il avait pour objet d'étendre l'application de l'article 1^{er}, non-seulement aux chemins vicinaux, mais encore aux promenades et aux rues, en faisant dire à la loi que les terrains abandonnés pourront être affectés aux promenades et aux rues sans indemnité préalable.

M. le ministre des travaux publics répondit :
 « Lorsqu'une place ou une rue sont affectées à une
 « route royale, il y a deux choses qui se trouvent
 « conjointes ; d'abord, la route royale, ensuite, la
 « rue, la place publique. C'est un mélange résultant
 « tant nécessairement du fait que telle portion de
 « la rue ou de la place a été affectée à une route
 « royale. Maintenant la loi a pour but de prévoir
 « le cas où l'affectation est révoquée. Que reste-t-il
 « alors ? La rue et la place. Ces deux choses étaient

« grevées d'une affectation ; l'affectation cesse, le terrain reprend sa nature première.... »

D'après cette réponse l'amendement fut retiré.

Observations sur l'article 2.

Laquelle est autorisée à les aliéner.... Ces mots ont été ajoutés surabondamment. L'inaliénabilité des biens du domaine public est incontestable ; mais il est également de principe que, lorsqu'ils cessent d'être affectés à un usage public, ils retournent dans le domaine dit de l'État et sont alors, comme tous les autres biens, susceptibles d'aliénation.

Sur le 2^e paragraphe, M. Galis député, voulait que la largeur de la route, fixée à cinq mètres, ne fût point déterminée par la loi, mais le fût, selon les besoins de la localité, par le préfet, sauf pour lui à en référer au ministre dans les cas extraordinaires. Il demandait de plus que le préfet réglât le mode de jouissance de la route.

Cet amendement fut repoussé : la première partie, sur le motif qu'il pourrait résulter de la faculté d'assigner une plus grande largeur, que les communes, au lieu de classer les routes royales abandonnées parmi les chemins vicinaux, préféreraient les recevoir comme chemins d'exploitation.

La seconde partie de l'amendement, d'après laquelle le mode de jouissance du chemin d'exploita-

tion serait déterminé par un arrêté préfectoral, parut parfaitement inutile. La route abandonnée n'est plus un chemin public : elle n'a ni le caractère départemental, ni le caractère vicinal ; puisqu'elle a été refusée par le département ou par les communes, elle n'est plus qu'un chemin privé. Son mode de jouissance sera déterminé par toutes les règles qui président au droit commun. Les riverains s'entendront entre eux pour l'entretenir : ils se surveilleront mutuellement, et, si l'un d'eux commettait un empiétement qui gênât la jouissance du chemin d'exploitation, il ne pourrait en résulter qu'une action devant les tribunaux ordinaires, et dont le tribunal administratif ne pourrait être saisi.

Au reste il fut expliqué lors de la discussion que la largeur de cinq mètres ne comprenait pas les fossés, ce qui d'ailleurs est de principe.

Observations sur l'article 3.

Un député demanda dans quelle proportion les propriétaires riverains se partageront la largeur du chemin qu'ils sont appelés à acquérir le long de leurs propriétés, lorsqu'il ne sera point laissé de chemin d'exploitation. Il fut répondu par M. Legend, directeur des travaux publics, que s'il n'était point réservé de chemin d'exploitation, les propriétaires riverains, quel que fût le plus ou moins d'importance de leurs propriétés, pousseraient leur acquisition jusqu'à la ligne divisoire du milieu

de la route abandonnée, mais que si une voie d'exploitation avait été réservée, l'acquisition s'arrêterait à la limite de ce chemin; le refus d'un des riverains d'acquiescer de son côté ne donnerait point à son vis-à-vis de droit au delà de la ligue du milieu du chemin.

Les formes tracées par l'article 61... V. sup., n. 353.

M. Galis demanda le véritable sens du deuxième paragraphe et la signification précise du mot *ou*.
« Il est évident, a répondu M. le Ministre des tra-
« vaux publics, que quand le droit de préemption
« n'aura pas été exercé, le retour complet de la route
« s'opérera au profit du domaine. Qu'en fera l'État ?
« De deux choses l'une : ou il vendra les terrains
« dans les formes voulues pour l'aliénation des
« domaines de l'État ; ou, s'il y a convenance et
« avantage pour lui de donner les portions de la
« route abandonnée en échange des terrains né-
« cessaires à la confection de la nouvelle, il les
« échangera », du plein et entier consentement
des échangistes, bien entendu ; le contrat d'échange
étant essentiellement volontaire.

Observations sur l'article 4.

Cet article n'existait point dans le projet de loi, il a été ajouté sur la proposition d'un député. Il pourra arriver, disait M. Vivien, qu'une route royale soit classée comme départementale, et que

cette dernière n'occupe pas la totalité du sol de la première. Dès lors il y aura lieu, pour le département ou la commune, à vendre la partie restante; n'est-il pas juste d'appliquer, pour ce cas, la règle qui a été imposée à l'État par l'article 3, c'est-à-dire d'accorder le même droit de préemption aux propriétaires riverains, lorsque la vente sera faite par le département ou la commune, comme quand elle sera faite par l'État? Cette proposition fut admise comme consécration nouvelle, et toutefois surabondante du principe établi par l'article 53 de la loi du 16 septembre 1807, applicable à toutes les voies publiques, routes royales, départementales ou chemins vicinaux.

FIN.

THE
JOURNAL
OF
THE
ROYAL ANTHROPOLOGICAL INSTITUTE
OF GREAT BRITAIN AND IRELAND
VOLUME 31. PART 1. 1901.
LONDON: PUBLISHED BY THE INSTITUTE.
1901.

APPENDICE

CONTENANT

LES EXPOSÉS DES MOTIFS,

LES RAPPORTS DES COMMISSIONS LÉGISLATIVES

ET

LA DISCUSSION QUI A EU LIEU AUX CHAMBRES,

AU SUJET DE LA LOI DU 3 MAI 1844.



LOI

DU 3 MAI 1841.

TITRE I^{er}.

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES.

Art. 1^{er}. L'expropriation pour cause d'utilité publique s'opère par autorité de justice.

Art. 2. Les tribunaux ne peuvent prononcer l'expropriation qu'autant que l'utilité en a été constatée et déclarée dans les formes prescrites par la présente loi.

Ces formes consistent :

1°. Dans la loi ou l'ordonnance royale qui autorise l'exécution des travaux pour lesquels l'expropriation est requise ;

2°. Dans l'acte du préfet qui désigne les localités ou territoires sur lesquels les travaux doivent avoir lieu, lorsque cette désignation ne résulte pas de la loi ou de l'ordonnance royale ;

3°. Dans l'arrêté ultérieur par lequel le préfet détermine les propriétés particulières auxquelles l'expropriation est applicable.

Cette application ne peut être faite à aucune propriété particulière qu'après que les parties intéressées ont été mises en état d'y fournir leurs crédits, selon les règles exprimées au titre II.

Art. 3. Tous grands travaux publics, routes royales, canaux, chemins de fer, canalisation de

rivières, bassins et docks, entrepris par l'État ou par compagnies particulières avec ou sans péage, avec ou sans subside du Trésor, avec ou sans aliénation du domaine public, ne pourront être exécutés qu'en vertu d'une loi, qui ne sera rendue qu'après une enquête administrative.

Une ordonnance royale suffira pour autoriser l'exécution des routes départementales, celle des canaux et chemins de fer d'embranchement de moins de vingt milles mètres de longueur, des ponts et de tous autres travaux de moindre importance.

Cette ordonnance devra également être précédée d'une enquête.

Ces enquêtes auront lieu dans les formes déterminées par un règlement d'administration publique.

TITRE II.

DES MESURES D'ADMINISTRATION RELATIVES

A L'EXPROPRIATION.

Art. 4. Les ingénieurs ou autres gens de l'art chargés de l'exécution des travaux, lèvent, pour la partie qui s'étend sur chaque commune, le plan parcellaire des terrains ou des édifices dont la cession leur paraît nécessaire.

Art. 5. Le plan desdites propriétés particulières, indicatif des noms de chaque propriétaire, tels qu'ils sont inscrits sur la matrice des rôles, reste déposé, pendant huit jours, à la mairie de la com-

mune où les propriétés sont situées, afin que chacun puisse en prendre connaissance.

Art. 6. Le délai fixé à l'article précédent ne court qu'à dater de l'avertissement qui est donné collectivement aux parties intéressées, de prendre communication du plan déposé à la mairie.

Cet avertissement est publié à son de trompe ou de caisse dans la commune, et affiché tant à la principale porte de l'église du lieu qu'à celle de la maison commune.

Il est, en outre, inséré dans l'un des journaux publiés dans l'arrondissement, ou, s'il n'en existe aucun, dans l'un des journaux du département.

Art. 7. Le maire certifie ces publications et affiches; il mentionne sur un procès-verbal qu'il ouvre à cet effet, et que les parties qui comparaissent sont requises de signer, les déclarations et réclamations qui lui ont été faites verbalement, et y annexe celles qui lui sont transmises par écrit.

Art. 8. A l'expiration du délai de huitaine prescrit par l'article 5, une commission se réunit au chef-lieu de la sous-préfecture.

Cette commission, présidée par le sous-préfet de l'arrondissement, sera composée de quatre membres du conseil général de département ou du conseil de l'arrondissement désignés par le préfet, du maire de la commune où les propriétés sont situées, et de l'un des ingénieurs chargés de l'exécution des travaux.

La commission ne peut délibérer valablement qu'autant que cinq de ses membres au moins sont présens.

Dans le cas où le nombre des membres présens serait de six, et où il y aurait partage d'opinions, la voix du président sera prépondérante.

Les propriétaires qu'il s'agit d'exproprier ne peuvent être appelés à faire partie de la commission.

Art. 9. La commission reçoit pendant huit jours les observations des propriétaires.

Elle appelle ceux-ci toutes les fois qu'elle le juge convenable.

Elle donne son avis.

Ses opérations doivent être terminées dans le délai de dix jours ; après quoi le procès-verbal est adressé immédiatement par le sous-préfet au préfet.

Dans le cas où lesdites opérations n'auraient pas été mises à fin dans le délai ci-dessus, le sous-préfet devra, dans les trois jours, transmettre au préfet son procès-verbal et les documens recueillis.

Art. 10. Si la commission propose quelques changemens au tracé indiqué par les ingénieurs, le sous-préfet devra, dans les formes indiquées par l'article 6, en donner immédiatement avis aux propriétaires que ces changemens pourront intéresser. Pendant huitaine, à dater de cet avertissement, le procès-verbal et les pièces resteront déposés à la sous-préfecture ; les parties intéressées pourront en prendre communication sans dépla-

cement et sans frais, et fournir leurs observations écrites.

Dans les trois jours suivans, le sous-préfet transmettra toutes les pièces à la préfecture.

Art. 11. Sur le vu du procès-verbal et des documens y annexés, le préfet détermine, par un arrêté motivé, les propriétés qui doivent être cédées, et indique l'époque à laquelle il sera nécessaire d'en prendre possession.

Toutefois, dans le cas où il résulterait de l'avis de la commission qu'il y aurait lieu de modifier le tracé des travaux ordonnés, le préfet surseoirait jusqu'à ce qu'il ait été prononcé par l'administration supérieure.

L'administration supérieure pourra, suivant les circonstances, ou statuer définitivement, ou ordonner qu'il soit procédé de nouveau à tout ou partie des formalités prescrites par les articles précédens.

Art. 12. Les dispositions des articles 8, 9 et 10 ne sont point applicables au cas où l'expropriation serait demandée par une commune, et dans un intérêt purement communal, non plus qu'aux travaux d'ouverture ou de redressement des chemins vicinaux.

Dans ce cas, le procès-verbal prescrit par l'article 7 est transmis, avec l'avis du conseil municipal, par le maire au sous-préfet, qui l'adressera au préfet avec ses observations.

Le préfet, en conseil de préfecture, sur le vu de

ce procès-verbal, et sauf l'approbation de l'administration supérieure, prononcera comme il est dit en l'article précédent.

TITRE III.

DE L'EXPROPRIATION ET DE SES SUITES, QUANT AUX PRIVILÈGES, HYPOTHÈQUES ET AUTRES DROITS RÉELS.

Art. 13. Si des biens de mineurs, d'interdit, d'absent ou autres incapables, sont compris dans les plans déposés en vertu de l'article 5, ou dans les modifications admises par l'administration supérieure, aux termes de l'article 11 de la présente loi, les tuteurs, ceux qui ont été envoyés en possession provisoire, et tous représentans des incapables, peuvent, après autorisation du tribunal, donnée sur simple requête, en la chambre du conseil, le ministère public entendu, consentir amiablement à l'aliénation desdits biens.

Le tribunal ordonne les mesures de conservation ou de remploi qu'il juge nécessaires.

Ces dispositions sont applicables aux immeubles dotaux et aux majorats.

Les préfets pourront, dans le même cas, aliéner les biens des départemens, s'ils y sont autorisés par délibération du conseil général; les maires ou administrateurs pourront aliéner les biens des communes ou des établissemens publics, s'ils y sont autorisés par délibération du conseil municipi-

pal ou du conseil d'administration, approuvée par le préfet en conseil de préfecture.

Le Ministre des finances peut consentir à l'aliénation des biens de l'État, ou de ceux qui font partie de la dotation de la Couronne, sur la proposition de l'intendant de la Liste civile.

A défaut de conventions amiables, soit avec les propriétaires des terrains ou bâtimens dont la cession est reconnue nécessaire, soit avec ceux qui les représentent, le préfet transmet au procureur du Roi, dans le ressort duquel les biens sont situés, la loi ou l'ordonnance qui autorise l'exécution des travaux, et l'arrêté du préfet mentionné en l'article 11.

Art. 14. Dans les trois jours, et sur la production des pièces constatant que les formalités prescrites par l'article 2 du titre I^{er}, et par le titre II de la présente loi, ont été remplies, le procureur du Roi requiert, et le tribunal prononce l'expropriation, pour cause d'utilité publique, des terrains ou bâtimens indiqués dans l'arrêté du préfet.

Si, dans l'année de l'arrêté du préfet, l'administration n'a pas poursuivi l'expropriation, tout propriétaire dont les terrains sont compris audit arrêté, peut présenter requête au tribunal. Cette requête sera communiquée par le procureur du Roi au préfet, qui devra, dans le plus bref délai, envoyer les pièces, et le tribunal statuera dans les trois jours.

Le même jugement commet un des membres

du tribunal pour remplir les fonctions attribuées par le titre IV, chapitre II, au magistrat-directeur du jury chargé de fixer l'indemnité, et désigne un autre membre pour le remplacer au besoin. — En cas d'absence ou d'empêchement de ces deux magistrats, il sera pourvu à leur remplacement par une ordonnance sur requête du président du tribunal civil.

Dans le cas où les propriétaires à exproprier consentiraient à la cession, mais où il n'y aurait point accord sur le prix, le tribunal donnera acte du consentement et désignera le magistrat-directeur du jury, sans qu'il soit besoin de rendre le jugement d'expropriation, ni de s'assurer que les formalités prescrites par le titre II ont été remplies.

Art. 15. Le jugement est publié et affiché, par extrait, dans la commune de la situation des biens, de la manière indiquée en l'article 6. Il est en outre inséré dans l'un des journaux publiés dans l'arrondissement, ou s'il n'en existe aucun, dans l'un de ceux du département.

Cet extrait, contenant les noms des propriétaires, les motifs et le dispositif du jugement, leur est notifié au domicile qu'ils auront élu dans l'arrondissement de la situation des biens, par une déclaration faite à la mairie de la commune où les biens sont situés, et, dans le cas où cette élection de domicile n'aurait pas eu lieu, la notification de l'extrait sera faite en double copie au maire et

au fermier, locataire, gardien ou régisseur de la propriété.

Toutes les autres notifications prescrites par la présente loi seront faites dans la forme ci-dessus indiquée.

Art. 16. Le jugement sera, immédiatement après l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 15 de la présente loi, transcrit au bureau de la conservation des hypothèques de l'arrondissement, conformément à l'article 2181 du Code civil.

Art. 17. Dans la quinzaine de la transcription, les privilèges et les hypothèques conventionnelles judiciaires ou légales seront inscrits.

A défaut d'inscription dans ce délai, l'immeuble exproprié sera affranchi de tous privilèges et hypothèques, de quelque nature qu'ils soient, sans préjudice des droits des femmes, mineurs et interdits, sur le montant de l'indemnité, tant qu'elle n'a pas été payée, ou que l'ordre n'a pas été réglé définitivement entre les créanciers.

Les créanciers inscrits n'auront, dans aucun cas, la faculté de surenchérir, mais ils pourront exiger que l'indemnité soit fixée conformément au titre IV.

Art. 18. Les actions en résolution, en revendication, et toutes autres actions réelles, ne pourront arrêter l'expropriation, ni en empêcher l'effet. Le droit des réclamans sera transporté sur le prix, et l'immeuble en demeurera affranchi.

Art. 19. Les règles posées dans le premier paragraphe de l'article 15, et dans les articles 16, 17 et 18, sont applicables dans le cas de conventions amiables passées entre l'administration et les propriétaires.

Cependant l'administration peut, sauf les droits des tiers, et sans accomplir les formalités ci-dessus tracées, payer le prix des acquisitions dont la valeur ne s'élèverait pas au-dessus de 500 francs.

Le défaut d'accomplissement des formalités de la purge des hypothèques n'empêche pas l'expropriation d'avoir son cours; sauf, pour les parties intéressées, à faire valoir leurs droits ultérieurement, dans les formes déterminées par le titre IV de la présente loi.

Art. 20. Le jugement ne pourra être attaqué que par la voie du recours en cassation, et seulement pour incompétence, excès de pouvoir ou vice de forme du jugement.

Le pourvoi en cassation aura lieu, au plus tard, dans les trois jours à dater de la notification du jugement, par déclaration au greffe du tribunal. Il sera notifié dans la huitaine, soit à la partie, au domicile indiqué par l'article 15, soit au préfet ou au maire, suivant la nature des travaux; le tout à peine de déchéance.

Dans la quinzaine de la notification du pourvoi, les pièces seront adressées à la chambre civile de la Cour de cassation, qui statuera dans le mois suivant.

L'arrêt, s'il est rendu par défaut à l'expiration de ce délai, ne sera pas susceptible d'opposition.

TITRE IV.

DU RÈGLEMENT DES INDEMNITÉS.

CHAPITRE I^{er}.

Mesures préparatoires.

Art. 21. Dans la huitaine qui suit la notification prescrite par l'article 15, le propriétaire est tenu d'appeler et de faire connaître à l'administration, les fermiers, locataires, ceux qui ont des droits d'usufruit, d'habitation ou d'usage, tels qu'ils sont réglés par le Code civil, et ceux qui peuvent réclamer des servitudes résultant des titres même du propriétaire ou d'autres actes dans lesquels il serait intervenu ; sinon il restera seul chargé envers eux des indemnités que ces derniers pourront réclamer.

Les autres intéressés seront en demeure de faire valoir leurs droits par l'avertissement énoncé en l'article 6, et tenus de se faire connaître à l'administration dans le même délai de huitaine, à défaut de quoi ils seront déchus de tous droits à l'indemnité.

Art. 22. Les dispositions de la présente loi, relatives aux propriétaires et à leurs créanciers, sont applicables à l'usufruitier et à ses créanciers.

Art. 23. L'administration notifie aux proprié-

taires et à tous autres intéressés qui auront été désignés ou qui seront intervenus dans le délai fixé par l'article 21, les sommes qu'elle offre pour indemnités.

Ces offres sont, en outre, affichées et publiées conformément à l'article 6 de la présente loi.

Art. 24. Dans la quinzaine suivante, les propriétaires et autres intéressés sont tenus de déclarer leur acceptation, ou, s'ils n'acceptent pas les offres qui leur sont faites, d'indiquer le montant de leurs prétentions.

Art. 25. Les femmes mariées sous le régime dotal, assistées de leurs maris, les tuteurs, ceux qui ont été envoyés en possession provisoire des biens d'un absent, et autres personnes qui représentent les incapables, peuvent valablement accepter les offres énoncées en l'article 23, s'ils y sont autorisés dans les formes prescrites par l'article 13.

Art. 26. Le ministre des finances, les préfets, maires ou administrateurs peuvent accepter les offres d'indemnité pour expropriation des biens appartenant à l'État, à la Couronne, aux départemens, aux communes ou établissemens publics, dans les formes et avec les autorisations prescrites par l'article 13.

Art. 27. Le délai de quinzaine, fixé par l'article 24, sera d'un mois dans les cas prévus par les articles 25 et 26.

Art. 28. Si les offres de l'administration ne sont pas acceptées dans les délais prescrits par les ar-

ticles 24 et 27, l'administration citera devant le jury, qui sera convoqué à cet effet, les propriétaires et tous autres intéressés qui auront été désignés, ou qui seront intervenus, pour qu'il soit procédé au règlement des indemnités de la manière indiquée au chapitre suivant. La citation contiendra l'énonciation des offres qui auront été refusées.

CHAPITRE II.

Du jury spécial chargé de régler les indemnités.

Art. 29. Dans sa session annuelle, le conseil général du département désigne, pour chaque arrondissement de sous-préfecture, tant sur la liste des électeurs que sur la seconde partie de la liste du jury, trente-six personnes au moins, et soixante-douze au plus, qui ont leur domicile réel dans l'arrondissement, parmi lesquelles sont choisis, jusqu'à la session suivante ordinaire du conseil-général, les membres du jury spécial appelé, le cas échéant, à régler les indemnités dues par suite d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Le nombre des jurés désignés pour le département de la Seine sera de six cents.

Art. 30. Toutes les fois qu'il y a lieu de recourir à un jury spécial, la première chambre de la Cour royale, dans les départemens qui sont le siège d'une Cour royale, et, dans les autres départemens, la première chambre du tribunal du chef-lieu judiciaire, choisit, en la chambre du conseil, sur la liste dres-

sée en vertu de l'article précédent, pour l'arrondissement dans lequel ont lieu les expropriations, seize personnes qui formeront le jury spécial chargé de fixer définitivement le montant de l'indemnité, et, en outre, quatre jurés supplémentaires. Pendant les vacances, ce choix est déferé à la chambre de la cour ou du tribunal chargée du service des vacations. En cas d'abstention ou de récusation des membres du tribunal, le choix du jury est déferé à la Cour royale.

Ne peuvent être choisis :

1°. Les propriétaires, fermiers, locataires des terrains et bâtimens désignés en l'arrêté du préfet pris en vertu de l'article 11, et qui restent à acquérir ;

2°. Les créanciers ayant inscription sur lesdits immeubles ;

3°. Tous autres intéressés désignés ou intervenant en vertu des articles 21 et 22. — Les septuagénaires seront dispensés, s'ils le requièrent, des fonctions de jurés.

Art. 31. La liste des seize jurés et des quatre jurés supplémentaires est transmise par le préfet au sous-préfet, qui, après s'être concerté avec le magistrat-directeur du jury, convoque les jurés et les parties, en leur indiquant, au moins huit jours à l'avance, le lieu et le jour de la réunion. La notification aux parties leur fait connaître les noms des jurés.

Art. 32. Tout juré qui, sans motifs légitimes,

manque à l'une des séances ou refuse de prendre part à la délibération, encourt une amende de 100 fr. au moins, et de 300 fr. au plus.

L'amende est prononcée par le magistrat-directeur du jury.

Il statue en dernier ressort sur l'opposition qui serait formée par le juré condamné.

Il prononce également sur les causes d'empêchement que les jurés proposent, ainsi que sur les exclusions ou incompatibilités dont les causes ne seraient survenues ou n'auraient été connues que postérieurement à la désignation faite en vertu de l'article 30.

Art. 33. Ceux des jurés qui se trouvent rayés de la liste par suite des empêchemens, exclusions ou incompatibilités prévus à l'article précédent, sont immédiatement remplacés par les jurés supplémentaires que le magistrat-directeur du jury appelle dans l'ordre de leur inscription.

En cas d'insuffisance, le magistrat-directeur du jury choisit, sur la liste dressée en vertu de l'article 29, les personnes nécessaires pour compléter le nombre des seize jurés.

Art. 34. Le magistrat-directeur du jury est assisté, auprès du jury spécial, du greffier ou commis-greffier du tribunal, qui appelle successivement les causes sur lesquelles le jury doit statuer, et tient procès-verbal des opérations.

Lors de l'appel, l'administration a le droit

d'exercer deux récusations péremptoires ; la partie adverse a le même droit.

Dans le cas où plusieurs intéressés figurent dans la même affaire, ils s'entendent pour l'exercice du droit de récusation, sinon le sort désigne ceux qui doivent en user.

Si le droit de récusation n'est point exercé, ou s'il ne l'est que partiellement, le magistrat-directeur du jury procède à la réduction des jurés au nombre de douze, en retranchant les derniers noms inscrits sur la liste.

Art. 35. Le jury spécial n'est constitué que lorsque les douze jurés sont présents.

Les jurés ne peuvent délibérer valablement qu'au nombre de neuf au moins.

Art. 36. Lorsque le jury est constitué, chaque juré prête serment de remplir ses fonctions avec impartialité.

Art. 37. Le magistrat-directeur met sous les yeux du jury :

1°. Le tableau des offres et demandes notifiées en exécution des articles 23 et 24 ;

2°. Les plans parcellaires et les titres ou autres documens produits par les parties à l'appui de leurs offres et demandes.

Les parties ou leurs fondés de pouvoir peuvent présenter sommairement leurs observations.

Le jury pourra entendre toutes les personnes qu'il croira pouvoir l'éclairer.

Il pourra également se transporter sur les lieux, ou déléguer, à cet effet, un ou plusieurs de ses membres.

La discussion est publique ; elle peut être continuée à une autre séance.

Art. 38. La clôture de l'instruction est prononcée par le magistrat-directeur du jury.

Les jurés se retirent immédiatement dans leur chambre pour délibérer, sans désemparer, sous la présidence de l'un d'eux, qu'ils désignent à l'instant même.

La décision du jury fixe le montant de l'indemnité ; elle est prise à la majorité des voix.

En cas de partage la voix du président du jury est prépondérante.

Art. 39. Le jury prononce des indemnités distinctes en faveur des parties qui les réclament à des titres différens, comme propriétaires, fermiers, locataires, usagers et autres intéressés dont il est parlé à l'article 21.

Dans le cas d'usufruit, une seule indemnité est fixée par le jury, eu égard à la valeur totale de l'immeuble ; le nu-propriétaire et l'usufruitier exercent leurs droits sur le montant de l'indemnité, au lieu de l'exercer sur la chose.

L'usufruitier sera tenu de donner caution ; les père et mère ayant l'usufruit légal des biens de leurs enfans en seront seuls dispensés.

Lorsqu'il y a litige sur le fond du droit ou sur la qualité des réclamans, et toutes les fois qu'il

s'élève des difficultés étrangères à la fixation du montant de l'indemnité, le jury règle l'indemnité indépendamment de ces litiges et difficultés, sur lesquels les parties sont renvoyées à se pourvoir devant qui de droit.

L'indemnité allouée par le jury ne peut, en aucun cas, être inférieure aux offres de l'administration, ni supérieure à la demande de la partie intéressée.

Art. 40. Si l'indemnité réglée par le jury ne dépasse pas l'offre de l'administration, les parties qui l'auront refusée seront condamnées aux dépens.

Si l'indemnité est égale à la demande des parties, l'administration sera condamnée aux dépens.

Si l'indemnité est à la fois supérieure à l'offre de l'administration, et inférieure à la demande des parties, les dépens seront compensés de manière à être supportés par les parties et l'administration, dans les proportions de leur offre ou de leur demande avec la décision du jury.

Tout indemnitaire qui ne se trouvera pas dans le cas des articles 25 et 26 sera condamné aux dépens, quelle que soit l'estimation ultérieure du jury, s'il a omis de se conformer aux dispositions de l'article 24.

Art. 41. La décision du jury, signée des membres qui y ont concouru, est remise par le président au magistrat-directeur, qui la déclare exécutoire, statue sur les dépens, et envoie l'administration en possession de la propriété, à la charge

par elle de se conformer aux dispositions des articles 53, 54 et suivans.

Ce magistrat taxe les dépens, dont le tarif est déterminé par un règlement d'administration publique.

La taxe ne comprendra que les actes faits postérieurement à l'offre de l'administration; les frais des actes antérieurs demeurent, dans tous les cas, à la charge de l'administration.

Art. 42. La décision du jury et l'ordonnance du magistrat-directeur ne peuvent être attaquées que par la voie du recours en cassation, et seulement pour violation du premier paragraphe de l'article 30, de l'article 31, des deuxième et quatrième paragraphes de l'article 34, et des articles 35, 36, 37, 38, 39 et 40.

Le délai sera de quinze jours pour ce recours, qui sera d'ailleurs formé, notifié et jugé comme il est dit en l'article 20; il courra à partir du jour de la décision.

Art. 43. Lorsqu'une décision du jury aura été cassée, l'affaire sera renvoyée devant un nouveau jury, choisi dans le même arrondissement.

Néanmoins, la Cour de cassation pourra, suivant les circonstances, renvoyer l'appréciation de l'indemnité à un jury choisi dans un des arrondissemens voisins, quand même il appartiendrait à un autre département.

Il sera procédé, à cet effet, conformément à l'article 30.

Art. 44. Le jury ne connaît que des affaires dont il a été saisi au moment de sa convocation, et statue successivement et sans interruption sur chacune de ces affaires. Il ne peut se séparer qu'après avoir réglé toutes les indemnités dont la fixation lui a été ainsi déléguée.

Art. 45. Les opérations commencées par un jury, et qui ne sont pas encore terminées au moment du renouvellement annuel de la liste générale mentionnée en l'article 29, sont continuées, jusqu'à conclusion définitive, par le même jury.

Art. 46. Après la clôture des opérations du jury, les minutes de ses décisions et les autres pièces qui se rattachent auxdites opérations sont déposées au greffe du tribunal civil de l'arrondissement.

Art. 47. Les noms des jurés qui auront fait le service d'une session ne pourront être portés sur le tableau dressé par le conseil général pour l'année suivante.

CHAPITRE III.

Des règles à suivre pour la fixation des indemnités.

Art. 48. Le jury est juge de la sincérité des titres et de l'effet des actes qui seraient de nature à modifier l'évaluation de l'indemnité.

Art. 49. Dans le cas où l'administration contesterait au détenteur exproprié le droit à une indemnité, le jury, sans s'arrêter à la contestation, dont

il renvoie le jugement devant qui de droit, fixe l'indemnité comme si elle était due, et le magistrat-directeur du jury en ordonne la consignation, pour ladite indemnité rester déposée jusqu'à ce que les parties se soient entendues ou que le litige soit vidé.

Art. 50. Les bâtimens dont il est nécessaire d'acquérir une portion pour cause d'utilité publique seront achetés en entier, si les propriétaires le requièrent par une déclaration formelle adressée au magistrat-directeur du jury dans les délais énoncés aux articles 24 et 27.

Il en sera de même de toute parcelle de terrain qui, par suite du morcellement, se trouvera réduite au quart de la contenance totale, si toutefois le propriétaire ne possède aucun terrain immédiatement contigu, et si la parcelle, ainsi réduite, est inférieure à dix ares.

Art. 51. Si l'exécution des travaux doit procurer une augmentation de valeur immédiate et spéciale au restant de la propriété, cette augmentation sera prise en considération dans l'évaluation du montant de l'indemnité.

Art. 52. Les constructions, plantations et améliorations ne donneront lieu à aucune indemnité, lorsque, à raison de l'époque où elles auront été faites, ou de toutes autres circonstances dont l'appréciation lui est abandonnée, le jury acquiert la conviction qu'elles ont été faites dans la vue d'obtenir une indemnité plus élevée.

TITRE V.

DU PAIEMENT DES INDEMNITÉS.

Art. 53. Les indemnités réglées par le jury seront, préalablement à la prise de possession, acquittées entre les mains des ayants-droit.

S'ils se refusent à les recevoir, la prise de possession aura lieu après offres réelles et consignation.

S'il s'agit de travaux exécutés par l'État ou les départemens, les offres réelles pourront s'effectuer au moyen d'un mandat égal au montant de l'indemnité réglée par le jury; ce mandat, délivré par l'ordonnateur compétent, visé par le payeur, sera payable sur la caisse publique qui s'y trouvera désignée.

Si les ayants-droit refusent de recevoir le mandat, la prise de possession aura lieu après consignation en espèces.

Art. 54. Il ne sera pas fait d'offres réelles toutes les fois qu'il existera des inscriptions sur l'immeuble exproprié ou d'autres obstacles au versement des deniers entre les mains des ayants-droit; dans ce cas, il suffira que les sommes dues par l'administration soient consignées pour être ultérieurement distribuées ou remises, selon les règles du droit commun.

Art. 55. Si, dans les six mois du jugement d'ex-

propriation, l'administration ne poursuit pas la fixation de l'indemnité, les parties pourront exiger qu'il soit procédé à ladite fixation.

Quand l'indemnité aura été réglée, si elle n'est ni acquittée ni consignée dans les six mois de la décision du jury, les intérêts courront de plein droit à l'expiration de ce délai.

TITRE VI.

DISPOSITIONS DIVERSES.

Art. 56. Les contrats de vente, quittances et autres actes relatifs à l'acquisition des terrains, peuvent être passés dans la forme des actes administratifs; la minute restera déposée au secrétariat de la préfecture; expédition en sera transmise à l'administration des domaines.

Art. 57. Les significations et notifications mentionnées en la présente loi sont faites à la diligence du préfet du département de la situation des biens.

Elles peuvent être faites tant par huissier que par tout agent de l'administration dont les procès-verbaux font foi en justice.

Art. 58. Les plans, procès-verbaux, certificats, significations, jugemens, contrats, quittances et autres actes faits en vertu de la présente loi, seront visés pour timbre et enregistrés *gratis*, lorsqu'il y aura lieu à la formalité de l'enregistrement.

Il ne sera perçu aucuns droits pour la transcriptions des actes au bureau des hypothèques.

Les droits perçus sur les acquisitions amiables, faites antérieurement aux arrêtés du préfet, seront restitués, lorsque, dans le délai de deux ans, à partir de la perception, il sera justifié que les immeubles acquis sont compris dans ces arrêtés. La restitution des droits ne pourra s'appliquer qu'à la portion des immeubles qui aura été reconnue nécessaire à l'exécution des travaux.

Art. 59. Lorsqu'un propriétaire aura accepté les offres de l'administration, le montant de l'indemnité devra, s'il l'exige et s'il n'y a pas eu contestation de la part des tiers dans les délais prescrits par les articles 24 et 27, être versé à la caisse des dépôts et consignations, pour être remis ou distribué à qui de droit, selon les règles du droit commun.

Art. 60. Si des terrains acquis pour des travaux d'utilité publique ne reçoivent pas cette destination, les anciens propriétaires ou leurs ayants-droit peuvent en demander la remise.

Le prix des terrains rétrocédés est fixé à l'amiable, et, s'il n'y a pas accord, par le jury, dans les formes ci-dessus prescrites. La fixation par le jury ne peut, en aucun cas, excéder la somme moyennant laquelle les terrains ont été acquis.

Art. 61. Un avis, publié de la manière indiquée en l'article 6, fait connaître les terrains que l'administration est dans le cas de revendre. Dans les trois mois de cette publication, les anciens pro-

priétaires, qui veulent réacquérir la propriété desdits terrains, sont tenus de le déclarer; et, dans le mois de la fixation du prix, soit amiable, soit judiciaire, ils doivent passer le contrat de rachat et payer le prix; le tout à peine de déchéance du privilège que leur accorde l'article précédent.

Art. 62. Les dispositions des articles 60 et 61 ne sont pas applicables aux terrains qui auront été acquis sur la réquisition du propriétaire, en vertu de l'article 50, et qui resteraient disponibles après l'exécution des travaux.

Art. 63. Les concessionnaires des travaux publics exerceront tous les droits conférés à l'administration, et seront soumis à toutes les obligations qui lui sont imposées par la présente loi.

Art. 64. Les contributions de la portion d'immeuble qu'un propriétaire aura cédée, ou dont il aura été exproprié pour cause d'utilité publique, continueront à lui être comptées pendant un an, à partir de la remise de la propriété, pour former son cens électoral.

TITRE VII.

DISPOSITIONS EXCEPTIONNELLES.

CHAPITRE I^{er}.

Art. 65. Lorsqu'il y aura urgence de prendre possession des terrains non bâtis qui seront soumis à l'expropriation, l'urgence sera spécialement déclarée par une ordonnance royale.

Art. 66. En ce cas, après le jugement d'expropriation, l'ordonnance qui déclare l'urgence, et le jugement seront notifiés, conformément à l'article 15, aux propriétaires et aux détenteurs, avec assignation devant le tribunal civil. L'assignation sera donnée à trois jours au moins; elle énoncera la somme offerte par l'administration.

Art. 67. Au jour fixé, le propriétaire et les détenteurs seront tenus de déclarer la somme dont ils demandent la consignation avant l'envoi en possession.

Faute par eux de comparaître, il sera procédé en leur absence.

Art. 68. Le tribunal fixe le montant de la somme à consigner.

Le tribunal peut se transporter sur les lieux, ou commettre un juge pour visiter les terrains, recueillir tous les renseignemens propres à en déterminer la valeur, et en dresser, s'il y a lieu, un procès-verbal descriptif. Cette opération devra être terminée dans les cinq jours, à dater du jugement qui l'aura ordonnée.

Dans les trois jours de la remise de ce procès-verbal au greffe, le tribunal déterminera la somme à consigner.

Art. 69. La consignation doit comprendre, outre le principal, la somme nécessaire pour assurer, pendant deux ans, le paiement des intérêts à 5 pour 100.

Art. 70. Sur le vu du procès-verbal de consi-

gnation, et sur une nouvelle assignation à deux jours de délai au moins, le président ordonne la prise de possession.

Art. 71. Le jugement du tribunal et l'ordonnance du président sont exécutoires sur minute, et ne peuvent être attaqués par opposition ni par appel.

Art. 72. Le président taxera les dépens, qui seront supportés par l'administration.

Art. 73. Après la prise de possession, il sera, à la poursuite de la partie la plus diligente, procédé à la fixation définitive de l'indemnité, en exécution du titre IV de la présente loi.

Art. 74. Si cette fixation est supérieure à la somme qui a été déterminée par le tribunal, le supplément doit être consigné dans la quinzaine de la notification de la décision du jury, et, à défaut, le propriétaire peut s'opposer à la continuation des travaux.

CHAPITRE II.

Art. 75. Les formalités prescrites par les titres I^{er} et II de la présente loi ne sont applicables ni aux travaux militaires, ni aux travaux de la marine royale.

Pour ces travaux, une ordonnance royale détermine les terrains qui sont soumis à l'expropriation.

Art. 76. L'expropriation ou l'occupation tem-

poraire, en cas d'urgence, des propriétés privées qui seront jugées nécessaires pour des travaux de fortification, continueront d'avoir lieu conformément aux dispositions prescrites par la loi du 30 mars 1831.

Toutefois, lorsque les propriétaires ou autres intéressés n'auront pas accepté les offres de l'administration, le règlement définitif des indemnités aura lieu conformément aux dispositions du titre IV ci-dessus.

Seront également applicables aux expropriations poursuivies en vertu de la loi du 30 mars 1831, les articles 16, 17, 18, 19 et 20, ainsi que le titre VI de la présente loi.

TITRE VIII.

DISPOSITION FINALE.

Art. 77. Les lois des 8 mars 1810 et 7 juillet 1833 sont abrogées.

Scrutin.

Chambre des Pairs.		Chambre des Députés.
109.	Votans.	258
95.	Pour.	221
14.	Contre.	37

Le projet de loi du 3 mai 1841 a été présenté d'abord à la Chambre des Pairs par M. le ministre des travaux publics, le 19 février 1840; et le rapport de la commission, par M. le comte Daru, le 6 avril. Sur ses conclusions, la Chambre repoussa le titre VII qui admettait, dans certaines circonstances, *l'envoi en possession préalable*.

Le projet fut ensuite présenté à la Chambre des Députés le 20 mai 1840; celle-ci, sur les conclusions qui lui furent soumises, le 19 juin, par M. Du faure, rapporteur de sa commission, se prononça en faveur du projet de loi du Gouvernement, en adoptant le titre VII qu'avait rejeté la Chambre haute. V. notre chap. 1^{er}, p. 6.

Revenu à la Chambre des Pairs, le projet de loi donna lieu à un nouveau rapport de M. le comte Daru, qui, moyennant quelques amendemens introduits depuis ses premières conclusions par le Gouvernement et la Chambre des Députés, conclut cette fois en faveur du projet de loi.

EXPOSÉ DES MOTIFS

DU PROJET DE LOI SUR L'EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE,

PRÉSENTÉ PAR M. DUFAURE, MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS,
A LA CHAMBRE DES PAIRS, LE 19 FÉVRIER 1840.

Messieurs, nos lois ont entouré la propriété des garanties les plus solides et du plus inviolable respect ; mais en même temps on a compris, et nos lois ont également consacré que l'intérêt public avait ses exigences, qui parfois devaient commander à la propriété le sacrifice de son droit. Concilier le respect du droit de propriété avec les justes exigences de l'intérêt général, telle est la difficulté qui se présente au législateur toutes les fois qu'il s'agit de régler l'expropriation pour cause d'utilité publique : cette difficulté augmente à mesure que les progrès de la civilisation donnent aux travaux publics un développement plus actif. Le sentiment des droits de la propriété conserve toute sa force, et les sacrifices qui lui sont demandés deviennent plus fréquens et doivent être plus immédiats.

La loi du 16 septembre 1807 est la première qui ait déterminé avec quelque soin les formalités à suivre et les juridictions qui devaient fixer les indemnités en matière d'expropriation pour cause

d'utilité publique. Mais on trouva exorbitant que l'administration fût juge dans sa propre cause ; car en 1807, en fait de grands travaux publics, il ne s'agissait que de l'administration. La loi du 8 mars 1810 substitua les tribunaux ordinaires aux conseils de préfecture pour l'appréciation des indemnités. Mais elle avait dépassé le but : les tribunaux nommaient des experts dont ils adoptaient l'avis ; ces experts étaient le plus souvent sous l'influence de la propriété ; c'étaient les propriétaires qui étaient devenus leurs propres juges : de là, indépendamment des lenteurs, des estimations dont l'exagération devait paralyser toutes les grandes entreprises. Les nombreuses plaintes qui s'élevaient contre la loi de 1810 amenèrent la loi de juillet 1833.

Sans doute, Messieurs, il importe de maintenir la fixité dans les lois, il est imprudent de les remanier sans cesse ; et lorsque la loi de 1833 compte sept années à peine d'existence, on peut éprouver quelque hésitation à lui faire déjà subir des modifications. Cependant il faut bien reconnaître que depuis cette loi les travaux publics ont pris un développement jusqu'alors inconnu. Dans le court espace de sept ans, la loi a pu subir l'épreuve de nombreuses expériences, l'État et les compagnies en ont fait l'application journalière ; en présence des besoins nouveaux qui se sont révélés, la révision de la loi ne saurait être prématurée : elle paraîtra nécessaire, si l'on songe au redoublement

d'activité qui se prépare, aux nouvelles entreprises que le pays appelle de tous ses vœux.

Toutefois, Messieurs, il s'agit plutôt de compléter la loi, que d'en changer le système.

La loi du 7 juillet 1833 fait subir à la procédure d'expropriation quatre phases successives.

Dans la première période, c'est l'utilité publique de l'entreprise, qui se constate par une enquête préalable dont l'ordonnance du 18 février 1834 a déterminé les formes. Des registres sont ouverts, pendant un délai d'un à quatre mois, au chef-lieu de chacun des départemens et arrondissemens que la ligne des travaux doit traverser. Une commission nommée par le préfet se réunit au chef-lieu des mêmes départemens. Les chambres de commerce donnent aussi leur avis. Cette enquête porte sur l'intérêt général, qui seul peut motiver la déclaration d'utilité publique.

L'intérêt privé se trouve au contraire mis en jeu dans l'instruction qui a eu lieu pendant la seconde période, et qui conduit jusqu'à l'acte d'expropriation : pour déterminer les propriétés qui doivent être cédées, des plans parcellaires sont dressés ; des affiches, des annonces dans les journaux, des publications à son de trompe, avertissent les propriétaires. Une commission réunie au chef-lieu de la sous-préfecture donne son avis, le préfet, et au besoin l'administration supérieure, statue.

Lorsque l'administration a décidé quelles sont les propriétés qu'il est nécessaire d'acquérir, c'est

la justice qui prononce l'expropriation. Tout ce qui est relatif au jugement d'expropriation , à la transcription , à la purge , aux droits hypothécaires , forme l'objet de la troisième partie de la loi.

La quatrième et la plus importante , celle qui contient l'innovation la plus grave à la législation antérieure , organise le jury qui doit régler les indemnités d'expropriation. Sur la liste des électeurs et sur la seconde partie de la liste du jury ordinaire , le conseil-général , dans sa session annuelle , désigne par arrondissement trente-six personnes au moins et soixante-douze au plus , parmi lesquelles la Cour royale choisit un jury spécial : le jugement d'expropriation a commis un des membres du tribunal pour diriger les opérations du jury , mais le magistrat-directeur demeure étranger aux délibérations.

Tel est , Messieurs , l'ensemble des dispositions qui ont été appliquées depuis sept ans. Deux sortes de reproches leur sont adressés : d'une part , on se plaint des lenteurs de la procédure ; d'autre part , on conteste que le jury ait compris sa mission , et qu'il soit un appréciateur indépendant ou éclairé des prétentions souvent exorbitantes de la propriété.

Quant au jury , tout en reconnaissant ce qu'il y a eu de déplorable dans certains exemples , heureusement assez rares , nous n'avons pas cru que l'ensemble des faits offrit un tel caractère de gravité , qu'il fallût sur ce point renoncer à l'innova-

tion de la loi de 1833. L'institution du jury est entrée dans nos mœurs, elle est chère au pays, et désormais il faut plutôt songer à en perfectionner l'action, à l'acclimater de plus en plus parmi nous, qu'à restreindre les applications qu'on a commencé à en faire. C'est dans cette pensée que, nous abstenant de toute modification qui aurait porté atteinte à l'institution elle-même et en aurait altéré les éléments, nous nous sommes bornés à quelques dispositions de détail, qui assurent au jugement du jury toute sa sincérité, ou comblent des lacunes signalées par l'expérience.

Quant aux lenteurs qui pouvaient suspendre le cours de la procédure d'expropriation, nous avons réduit quelques délais, simplifié certaines formes, facilité dans plusieurs cas les traités amiables, déterminé d'une manière plus précise le rôle de chacune des autorités administrative ou judiciaire, successivement appelées à prendre part à l'exécution de la loi. Toutes ces modifications partielles nous semblent se justifier par elles-mêmes.

Toutefois, Messieurs, nous n'aurions pas cru que ces améliorations, quelque réelles qu'elles soient, pussent motiver une révision de la loi de 1833, si nous n'avions songé à vous proposer en même temps une série de dispositions nouvelles, qui par leur objet rentrent nécessairement dans la loi d'expropriation dont elles doivent faire un titre particulier, mais qui, par leur importance, auraient pu mériter l'honneur d'une loi spéciale.

Nous voulons parler de l'envoi en possession provisoire.

Si le respect du droit de propriété force toujours le législateur à entourer la dépossession de formalités qui entraînent nécessairement des délais plus ou moins longs, il y a cependant des circonstances qui ne permettent pas d'attendre. Sans parler des intérêts généraux qui peuvent réclamer la prompte exécution d'un travail, l'intérêt financier de l'État ou de l'industrie privée souffre quelquefois plus particulièrement d'un chômage forcé des capitaux destinés à l'entreprise. Il peut se faire, par exemple, que, sur un point du tracé, le Gouvernement ou les compagnies aient traité à l'amiable avec un grand nombre de propriétaires, et que la résistance malveillante d'un seul empêche de profiter du bénéfice de tous les traités passés, ou force de payer à tout prix un consentement devenu nécessaire. Il est injuste que la cupidité particulière exploite ainsi les nécessités générales.

Si donc il était possible, en maintenant au profit des propriétaires la garantie de toutes les formalités ordinaires pour le règlement définitif des indemnités, d'introduire cependant, à côté de la procédure de 1833, une procédure sommaire, dont les résultats purement provisoires ne pourraient porter aucune atteinte à l'inviolabilité de la propriété, n'aurait-on pas permis la célérité des travaux, sans violer le droit ni blesser l'intérêt légitime du propriétaire?

On a pensé qu'un envoi en possession provisoire pouvait être organisé de manière à respecter tous les droits en détruisant beaucoup d'abus.

Il s'agissait seulement de savoir si l'introduction de ce principe dans la loi ne serait pas en contradiction avec l'article 9 de la Charte, qui veut une indemnité préalable à toute expropriation.

Il a paru qu'en cas d'urgence la consignation préalable concilierait suffisamment les garanties constitutionnelles et les intérêts économiques.

Ce n'est pas un cas rare en droit civil que de voir la consignation substituée au paiement et considérée comme équivalente.

Mais, de plus, quel est, en réalité, l'esprit et la volonté de la Charte, quand elle exige que l'indemnité précède la dépossession? Elle veut d'abord assurer au propriétaire qu'il n'éprouvera ni lenteur ni difficultés à se faire indemniser; elle veut ensuite qu'il ne reste pas un instant sans revenus. Dans ce double but, elle lui laisse sa propriété, qui est à la fois son gage et son capital, jusqu'au moment où la dette est acquittée, et un autre capital substitué à celui dont l'État s'empare.

Eh bien! la consignation atteint évidemment l'une et l'autre fin que la Charte se propose. La somme consignée est sous la main du propriétaire; elle ne peut être remise qu'à lui; elle ne pourra lui

être refusée, dès que le règlement définitif du jury sera intervenu. De plus, au moyen d'un supplément de consignation, destiné à assurer le paiement d'un intérêt à 5 pour 100, le propriétaire ne subit aucune interruption, aucune diminution dans ses revenus.

La loi du 30 mars 1831, relative à l'expropriation et à l'occupation temporaire des propriétés privées nécessaires aux travaux des fortifications, témoigne suffisamment de la constitutionnalité d'une déposssession provisoire en certains cas. Peu importe qu'aucun intérêt ne puisse être mis en balance avec celui de la défense du royaume; car aucun intérêt, quel qu'il fût, n'eût pu motiver une violation de la Charte.

Si donc l'envoi en possession provisoire se concilie parfaitement avec l'esprit et la disposition de la Charte, il ne s'agit que de l'organiser.

L'urgence qui motive l'emploi des formes exceptionnelles doit être déclarée après que le jugement d'expropriation a été prononcé; car c'est seulement alors qu'il est certain que l'immeuble sera exproprié, c'est seulement alors qu'il existe un titre translatif de la propriété. La déclaration d'urgence appartient au préfet, c'est la constatation d'un fait d'intérêt général, c'est une mesure qui ne peut appartenir qu'à l'autorité administrative.

Mais quand il s'agit de fixer le montant de la somme à consigner, nous quittons le domaine de l'intérêt public pour passer dans celui de l'intérêt

particulier : l'administration n'est plus compétente.

On a proposé d'adopter pour la consignation une base fixe, que fournirait l'impôt multiplié par un chiffre déterminé. Mais nous avons pensé que cette base manquerait souvent d'exactitude et n'offrirait qu'une régularité apparente; elle aurait, de plus, l'inconvénient de ne tenir compte que d'une partie des élémens de l'appréciation définitive.

Nous croyons qu'il vaut mieux remettre au président du tribunal civil le droit d'arbitrer la somme dont la consignation lui paraîtra nécessaire pour garantir le paiement de l'indemnité. N'est-ce pas là une matière qui présente essentiellement le caractère d'un référé.

L'appréciation du président aura l'avantage, nous l'espérons, d'amener souvent la conclusion amiable et immédiate de l'affaire.

A cet effet, la notification de l'arrêté d'urgence et du jugement d'expropriation doit contenir assignation, à bref délai, devant le président du tribunal civil du lieu où est situé l'immeuble à exproprier.

Il sera bon que l'assignation contienne aussi les offres de l'administration pour que la partie puisse réfléchir, examiner, et peut-être apporter son adhésion au jour de la comparution.

Les offres officielles sont nécessaires, d'ailleurs, pour régler ultérieurement les dépens.

En présence du magistrat, les propriétaires devront répondre aux offres de l'administration; mais

s'ils refusent de comparaître, leur mauvaise volonté ne doit pas s'opposer à ce qu'il soit passé outre en leur absence, et le président fixera, selon sa conviction, le montant de la somme à consigner.

Il peut arriver que les explications des parties n'éclaircissent pas suffisamment le magistrat; il peut aussi être nécessaire de constater l'état des lieux, pour que le jury ne se trouve pas ultérieurement sans moyens d'appréciation, lorsque les travaux exécutés auront changé l'aspect et la nature des immeubles expropriés. Dans ces cas, dont il est arbitre, le président peut ordonner une expertise, dans des formes simples et rapides, tracées à l'avance.

S'il était certain que la somme consignée n'excèdera pas l'indemnité définitive, il est clair que la consignation serait inutile, sauf pendant les délais de la purge, et que le versement effectif entre les mains du propriétaire pourrait être ordonné par le président, aussitôt après le temps donné aux tiers par les articles 15, 16 et 17, pour faire valoir leurs droits sur le prix. Mais s'il n'est pas certain que l'indemnité définitive égale la somme consignée, il est certain du moins qu'elle en représentera une partie : il ne saurait donc y avoir d'inconvénient à ce que le président ordonnât qu'il sera versé effectivement, entre les mains du propriétaire, après les délais de la purge, une portion de la somme consignée, portion qu'il arbitrera dans les limites des offres faites par l'administration.

La consignation opérée, le président, par une nouvelle ordonnance, prononce l'envoi en possession provisoire. Pour plus de rapidité et d'économie, ces ordonnances doivent être exécutoires sur minute, et ne peuvent être attaquées par opposition ni appel.

L'intérêt d'urgence ainsi satisfait, rien ne s'oppose plus à ce que les propriétaires et l'administration elle-même profitent des garanties créées par la loi de 1833, et de la protection du jury. Il pourra être, à la requête de la partie la plus diligente, procédé à la fixation définitive ainsi qu'aux répétitions réciproques auxquelles cette fixation pourrait donner lieu.

Tel est, Messieurs, le système d'envoi en possession provisoire que nous vous proposons d'introduire dans la loi de 1833. Réclamé de toute part, nous le croyons destiné à produire les effets les plus salutaires. L'intérêt privé sera moins aveugle, lorsqu'il saura qu'il y a un moyen de triompher provisoirement de ses exigences, et qu'on lui aura enlevé l'arme funeste de la résistance passive. La loi de 1833 subsiste avec toutes ses garanties. Les nouvelles dispositions la respectent, et n'atteignent que ce qu'il pouvait y avoir d'injuste et de vexatoire dans l'abus d'un droit légitime.

La forme que nous avons adoptée pour ce projet, destiné à remplacer la loi de 1833, nous était indiquée par plusieurs exemples précédens. Nous n'avons pas voulu remettre en discussion les dis-

positions dont l'expérience a démontré la sagesse ; mais , nous avons cru que , pour fonder avec plus d'ordre et d'harmonie dans l'ensemble de la loi les modifications partielles et les dispositions nouvelles que nous vous proposons , il convenait de les faire entrer dans une sorte de nouvelle édition de la loi du 7 juillet. C'est pour ce motif que notre projet reproduit tous les articles qui la composent.

Ici, nous aurions à donner le premier rapport présenté par M. le comte Daru à la Chambre des Pairs ; mais, comme il concluait au rejet du projet, nous avons pensé qu'il était préférable d'offrir à sa place le second rapport dans lequel M. Daru a conclu à son adoption. V. *Sup.* p. 403.

Pour plus d'intelligence de ce rapport et pour suivre l'ordre chronologique des travaux législatifs, le discours de M. le comte Daru viendra après celui de la commission de la Chambre des Députés. V. p. 459.

EXPOSÉ DES MOTIFS

DU PROJET DE LOI SUR L'EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE.

PRÉSENTÉ PAR M. LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS,
A LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS, LE 20 MAI 1840.

Messieurs, nous venons présenter à vos délibérations un projet de loi qui a reçu déjà l'assentiment de la Chambre des Pairs, et qui se recommande à votre examen par l'urgence autant que par l'importance de la matière. Il s'agit, Messieurs, de donner à l'État, aux départemens, aux communes, aux compagnies particulières, le moyen d'obtenir plus promptement la possession des terrains nécessaires à l'exécution des travaux dont l'utilité publique a été reconnue et déclarée.

A mesure, Messieurs, que nous nous avançons dans la carrière de la civilisation, le sentiment de la propriété devient naturellement plus vif et plus délicat ; mais en même temps le besoin d'ouvrir les communications nouvelles, que réclame si instamment l'intérêt de la société, prend chaque jour une intensité plus grande ; le problème qu'il s'agit de résoudre présente donc deux conditions contraires auxquelles il faut cependant satisfaire.

Avant la révolution de 1789, aucune loi géné-

rale ne régissait la matière. Les communications qu'on ouvrait alors n'étaient guère que des routes de terre, et, pour l'exécution de ces routes, on s'emparait dans certains pays, sans indemnité aucune, des terrains nécessaires à leur emplacement; dans d'autres on ne tenait compte que de la valeur des prés et des vignes, et les terres arables étaient occupées gratuitement. Mais tel était à cette époque le besoin d'ouvrir des débouchés à l'agriculture, que les particuliers n'opposaient pas de résistance à ces actes arbitraires de l'administration. Toutefois, lorsqu'il s'agissait de confier à des compagnies l'entreprise de voies navigables, telles que les canaux de Briare, d'Orléans, de Givors, etc., les arrêts de concession imposaient l'obligation de payer les terrains à dire d'experts.

Depuis la révolution de 1789, toutes les constitutions qui se sont succédé ont toutes posé le principe que nul ne pouvait être privé de sa propriété, pour une cause d'utilité publique, que moyennant une juste et préalable indemnité.

La loi du 16 septembre 1807 est la première qui ait formulé l'application de ce principe.

Elle se ressent un peu de l'époque à laquelle elle est née, époque où la société avait en quelque sorte remis tous ses droits dans les mains du pouvoir qui l'avait sauvée du désordre et de l'anarchie. Les formes qu'elle trace sont aussi simples qu'expéditives. La déclaration d'utilité publique n'est assujettie à aucune condition : l'administration reste

seule maîtresse de déterminer sans aucun contrôle de la part des particuliers les terrains que doivent occuper les travaux. Quant au règlement de l'indemnité, une expertise contradictoire est ordonnée; l'ingénieur en chef du département est appelé à donner son avis en qualité de tiers-expert, et le conseil de préfecture fixe définitivement la somme à payer.

De pareilles dispositions n'assuraient point à la propriété les garanties qu'elle avait droit de réclamer; des abus inévitables se glissèrent dans l'application de la loi de 1807; quelques-uns même furent portés à la connaissance du souverain qui, du champ de bataille, adressait à son conseil d'État une note où il indiquait les dispositions qui devaient servir de base à une loi nouvelle sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

C'est à la suite de cette note qu'est intervenue la loi de 1810.

Il faut le dire, la loi de 1810 peut être considérée comme une loi de réaction contre la loi de 1807. La loi de 1807 avait certainement accordé trop de pouvoir à l'administration; la loi de 1810 a trop placé peut-être l'administration sous la dépendance du pouvoir judiciaire. Les procédures interminables auxquelles elle a donné ouverture, les évaluations exagérées que les experts remettaient aux tribunaux et que les tribunaux se trouvaient à peu près obligés d'homologuer en l'absence d'autres renseignements, ont amené de tels retards et im-

posé au trésor de l'État de tels sacrifices , qu'une réforme de la législation sur cette matière était devenue indispensable ; elle a été opérée par la loi du 7 juillet 1833.

Cette loi , Messieurs , repose sur des principes sages et salutaires.

Elle exige que l'utilité publique des travaux soit déclarée par une loi ou par une ordonnance royale, suivant leur importance , et que cette loi ou cette ordonnance soit précédée d'une enquête dans laquelle tous les citoyens sont appelés à déposer leurs observations ; ainsi l'administration ne peut plus engager l'État dans une dépense sans avoir consulté le pays.

Lorsque l'utilité publique est déclarée, on peut en réaliser le principe de diverses manières. La ligne des travaux n'est pas toujours invariable : elle peut être tracée de telle sorte que, sans nuire à l'intérêt général, l'intérêt particulier de la propriété soit ménagé ; ou au moins, s'il est nécessaire que cet intérêt cède et disparaisse devant l'intérêt public, il est bon que les propriétaires soient admis à vérifier ou à contester ce fait devant une commission , où soient représentés tout à la fois les élémens de la propriété , de l'art et de l'administration. Tel est l'objet du titre II de la loi.

Lorsque l'utilité publique est constatée et déclarée dans les formes et après les enquêtes voulues , lorsque les propriétaires ont été entendus sur l'application du plan sur le terrain , et que l'emplace-

ment des travaux est enfin déterminé, arrive le règlement de l'indemnité. Ce règlement peut avoir lieu par voie amiable ; en cas de non-conciliation, il faut procéder par voie d'expropriation.

C'est à l'autorité judiciaire que la loi de 1833, comme la loi de 1810, confère le droit de prononcer l'expropriation, après avoir vérifié si toutes les formes que la loi a prescrites dans l'intérêt de la propriété ont été observées ; mais, à la différence de la loi de 1810, la loi de 1833 retire au pouvoir des tribunaux le règlement de l'indemnité, pour le déferer à un jury spécial qui juge souverainement, et dont la décision ne peut être attaquée que pour vice de forme ou excès de pouvoir.

Tel est, Messieurs, dans son ensemble, l'esprit de la loi du 7 juillet 1833.

Son caractère distinctif consiste dans l'institution du jury pour fixer le montant des indemnités.

Bien que dans quelques circonstances cette institution n'ait pas réalisé toutes les espérances qu'elle avait pu faire concevoir, cependant, Messieurs, nous nous sommes bien gardés de proposer d'y toucher. Nous espérons, au contraire, que l'institution du jury, appliquée à l'appréciation des propriétés, se perfectionnera tous les jours. Chaque jour on comprendra mieux que s'il est juste que le propriétaire reçoive l'exacte indemnité des sacrifices qui lui sont demandés, il faut que cette indemnité soit renfermée dans une légitime mesure, et que son

exagération ne vienne pas faire obstacle à des travaux d'un intérêt général.

Mais en respectant l'institution du jury fondée par la loi de 1833, nous avons pensé que les formes qui doivent précéder ou accompagner l'occupation des terrains pouvaient être utilement abrégées, et nous avons indiqué, en conséquence, certaines conditions nouvelles tendant à ce but. La Chambre des Pairs s'est associée à cette partie de nos propositions, que les débats élevés dans son sein ont modifiées et améliorées.

Sur quelques points, la jurisprudence des tribunaux n'était point d'accord avec le sens que l'administration croyait pouvoir donner à quelques parties de la loi. Il était devenu nécessaire de mettre un terme à des dissentimens qui paralysaient l'exécution des travaux. La Chambre des Pairs a encore parfaitement secondé les intentions du Gouvernement dans cette partie de la loi.

En ce qui concerne la purge des hypothèques, la loi de 1833 semblait imposer par son texte des obligations qu'il est utile de remplir dans l'intérêt des tiers comme dans ceux du Trésor, toutes les fois qu'il s'agit d'une somme de quelque importance ; mais dans tous les cas où la propriété n'est que faiblement entamée, où ce qui reste de cette propriété acquiert par l'exécution même des travaux une valeur plus grande que celle de la parcelle qu'on en détache, où, par conséquent, le gage des créanciers est plutôt augmenté qu'affaibli, la purge

des hypothèques entraînerait des délais ou des dépenses parfaitement inutiles. Le projet de loi ne la rend obligatoire que pour les indemnités supérieures à 500 fr.

Toutes ces abréviations de formes sont infiniment précieuses; elles ne peuvent qu'exercer une heureuse influence sur la marche de l'administration et sur l'activité des travaux, et, sous ce double rapport, il est important qu'elles reçoivent la sanction définitive de la loi.

Dans le projet présenté à la Chambre des Pairs, nous avons cru pouvoir porter plus loin nos propositions. Nous avons pensé que dans certains cas exceptionnels, et lorsque toutes les formalités relatives à l'expropriation sont définitivement accomplies, lorsque la propriété est transférée au nom de l'État par le jugement du tribunal, lorsqu'enfin le propriétaire n'a plus sur son terrain d'autre droit que celui d'en faire régler et d'en recevoir le prix, nous avons cru, disons-nous, que dans ces circonstances il était possible, il était légal d'obtenir l'envoi en possession moyennant consignation d'une somme fixée par le président du tribunal; en ajoutant à cette somme les intérêts de deux années, et en réservant d'ailleurs l'intervention du jury pour la fixation définitive de l'indemnité.

Que veut la loi? Qu'aucun particulier ne soit exproprié que pour une cause d'utilité publique légalement constatée : elle veut que le propriétaire,

s'il est dépouillé de sa chose, en obtienne immédiatement la représentation. Or, à l'époque où le jugement d'expropriation est rendu, l'utilité publique a été dûment constatée et déclarée : le tribunal a vérifié si les formes, suivant lesquelles doit avoir lieu la détermination des terrains à occuper, ont été exactement accomplies. Bien plus, le particulier n'est plus propriétaire; le jugement d'expropriation a transporté la propriété sur la tête de l'État; le propriétaire n'a plus droit qu'au prix de son terrain : en consignait la somme fixée par le président du tribunal et les intérêts de cette somme pendant deux ans, ne remplissait-on pas le vœu de la loi, puisqu'on assure immédiatement au propriétaire le revenu de sa propriété, qu'il peut même toucher une partie du capital, si le président du tribunal accorde une somme provisionnelle? Un amendement proposé à la Chambre des Pairs, et auquel adhérait le Gouvernement, avait encore amélioré la proposition première, en supprimant toute procédure, et en décidant que l'envoi en possession pouvait être ordonné sur la consignation de la somme demandée par le propriétaire.

Cet amendement, Messieurs, a été l'objet de graves débats, à la suite desquels il a été écarté par une faible majorité.

C'est à regret sans doute que nous avons vu effacer du projet de loi une disposition qui, dans des circonstances données, pouvait avoir d'utiles effets. Toutefois, Messieurs, nonobstant cette suppres-

sion , le projet de loi amendé par la Chambre des Pairs présente encore sur l'état actuel de la législation de telles améliorations que nous venons avec instance réclamer pour lui votre assentiment.

Après les considérations générales que nous avons exposées plus haut , nous croyons superflu d'entrer ici dans des détails relatifs à chacun des articles du projet de loi. La comparaison de ces articles avec ceux qu'ils doivent remplacer dans la loi de 1833 suffit pour en expliquer le sens et le but. Nous nous bornerons donc à vous donner lecture du projet de loi.

RAPPORT

SUR LE PROJET DE LOI TOUCHANT L'EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE,

PRÉSENTÉ PAR M. DUFAURE A LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS,

LE 19 JUIN 1840.

.
Il serait superflu de rappeler l'importance de tout ce qui touche au droit de propriété. Les législateurs n'ont cru pouvoir mieux l'honorer et le consacrer qu'en l'élevant au rang des droits publics. La Constitution de 91, celle de 93, celle de l'an III, la Charte de 1814, la Charte de 1830, ont successivement déclaré la propriété inviolable, et l'ont placée sous la sauvegarde de la foi jurée au pacte social.

Mais il ne fallait pas que le respect d'un principe qui a pour but le maintien de la société pût tourner à son préjudice; ce n'est qu'à la condition de certains sacrifices que la société garantit à chacun la jouissance de certains droits; et en même temps que toutes nos Constitutions déclaraient la propriété inviolable, toutes réservaient le droit de l'État d'en exiger le sacrifice pour cause d'intérêt public, moyennant une préalable indemnité.

Personne ne conteste ce droit de l'État; mais, lorsqu'il s'agit d'en organiser l'exercice, de sérieuses difficultés peuvent se présenter : les progrès de

la civilisation et le développement de la prospérité publique amènent, sous ce rapport, de graves complications. Tandis que la propriété se divise et se multiplie sous des formes nouvelles, que le nombre des propriétaires augmente, que le sentiment de leur droit devient chez eux plus vif, de nouveaux besoins appellent ces grands travaux qui, tout en constatant un état social déjà avancé, lui impriment un élan plus rapide encore, mais ne peuvent s'accomplir que par le sacrifice d'intérêts privés, chaque jour plus nombreux et plus exigeans.

Ce sont les anciennes voies de communication qu'il s'agit de perfectionner, ce sont de nouvelles routes à ouvrir, des canaux à creuser, des chemins de fer à construire, de grands établissemens de bienfaisance ou d'administration à élever; soit que le Gouvernement accomplisse lui-même cette partie de sa mission, soit que l'industrie privée demande à le seconder, ou à prendre sa place, à chaque pas se rencontre le droit de propriété avec ses susceptibilités et ses exigences légitimes ou exagérées. Respecter ce droit dans ses prétentions légitimes, sans arrêter les travaux dont l'intérêt général réclame le développement, tel est le problème à résoudre. Sa solution doit se trouver dans les lois qui règlent l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Les exemples des sacrifices imposés à la propriété privée dans un intérêt public sont fréquens dans nos lois. Tantôt le propriétaire est dépouillé de sa

chose même : ainsi son droit cède devant la nécessité de défendre le territoire national (1). Ainsi, pour assurer la subsistance du pays, les propriétaires des halles ou marchés sont obligés d'en louer l'usage ou même de les vendre aux communes qui le réclament (2). Le droit de propriété est sacrifié pour l'exploitation des mines, pour le dessèchement des marais : il ne fallait pas que les richesses minérales que renferme le sol pussent y demeurer éternellement enfouies grâce à l'ignorance ou à l'incurie d'un propriétaire ; il ne fallait pas qu'un refus aveugle d'assainir des terrains qui peuvent devenir fertiles appauvrit l'agriculture, et risquât de compromettre la salubrité de toute une contrée (3).

La loi du 16 septembre 1807 confie aux maires le droit de donner des alignemens, soit pour l'ouverture de nouvelles rues, soit pour l'élargissement des anciennes, et ainsi le propriétaire des terrains compris dans le tracé de la voie publique et qui doivent un jour recevoir cette destination se trouve privé de la faculté de faire des constructions ou de réparer celles qui existent sur ces terrains.

Une loi plus récente (celle du 21 mai 1836) a réglé l'expropriation des terrains nécessaires à l'ouverture et à l'élargissement des chemins vicinaux.

Quelquefois la propriété ne se trouve atteinte

(1) 10 juillet 1791. — 17 juillet 1819. — 30 mars 1831.

(2) 15 mars 1790.

(3) 16 septembre 1807. — 21 avril 1810.

que dans l'exercice de certains droits et pour la création de certaines servitudes, soit par exemple pour l'obligation de souffrir le marche-pied ou le chemin de halage sur le bord des rivières navigables ou flottables (Décr. du 22 janv. 1808), soit par la défense de construire dans la zone militaire des places de guerre, soit en général par toutes servitudes dont l'utilité publique commande l'établissement. Le droit du Gouvernement d'extraire dans le voisinage des travaux les matériaux nécessaires aux constructions (L. 28 pluv. an viii), grève les propriétés d'une charge qui, bien qu'elle ne constitue pas une expropriation, peut souvent devenir onéreuse. Souvent aussi l'exécution des travaux oblige à occuper temporairement les terrains pour le dépôt des matériaux ou des terres extraites; l'occupation temporaire des terrains nécessaires aux travaux de fortifications peut même se prolonger pendant trois ans avant que l'expropriation puisse en être exigée.

Dans tous ces cas, le principe de l'expropriation pour cause d'utilité publique reçoit son application; la propriété privée est respectée, mais son droit s'abaisse devant les nécessités de l'intérêt public.

Indépendamment des lois spéciales qui, pour certains cas particuliers, ont réglé l'expropriation ou les modifications diverses que la propriété est appelée à subir, une loi commune devait organiser d'une manière générale l'application du principe

de l'expropriation pour cause d'utilité publique à la propriété immobilière.

Pour rendre l'application de ce principe conforme aux termes de nos constitutions, il y avait à régler trois points principaux : 1°. la déclaration de l'utilité publique, qui seule peut commander le sacrifice d'une propriété privée.

2°. L'expropriation, qui ne saurait être arbitraire et ne peut, à défaut de consentement amiable, s'accomplir que sous la garantie d'une autorité légalement constituée ;

3°. La fixation de l'indemnité, qui doit être le prix et la représentation de la propriété et du dommage souffert.

La première partie de la loi se rapporte à la déclaration d'utilité publique. La loi du 7 juillet 1833 indique, dans ses deux premiers titres, les formes à suivre pour faire déclarer que l'expropriation d'un immeuble est réclamée par l'intérêt public.

Une enquête est ouverte sur l'utilité du travail que l'administration veut entreprendre. Après l'enquête et suivant ses résultats, ce travail est autorisé, soit par une loi, soit par une ordonnance : par une loi, s'il s'agit de grands travaux publics, routes royales, canaux, chemins de fer, canalisation de rivières, bassins et docks ; par une ordonnance, s'il s'agit de routes départementales ou de canaux et chemins de fer qui soient de simples embranchemens et aient moins de vingt mille mè-

tres de longueur, ou de ponts et autres travaux de moindre importance.

Le préfet prend un arrêté pour désigner les localités sur lesquelles les travaux doivent avoir lieu, lorsque cette désignation ne résulte pas de la loi ou de l'ordonnance royale.

Nous avons, comme le Gouvernement, maintenu ces dispositions, en appliquant le paragraphe premier aux travaux d'utilité publique entrepris par les départemens ou les communes, ainsi que la jurisprudence l'a déjà fait, et en ajoutant un seul mot au second paragraphe de l'article 3, pour mieux indiquer qu'il ne s'applique qu'aux routes départementales, et faire ainsi disparaître quelques doutes qui avaient été exprimés devant la Chambre des Pairs.

Le travail projeté est déclaré d'utilité publique; les localités ou territoires sur lesquels il doit être entrepris sont désignés. Tout n'est point fait encore : il faut arriver à signaler les propriétés particulières qu'il atteint, et dont l'acquisition sera nécessaire.

Pour cela les agens chargés de l'exécution des travaux lèvent dans chaque commune le plan parcellaire des terrains ou des édifices dont la cession leur paraît nécessaire ; ce plan est déposé pendant huit jours au moins à la mairie ; le dépôt est rendu public par des affiches et publications ; tout le monde peut prendre connaissance du plan, et adresser au maire ses déclarations ou réclamations.

Après les huit jours pendant lesquels dure le dépôt, une commission, composée de quatre membres du conseil général du département ou du conseil d'arrondissement, désignés par le préfet, du maire de la commune, et de l'un des ingénieurs chargés de la direction des travaux, se réunit sous la présidence du sous-préfet; elle donne son avis sur les plans qui lui sont soumis; son avis est transmis au secrétariat général de la préfecture, où il reste pendant huit jours soumis à l'examen des parties intéressées. Le préfet détermine ensuite, par un arrêté motivé, les propriétés qui doivent être cédées. Si la commission avait demandé des modifications au tracé primitif, il ne pourrait prendre son arrêté qu'après en avoir référé à l'administration supérieure.

Telles étaient les dispositions de la loi de 1833; le projet du Gouvernement y apporte quelques modifications importantes.

Il rend plus rapide cette procédure administrative.

Le plan des ingénieurs reste déposé pendant un délai fixe de huit jours.

Les opérations de la commission ne dureront plus que dix jours, au lieu d'un mois.

On évite des chances de retard en permettant à la commission de délibérer au nombre de cinq membres. Enfin, le projet entre dans une voie où nous vous proposons d'entrer plus nettement. L'article 10 du projet, pour donner plus de réalité

aux réclamations que les parties intéressées peuvent avoir à présenter contre le procès-verbal de la commission, les autorise à fournir leurs observations écrites : nous demandons que si la commission propose quelque changement, le sous-préfet, dans les trois jours de l'envoi au préfet, en donne avis aux propriétaires *nouveaux* que ces changements pourront intéresser. Ils ont dû croire jusque-là que leurs propriétés n'étaient pas atteintes ; il est juste de les mettre à même de réclamer. Après leur avoir rendu l'exercice de ce droit plus facile, nous devons en tirer la conséquence. On avait prétendu, sous la loi de 1833, que, lorsque les plans approuvés par l'administration supérieure embrassaient des propriétés nouvelles, il était nécessaire de recommencer pour ces propriétés toutes les formalités du titre II. Nous avons pu et voulu dissiper tous les doutes qui s'étaient élevés à cet égard. L'administration pourra, suivant les circonstances, ou statuer définitivement, ou ordonner qu'il sera procédé de nouveau à tout ou partie des formalités prescrites par les articles précédents. Après que tous les intéressés ont pu se faire entendre, nous n'avons trouvé aucun inconvénient à donner ce droit à l'administration.

Lorsque le plan des propriétés dont la cession est nécessaire a été définitivement arrêté, le pouvoir judiciaire est appelé à prononcer l'expropriation contre ceux des propriétaires avec lesquels il n'a pas été possible de traiter à l'amiable. C'est l'objet

du titre III de la loi de 1833. Mais une lacune existait dans la loi ; elle n'avait pas prévu les formes suivant lesquelles il serait permis de traiter à l'amiable pour les biens des mineurs et autres incapables. Elle donnait à leurs représentans le droit de convenir du prix après l'expropriation prononcée ; elle ne leur permettait pas de consentir à l'expropriation. Pourquoi, dès que l'aliénation est forcée, ne pas leur permettre d'y souscrire par un acte volontaire, sauf les précautions propres à garantir les droits des incapables ? Tel est le but d'une série de dispositions que nous avons ajoutées à l'article 13, et qui déterminent dans quelles formes les biens de mineurs, d'interdits, d'absens ou autres incapables, les immeubles dotaux, les biens des départemens, des communes ou établissemens publics, ceux de l'État et ceux qui font partie de la dotation de la Couronne, pourront devenir l'objet de traités amiables. Nous appliquons ainsi à l'aliénation même de l'immeuble la disposition que la loi de 1833 n'appliquait qu'au règlement du prix. L'article 25 du projet de loi nous proposait déjà cette innovation ; nous avons cru que sa place était en tête de l'article 13.

(Art. 14.) Dès que le préfet a transmis au procureur du Roi la loi ou l'ordonnance qui autorise l'exécution des travaux et l'arrêté qui détermine les propriétés à céder dans les trois jours, le procureur du Roi requiert et le tribunal prononce l'expropriation ; mais il peut arriver que l'admi-

nistration néglige de poursuivre l'expropriation. Il ne serait pas juste de prolonger ainsi l'interdit qui pèse sur ces propriétés ; et, d'après une disposition nouvelle, si, dans les six mois de l'arrêté du préfet, l'administration n'a pas poursuivi l'expropriation, le propriétaire pourra présenter requête au tribunal et demander lui-même qu'il soit statué dans le délai de trois jours.

Le jugement d'expropriation commet un membre du tribunal pour remplir les fonctions attribuées au magistrat-directeur du jury : le projet oblige à désigner un second membre qui puisse, au besoin, remplacer le premier. Nous avons en outre, pour assurer dans tous les cas la marche de la procédure, pourvu au remplacement de ces deux magistrats.

Un dernier paragraphe, ajouté par le projet à l'article 14, prévoit le cas où les parties, d'accord sur la cession des immeubles à exproprier, n'auraient pu s'entendre pour en fixer le prix. Elles pourront recourir au jury sans être obligées de faire rendre un jugement d'expropriation.

Cette disposition nouvelle a été rendue nécessaire par l'induction contraire que les Cours royales de Colmar et de Bordeaux avaient tirée de la loi de 1833.

(Art. 16.) Le jugement d'expropriation est publié et signifié : le projet dispose que c'est seulement après l'accomplissement de ces formalités que doit avoir lieu la transcription au bureau de

la conservation des hypothèques. Tels sont les effets attribués à la transcription du jugement, qu'il a paru convenable d'en assurer préalablement, autant que possible, la publicité.

(Art. 17.) La transcription affranchit l'immeuble, sans préjudice (disait l'article 17 de la loi) du recours contre les maris, tuteurs, etc. Le projet a cru devoir, en outre, par une mention expresse, réserver les droits des femmes, mineurs et interdits, sur le montant de l'indemnité; l'hypothèque légale, même non inscrite dans la quinzaine de la transcription, sera transportée sur le prix.

(Art. 19.) L'article 19 de la loi avait soulevé d'assez graves difficultés : il déclarait applicables aux contrats amiables les règles posées aux deux articles précédens; c'est-à-dire qu'il pouvait suffire, à quelque époque que les conventions eussent été passées et sans leur donner aucune publicité, de les faire transcrire pour opérer la purge.

L'administration des finances n'admettait cette purge qu'à l'égard des traités intervenus après l'accomplissement de toutes les formalités prescrites par les deux premiers titres de la loi.

L'administration des travaux publics avait cherché à compléter l'article 19, en publiant les traités amiables de la même manière que les jugemens d'expropriation.

Quant à ce dernier usage, le projet vous propose de le sanctionner; mais, ainsi organisé, ce

mode particulier de purger les hypothèques ne s'appliquera aux contrats amiables que lorsqu'ils auront été passés postérieurement au dépôt des plans prescrit par l'article 5. A cette époque, les enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique ont eu lieu, la loi ou l'ordonnance a été rendue, les plans parcellaires ont été publiés, l'attention générale est éveillée d'une manière suffisante; il n'est plus à craindre que les droits des intéressés soient compromis.

Dans le droit commun, chacun est libre de ne pas purger; mais les règles de la comptabilité publique obligent l'administration à accomplir toutes les formalités sans lesquelles le paiement ne peut avoir lieu avec une entière sécurité. Cependant l'administration a demandé, et le projet lui accorde la faculté de payer, sans purger, le prix des acquisitions dont la valeur n'excède pas 500 francs. Depuis longtemps l'administration est entrée dans cette voie, et l'expérience a prouvé que l'économie qu'elle avait obtenue sur les frais de purge dépassait, dans une énorme proportion, le montant des sommes qu'elle a eu à payer deux fois.

Le jugement d'expropriation rendu, la transcription effectuée, les privilèges et hypothèques transportés de l'immeuble sur le prix, on doit procéder à la fixation de ce prix. La loi de 1833 y pourvoit dans les trois chapitres du titre IV. Le premier est relatif aux offres que l'administration

doit faire et à l'acceptation de ces offres ; le second , à la formation du jury ; le troisième , à la fixation des indemnités.

Pour mettre l'administration à même de notifier ses offres , la loi de 1833 oblige le propriétaire à faire connaître au magistrat-directeur du jury , dans la huitaine de la signification du jugement d'expropriation , les fermiers , les locataires , usufruitiers , ou ceux qui peuvent réclamer des servitudes : un avertissement collectif met les autres intéressés en demeure de se faire connaître eux-mêmes dans le même délai. L'administration doit notifier ses offres aux propriétaires , à tous les intéressés ainsi désignés ou intervenans , et , de plus , à tous les créanciers inscrits.

Il faut reconnaître , Messieurs , que cette obligation de signifier des notifications individuelles à tous les créanciers inscrits pouvait souvent entraîner à de grandes dépenses et occasionner de longs retards. On sait à quel point la propriété est morcelée dans certaines parties de la France ; d'ailleurs , ce ne sont pas des propriétés entières qu'on est obligé d'acquérir pour les grands travaux publics , mais un nombre infini de parcelles de propriétés diverses : quelle est dès lors la complication de la procédure , si , à chacune de ces dépossessiones partielles , on doit lever un état d'inscriptions et notifier à tous les créanciers inscrits ? Est-ce là cependant une formalité nécessaire à la garantie des droits des créanciers ?

Quelle fraude y avait-il à craindre de la part de l'État, après la publicité qui, à cette phase de la procédure, a déjà éveillé l'attention de tous ceux qui peuvent avoir un intérêt quelconque dans les travaux et les transactions qu'ils doivent faire naître?

Nous avons pensé, avec le projet, qu'il y avait là une simplification importante à introduire dans la loi. Comme tous les autres intéressés, les créanciers inscrits seront en demeure, par l'avertissement collectif énoncé par l'article 6, d'intervenir, s'ils le jugent convenable, devant le magistrat-directeur du jury. A ceux-là seulement qui seront intervenus, les offres seront notifiées individuellement; pour tous les autres, il suffira d'une notification collective dans la forme de l'article 6.

Votre commission a cru devoir maintenir le délai de quinzaine que la loi accordait pour l'acceptation des offres, et auquel le projet substituait un délai de huitaine. Les parties peuvent être éloignées, et au moment où l'on supprime à leur égard l'avertissement individuel, il est convenable de leur laisser un délai suffisant pour que l'avertissement collectif puisse leur parvenir.

Une modification apportée à l'article 28 explique nettement qu'il n'y a qu'un seul et même délai de quinzaine accordé pour l'acceptation des offres, soit aux propriétaires, soit aux créanciers inscrits et à tous autres intéressés. Il ne faut pas notifier l'acceptation du propriétaire aux autres parties;

elles doivent se décider spontanément à accepter ou à refuser.

(Art. 30.) Quand il s'agit de procéder à la formation du jury, la Cour royale ou le tribunal du chef-lieu judiciaire du département choisit les jurés. La loi voulait que ce choix eût lieu toutes les chambres réunies en la chambre du conseil ; il en résultait que, pendant les deux mois de vacances des cours et tribunaux, époque où les travaux ont le plus d'activité, on ne pouvait obtenir la désignation d'un jury d'expropriation. Le choix sera fait désormais par la première chambre de la Cour ou du tribunal, et pendant les vacances, par la chambre des vacations. Le projet satisfait à une sage prévoyance, en énonçant qu'en cas d'abstention ou de récusation des membres du tribunal, la Cour royale procédera au choix des jurés. Enfin, le projet substitue avec raison (art. 33) au tribunal d'arrondissement le magistrat-directeur du jury, pour compléter, en cas d'insuffisance, le nombre des seize jurés.

(Art. 38.) Le jury est constitué, il commence ses opérations, le procès s'instruit devant lui, le magistrat-directeur prononce la clôture de l'instruction. Les abus qui ont eu lieu ont fait rechercher s'il n'y aurait pas quelque moyen, sans attenter à l'omnipotence du jury, de lui tracer des règles propres à éclairer sa religion. C'est dans ce but que le projet charge le magistrat-directeur de poser les questions auxquelles les jurés devront

déplorables abus , qui auraient compromis l'institution du jury si elle avait pu être compromise, ont été signalés à l'attention publique ; ils ont forcé d'écrire le principe dans l'article 39. L'indemnité ne peut être supérieure à la demande de la partie intéressée , ni inférieure aux offres de l'administration. La disposition dont il s'agit n'est pas , comme on a essayé de le prouver , une atteinte au pouvoir du jury. Les offres de l'administration, comme la demande du propriétaire, sont le commencement d'un contrat auquel il ne manque plus que l'adhésion de l'un des deux contractans, et que le jury vient sanctionner.

L'administration doit prendre ses renseignemens de manière à ne point faire d'offres trop élevées ; le propriétaire connaît la valeur de sa propriété ; il est parfaitement à même d'en demander le juste prix. Il n'est pas à craindre que, pour éluder la loi, l'administration abaisse ses offres ; le propriétaire exagérant d'un autre côté sa demande, l'administration a intérêt à marcher vite, en traitant, autant que possible, à l'amiable ; le propriétaire sera retenu par la crainte d'indisposer le jury par une demande entachée de mauvaise foi, et d'encourir une condamnation aux dépens.

(Art. 43.) Aux termes de la loi de 1833, lorsqu'une décision du jury a été cassée, l'affaire doit être renvoyée devant un nouveau jury choisi dans le même arrondissement. On a demandé par le projet que, comme les causes criminelles, la Cour

de cassation, sur la réquisition des parties, et pour cause de suspicion légitime, pût, avant la formation d'un jury, renvoyer l'affaire devant un jury choisi dans un autre arrondissement.

Votre commission a préféré une rédaction qui, dans le même ordre d'idées, laisse à la Cour suprême une plus grande latitude pour l'appréciation des causes qui peuvent motiver le renvoi devant le jury d'un autre arrondissement.

Des exemples, qui heureusement sont des exceptions, ont prouvé que, dans certaines circonstances, le jury se trouvait soumis à des influences locales qui ne permettaient pas d'obtenir justice. Il faut que la loi donne le moyen de déjouer ces influences.

Dans le chapitre III du titre IV, relatif aux règles à suivre pour la fixation des indemnités, deux modifications vous sont proposées : d'après la loi, l'État peut être obligé à acheter toute parcelle de terrain qui, par suite du morcellement, se trouve réduit au quart de la contenance totale, si toutefois le propriétaire ne possède aucun terrain immédiatement contigu, et si la parcelle ainsi réduite est inférieure à dix ares.

De ces trois conditions le projet supprime la première : il suffirait, pour que l'État pût être obligé à acquérir, que la parcelle fût inférieure à dix ares et que le propriétaire ne possédât aucun terrain contigu. Votre commission a été d'avis de rétablir la première condition, en adoptant toutefois la

proportion de la moitié au lieu de celle du quart. C'est un avantage accordé au propriétaire ; il lui suffira, pour exiger l'acquisition des fragmens de sa propriété, que chacun soit inférieur à la moitié de la contenance totale, tandis qu'auparavant il fallait qu'il fût inférieur au quart : et, d'un autre côté, cette condition était nécessaire ; le projet de loi, s'il était adopté, autoriserait le propriétaire d'un terrain de onze ares à l'abandonner tout entier parce qu'on lui enlèverait un seul are.

Jusqu'à quel point doit-on prendre en considération, dans l'évaluation de l'indemnité, l'augmentation de valeur procurée par les travaux au surplus de la propriété ? Cette question a été l'objet de graves débats. L'article 51 de la loi de 1833 semblait laisser au jury la faculté de compenser, même en totalité, l'augmentation de valeur avec l'indemnité. La Cour de cassation a interprété différemment cet article, et a jugé qu'il devait toujours y avoir une indemnité, quelque faible qu'elle fût. On avait songé dès lors, à expliquer dans l'article 51 que la compensation pouvait avoir lieu en tout ou en partie ; mais la Chambre des Pairs a repoussé cette proposition. Tout en reconnaissant que, dans certains cas assez rares, la compensation intégrale serait conforme aux règles de l'équité, on a craint, si on l'autorisait, de déposer dans la loi le germe d'une faculté qui pourrait devenir dangereuse. Il devra donc toujours y avoir une indemnité, que le jury, dans sa conscience, abaissera

autant qu'il le jugera convenable. L'on s'est borné à modifier dans un sens plus impératif la rédaction de l'article 51, en disant que l'augmentation de valeur *devra* être prise en considération dans l'évaluation du montant de l'indemnité : l'article primitif disait seulement qu'elle *pourrait* être prise en considération.

Le projet de loi introduit une modification importante dans le titre VI, relatif au paiement des indemnités. Les offres réelles de l'État pourront être faites en un mandat délivré par le préfet, visé par le payeur et payable sur la caisse publique qui s'y trouvera désignée. Nous admettons cette disposition en supprimant la désignation spéciale du préfet, parce que quelque autre fonctionnaire peut être appelé à délivrer le mandat.

■ Nous vous proposons aussi de faire cesser l'équivoque que présentait la rédaction du deuxième paragraphe de l'article 55.

Après avoir étudié les dispositions du projet adopté par la Chambre des Pairs et porté devant vous, votre commission a cru qu'elle n'aurait pas accompli sa tâche si elle n'examinait pas une question importante, qui a donné lieu dans l'autre Chambre à de graves débats.

L'objet principal du projet, primitivement présenté par le Gouvernement à la Chambre des Pairs, avait été certainement d'ajouter à la loi de 1833 des dispositions nouvelles qui permissent, par exception et en cas d'urgence, d'occuper, avant l'es-

timation définitive du jury, les propriétés dont l'expropriation avait été prononcée. La Chambre des Pairs a repoussé cette innovation à une faible majorité. Il est permis de croire qu'une seconde discussion pourrait amener un résultat différent. Votre commission s'est dès lors mûrement occupée de la question. Elle a mis à profit les lumières que lui fournissaient les débats qui avaient eu lieu dans l'autre Chambre; elle a entendu M. le ministre des travaux publics, et c'est avec son adhésion qu'elle s'est décidée à reproduire dans la loi actuelle, sauf quelques modifications, la proposition primitive du Gouvernement relativement à la prise de possession antérieure au règlement de l'indemnité.

Des exemples, dont plusieurs sont récents, ont prouvé que la résistance d'un seul propriétaire pouvait parfois paralyser l'exécution des travaux dont l'intérêt public réclamait la prompte exécution. Des traités amiables étaient obtenus sur toute une ligne; pour une seule parcelle de terrain sans valeur, il n'avait pas été possible de traiter; de là des retards qui faisaient perdre une campagne, à moins de se résigner à des sacrifices dont l'appât devenait un encouragement à de honteuses spéculations.

C'est dans la pensée d'obtenir une garantie contre de pareils abus que nous vous proposons de reprendre la pensée primitive du Gouvernement et d'autoriser l'envoi en possession pour cause d'urgence.

Si l'on se rend un compte exact du système général de la loi d'expropriation, il est facile de recon-

naitre que cette nouvelle mesure ne doit lui porter aucune atteinte. La procédure de la loi d'expropriation se divise en deux grandes périodes : la première a pour but l'expropriation proprement dite ; la seconde se rapporte à l'évaluation de l'indemnité. Quant aux garanties que la propriété trouve dans les formalités de la première période, rien n'est changé ; jusqu'au jugement d'expropriation inclusivement, toutes les dispositions sont maintenues. Il en est ainsi pour la seconde période ; nous n'enlevons aucune des garanties que la loi de 1833 a données pour un juste, impartial et complet règlement de l'indemnité.

Ainsi, remarquez-le bien, tout le monde est d'accord sur les garanties qui doivent être fournies au propriétaire pour ces deux grands intérêts ; l'expropriation et la fixation de l'indemnité. Si l'on avait proposé de supprimer les formalités tutélaires qui précèdent l'expropriation ou l'intervention des tribunaux, nous nous y serions opposés : si on avait proposé de retrancher les règles salutaires qui préparent la fixation de l'indemnité ou l'intervention du jury, nous nous y serions opposés.

Mais quel est l'effet du jugement d'expropriation ? Il dépouille le propriétaire de l'exercice de son droit de propriété : désormais le propriétaire ne peut plus vendre l'immeuble ; il ne peut l'affirmer, puisqu'il n'a plus qu'une jouissance précaire ; il ne peut même améliorer, du moins

il ne le fera pas, la loi défendant de lui tenir compte des améliorations faites dans le but d'augmenter le taux de l'indemnité. Il ne peut semer, incertain qu'il est de récolter. Ainsi le jugement d'expropriation enlève au propriétaire le droit de disposer de son immeuble : ce n'est plus un immeuble qui lui appartient, c'est un droit à une indemnité, c'est une créance, et s'il retient encore la possession, c'est à titre de gage ; l'effet du jugement d'expropriation est de convertir la propriété en un gage dans les mains du propriétaire. C'est là le résultat de la première période de la procédure d'expropriation.

Le but et le résultat de la deuxième période seront le règlement de la créance par l'entremise du jury ; mais des incidents plus ou moins longs peuvent retarder ce règlement ; et cependant, tandis que le propriétaire n'a plus qu'un intérêt de créancier gagiste à retenir son immeuble, l'État, qui est devenu le véritable propriétaire, peut, au contraire, avoir un intérêt capital à prendre immédiatement possession et à disposer sans délai de la propriété qu'il a acquise au nom de l'utilité publique. La prise de possession préalable, moyennant consignation, concilie ce double intérêt du propriétaire et de l'État ; elle assure le droit de gage, en substituant à l'immeuble une garantie équivalente. Sans léser le propriétaire, elle pourvoit à l'intérêt public, en faisant cesser l'espèce de mainmorte qui frappait l'immeuble.

Tel est, dans sa substance, le système de la prise de possession préalable; tels sont les motifs qui nous paraissent le justifier. Cependant, deux objections sont adressées à ce système : la première lui reproche de violer l'article 9 de la Charte; la seconde de rendre impossible l'estimation de l'indemnité par le jury.

Est-il vrai qu'il soit porté atteinte au principe de la Charte, qui veut une indemnité préalable à toute expropriation? Les auteurs de ce reproche sont plus préoccupés des termes mal interprétés que de l'esprit et du sens véritable de l'article 9 de la Charte. Si l'on s'en tenait à la lettre de l'article 9, il faudrait dire qu'on ne peut même pas obtenir le jugement d'expropriation sans payer une indemnité préalable; car nous avons vu que le jugement d'expropriation dépouille le propriétaire de son droit de propriété pour le transférer à l'État. Jamais cependant on n'a songé à pousser l'objection jusque-là : c'est qu'on a cherché le sens de la disposition de la Charte dans les motifs mêmes qui l'ont dictée. De graves abus avaient eu lieu; lorsqu'aucune garantie n'assurait le droit des propriétaires, ils s'étaient vus privés à la fois de leur propriété et du prix qui leur était dû. La constitution de 1791 fit droit aux justes plaintes qui s'étaient élevées. Les abus se renouvelèrent sous l'empire de la loi de 1810 : l'article 19 de cette loi permettait à l'État de s'emparer, avant même de payer aucune indemnité, des propriétés soumises à l'ex-

propriation pour cause d'utilité publique; cette prise de possession n'était précédée ni accompagnée d'aucune consignation; souvent les propriétaires dépossédés exerçaient pendant longtemps un recours inutile contre l'État, et risquaient même de se trouver frappés de déchéance.

La Charte a voulu prévenir ce double danger de perdre à la fois l'immeuble et l'indemnité qui doit en être la représentation. Elle n'a pas entendu que l'indemnité serait nécessairement et littéralement mise dans les mains du propriétaire avant sa dépossession, mais que le paiement de l'indemnité serait à l'abri de tout péril. C'est par suite de cette interprétation que la loi de 1831, relative aux travaux de fortifications, a consacré le droit pour le Gouvernement de prendre possession des terrains nécessaires moyennant une simple consignation de prix : l'urgence n'aurait pu motiver, aux yeux des Chambres et du Gouvernement, une violation de la Charte. C'est encore dans le même sens que la loi actuelle ordonne la consignation de l'indemnité, lorsque après sa fixation par le jury, les ayants-droit ne sont pas en mesure de la recevoir. Toujours il a paru qu'à défaut de paiement, la consignation était une garantie qui donnait pleine satisfaction au vœu de la Charte.

La seconde objection consiste à dire que le jury n'aura plus sous les yeux les propriétés dont il devra faire l'estimation, et sera dès lors obligé de

s'en rapporter aveuglément à l'évaluation qui aura précédé la prise de possession. Nous devons d'abord vous faire observer que votre commission a été d'avis de restreindre la prise de possession préalable aux terrains clos ou non clos, et d'excepter les propriétés bâties. Ainsi disparaît l'objection, quant à la classe de propriétés pour lesquelles elle pouvait avoir de la gravité. Il faut reconnaître, en effet, qu'une fois les bâtimens détruits, il eût été difficile, sinon impossible au jury, de se rendre compte de leur valeur. A l'égard des terrains, il n'en saurait être de même : ce n'est presque jamais une propriété tout entière qui est occupée pour un travail d'utilité publique ; c'est, le plus souvent, une parcelle plus ou moins restreinte de la propriété. A côté des parcelles occupées, il en reste d'autres de même nature, dont l'aspect ni la destination ne se modifient pas, et qui suffisent pour fournir les élémens d'une évaluation raisonnée. Si, par hasard, les terrains expropriés présentent quelque circonstance particulière, s'ils se trouvent couverts d'arbres qui aient une valeur importante, on fera constater l'état des lieux par une expertise, avant que les travaux les aient dénaturés. Dans tous les cas, on peut être certain que si, lors des opérations du jury, quelque doute existait sur le prix réel des propriétés qui auraient été détruites, le jury ne manquerait pas d'interpréter le doute en faveur de la propriété. Ainsi, les garanties que l'on

a cherchées dans l'application du jury à ces nouvelles fonctions ne reçoivent aucune atteinte, et la mission du jury est respectée.

Nous devons maintenant vous faire connaître en peu de mots la procédure sommaire au moyen de laquelle il sera possible d'obtenir l'envoi en possession. Il est bien entendu que c'est une procédure tout à fait exceptionnelle; ce moyen de dépossession ne devra s'appliquer que dans certains cas particuliers et d'une urgence évidente. Nous avons voulu l'indiquer par la place même que nous donnons aux dispositions nouvelles, dans le titre VII de la loi. La déclaration d'urgence sera faite par le préfet : c'est l'appréciation d'un fait d'intérêt général qui ne peut appartenir qu'à l'autorité administrative. L'urgence déclarée, il s'agit d'arbitrer la somme dont la consignation est nécessaire pour garantir le paiement de l'indemnité. Il n'est plus question alors que d'un intérêt individuel; la justice vient naturellement remplacer l'administration : c'est le président du tribunal civil qui fixera le montant de la consignation; les parties intéressées sont citées en référé devant lui. S'il croit nécessaire de constater l'état des lieux, ou s'il a besoin de renseignemens que les explications des parties ne lui ont pas fournis, il peut ordonner une expertise. On avait proposé d'adopter pour la consignation une base fixe, qu'aurait fournie l'impôt : un autre système, présenté par voie d'amendement à la Chambre des Pairs, consistait à faire

consigner la somme demandée par le propriétaire, quelque élevée qu'elle pût être. Votre commission ne s'est arrêtée ni à l'un ni à l'autre de ces deux systèmes : d'une part, la base fournie par l'impôt manquerait souvent d'exactitude ; d'un autre côté, la somme demandée par le propriétaire malveillant pourrait être tellement exagérée, qu'il fût impossible de consentir à en opérer la consignation, et alors la faculté de la prise de possession préalable deviendrait illusoire, la loi serait à la merci des prétentions blâmables.

Il a paru plus simple et plus sûr de s'en rapporter au président du tribunal civil : presque toujours il trouvera dans les nombreuses conventions amiables qui seront intervenues les élémens dont il aura besoin. Le président peut ordonner que, sans attendre l'estimation du jury, il sera versé effectivement, entre les mains du propriétaire, après les délais de la purge, une portion de la somme consignée, portion qu'il arbitrera dans les limites des offres faites par l'administration. Sur le vu du procès-verbal de consignation, une nouvelle ordonnance prononce l'envoi en possession. La procédure ordinaire reprend ensuite son cours, le jury est appelé à statuer définitivement.

On a contesté aussi que cet envoi en possession dût procurer une économie de temps considérable. Mais en calculant rigoureusement les délais, même abrégés, de la procédure ordinaire, on a supposé qu'ils étaient invariables; et que toutes les forma-

lités devaient toujours s'accomplir dans un certain espace de temps que rien ne pourrait étendre ; on n'a pas tenu compte de la pratique, on n'a pas songé aux incidens sans nombre par lesquels la mauvaise foi a prouvé qu'elle pouvait retarder la marche de l'expropriation.

Avec la procédure sommaire de la prise de possession préalable, les incidens deviennent impuissans : c'est la rapidité du référé substituée aux lenteurs d'une procédure ordinaire ; c'est un délai limité substitué à un délai indéfini. Il ne faudrait pas en conclure, comme on l'a fait, qu'une sorte d'intimidation doive en résulter contre quelques propriétaires : il est vrai seulement, ou du moins il y a lieu d'espérer que la spéculation déloyale sera désarmée ; que le plus souvent, et lorsque l'intérêt privé saura que le Gouvernement a dans les mains un moyen de vaincre les résistances injustes, ces résistances disparaîtront sans qu'il soit même nécessaire de recourir à cette procédure exceptionnelle.

Nous respectons sincèrement, Messieurs, les motifs qui ont porté la majorité de la Chambre des Pairs à repousser l'innovation que le Gouvernement lui avait proposée. Nous tenons comme elle inviolable le droit de propriété. Mais lorsqu'il est satisfait, lorsque notre loi règle avec tant de soin toutes les garanties que la constitution lui assure, nous ne croyons pas devoir sacrifier un grand et pressant intérêt public à ses exigences

même les plus capricieuses et les moins légitimes. La loi, telle que nous vous proposons de la faire, protectrice scrupuleuse du droit de propriété, donnera en même temps aux travaux publics les facultés qui leur sont nécessaires pour répondre à l'activité de notre industrie et de notre commerce, pour suivre et seconder les développemens de notre civilisation.

RAPPORT

SUR LE PROJET DE LOI D'EXPROPRIATION POUR
CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE,

PRÉSENTÉ PAR M. LE COMTE DARU À LA CHAMBRE DES PAIRS,
LE 17 AVRIL 1841.

Messieurs, la loi du 7 juillet 1833, discutée par la Chambre des Pairs dès le début de la dernière session, amendée dans le cours de la session actuelle par la Chambre des Députés, est de nouveau soumise à votre examen.

Vous vous rappelez, Messieurs, quel était, en 1840, l'esprit qui présidait à ce travail de révision. Le Gouvernement poursuivait un double but :

Premièrement, sans changer les bases de la législation existante, tout en respectant la nature et la répartition des pouvoirs confiés à l'administration, aux tribunaux et au jury, simplifier, abréger les formes de la procédure, fixer sur quelques points les interprétations incertaines de la jurisprudence, et enfin introduire les diverses améliorations de détail que la pratique et le temps avaient pu indiquer;

En second lieu, armer l'administration du droit de s'emparer, dans certains cas, des propriétés privées avant la fixation régulière, et dans des

formes légales, de l'indemnité, moyennant consignation préalable.

Vous avez adopté, Messieurs, la première partie de ce projet. Vous êtes entrés plus avant dans la pensée du Gouvernement que le Gouvernement lui-même; vous avez fait plus dans l'intérêt des travaux que l'administration ne vous demandait de faire, tantôt en supprimant les notifications individuelles aux créanciers inscrits, tantôt en abrégant les délais de l'une ou de l'autre période; en un mot, la Chambre a voulu faire prédominer constamment l'intérêt général sur l'intérêt privé, tant que les garanties essentielles dues à la propriété ne seraient pas en souffrance et compromises.

Vous avez rejeté comme défectueuse la seconde partie de la loi, le nouveau titre qui consacrait d'une manière moins utile que d'augercuse à vos yeux le principe de l'envoi en possession provisoire; et le Gouvernement, dans le cours de la discussion, abandonnant un système qui n'avait pas trouvé parmi vous un seul défenseur, s'est rallié à l'amendement d'un membre de la Chambre, amendement qui, après discussion, fut également rejeté.

La loi reparait aujourd'hui à peu près telle que vous l'aviez adoptée dans sa première partie, et reproduisant dans la seconde, sous une forme différente, le même principe de la dépossession préalable, et moyennant consignation du prix. Tel est l'état de la question.

Nous examinerons d'abord, Messieurs, les modifications apportées à la législation existante; en second lieu, les dispositions exceptionnelles introduites dans le titre nouveau.

Constater d'une manière certaine l'utilité générale du travail entrepris, désigner clairement les propriétés dont l'intérêt public commande le sacrifice; entourer de sages précautions le règlement de l'indemnité; enfin pourvoir à la juste conservation des droits des tiers, tel est le but que se propose toute loi d'expropriation forcée.

Aux termes de la loi de 1833, une enquête, dont les formes sont déterminées par ordonnance royale, précède et constate l'utilité publique;

La désignation des propriétés est faite par l'administration locale;

L'expropriation est prononcée par les tribunaux;

Enfin, l'indemnité est réglée par le jury.

La loi se divise donc en quatre parties principales :

- 1°. Constatacion de l'utilité publique;
- 2°. Désignation des propriétés;
- 3°. Prononcé du jugement d'expropriation;
- 4°. Fixation de l'indemnité.

PREMIÈRE PARTIE.

Constatacion de l'utilité publique.

L'objet du titre I^{er} est d'ordonner les enquêtes dont nous parlions tout à l'heure. La déclaration de l'utilité publique se fait par l'acte même qui auto-

rise les travaux. Le pouvoir compétent pour la prononcer varie suivant l'importance des intérêts engagés dans la question. S'il s'agit de ces grands ouvrages qui s'étendent sur de longues distances et touchent à un grand nombre d'intérêts, la loi est nécessaire. Lorsque le travail est moins considérable, lorsqu'il s'agit de routes départementales, ou de canaux et chemins de fer de moins de 20 000 mètres de longueur, l'ordonnance royale statue. On a pensé avec raison qu'en pareilles circonstances il était inutile de mettre en mouvement les grands pouvoirs de l'État, et que l'intervention de l'autorité administrative offrait alors des garanties suffisantes.

Les deux premiers paragraphes de l'article 3 établissent clairement cette distinction. Sans prétendre embrasser dans une énumération complète tous les cas d'expropriation qui peuvent se présenter, ils tracent une ligne de démarcation distincte entre les diverses natures de travaux. Les énonciations qu'ils renferment ne sont pas restrictives, limitatives ; elles indiquent seulement et définissent la pensée du législateur. Ces deux paragraphes ne s'appliquent pas seulement à l'État agissant au nom et dans l'intérêt de tous, ils s'appliquent également aux départemens et aux communes, dans la sphère d'action qui leur est propre. L'amendement de la Chambre des Députés a pour but de formuler plus clairement le sens et la rédaction de cet article. Nous vous proposons de l'adopter en principe, mais de transpor-

ter cette disposition à l'article 65, où elle nous semble mieux à sa place.

DEUXIÈME PARTIE.

De la désignation des propriétés.

Les ingénieurs lèvent les plans parcellaires. Ces plans restent déposés aux mairies de chaque commune pendant huit jours ni plus ni moins; telle est la rédaction nouvelle de l'article 5. Avis de ce dépôt est donné aux parties intéressées par des publications faites dans le journal de l'arrondissement, ou, s'il n'en existe aucun, dans le journal du département. Cette disposition que vous aviez introduite a été maintenue, ainsi que les troisième et quatrième paragraphes ajoutés à l'article 8 pour assurer la validité des délibérations des commissions locales.

L'utilité de ces commissions avait été très-débattue en 1833; elle est aujourd'hui unanimement acceptée, et reconnue indispensable dans l'intérêt même de la prompte exécution des travaux. Souvent, devant elles, et grâce à leur intervention, le maire et l'ingénieur, entendus contradictoirement, abaissent leurs prétentions réciproques, transigent, et, par suite de ces concessions mutuelles, les résistances s'apaisent au dehors. Les membres des conseils-généraux de département ou d'arrondissement appelés par le préfet à ces impor-

tantes fonctions remplissent en quelque sorte l'office de juges de paix. Pour la propriété, c'est une garantie; pour l'administration, c'est un moyen d'action. Il faut seulement que ces commissions se pénètrent bien de la nature de leur mandat, et du rôle qui leur est dévolu. Il faut que, sans perdre de vue l'intérêt privé, elles n'oublient pas la protection due à l'intérêt public, et sachent, entre des exigences contraires, se tenir dans une sage mesure.

Les opérations de cette seconde enquête, qui n'a plus pour objet la constatation de l'utilité générale, mais bien des intérêts locaux, doivent être terminées dans le délai de dix jours. C'est un délai obligatoire, substitué à un délai facultatif d'un mois. Vous avez voulu, Messieurs, que les propriétaires pussent savoir dans quelle limite précise de temps ils seraient admis à produire leurs observations. Cet amendement a été adopté par la Chambre des Députés; seulement on a observé qu'après avoir donné aux parties intéressées un temps déterminé pour se faire entendre, il fallait laisser aux commissions elles-mêmes le temps nécessaire pour statuer.

Faute d'une rédaction suffisamment claire sur ce point, l'esprit de chicane s'en est emparé, a soulevé des procès devant les tribunaux, et des arrêts de la Cour de cassation sont déjà intervenus. Pour y remédier, on vous propose de fixer deux natures de délais : l'un pour la clôture de l'instruction,

l'autre pour le travail de la commission elle-même.

Nous pensons que cette disposition, sans laquelle la loi, prise à la lettre, et dans l'interprétation rigoureuse de ses termes, serait inexécutable, doit être admise.

La délibération close, de deux choses l'une : ou le projet est adopté sans modifications, ou bien au contraire des changemens y sont faits ou plutôt demandés. Dans le premier cas, les articles successifs indiquent les formalités à remplir. Mais, dans le second, qu'arrivera-t-il? devra-t-on recourir à de nouvelles enquêtes pour les nouvelles parcelles de propriétés atteintes? La loi ne s'explique pas à cet égard, et cependant il faut qu'elle prononce; car il arrive très-fréquemment, surtout dans l'exécution des grands travaux, que l'intervention des commissions locales ait pour effet, par suite des transactions dont nous parlions tout à l'heure, de faire modifier par l'administration quelque partie du tracé. On élève la côte d'un chemin, et les remblais deviennent plus grands, et leur base s'étend sur des portions de terrain primitivement en dehors de l'expropriation. On demande des avant-fossés pour les irrigations, des chemins latéraux pour remplacer les voies de communication interceptées : même résultat. Il est naturel que les propriétaires, ainsi menacés par l'adoption des dispositions nouvelles, soient avertis, prévenus. Comment le seront-ils?

Les amendemens introduits dans les articles 10 et 11 par la Chambre des Députés distinguent avec raison deux cas différens. S'il s'agit de modifications peu importantes, avis sera donné dans la forme indiquée par l'article 6, et les pièces déposées pendant huitaine à la sous-préfecture. Ce dépôt permettra aux intéressés de produire leurs observations écrites, et tiendra lieu de l'enquête communale. S'il s'agit au contraire de modifications graves, l'administration supérieure pourra ordonner l'accomplissement des formalités prescrites par les articles 7, 8 et 9 de la loi : nouvelles commissions, nouveaux dépôts de plans, nouvelles publications et affiches. L'administration sera juge des circonstances où cette seconde instruction, complète, dans les formes ordinaires, sera reconnue indispensable. A l'administration seule, en effet, appartient le droit de prononcer en pareil cas : la loi lui donne, dans le même article, des attributions bien autrement étendues, puisqu'elle lui confère le pouvoir d'adopter le tracé qu'elle croit préférable, contrairement aux avis de toutes les commissions entendues.

Nous vous proposons, Messieurs, d'admettre ces deux dispositions.

Là se terminent les prescriptions légales relatives à la désignation des propriétés. L'article 12 est, en effet, un article exceptionnel, par lequel les communes, dans l'exécution des travaux d'un intérêt

purement communal, sont dispensées de l'application des articles 7, 8 et 9.

L'amendement introduit ici dans le projet a pour effet de décider que les enquêtes locales seront supprimées lorsqu'il s'agira de l'ouverture ou du redressement des chemins vicinaux.

Cette question n'avait pas été tranchée par l'article 16 de la loi du 21 mai 1836. Elle était controversable, elle a été controversée. Plusieurs arrêts de la Cour de cassation, rendus dans l'un et l'autre sens, laissaient l'interprétation de la loi douteuse. On a voulu, avec raison, faire disparaître ce vague toujours fâcheux ; mais on l'a fait dans un sens que nous ne saurions approuver.

Supprimer les commissions locales, c'est simplifier, a-t-on dit, l'application de la loi de 1833 à l'exécution des chemins vicinaux, et rendre ces travaux plus faciles. Il se pourrait bien que, sans le vouloir, on se fût écarté du but que l'on se proposait d'atteindre. Nous avons déjà dit quel était le rôle de ces commissions : ce sont en quelque sorte des tribunaux de paix et de conciliation. L'administration ne gagnerait rien pour la rapidité des travaux à se jeter dans un système qui donnerait aux préfets le droit de prendre, en dehors des intéressés, et sans appel, des décisions souveraines. Ce serait froisser le sentiment de la propriété, éveiller l'esprit de chicane et de résistance, trop fertile en expédients, trop habile à créer des obstacles.

Vous remarquerez, d'ailleurs, Messieurs, que l'ouverture d'un chemin de grande vicinalité est demandée dans l'intérêt de plusieurs communes à la fois, et s'élève par conséquent au-dessus d'un intérêt purement communal, comme la construction d'une fontaine, d'une maison d'école ou d'une halle, cas où l'expropriation se poursuit en quelque sorte sous les yeux du propriétaire, et où l'on conçoit la possibilité d'abrégé les formes, en raison de l'emplacement même où s'exécutent les travaux. Nous proposons, en conséquence, de préciser la rédaction de l'article 12, mais dans un sens absolument contraire à celui du projet de loi.

TROISIÈME PARTIE.

Du jugement d'expropriation et de ses suites, relativement aux droits des tiers.

Les arrêtés des préfets rendus, la loi doit prévoir deux cas différens : celui où le propriétaire traite à l'amiable de la cession de sa propriété : comment alors peut-on purger les hypothèques ? comment doivent être sauvegardés les droits des créanciers ? comment la cession des biens des mineurs, des interdits ou des incapables, peut-elle s'opérer ? Telles sont les questions auxquelles, dans ce premier cas, la loi doit répondre. En deuxième lieu, le propriétaire peut résister à la déposssession de

son bien, et s'armer de son droit pour prolonger la lutte; comment peut-on dès lors forcer sa volonté? comment les tiers peuvent-ils, après le prononcé du jugement d'expropriation, être couverts par le nantissement d'un nouveau gage? Telles sont les questions qui, dans le deuxième cas, doivent être résolues.

Les dispositions qui concernent les conventions amiables sont éparses dans une foule d'articles du titre III et du titre IV. Il en résulte une obscurité et une confusion d'autant plus regrettables, qu'en cours d'exécution des travaux, la plupart des acquisitions se font ainsi amiablement, et que l'application d'une loi de cette nature, remise aux mains des ingénieurs, étrangers la plupart du temps, par les habitudes de leur vie, aux pratiques judiciaires, ne saurait jamais être trop nette, trop explicite et trop claire.

Nous croyons utile de réunir ici, dans notre examen, les dispositions relatives aux contrats amiables. Nous verrons ensuite celles qui concernent les expropriations forcées.

Les mineurs, les femmes, les interdits, les communes, et autres incapables de traiter, peuvent-ils vendre leurs propriétés à l'État? Cette question est résolue par les cinq premiers paragraphes de l'article 13, que la Chambre des Députés a transportés avec raison, des articles 27 et 28, où vous les aviez placés, en tête du titre III. Elle en a simplifié en même temps et amélioré la rédaction. Quel

inconvenient peut-il y avoir à stipuler que des biens de cette nature pourront être acquis amiablement, sous la réserve de l'autorisation du tribunal? Le jugement, qui permettra au tuteur de traiter, n'est-il pas la garantie la plus sûre du mineur, et une garantie suffisante? Vous l'avez pensé, Messieurs, puisque vous avez adopté déjà en principe cette disposition.

La vente faite d'un commun accord, qu'arrive-t-il?

Le contrat doit être publié et affiché dans la même forme que le jugement d'expropriation. (Paragraphe 1^{er} de l'art. 19.)

Ces publications et affiches ont lieu dans l'intérêt des tiers; il faut bien que les ayants-droit connaissent les prix stipulés, pour pouvoir au besoin y former opposition, et réclamer le règlement de l'indemnité par le jury. La loi de 1833 n'imposait pas cette obligation à l'État; mais la nécessité, plus impérieuse que la loi, y a conduit, et, dans le nouveau projet, on a voulu donner à cette opération, consacrée par la pratique, le caractère obligatoire et légal qui lui manquait.

S'il y a des privilèges et hypothèques, comment l'immeuble en sera-t-il affranchi? L'article 19 l'indique dans la même forme que lorsqu'il s'agit de l'expropriation forcée. On a voulu faciliter par là les traités amiables, qui ont le double avantage, de satisfaire également les deux parties, et d'éviter à l'administration les frais, les pertes de temps

qu'entraînent toujours les acquisitions faites par autorité de justice.

Mais ces conventions amiables peuvent-elles profiter du bénéfice des articles 16, 17 et 18, à quelque époque qu'elles soient intervenues? Messieurs, nous ne le pensons pas. Les contrats passés avant ou pendant les opérations du titre I^{er} nous paraissent des ventes volontaires qui doivent tomber dans le droit commun.

Voyez, en effet, quels sont les motifs qui seuls justifient la faculté exceptionnelle mentionnée dans les articles 16 et 17. Si la loi d'expropriation ne conserve pas, en faveur des créanciers, la longue série de formalités ruineuses et lentes imposées par le Code civil, c'est que la grande publicité attachée aux expropriations pour cause d'utilité publique imprime à ces actes un caractère spécial que les mutations ordinaires de la propriété n'ont pas. Les enquêtes, les ordonnances royales, plus tard les dépôts de plans, les affiches, les insertions dans les journaux, cet ensemble de mesures, qui donne aux opérations de ce genre une notoriété universelle, porte nécessairement les faits à la connaissance des tiers, et doit éveiller leur sollicitude. Ah ! l'on conçoit que lorsqu'il s'agit d'une vente effectuée inopinément sous le manteau de la cheminée, lorsque les créanciers n'ont été mis en demeure d'agir par aucun acte préalable, la loi leur ouvre après coup de longs délais, et leur assure par là le moyen d'intervenir ; mais entre ces ventes et les

expropriations faites au grand jour, précédées de formalités qui obligent à une prudente lenteur, la différence est grande : il y a toute la distance de l'expropriation à l'aliénation volontaire.

Antérieurement à l'application du titre I^{er}, les garanties nécessaires n'existent donc pas. La vente n'a plus le même caractère que lorsqu'elle est consommée après la constatation de l'utilité publique, et la purge des hypothèques doit dès lors se poursuivre d'après les règles ordinaires. Nous vous proposons, en conséquence, de terminer le premier paragraphe de l'article 19 par ces mots : *postérieurement à l'accomplissement des formalités prescrites par le titre I^{er}.*

Ainsi donc, et sauf cette réserve, les contrats amiables seront publiés et transcrits dans la même forme que les jugemens d'expropriation. S'il y a des créanciers, ils auront quinze jours pour s'inscrire, et le paiement de la propriété vendue ne pourra s'effectuer sans que le vendeur apporte la main-levée de toutes les hypothèques existantes.

Voilà les créanciers connus : il faut leur donner le moyen d'exercer leurs droits, et d'abord il faut prévoir les cas de fraude, le cas où un propriétaire ferait, au détriment des tiers, des conventions patentes nuisibles à leurs intérêts, des conventions secrètes, profitables pour lui seul, sinon avec l'État, du moins avec des concessionnaires ou des agens de mauvaise foi. Quel est le moyen de l'éviter ? C'est de mettre les créanciers en demeure de

réclamer, quand ils le jugent convenable, le règlement de l'indemnité par le jury. Alors même que le propriétaire aurait traité amiablement, il faut qu'ils puissent s'opposer à l'exécution du contrat. C'est là ce qui remplace pour eux le droit de surenchère qui leur est enlevé. Ce pouvoir leur est assuré par le dernier paragraphe de l'article 17, qui porte : « Les créanciers pourront exiger que l'indemnité soit fixée conformément au titre IV. »

Maintenant, comment profiteront-ils du pouvoir que cet article leur confère ? Comment seront-ils prévenus des faits qui se passent entre leur débiteur et l'administration ? La loi ne stipule rien à cet égard, lorsque les conventions amiables interviennent avant le jugement d'expropriation ; elle statue lorsque les conventions de ce genre sont au contraire postérieures au jugement. On exigeait des notifications individuelles faites à tous les créanciers inscrits, dans le système adopté en 1833. Vous avez, avec raison, Messieurs, remplacé ce mode d'avertissement qui entraînait des formalités trop longues et trop coûteuses, par des avis collectifs et des publications faites dans des formes déterminées (art. 23). Les significations individuelles ne seront dues dorénavant, aux termes de l'article 28, qu'aux intéressés qui, dans le cours de la procédure, seront intervenus. Si les tiers ne répondent pas, en effet, aux appels qui leur sont prodigués avec tant de profusion, et à tant de reprises différentes, on est autorisé à penser qu'il y a

de leur part absence d'intérêt, ce qui arrive souvent; et, dans tous les cas, ils ne peuvent alors s'en prendre qu'à eux seuls des dommages et des pertes auxquels ils s'exposent en restant à l'écart.

Ainsi donc, pour ce qui concerne les contrats amiables, les dispositions légales qu'il eût été bon peut-être de grouper, de réunir dans une même série d'articles, se réduisent à ce qui suit :

(Art. 13). Faculté donnée aux tuteurs et autres de traiter pour les mineurs et incapables.

(Art. 19). Publication et affiches des contrats.

(Art. 19). Transcription et purge d'après les articles 16, 17 et 18 de la loi.

(Art. 17). Recours des créanciers devant le jury, s'ils le jugent convenable.

(Art. 23). Notification collective des offres de l'administration.

(Art. 28). Notifications individuelles à ceux qui seront intervenus.

Le cas prévu par l'article 14 est celui où un propriétaire permet à l'administration de travailler sur son terrain, mais ne consent pas au prix qui lui est offert. La convention amiable est alors partielle, elle ne porte plus que sur la cession de l'immeuble. Il est évident que, dans ce cas, le jugement d'expropriation devient inutile, puisque le détenteur du sol abandonne ses droits de son plein gré. Il suffit de convoquer le jury pour la fixation de l'indemnité. C'est là ce qu'ordonne l'article en question.

Enfin, si le propriétaire ne veut traiter ni pour le prix ni pour la cession du terrain, s'il fait obstacle aux travaux, il faut que l'expropriation ait son cours.

A défaut de conventions amiables, un jugement du tribunal intervient. C'est l'acte translatif de la propriété des mains de l'individu entre les mains de l'État. Tout le système de la loi de 1833 repose sur ce principe, que le jugement rend l'administration propriétaire incommutable de l'immeuble, franc de toute servitude. L'expropriation est définitive. C'est sur le prix seulement que les tiers peuvent, à partir de cette époque, exercer leurs prétentions. Nous verrons plus tard que la loi prend, dans ce cas comme dans celui des contrats amiables, toutes les précautions nécessaires pour leur en assurer l'exercice.

La transcription n'est qu'un moyen de publicité, un moyen d'avertir les créanciers qu'ils ont un certain temps pour faire inscrire les hypothèques qui ne le seraient pas déjà.

La Chambre des Députés a ajouté à l'article 15, qui stipule dans quelles formes sera rendu le jugement, un paragraphe que nous vous proposons d'adopter. Voici en quoi il consiste :

Il peut arriver qu'au milieu d'une procédure, se poursuivant pour l'exécution d'un travail d'utilité publique, les arrêtés de préfets étant rendus, le travail soit arrêté. On comptait sur des crédits ouverts, on poussait les opérations avec activité; les

crédits, par une cause quelconque, manquent, les travaux sont ralentis, l'expropriation suspendue. Qu'en résulte-t-il? c'est que la propriété, frappée d'interdit entre les mains de son détenteur, éprouve un dommage quelquefois considérable, sans indemnité préalable, et, si cet état de choses se prolonge, comme il est impossible au propriétaire d'améliorer un bien sur lequel il y a mainmise au nom de l'État, les souffrances et les pertes augmentent chaque jour. Vous avez été saisis, Messieurs, l'année dernière, de plusieurs pétitions qui vous exposaient des faits de ce genre, et qui vous demandaient d'y porter remède. Le moyen que l'on vous indique n'aura peut-être pas, dans la pratique, toute l'efficacité que l'on en espère; nous vous proposons cependant de l'adopter comme une amélioration à l'état présent des choses.

Nous avons dit plus haut que la loi, en rendant le jugement d'expropriation définitif, mettait les tiers en demeure de faire valoir leurs droits sur le prix devenu le gage de leurs créances.

Ainsi, premièrement, le propriétaire est tenu de déclarer, dans la huitaine de la signification du jugement, ses locataires, fermiers, usufruitiers, etc., sous peine de voir retomber à sa charge l'indemnité qui leur est due. Les intéressés, à divers titres, sont en second lieu avertis par un avis collectif. Puis, l'administration fait ses offres.

Là encore, comme pour les conventions amiables, les offres devaient être, aux termes de la loi

de 1833, notifiées individuellement aux créanciers inscrits. A quoi bon, lorsque le propriétaire refuse de traiter, puisque, dans ce cas, l'indemnité doit être nécessairement réglée par le jury, et que les parties sont alors nominativement appelées à faire valoir leurs prétentions devant le magistrat-directeur? Vous avez senti, Messieurs, les inconvéniens de ce mode de procéder, et vous y avez substitué les dispositions suivantes : affiches et publications du jugement, affiches et publications des offres, notifications individuelles seulement à ceux qui seront intervenus, appel de tous les intéressés devant le jury. Ces précautions sont nécessaires, elles sont suffisantes pour garantir les intérêts de tous.

Un seul amendement de quelque importance a été introduit dans le chapitre que nous examinons.

Vous aviez, l'année dernière, proposé de donner huit jours au propriétaire pour répondre à la notification des offres qui lui étaient faites. Ce délai vous avait paru suffisant, parce que, d'une part, le vendeur est depuis cinq ou six mois averti, et qu'il a eu, par conséquent, tout le temps d'examiner le prix qu'il veut retirer de son bien ; en second lieu, parce qu'il conserve jusqu'au dernier jour, jusqu'au moment de la réunion du jury, la faculté d'accepter les propositions de l'administration ; qu'il n'est pas lié par un premier refus ; qu'il peut, quand il le veut, se rétracter, et faire tomber ainsi la procédure commencée contre lui. Qu'ar-

rive-t-il constamment dans la pratique ? C'est qu'on s'abstient. Il est de bonne tactique de ne pas répondre ; le silence en effet n'est puni que d'une vaine pénalité, les frais du procès, qui ne sont rien ; et le silence ne compromet pas, il laisse jusqu'au dernier moment l'administration indécise, ignorante des prétentions qui peuvent être élevées, et par conséquent inquiète ; c'est une position dont on peut tirer avantage.

Le délai prescrit par l'article 24 n'est donc pas une garantie : c'est seulement une indication de l'époque où l'affaire devra suivre son cours. Nous persistons à croire que le délai de huitaine est suffisant. Ce délai est celui généralement adopté dans toute la loi, notamment pour les pourvois en cassation, et il nous paraît contradictoire de donner à un individu huit jours seulement pour se pourvoir contre l'arrêt qui le dépouille de son bien, et quinze jours pour répondre à l'offre de prix qui lui est faite, lorsque sa réponse négative ne l'engage en aucune manière.

QUATRIÈME PARTIE.

Fixation de l'indemnité.

L'administration a notifié aux propriétaires et à tous autres intéressés les sommes qu'elle est disposée à leur offrir : ses offres n'ont pas été acceptées ; les parties se rendent devant un jury, choisi, comme vous le savez, par la Cour royale, sur une liste

dressée par le conseil-général du département, et dirigé dans ses opérations par un magistrat que le tribunal délègue à cet effet.

Voici quelles sont les modifications introduites dans cette partie de la loi.

A l'intervention de la Cour royale chargée de procéder à ce choix, toutes chambres assemblées, on a substitué une seule chambre de la Cour. Il y a en effet plus de garanties, plus de responsabilité, pour une pareille opération, dans le concours de cinq personnes, que dans l'intervention du tribunal tout entier. (Art. 30.)

Une lacune avait été signalée dans le même article; pendant les vacances, il n'y avait nul moyen de constituer le jury. Cette lacune a été comblée.

L'instruction terminée, les jurés se retirent dans la chambre de leurs délibérations pour statuer, à huis clos, sous la présidence de l'un d'eux, sur le montant de l'indemnité. Cette estimation est souvent délicate et difficile. En effet, il peut y avoir des propriétaires, des fermiers, des locataires, des usufruitiers; les questions qui ressortent des débats peuvent donc être et sont souvent très-nombreuses, elles peuvent être et sont aussi quelquefois très-compiquées. En voici un exemple: c'est un cas qui se présente fréquemment; celui où un propriétaire dit à l'administration: « Je demande tant, si vous rétablissez telle communication à mon profit; tant, dans la supposition contraire. » C'est ce qu'on appelle le cas des indemnités alternatives. Si

le jury ne statue pas sur la double hypothèse, les parties en appellent, et le jugement, dans cette circonstance, est toujours cassé.

C'était pour éviter de pareils inconvénients que vous aviez, dans votre dernière session, attribué au magistrat-directeur le droit de poser des questions que les jurés devaient résoudre. Le magistrat ayant plus d'expérience des formes et des obligations légales, que de simples citoyens revêtus momentanément des pouvoirs que la loi leur attribue, il était naturel de lui confier ce soin. C'est d'ailleurs ainsi que les choses se passent dans la pratique. Votre amendement n'avait donc réellement pour effet que de transformer en une obligation légale une coutume généralement suivie, et d'introduire dans la loi d'expropriation le système consacré déjà par la législation criminelle.

Cette assimilation a justement fourni aux adversaires de l'amendement une objection qui a paru fondée. Le Code d'instruction criminelle, en ordonnant que le président du tribunal posera les questions, prévoit toutes les difficultés qui peuvent s'élever à cet égard. Si vous transportez, a-t-on dit, dans la loi actuelle le même principe, il faut y transporter aussi et par une même prévoyance le règlement des formes qui devront être suivies. Ne serait-ce pas là multiplier les chances de la cassation, s'éloigner du but au lieu de l'atteindre, augmenter les embarras au lieu de les aplanir? Il a paru plus sage de laisser au magistrat-directeur le

soin d'avoir des communications officieuses et non officielles avec le jury ; de poser ou de ne pas poser les questions , suivant le besoin des circonstances. L'influence qu'un magistrat , choisi et délégué par sa compagnie , ne peut manquer d'exercer sur les jurés par ses lumières , son caractère et sa considération personnelle , assurera à son intervention une autorité , qui n'a pas besoin de revêtir le caractère d'une obligation légale pour être complètement et toujours acceptée.

L'article 39 contient une disposition nouvelle qui a reçu déjà votre approbation. Le Gouvernement a pensé que le jury , placé entre l'offre et la demande , devait circonscrire son choix entre ces deux limites.

On a voulu prévoir le cas où une localité subirait des influences fâcheuses pour la bonne administration de la justice. Tel est le motif de l'amendement introduit dans l'article 43. La Chambre des Députés , sans en changer le principe , en a amélioré la rédaction.

Nous avons ajouté à l'article 50 une disposition qui complète le sens du deuxième paragraphe , dont l'application doit , selon nous , s'étendre à chaque partie sciudée d'une même propriété.

L'article 51 a été maintenu tel que vous l'aviez rédigé.

Les autres articles n'ont reçu que des modifications peu importantes que votre commission vous propose de sanctionner.

Il est une dernière question , grave par ses con-

séquences, par le principe nouveau qu'elle introduit dans notre législation, par l'abus que l'on peut en faire : nous voulons parler de l'envoi en possession provisoire moyennant consignation. Peut-il se présenter des cas où l'intérêt public commande l'occupation des terrains dans des formes plus expéditives et plus simples que les formes nouvelles ? Si cette nécessité existe, comment peut-on la reconnaître ? comment la procédure devra-t-elle être organisée ? comment concilier alors les exigences de l'intérêt public avec l'intérêt privé ?

Messieurs, la réponse à ces différentes questions n'est pas simple et facile, à en juger du moins par l'impuissance des efforts tentés jusqu'à ce jour pour arriver à une solution satisfaisante.

Nous ne nous proposons pas de discuter devant vous si le principe de la prise de possession provisoire est constitutionnel ou non, si les travaux civils peuvent, ou non, jouir du bénéfice d'une mesure exclusivement appliquée jusqu'à présent aux travaux militaires. Toutes ces questions ont été déjà débattues. Vous avez reconnu que le principe n'était pas contraire à l'esprit de la Charte, puisque l'effet du jugement était de convertir la propriété en un gage dans les mains du détenteur, auquel l'immeuble n'appartenait plus, qui n'avait plus de droits que sur le prix ; et que dès lors la consignation d'une somme égale ou supérieure au montant de sa créance lui assurait, sous une autre forme, une garantie équivalente. Vous avez re-

connu que les travaux civils avaient, eux aussi, leurs exigences, qu'il y avait des cas où l'application des formes ordinaires était trop lente, et où l'intérêt public souffrait de ces lenteurs. Vous avez repoussé, non pas le principe lui-même, mais le mode d'application inefficace et dangereux qui vous était soumis.

Qu'entend-on par des cas d'urgence en matière de travaux publics? ce ne sont pas les circonstances fortuites qui peuvent se présenter à la suite de certains fléaux, comme le débordement d'une rivière ou les progrès d'un incendie; ce sont là les cas de force majeure, où la plus impérieuse des lois, la nécessité, autorise des mesures exceptionnelles. Le Rhône sort de son lit; pour préserver le pays de ses ravages, on veut construire une digue: certes on n'attendra pas l'accomplissement des formalités légales pour s'emparer des terrains sur lesquels cette digue devra reposer; que les propriétaires y consentent ou s'y refusent, les travaux s'exécuteront. De même qu'à l'approche de l'ennemi, on ne s'enferme point dans les prescriptions de la loi pour aviser aux moyens de mettre le pays en garde contre un danger menaçant.

En dehors de ces faits l'urgence peut naître, soit de circonstances imprévues qui se manifestent en cours d'exécution des travaux, soit de la nature de ces travaux eux-mêmes, soit enfin de l'étendue des intérêts compromis par des résistances coupables, résistances qui ont leur source dans un misérable

esprit de cupidité. Permettez-nous de nous arrêter un instant sur chacune de ces causes, qui renferment dans leur ensemble tous les cas, et les seuls cas d'urgence possibles. Il nous importe de les préciser.

Supposez que dans un travail quelconque l'administration ait une tranchée à ouvrir; supposez qu'à une certaine profondeur les eaux commencent à paraître. Il faudra leur donner un écoulement à travers des propriétés voisines, ou perdre toute une campagne, et renvoyer tout un atelier d'ouvriers : voilà une cause de retard, si les propriétaires voisins se refusent à la cession de leurs terrains. Second exemple : Un coteau, assis sur un banc de glaise, glisse dans une tranchée à moitié ouverte; le tracé, suivi jusque-là, doit être abandonné; il faut infléchir l'axe dans une direction nouvelle : les propriétaires atteints font opposition; il s'agit d'un chemin de fer, d'un canal presque terminé; cette circonstance peut priver six mois le pays d'une jouissance impatiemment attendue : voilà l'urgence motivée sur des circonstances exceptionnelles se produisant inopinément en cours d'exécution des travaux.

La prise de possession provisoire est, en pareil cas, un remède assez vain; car l'application de cette mesure étant toujours subordonnée et postérieure au prononcé du jugement d'expropriation, l'État, pour s'emparer des terrains, devra préalablement accomplir les formalités prescrites par les

trois premiers titres de la loi ; et le temps que l'accomplissement de ces formalités entraîne, exigeant deux ou trois mois, il y aura généralement plus d'avantage à subir les demandes du propriétaire, quelles qu'elles soient, qu'à se traîner au travers de cette longue procédure, et s'exposer ainsi à perdre, par l'intérêt du capital dépensé, une somme bien supérieure à la différence existante entre le prix réel de l'immeuble et le prix demandé par le détenteur. Lors donc qu'il s'agit de circonstances telles, que l'administration se trouve dans la nécessité de changer son tracé et de s'emparer de propriétés non comprises aux plans parcellaires, le système de l'envoi en possession provisoire n'est pas applicable ; le titre VII de la loi n'est pas fait pour ces cas extraordinaires. On ne peut pas dire d'un côté qu'il y a urgence et de l'autre qu'on prend une mesure telle que, dans trois ou quatre mois, on pourra continuer les travaux : cela serait contradictoire. On n'attend pas alors que la déposition légale soit consommée ; on traite à l'amiable, à quelque prix que ce soit. Il serait puéril, il serait dérisoire de soutenir que les dispositions nouvelles peuvent parer à de pareilles éventualités.

Nous avons dit qu'en second lien la nature des travaux pouvait présenter quelquefois un caractère spécial, d'où résultaient des exigences dont il faut tenir compte. Lorsqu'il s'agissait, par exemple, de construire les culées d'un pont, dont les fondations doivent être nécessairement faites à l'époque des

basses eaux , si le mauvais vouloir des propriétaires riverains entrave la marche des travaux , il peut arriver que ces retards causent un ajournement fâcheux. Ce sera un dommage , et dans quel intérêt ? lorsqu'il s'agira souvent d'une parcelle de terrain de faible valeur.

Dans ces circonstances , qu'il est toujours facile du reste de prévoir , si l'administration n'a pas pris ses mesures à l'avance , si elle ne s'est pas assurée , en temps utile , des terrains , il peut être bon de presser les délais , de gagner du temps ; et la prise de possession préalable , eût-elle seulement pour effet d'économiser quelques semaines , peut alors être utilement appliquée.

Enfin , Messieurs , le fait principal , le fait dominant , celui qui a suggéré la disposition soumise à votre examen , c'est le désir naturel , légitime , de mettre un frein à des spéculations trop communes. Lorsque l'administration exécute une route , un canal , elle traite d'ordinaire amiablement avec le plus grand nombre des propriétaires. Quelques-uns se montrent obstinément rebelles à toute transaction. Ils s'enferment dans des prétentions inadmissibles. Les travaux ont besoin de marcher avec ensemble , rapidité ; ils les arrêtent , ils forcent à éparpiller les ateliers. C'est là ce que l'on veut empêcher ; c'est là le motif réel , sérieux , du projet de loi. A vrai dire , il n'en existe pas d'autre. Les exposés du Gouvernement , la discussion de la Chambre des Députés , le rapport de la commission , en font foi.

On n'aurait pas songé à pourvoir aux cas précédemment cités, et qui sont excessivement rares, s'ils avaient été isolés de ce fait qui préoccupe tous les esprits, qui se produit tous les jours, et que nous venons de signaler.

Assurément, Messieurs, c'est une chose déplorable, que cet amour du gain s'étalant ainsi sans pudeur. Si la loi peut le frapper d'une répression efficace, qu'elle intervienne, ce sera un grand service rendu à l'exécution des travaux publics dans notre pays, et ce ne sera pas cette Chambre qui, par un respect superstitieux du droit de propriété, couvrant de son égide de scandaleux trafics, voudra assurer l'impunité de pareils actes. Mais si la loi est vaine, impuissante contre de pareils abus; si les dispositions qu'elle consacre ne sont qu'une menace sans effet, le mal subsistera, les tentatives fondées sur de mauvaises passions se renouvelleront encore, et vous aurez consacré un mauvais principe sans aucun profit. Là est donc à nos yeux la question tout entière. « C'est la pensée d'obtenir une garantie contre ces abus, dit M. le rapporteur de la Chambre des Députés, qui a conduit à l'adoption des dispositions nouvelles. » Eh bien! voyons si cette garantie existe, si le but ainsi défini est atteint.

Trois vices principaux existaient dans le projet que vous avez discuté l'année dernière, savoir :

1°. L'extension donnée à la mesure qui frappait indistinctement toute espèce de propriété, close ou non close, bâtie ou non bâtie ;

2°. L'intervention des experts pour fixer le montant de la somme à consigner ;

3°. L'arbitraire remis entre les mains des préfets pour les déclarations de l'urgence.

Ces trois vices ont disparu.

Les cas d'urgence ne s'appliquent plus qu'aux propriétés non bâties.

L'intervention des experts est remplacée par l'intervention du tribunal, appelé tout entier à régler le montant de la consignation.

L'urgence est déclarée par une ordonnance du Roi, qui peut être rendue à toute époque, mais qui ne doit recevoir son exécution qu'après le jugement d'expropriation.

Enfin, dans le nouveau système, comme dans l'ancien, les propriétaires sont avertis, mis en demeure de se prononcer, assignés à cet effet devant le tribunal; la décision judiciaire n'intervient que lorsqu'ils ont été appelés et entendus.

Nous le reconnaissons, Messieurs, le principe, appliqué sous cette forme nouvelle, échappe aux inconvénients qu'il présentait, selon nous, sous sa forme première; mais a-t-il conservé les avantages déjà contestables et contestés qu'il offrait alors? donne-t-il le moyen d'économiser une partie notable du temps? car c'est là ce que l'on veut, c'est là ce que l'on recherche. Eh bien! il est permis d'en douter.

Nous ne produirons pas devant vous, Messieurs, des calculs dont on peut toujours contester la va-

leur; nous nous bornerons à un simple rapprochement des faits.

L'ordonnance du Roi est une garantie. Nous l'accordons; mais pourquoi? parce qu'un ministre ne prendra pas sous sa responsabilité personnelle une décision de cette nature sans s'entourer de toutes les lumières convenables, sans recevoir, d'abord, l'avis des administrations locales pour connaître les faits, ensuite celui du conseil des ponts et chaussées pour s'éclairer sur les questions d'art. Ainsi, l'ingénieur exécutant un chemin de fer de Montpellier à Nîmes, par exemple, s'il a besoin, pour une cause quelconque, de faire déclarer l'urgence, adressera son rapport à l'ingénieur en chef du département, qui le transmettra, avec son approbation, au préfet, le préfet au ministre, c'est-à-dire dans les bureaux; le ministre consultera ses conseils; il statuera, soumettra sa décision à la signature royale, puis, par la même hiérarchie, par les mêmes cascades administratives, renverra à l'ingénieur exécutant l'ordre émané du Roi.

Sans supputer le temps nécessaire à ces renvois successifs de main en main et au parcours de ces longues distances, il est évident que, substituer l'intervention de l'autorité supérieure à l'intervention de l'autorité locale, l'ordonnance royale à l'arrêté du préfet, c'est un singulier moyen de hâter les opérations.

A la durée de ce premier délai que chacun ap-

préciera, s'ajoutent ceux qu'exige la procédure elle-même : signification au propriétaire, avec assignation à trois jours, devant le tribunal civil; sur son refus de céder, estimation du montant de la somme à consigner par le tribunal dans le délai de huitaine; nouvelle assignation à deux jours; après quoi la prise de possession provisoire est prononcée.

Rapprochez cette longue série de formalités de celles imposées par la loi ordinaire : publication du jugement, notification des offres de l'administration, désignation et convocation du jury, faits qui se passent tous dans la localité, qui exigeront à l'avenir, lorsque les circonstances seront pressantes, six semaines tout au plus, et dites lequel des deux est préférable; et s'il n'existe pas d'économie de temps, ou s'il en existe une très-faible, où est votre garantie contre les abus qui vous révoltent, et à quoi sert cette exception introduite dans la législation? quel moyen de répression vous donne-t-elle?

Nous avons, Messieurs, soumis ces objections à M. le ministre des travaux publics. Il a reconnu que la mesure avait principalement un caractère comminatoire. Ce sera, nous a-t-il dit, un moyen utile d'amener un rapprochement entre les parties et l'État, de rendre plus fréquens les contrats amiables, de faire violence à ceux qui se refuseront à toute transaction.

Sans examiner jusqu'à quel point les hommes ,

qui d'ordinaire sont doués d'assez d'intelligence pour ce qui concerne leur intérêt privé, seront influencés par des menaces dont ils reconnaîtront bientôt le peu d'efficacité, serait-il juste, Messieurs, serait-il sage de déposer dans la loi une disposition d'une application à peu près impossible, dans le seul but d'exercer une contrainte morale sur les esprits ? nous ne le pensons pas, car ce serait là une arme à deux tranchans ; on la demande pour étouffer des abus, elle servirait peut-être à réprimer la faculté naturelle et légale, qui appartient à tous les citoyens, de défendre leurs intérêts et leurs droits.

Nous pourrions comprendre la nécessité d'un moyen d'action, pour des circonstances exceptionnelles, dans des cas déterminés. L'avantage qui résulterait d'une disposition réellement efficace pourrait faire fermer les yeux sur les inconvéniens du principe lui-même et de ses abus possibles, mais nous ne saurions admettre la convenance ou l'utilité d'un simple moyen d'intimidation, inapplicable dans la pratique.

A cela on répond que la mesure n'est pas aussi vaine qu'elle peut le paraître ; que l'ordonnance royale n'interviendra pas toujours postérieurement au jugement d'expropriation ; qu'elle sera rendue aussitôt l'urgence manifestée ; que tous les délais nécessaires à l'accomplissement de cette première formalité doivent, par conséquent, disparaître des calculs comparatifs établis dans l'une ou l'autre hypothèse sur la durée des opérations.

Soit : si l'on peut prévoir à l'avance les obstacles qui sont de nature à paralyser les travaux, et, dès le début de la campagne, avant toute opposition déclarée, prononcer l'urgence, oui, la disposition exceptionnelle a quelques avantages : elle économise une partie du temps consacrée à l'expropriation ; mais, pour que l'on puisse agir ainsi, il faut que l'urgence résulte non plus de faits réalisés, de résistances connues, mais de simples présomptions, de probabilités incertaines et éventuelles ; il faut qu'elle se motive sur des raisons générales, inhérentes au caractère du travail entrepris et à l'empire des circonstances au milieu desquelles on se trouve placé. Ainsi, on aura à construire les fondations d'ouvrages hydrauliques avant la mauvaise saison : l'année sera déjà plus ou moins avancée ; on voudra gagner du temps ; on conçoit qu'alors l'ordonnance royale intervienne en même temps que l'acte autorisant les travaux. Mais ce sont là, Messieurs, des cas exceptionnels. Qu'arrive-t-il d'ordinaire ? Quand on ordonne la création des routes, canaux, chemins de fer, il n'y a pas de ces exigences préexistantes qui justifient l'emploi de pareils moyens ; mais, en cours d'exécution, on rencontre de mauvais vouloirs, une résistance plus ou moins vive de la part des propriétaires. Voilà les embarras qui se présentent, voilà les inconvéniens auxquels on veut aviser.

Prétendre que, dans un cas pareil, contre tel ou tel individu rebelle aux offres de l'administration,

l'ordonnance royale interviendra antérieurement au jugement d'expropriation ; évidemment, Messieurs, cela est impossible. Quoi, même avant l'arrêté du préfet, indicatif de la propriété ! Mais celui qui s'est opposé jusque-là à vos demandes ne peut-il pas vous dire qu'il a besoin de savoir au moins ce que vous lui prenez avant de consentir à la cession de son immeuble, que l'arrêté du préfet le lui indique seul d'une manière officielle et positive ; qu'il se serait alors prêté à vos exigences ? Quel ministre oserait prendre sous sa responsabilité de faire déclarer par ordonnance du Roi qu'on est coupable de tenir une pareille conduite, et de se refuser à tout accommodement, lorsqu'on ne sait pas encore quelle est la situation, l'étendue, la limite du terrain dont l'intérêt public commande le sacrifice ?

Donc, lorsqu'il s'agit de ces résistances particulières, manifestées pendant le cours des opérations, de ces cas qui sont les plus fréquens, qui sont justement ceux dont on se préoccupe, l'ordonnance royale ne pourra pas être rendue avant le jugement d'expropriation ; et, comme nous avons démontré que les formalités du titre VII deviennent alors au moins aussi longues que les formalités de la loi elle-même, il est évident que les dispositions exceptionnelles seront inapplicables, et resteront inappliquées. On se flattait de couper court aux abus, et les abus continueront, il n'y a rien-là qui puisse les arrêter. Le but principal de la loi n'est donc pas atteint.

Ainsi, Messieurs, premièrement, on doit entendre, par ce mot *urgence*, en matière de travaux publics, les nécessités qui se manifestent relativement à l'occupation de terrains déjà compris aux plans parcellaires, et non de tous autres.

Secondement, le système de la mise en possession provisoire, tel qu'il est formulé, ne peut exercer aucune influence répressive, ni matérielle, ni morale, contre la cupidité de ceux qui s'opposent à toute transaction amiable, parce que, en pareil cas, l'ordonnance royale, déclarative de l'urgence, ne saurait être prise antérieurement au jugement d'expropriation, qu'elle interviendrait toujours à une époque postérieure, ce qui rend nul le seul bienfait qu'on attend de la disposition exceptionnelle, l'abréviation des délais.

Restent les nécessités qui se fondent sur la nature des travaux entrepris, qui ne résultent pas du mauvais vouloir de tels ou tels individus, mais du caractère inhérent à l'exécution des ouvrages projetés. Restent des cas d'urgence, que l'on déclarerait d'une manière générale, abstraction faite des hommes, et en raison des choses, antérieurement à tous travaux, dans la prévision des obstacles possibles, et non des résistances survenues.

Là, nous le reconnaissons, le système de la loi peut avoir, sinon toute l'efficacité qu'on lui suppose, au moins un certain degré d'utilité : c'est là le seul avantage qu'il présente, du moins à nos

yeux. Était-il bien opportun, bien convenable, pour un pareil résultat, dans le seul but de pourvoir à des faits aussi exceptionnels et aussi rares, de remuer toutes les grandes questions que le titre seul de la loi soulève? Nous hésitons beaucoup à le penser; mais enfin on insiste, l'administration ne partage pas notre opinion sur l'insuffisance de son système, dans ses applications aux cas les plus ordinaires et les plus fréquens. Il lui appartient, sans contredit, mieux qu'à nous d'en juger. La mesure nous paraît à peu près inutile, mais nous pouvons nous tromper. Dans tous les cas, elle ne présente plus de danger, les inconvéniens qu'elle offrait, sous sa forme primitive, ont disparu. La majorité de votre commission, Messieurs, a considéré que, dès lors, les mêmes motifs de rejet n'existaient plus, et qu'il y aurait quelque chose de rigoureux à vous proposer une décision négative, fondée seulement sur la crainte, dont nous ne pouvons nous défendre, que les avantages de la loi soient, dans la pratique, à peu près illusoires.

Mais, en admettant la disposition exceptionnelle contenue dans le titre VII, la majorité s'est préoccupée de l'abus que l'on pourrait en faire; elle a craint que, grâce aux termes généraux dans lesquels était conçu l'article 65, grâce au vague de la rédaction, l'application de la loi de 1833 devînt peu à peu, par le cours du temps et la pente naturelle des choses, l'exception, et l'application du titre VII la règle; qu'à la longue l'usage s'établît

d'accompagner invariablement l'ordonnance autorisant l'ouverture des travaux, de cette formule si simple, *attendu l'urgence*, etc... En pareille matière l'abus est en effet si naturel, si tentant, on dirait volontiers si honnête, qu'il est fort à redouter. De quoi s'agit-il ? de vaincre l'aveugle obstination de quelques individus sans leur causer aucun préjudice, de déjouer quelquefois des spéculations coupables. Un travail entrepris n'est jamais terminé trop tôt. L'entraînement des esprits, l'impatience des populations poussant, secondant l'action administrative, il serait bien difficile d'y résister. C'est là le danger ; quel est le moyen de le prévenir ?

On vous propose de dire que l'ordonnance sera rendue dans des circonstances exceptionnelles et spéciales, que cette ordonnance sera motivée sur la nature des travaux entrepris, sur les obstacles qu'ils rencontrent, et sur la nécessité de les terminer sans délai.

Sous cette réserve, la majorité de la commission adhère au projet de loi. A défaut d'une solution complète et satisfaisante, elle accepte une solution qu'elle reconnaît elle-même insuffisante et incomplète ; elle veut laisser au temps le soin de prononcer entre les convictions contraires sur l'utilité du système, et de mettre en évidence les avantages que les uns lui attribuent, que les autres n'en espèrent pas.

En prolongeant sur ce point la lutte devenue

maintenant sans objet, puisque les inconvéniens du projet primitif ont disparu, on priverait le pays, peut-être une année de plus, du bienfait des dispositions introduites dans la première partie de la loi. Cette considération a paru surtout déterminante.

La minorité de votre commission n'a pu, Messieurs, partager cet avis.

Elle croit que le principe de la mise en possession provisoire devrait être formulé d'une manière toute différente pour pouvoir être accepté; le seul système qui, après mûres réflexions, lui parût efficace, serait celui qui donnerait les déclarations d'urgence au tribunal du ressort jugeant en référé, et qui fixerait le montant de la consignation d'après une base uniforme et à l'avance déterminée.

Permettez-nous de vous indiquer brièvement les motifs sur lesquels cette opinion repose.

Si le tribunal est chargé de prononcer l'urgence, plus d'abus possible; car les tribunaux sont inamovibles, indépendans, en dehors de l'action administrative. Plus de lenteurs, car l'affaire reste circonscrite dans la localité, elle ne va pas chercher, à travers les détours de l'administration hiérarchique, les décisions de l'autorité supérieure pour remonter jusqu'au Roi.

Si la consignation est calculée à l'avance et dépend d'une simple opération arithmétique, que la loi prendrait en quelque sorte le soin de faire elle-

même, comme par exemple deux, trois ou quatre cents fois la cote cadastrale de la propriété, on économiserait le temps employé pour estimer le montant de la consignation : et ce temps, soyez-en sûrs, Messieurs, sera plus long qu'on ne se l' imagine. Les délais de la loi sont comminatoires ; presque jamais ils ne sont observés. Les juges ne voudront pas manquer à leur devoir, en statuant légèrement sur de pareils intérêts ; une responsabilité morale trop lourde pèsera sur eux. Ils prendront tout le temps dont ils auront besoin pour bien examiner les affaires qui leur seront soumises. Tenez pour certain que, dans le plus grand nombre des cas, cinq jours seront insuffisants.

En second lieu, le système que nous discutons aurait l'énorme avantage de ne pas créer un précédent de nature à agir sur l'esprit du jury. Quand le tribunal aura fixé le montant de la consignation il arrivera naturellement que la somme consignée deviendra l'indemnité elle-même. Les jurés accepteront à l'avance les décisions déjà rendues par des hommes compétens connaissant la localité, habitués à faire des estimations de ce genre ; ils abdiqueront leur liberté d'examen, vous n'aurez plus un jury, vous aurez une commission homologuant les décisions du tribunal : et comme le juge, dans ses évaluations approximatives et incertaines, pour mettre à couvert sa responsabilité fixera toujours très-haut, selon toute apparence, la somme à consigner, le résultat de la loi sera d'entraîner le

Trésor dans des dépenses d'argent, et dans des pertes considérables.

Ces idées et ce projet ont été débattus dans le sein de votre commission.

On a observé que la déclaration d'urgence appartenait au pouvoir exécutif, et non au pouvoir judiciaire; que ce n'était pas là une question de propriété, mais une question de nécessité administrative; que la Charte avait réparti et fixé les attributions de chacun des grands pouvoirs de l'État, qu'il n'était pas possible de s'en écarter. On a dit que le cadastre ne donnerait que des indications fausses, injustes, erronées de la valeur d'une propriété; que l'indemnité devait contenir, outre le prix de l'immeuble, un deuxième élément, la représentation du dommage causé aux portions restées intactes, et que l'évaluation cadastrale ne permettrait pas d'en tenir compte.

Ces observations ont sans doute, Messieurs, quelque chose de fondé. Dans une matière si difficile, tous les systèmes rencontrent des objections graves. Il n'y en a pas de parfait.

Il est impossible, par exemple, de méconnaître que la déclaration d'urgence appartient plutôt à l'administration qu'au tribunal. Mais, pour agir administrativement, vous n'avez que deux moyens: l'arrêté du préfet, que vous avez avec raison repoussé l'année dernière, et l'ordonnance du Roi dont vous voyez les inconvénients. Il faudrait donc, pour arriver à quelque chose de praticable,

pouvoir sortir de cette voie. Or, remarquez-le, toute question de ce genre est complexe. L'administration croit urgent de déposséder tel propriétaire; elle trouve sa demande trop considérable relativement à l'offre qu'elle fait. Qui statuera entre les deux parties contendantes? N'y a-t-il pas là une question d'indemnité à côté d'une question d'urgence? Le droit de prononcer ne touche-t-il donc pas ici d'un côté au pouvoir administratif, de l'autre au pouvoir judiciaire? Et s'il n'y a pas impossibilité d'en référer sur cette matière aux tribunaux, n'y trouverait-on pas à la fois célérité et garanties?

Ainsi l'ont pensé des lois antérieures, notamment la loi du 8 mars 1810, qui porte, article 17 : « Avant l'évaluation des indemnités, le tribunal pourra, suivant la nature et l'urgence des travaux, ordonner provisoirement la mise en possession de l'administration. » Cette disposition était prise, veuillez aussi le remarquer, dans un temps et sous un gouvernement que personne sans doute n'accusera d'avoir été moins jaloux et moins soucieux que le Gouvernement actuel de ses privilèges et de ses droits.

En Belgique, la déclaration d'urgence est faite par le tribunal de première instance.

En Prusse, la même marche est suivie.

Dans l'état de Rhode-Island, en Amérique, les compagnies s'adressent à la cour des plaids communs qui statue.

Les précédens sont donc tous favorables à cette opinion.

Quant à la fixation du montant de la somme à consigner, sans doute l'impôt est une base incertaine. Mais ne peut-on pas introduire un multiplicateur tel que l'on soit toujours au-dessus de toutes les erreurs possibles, et que la consignation comprenne, outre le principal, l'accessoire provenant des dommages causés au restant de la propriété?

Néanmoins, Messieurs, ces observations entendues, le système que nous venons d'avoir l'honneur de vous exposer n'a pas prévalu dans le sein de votre commission; la majorité, mue principalement par des scrupules constitutionnels, a cru devoir le repousser et donner son adhésion au projet de loi que nous soumettons, en conséquence, à votre approbation.

Désireux de hâter le développement des travaux publics dans notre pays, comprenant toute l'importance des intérêts qui s'y rattachent, nous formons le vœu sincère de voir le temps démentir des craintes que nous n'avons pas dissimulées, que l'administration ne partage point et qui ne paraissent pas à la majorité suffisantes, dans l'état actuel de la question, pour motiver le rejet.

Nous avons l'honneur de vous proposer les dispositions suivantes :

*Articles amendés par la commission de la Chambre
des Pairs.*

Art. 3. Tous grands travaux publics, routes royales, canaux, chemins de fer, canalisation de rivières, bassins et docks, entrepris par l'État ou par compagnies particulières, avec ou sans péage, avec ou sans subside du Trésor, avec ou sans aliénation du domaine public, ne pourront être exécutés qu'en vertu d'une loi qui ne sera rendue qu'après une enquête administrative.

Une ordonnance royale suffira pour autoriser l'exécution des routes départementales, celle des canaux et chemins de fer d'embranchement de moins de 20 000 mètres de longueur, des ponts et de tous autres travaux de moindre importance.

Art. 12. Les dispositions des articles 8, 9 et 10 ne sont point applicables aux travaux exécutés par une commune et dans un intérêt purement communal, autres que l'ouverture et le redressement des chemins vicinaux.

Art. 19. Les règles posées dans le premier paragraphe de l'article 15 et dans les articles 16, 17 et 18, sont applicables, dans le cas de conventions amiables, aux contrats passés postérieurement à l'accomplissement des formalités prescrites par le titre I^{er}.

Art. 24. Dans la huitaine suivante les propriétaires et autres intéressés sont tenus de déclarer leur acceptation, ou, s'ils n'acceptent pas les offres

qui leur sont faites , d'indiquer le montant de leurs prétentions.

Art. 25. Les maris ou les femmes mariées, les détenteurs de majorat, les tuteurs, maris et autres personnes, qui n'ont pas qualité pour aliéner un immeuble, peuvent valablement accepter les offres énoncées en l'article 23, lorsqu'ils s'y sont fait autoriser par le tribunal.

Art. 27. Le délai de huitaine fixé par l'article 24 sera de quinzaine dans les cas prévus par les articles 25 et 26.

Paragraphe additionnel à l'article 50. La disposition qui précède est applicable à chaque partie de la propriété que la prise aurait divisée.

Art. 63. Les concessionnaires des travaux publics, des départemens ou des communes, exerceront tous les droits conférés à l'administration, et seront soumis à toutes les obligations qui lui sont imposées dans la présente loi.

Art. 65. Lorsque, en cours d'exécution des travaux, des circonstances exceptionnelles et spéciales feront reconnaître l'urgence de prendre possession de terrains non bâtis dont l'expropriation aura été déjà prononcée par le tribunal dans les formes prescrites par l'article 14, l'urgence sera déclarée par ordonnance du Roi.

Cette ordonnance devra être motivée sur la nature des travaux, sur les obstacles imprévus qui s'opposent à leur exécution, et sur la nécessité de les terminer sans délai.

Art. 66. L'ordonnance et le jugement seront notifiés, conformément à l'article 15, aux propriétaires et aux détenteurs, avec assignation devant le tribunal civil. L'assignation sera donnée à trois jours au moins; elle énoncera la somme offerte par l'administration.

Art. 74. Si cette fixation est supérieure à la somme qui a été déterminée par le tribunal, le supplément doit être consigné dans la quinzaine de la notification du jury.

DISCUSSION

SUR LA LOI D'EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE;

PRÉSENTÉE PAR ORDRE DE NUMÉROS DES ARTICLES.

ART. 2.

L'ordonnance royale ou l'arrêté du préfet.....
M. de la Presse, député, avait proposé d'accorder au préfet le droit d'autoriser par un arrêté l'exécution de travaux intéressant une commune, lorsque la dépense n'excéderait pas 30 000 francs. Il s'appuyait de la loi de juillet 1837, donnant aux préfets le droit d'autoriser certains travaux communaux. Il fut répondu par M. le rapporteur « que
« si le préfet était le tuteur-né des communes, il
« ne l'était pas des propriétaires dont on prend les
« propriétés pour tous les travaux intéressant les
« départemens et les communes, et entraînant l'ex-
« propriation. Nous vous demandons de ne pas
« diminuer les garanties accordées aux proprié-
« taires. » L'amendement ne fut point appuyé.

ART. 3.

De moins de 20 000 mètres.... Ce deuxième paragraphe semble n'exiger qu'une ordonnance pour le classement des routes d'embranchement n'ayant que 20 000 mètres de longueur, soit qu'il s'agisse de routes royales ou de routes départementales. Cependant il résulte de la loi du 10 avril 1832 et du

premier paragraphe de notre article 3, qu'on n'a appliqué le mot *routes* qu'aux routes départementales.

A la Chambre élective, M. Legrand, commissaire du Roi, représenta que l'intention du législateur est qu'aucune route nouvelle ne puisse être inscrite au tableau des routes royales sans l'intervention de la loi; mais une fois cette inscription faite, tout ce qui se rattache à son exécution ou son perfectionnement rentre dans le domaine du pouvoir exécutif, et reste soumis à l'ancienne législation.

Suffira-t-il d'une ordonnance royale pour faire subir une modification de 20 000 mètres au moins d'étendue à une route classée royale?

M. Legrand répondit que dans le présent article 3, les mots 20 000 *mètres* ne s'appliquaient pas seulement aux routes, mais aux canaux et aux chemins de fer d'embranchement.

La commission de la Chambre des Députés avait proposé de comprendre dans la nomenclature des grands travaux entrepris par l'État ceux qui sont entrepris par les départemens et par les communes. M. Legrand répondit que cette addition était inutile, et qu'on pourrait même y voir une atteinte à l'article 16 de la loi du 21 mai 1836, qui porte que les travaux d'ouverture et de redressement des chemins vicinaux seront autorisés par les préfets. « En fait, a-t-il ajouté, jamais la déclaration d'utilité publique en faveur des départemens et des

communes n'a été refusée. » La proposition de la commission ne fut pas admise.

ART. 5.

Huit jours.... Le Gouvernement, d'accord avec la commission de la Chambre des Députés, proposa de supprimer les mots *au moins* qui ne s'étaient glissés que par erreur dans la loi de 1833. La Chambre n'y vit aussi qu'une superfluité et les raya de l'article.

Ces huit jours sont-ils francs? « L'article 6, dit M. le commissaire du Roi, répond affirmativement à cette question. » Cette solution fut confirmée par M. le Garde des sceaux et M. le rapporteur, sur le motif que ce n'est que le lendemain de l'avertissement, que les propriétaires peuvent prendre connaissance du plan. « Dans une loi administrative, où il s'agit de donner des garanties à la propriété, on ne doit pas user du droit rigoureux que l'on rencontre dans quelques-unes des dispositions de nos lois de procédure », ajouta M. le rapporteur.

ART. 6.

L'un des journaux.... A la Chambre des Pairs s'éleva la question de savoir, si l'on devait faire les publications dans un seul journal, soit celui de l'arrondissement, soit celui du département, ou dans les deux. L'ancienne disposition de 1833 avait été adoptée, non en vue d'une double publicité, mais parce que, dans plusieurs arrondissements, il ne se publie aucun journal; la pensée de la

loi alors , comme aujourd'hui , était qu'une seule insertion suffisait. Aussi la commission, d'accord avec le ministre des travaux publics , proposa la rédaction qui a été adoptée.

Un second point était de savoir si la publication serait faite d'après le mode consacré par la loi de 1833, ou d'après le mode adopté par la Chambre , dans le projet de loi relatif aux ventes judiciaires , mode qui consiste dans une publicité spéciale. A l'appui de cette dernière idée , M. le baron Mounier proposait à la Chambre haute l'amendement suivant : « Il est en outre inséré dans l'un des « journaux publiés dans le département , et destiné « aux annonces judiciaires de l'arrondissement. » M. le Garde des sceaux fit remarquer qu'en ce moment aucun journal n'avait été désigné pour cet objet par aucune loi. En dernière analyse , la Chambre reconnut qu'il n'était besoin que d'une seule publication , laquelle devait se faire dans le journal du chef-lieu d'arrondissement , quand il y en avait un , de préférence à tous autres , et que ce n'était qu'à défaut de ce journal que la publication devait se faire alors dans un des journaux du département.

Lorsque la Chambre des Députés discuta cet article huit mois plus tard , la loi sur la vente des immeubles contenait une disposition relative à l'insertion dans les journaux ; aussi M. de Caumartin demanda qu'on l'insérât dans la loi actuelle ; mais sa proposition ne fut pas appuyée.

ART. 8.

A la Chambre des Pairs, s'agita la question de savoir si la commission devrait donner un seul avis déterminé par la majorité des voix, ou si elle devrait présenter chacun des avis émis individuellement. M. le Garde des sceaux soutint la première interprétation qui acquiert confirmation par le paragraphe dernier de l'article 8, et par l'article 10 qui suppose nécessairement que la commission a exprimé son avis.

M. le baron de Daunant proposa d'ajouter au dernier paragraphe que l'avis de la minorité serait exprimé au procès-verbal. « C'est de droit », répondirent plusieurs membres. Et la même réponse fut unanime à la Chambre des Députés, où M. Persil reproduisit la demande de M. de Daunant.

A la même Chambre, M. Renouard proposa l'amendement suivant : « La commission peut
« déléguer un ou plusieurs de ses membres, pour
« recevoir les observations écrites ou orales qui lui
« sont adressées ; mais elle ne peut délibérer vala-
« blement qu'autant que cinq de ses membres, au
« moins, sont présents. »

M. le rapporteur répondit que cette délégation était de plein droit. « Le membre naturellement
« délégué, ajouta-t-il, est le sous-préfet, président
« de la commission. L'amendement est donc in-
« utile. »

Il fut retiré.

Sur le troisième paragraphe, M. de Caumartin prétendit qu'il y aurait inutilité et peut-être même danger à le maintenir, comme paraissant réduire tous les cas d'exclusion à celui de propriétaire; tandis que, selon lui, on devait admettre tous les cas d'exclusion établis par le droit commun.

Il fut répondu par M. le Garde des sceaux et M. le rapporteur que l'inconvénient signalé était inévitable, et que c'était à l'administration à tâcher de connaître les intéressés autres que les propriétaires, et à ne pas les nommer membres de la commission.

ART. 9.

Délai de dix jours.... Dans la loi de 1833, ce délai était d'un mois. On avait voulu prévoir les cas extrêmes où un mois pourrait être nécessaire, lorsque la Cour de cassation, interprétant cette disposition comme une règle invariable, décida, notamment par son arrêt du 3 juillet 1839 (affaire Bougon), que ce délai devait toujours être observé. « C'est en raison de cette interprétation, dit M. le « Garde des sceaux, que le Gouvernement a pro-
« posé l'article en délibération, pour que le sens
« de la loi fût non équivoque et qu'on sût bien que
« c'était le maximum de délai que la loi entendait
« introduire, mais qu'elle n'obligeait pas à em-
« ployer en entier le nombre de jours indiqués....
« Pendant les huit jours que doit durer le dépôt à

« la mairie des plans parcellaires, les propriétaires
« les examineront et produiront leurs réclama-
« tions. C'est uniquement dans leur intérêt que
« ce délai a été établi. Quand, ensuite, la loi fixe
« un délai de dix jours, elle entend fixer le maxi-
« mum du délai pendant lequel la commission
« pourra siéger. » Après ces observations, la Cham-
bre des Pairs rejeta un amendement de M. Hum-
blot-Conté, consistant à accorder quinze jours au
lieu de dix; mais en même temps, elle adopta la
suppression des mots *au plus* qui devaient suivre.
« Le droit de réclamer doit subsister tant que le
« délai n'est pas expiré; c'est vers sa fin qu'arrive-
« ront le plus grand nombre de réclamations »,
ajouta M. Pernetty.

Mais l'article 9 changea de face à la Chambre
élective. M. Renouard proposa sur le quatrième
paragraphe l'amendement suivant : « A l'expira-
« tion du dixième jour, l'instruction est close de
« plein droit, et la commission donne son avis;
« après quoi le procès-verbal est adressé immédia-
« tement par le sous-préfet au préfet. » Son but
était de donner aux propriétaires la totalité du dé-
lai pour réclamer.

Toutefois, cette nouvelle rédaction présentait à
peu près les mêmes inconvénients que ceux de la loi
de 1833; il n'y avait de changé que le délai : aussi
M. le rapporteur, pour parer à cet inconvénient,
proposa d'ajouter au premier paragraphe les mots
pendant huit jours, et de maintenir ensuite celui

qui donne en tout dix jours pour le travail de la commission ; d'où il est résulté que la commission aura deux jours pour délibérer.

Son procès-verbal.... c'est-à-dire le procès-verbal du sous-préfet, dans lequel celui-ci doit constater que la commission, quoique composée, n'a pas terminé ses opérations.

ART. 10.

Cet article, entièrement différent de l'article 10 de la loi de 1833, a pour objet de donner aux propriétaires, que les changemens proposés intéressent, les mêmes facilités pour réclamer que celles accordées par l'article 9. Ce fut sur l'observation de M. Gillon, député, que la commission et le Gouvernement entrèrent dans cette vue.

Immédiatement.... « L'administration, a dit « M. le rapporteur, doit y mettre toute la célérité « possible ; mais la commission a pensé qu'on ne « pouvait prescrire un délai fixe, qui, suivant les « circonstances, se trouverait trop court ou trop « long. »

ART. 11.

Sur la proposition des commissions des deux Chambres, fut supprimé le paragraphe portant que la décision de l'administration supérieure serait définitive et sans recours au conseil d'État.

Le Gouvernement avait proposé un amendement consistant à dire :

« Le préfet ne pourra prendre d'arrêté que pour
« les parties du tracé sur lesquelles il n'y a pas de
« modifications proposées, et surseoira pour les
« autres, jusqu'à ce qu'il ait été prononcé par
« l'administration supérieure. »

Mais il ne parut pas à la commission de la Chambre des Pairs que le doute, à cet égard, fût un instant possible. Le but de la commission est de restreindre aux changements dans le tracé l'intervention de l'autorité supérieure, et de confier au préfet le droit de prendre dans tous les autres cas des arrêtés définitifs. Telle était l'opinion même de la Chambre, en 1833, exprimée par M. Allent. Une circulaire du Ministre des travaux publics a ordonné aux préfets de prendre des arrêtés pour les portions de tracé non modifiées; le paragraphe proposé est donc inutile, et il pourrait être dangereux. « Car, ajoutait M. le rapporteur, en disant
« que les préfets prendront des arrêtés pour les
« portions de tracé non changées, on lie la liberté
« d'action de l'administration à l'égard des portions
« de route ou de canal, pour lesquelles les projets
« ne sont pas encore approuvés. »

L'ancien article 11 contenait un dernier paragraphe ainsi conçu : « La décision de l'administration supérieure sera définitive et sans recours
« au conseil d'État. »

Ce paragraphe fut supprimé à la Chambre des Pairs, comme inutile ou dangereux. Inutile, car ce n'était pas là une matière contentieuse. Les in-

téressés ne font entendre leurs réclamations qu'à titre d'observations. S'ils formaient un pourvoi au conseil d'État, ce pourvoi serait nécessairement rejeté. Dangereux, si on avait voulu dire dans ce paragraphe que l'administration ne pourrait pas se reviser elle-même et faire mieux, lorsqu'elle reconnaîtrait plus tard s'être trompée. La même opinion fut exprimée à la Chambre des Députés.

Il n'y a pas de délai fixé, à l'expiration duquel le préfet doive nécessairement prendre son arrêté.

ART. 12.

Non plus qu'aux travaux d'ouverture.... Cette addition à la disposition de 1833 fait cesser les contradictions d'une jurisprudence incertaine, qui soumettait le plus souvent aux formalités des articles 8, 9 et 10 les travaux relatifs aux chemins vicinaux. Aujourd'hui ils en sont dispensés, sans distinguer s'ils sont ou ne sont pas de grande communication. C'est ainsi qu'on s'en est complètement référé aux principes de la loi du 21 mai 1836, sur les chemins vicinaux.

ART. 13.

Après autorisation du tribunal.... M. Couturier, député, avait proposé de dire que les représentants, avant de se pourvoir devant le tribunal, devraient être munis d'une délibération du conseil de famille. Son amendement ne fut point appuyé ;

ce n'est point en effet ici une aliénation volontaire, mais bien une aliénation forcée.

Et aux majorats.... Ces mots ne se trouvaient pas dans le projet soumis à la Chambre; en les y introduisant, on sacrifia aux avantages de la célérité des travaux les principes qui, en matière de majorats, défendent au grevé toute aliénation, à laquelle, d'ailleurs, devraient concourir et le grevé et le représentant de l'appelé.

ART. 14.

§. 1^{er}.

Le tribunal prononce.... M. Renouard, député, proposa d'ajouter, « sans qu'il soit nécessaire d'appeler en cause les propriétaires dont les biens sont « sujets à expropriation. »

Le but de cet amendement était de transformer en règle légale une jurisprudence constante. Toutefois la commission en y donnant son approbation jugea cette addition inutile, et regarda comme suffisant de changer la rédaction du troisième paragraphe, en mettant ces mots : *les propriétaires*, au lieu de *les parties*; d'où il suit, que les premiers ne sont jamais appelés ou assignés. Cependant ils ont assurément le droit, non pas d'intervenir dans le sens légal du mot, mais de fournir au tribunal, et particulièrement au procureur du Roi, toutes leurs observations; ce droit leur demeure, sans qu'il soit besoin de l'insérer dans la loi. M. Dalloz avait de-

mandé que les observations pussent être fournies sous la forme d'une simple requête, afin que protégées par cette forme authentique, les observations ne manquassent jamais de parvenir dans les mains des juges du tribunal. M. Temières, de son côté, voulait que les propriétaires fussent avertis du jour où le tribunal statuerait. Mais il fut répondu, par M. le Garde des sceaux, que le droit de requête, admis, nécessiterait la présence d'un avoué, une communication de pièces, etc., là où l'on avait voulu exclure toute procédure. Le tribunal n'ayant en effet rien autre chose à faire, que de vérifier si les formalités ont été observées, il ne fut point donné suite à ces deux propositions.

Dont les terrains.... ou les bâtimens; cette addition est sous-entendue.

§. 3.

Ce paragraphe consacre comme loi ce qui, sous l'empire de la loi de 1833, avait été repoussé par la jurisprudence de plusieurs cours, qui refusaient de nommer un jury, lorsqu'il n'y avait point eu de jugement d'expropriation.

ART. 15.

§. 1^{er}.

L'insertion aura lieu dans un journal seulement, et de préférence dans le journal de l'arrondissement. C'est le principe de l'article 6 qui est reproduit ici.

ART. 16.

On s'occupa beaucoup, à la Chambre des Pairs, de savoir si la transcription serait, comme dans le droit commun, facultative ou au contraire obligatoire, comme dans la législation de 1833. M. Legrand, commissaire du Roi, demandait qu'elle fût facultative, afin d'éviter et les lenteurs et les frais de notification prescrite par l'article 15, deuxième paragraphe. Mais MM. Persil et Barthe, M. le rapporteur et M. le Garde des sceaux, s'appuyant sur le principe que l'État ne doit payer qu'en se libérant avec certitude, répondirent qu'il n'avait jamais le droit de compromettre ses propres ressources, comme un particulier le pouvait des siennes; qu'enfin le conseil d'État, consulté sur cette question en 1837, avait déclaré, d'accord en cela avec la Cour des comptes, que la purge des hypothèques était obligatoire pour l'État, qui est toujours assimilé à un mineur. Sur cette argumentation, la Chambre décida que la transcription serait obligatoire, sauf le cas où l'indemnité ne s'élèverait pas au-dessus de 500 fr.

M. le baron Mounier demanda si la transcription du jugement devrait aussi avoir lieu dans le cas où l'indemnité serait inférieure à 500 fr. « Il est rare, répondit M. le commissaire du Roi, qu'il y ait recours au jury pour une somme au-dessous de 500 fr.; il n'y a donc pas d'inconvé-

« nient à dire que le jugement sera transcrit dans
« tous les cas. »

Toutefois, l'article voté par la Chambre des Pairs différa de celui adopté ensuite par la Chambre des Députés. Le premier était ainsi conçu : « Le jugement portant *expropriation* sera transcrit immédiatement ; conformément à l'article 2181 du « Code civil. » Cette rédaction excluait donc les contrats amiables de la mesure obligatoire.

ART. 17.

Dans le premier paragraphe, voté par la Chambre des Pairs, venaient, après les mots : *judiciaires ou légales*, ceux-ci : *antérieurs au jugement* ; la Chambre des Députés les jugea inutiles, comme n'énonçant que ce qui est de droit commun, et les retrancha.

Il en fut de même des mots : *sans préjudice du recours contre les maris, tuteurs ou autres administrateurs qui auraient dû requérir les inscriptions*. Le maintien de ces mots fut jugé dangereux, vu que dans l'article suivant, où il s'agit des actions résolutoires, ils ne sont pas répétés, quoique pourtant il soit dans l'intention du législateur d'accorder ce recours dans un cas comme dans l'autre.

Ils pourront exiger... Les articles 23 et 28 ne leur en fournissent pas les moyens, ainsi que le discours du Gouvernement l'avait annoncé.

ART. 19.

§. 1^{er}.

Ici a été, dans l'intérêt des tiers, considérablement modifié le système de la loi de 1833.

En effet, l'article 19 de la loi de 1833, en déclarant applicables aux contrats amiables les règles posées aux articles 17 et 18, ne les entourait d'aucune publicité; il en résultait qu'au bout de quinze jours de transcription les droits des créanciers se trouvaient effacés. Toutefois, l'administration adoucissant la rigueur de la loi, avant de transcrire les contrats, avait soin de les faire publier dans les journaux et afficher dans la commune. Aujourd'hui la loi nouvelle consacre par une disposition expresse ce qui avait été jusque-là spontanément pratiqué par l'administration.

Toutefois, il y eut, à la Chambre des Pairs, trois propositions. La première, celle du Gouvernement, consistait à dire que les règles déduites précédemment s'appliquaient aux contrats passés *à quelque époque que ce soit*, etc., c'est-à-dire, suivant M. le Garde des sceaux, avant le dépôt des plans parcellaires, mais cependant après la déclaration d'utilité publique. Cette proposition, combattue par M. le rapporteur comme trop vague dans sa rédaction, fut repoussée. Quant à la seconde, celle de la commission, elle restreignait l'application des règles précédentes aux contrats

passés postérieurement au dépôt desdits plans parcellaires. Elle avait pour objet de parer à la fraude. On pouvait craindre en effet que des spéculateurs ne fissent des acquisitions avant d'obtenir la concession des travaux, et qu'après l'avoir obtenue, ils ne réclamassent les privilèges accordés aux acquisitions pour cause d'utilité publique, sous le prétexte que les leurs auraient été faites dans l'intérêt de ces travaux, et qu'une partie y était applicable. Tel était l'inconvénient auquel parait la proposition de la commission. A l'appui de cette opinion, M. le commissaire du Roi annonça qu'il existait une lettre de l'administration adressée au président de la commission, dans laquelle elle déclarait formellement que les acquisitions consommées par les compagnies avant les déclarations d'utilité publique, c'est-à-dire avant qu'elles fussent déclarées concessionnaires des travaux, devaient rester sous l'empire du droit commun.

La Chambre des Pairs se prononça pour la rédaction de la commission.

L'amendement de M. Persil, qui fut repoussé, allait plus loin que celui de la commission; il exigeait non-seulement que les plans aient été déposés, mais encore que les avertissemens d'en prendre communication aient eu lieu, conformément à l'article 6. Le paragraphe premier fut donc voté par la Chambre des Pairs dans les termes suivans :

« Les règles posées dans le premier paragraphe
« de l'article 15, et dans les articles 16, 17 et 18,

« sont applicables aux conventions amiables passées entre l'administration et le propriétaire ,
« postérieurement au dépôt du plan prescrit par
« l'article 5 de la présente loi. »

Qui sera juge de l'accomplissement des formalités prescrites par les articles 5 et 6 ? Il n'y a plus de tribunal. — Il n'y en a pas besoin , fut-il répondu ; si les formalités prescrites n'ont pas été accomplies, le créancier conservera son hypothèque sur le fonds , dans quelques mains qu'il soit passé.

A la Chambre des Députés, l'addition proposée par la commission et adoptée par la Chambre des Pairs fut attaquée par M. le commissaire du Roi comme inutile et entraînant des retards. « Sur
« cent acquisitions , dit-il , dix au plus se font par
« expropriation. Ce n'est guère que dans le cas de
« l'expropriation pour les routes qu'on fait dresser
« des plans parcellaires. Presque toujours , lorsque
« le tracé est approuvé , on le jalonnie sur le terrain , on marque à droite et à gauche la limite
« de la route. Un appréciateur se rend ensuite sur
« la ligne des travaux et traite avec les propriétaires. Si l'on exige la levée et le dépôt des plans
« parcellaires , il faudra que presque toutes les
« formalités du titre II soient remplies. Un dépôt
« qui ne serait point annoncé par des affiches d'une
« certaine durée serait illusoire. Cependant l'amendement ne règle rien à ce sujet. On déposera
« les plans ce soir , et demain on pourra traiter
« amiablement : le dépôt est donc en lui-même

ne pût être obligée à justifier de l'accomplissement des formalités de purge pour obtenir du tribunal la désignation d'un jury. Cette purge peut être faite plus tard ; et l'État ou le concessionnaire est d'ailleurs libre de courir la chance de payer deux fois , en se dispensant de purger.

Dans les formes... Cette fin de paragraphe fut ajoutée par la Chambre des Députés, sur la présentation de la commission.

ART. 20.

§ 2.

Au plus tard... Ces mots sont également une addition à la loi de 1833, ou leur absence donnait lieu à des incertitudes et à des procès ; il en résulte qu'aujourd'hui le pourvoi peut être formé avant la notification du jugement, mais qu'il n'est plus recevable après les trois jours.

A peine de déchéance... Cette forclusion a été aussi ajoutée à la disposition de la loi ancienne.

Dans la quinzaine... Ici la formalité n'est plus prescrite à peine de nullité.

ART. 21.

§. 1^{er}.

A l'administration... Ce fut M. Renouard, député, qui proposa de substituer l'administration au magistrat-directeur du jury indiqué par l'ancienne loi. Par *l'administration* il faut entendre la partie expropriante, que ce soit l'État ou une

carter du droit commun, et ne voulurent pas que l'administration fût astreinte à notifier peut-être à sept ou huit mille créanciers inscrits des offres acceptées par les trois mille propriétaires, qui auront traité amiablement de leurs parcelles de terrain; elles craignirent que quelques-uns de ces créanciers, abusant par un esprit de chicane de leur droit d'arrêter le cours des travaux, ne fissent acheter très-cher à l'État leur désistement. D'ailleurs, les créanciers prétexteront-ils cause d'ignorance après la publicité exigée par l'article 15? « Qu'a
« voulu la commission? a ajouté M. le rapporteur
« de la Chambre des Pairs. Qu'on pût faire simul-
« tanément toutes les opérations antérieures au
« règlement des indemnités, et non successivement
« comme aujourd'hui. C'est dans ce but, qu'elle
« supprime les notifications aux créanciers. De
« cette manière, à l'expiration du délai de huitaine
« prescrit par l'article 24, le jugement sera porté
« au bureau des hypothèques et y sera transcrit;
« puis les délais courront. En même temps seront
« remplies les formalités de notifications aux pro-
« priétaires et aux autres intervenans, et le temps
« qui leur est donné pour répondre s'écoulera pen-
« dant que les hypothèques se purgeront.... Le
« paragraphe en discussion suppose le règlement
« d'indemnité par le jury. A quoi bon dès lors si-
« gnifier les offres aux créanciers inscrits puisque
« le propriétaire refuse? Ne suffit-il pas de citer
« dans ce cas tous les ayants-droit devant le jury et

« de leur donner ainsi tous les moyens de défendre
« leurs intérêts? Eh bien! c'est ce que nous fai-
« sons! lisez l'article 28, vous verrez qu'une cita-
« tion formelle est adressée aux créanciers et qu'elle
« contient mention du prix offert et refusé...» (1).

M. Clappier proposait encore de dire que les notifications seraient faites à personne ou domicile. Son amendement ne fut pas appuyé.

La commission de la Chambre des Pairs avait ajouté plusieurs paragraphes; le premier, qui serait devenu le paragraphe 3, disait que les prix stipulés dans les contrats amiables seraient notifiés aux créanciers et à tous autres intéressés qui seraient intervenus. Ici, la situation prévue était différente, c'était celle de créanciers des propriétaires non plus expropriés, mais ayant passé des contrats amiables. C'était une innovation à la loi de 1833, dont l'article 23 était entièrement étranger aux contrats amiables. Cette disposition favorable aux créanciers se motivait sur ce que dans la cession amiable le jury n'avait pas réglé le prix, qui aurait pu avoir été fixé frauduleusement, surtout si le propriétaire avait traité avec une compagnie. Dans la pensée de la commission, cette nouvelle formalité n'avait point lieu, quand le prix de la propriété était inférieur à 500 fr.

(1) L'article 28, toutefois, n'a pas tenu la promesse de M. le rapporteur; il ne fait aucune mention de notification aux créanciers. V. *infra* la discussion sur l'article 28.

Quoi qu'il en soit, les mêmes motifs que ceux exposés précédemment décidèrent le rejet de cette addition de la commission. M. le Garde des sceaux chercha à démontrer qu'elle était inutile pour garantir les droits des créanciers. « En effet, dit-il, « de deux choses l'une : ou l'on purgera, ou l'on « ne purgera pas. Si l'on a recours aux formalités « de la purge, elles sont de nature à garantir les « droits des créanciers (1); si l'on n'y a pas recours, leurs droits sont entiers, leur hypothèque « n'a pas été détruite; ils peuvent toujours faire « valoir leurs titres, ils ne perdent qu'un droit, « celui de surenchérir. Mais, en pareille matière, « les prix sont toujours fixés si largement et si « loyalement que ce droit paraît sans objet. Je ne « parle en ce moment que de l'État et nullement « des compagnies. M. le comte Portalis a reconnu « lui-même que, pour les contrats passés avec l'administration, aucune fraude n'est à craindre, aucun concert n'est possible entre l'acheteur et le « vendeur pour tromper les créanciers; que conséquemment, il n'y a pas à redouter que le prix « soit établi de manière à préjudicier aux droits « des créanciers.

(1) Cette purge les fera connaître, et empêchera que le prix ne soit versé entre les mains du propriétaire, mais elle n'instruira pas les créanciers des offres faites à leur débiteur, et ils ne seront à même de les contester que s'ils sont d'eux-mêmes intervenus. (*Note de l'auteur.*)

« Quand nous discuterons les dispositions relatives aux compagnies, nous prouverons que pour elles-mêmes la fraude n'est pas possible, parce qu'il est dans leur constitution des conditions qui empêchent qu'on puisse dissimuler le prix. En effet, elles sont obligées de rendre compte; il faudrait donc qu'elles fissent des paiemens réguliers qui ne pourraient pas être justifiés d'une façon probante, et dont, par conséquent, elles ne pourraient se faire rembourser.

« Quoi qu'il en soit à cet égard, il n'est question en ce moment que des contrats passés avec l'État, et l'on reconnaît tout à la fois qu'ils sont faits de bonne foi et à des prix raisonnables, quelquefois même exagérés. Le droit de surenchère n'a donc aucune utilité; celui qui s'attache à l'hypothèque est le seul qui doit être garanti. Or, il l'est dans tous les cas : par les règles de notre loi spéciale, si l'on veut purger pour profiter de ses dispositions exceptionnelles; par celles du droit commun, si, ne purgeant pas, on conserve aux créanciers tous les recours ouverts par le Code civil. »

M. Persil, qui avait soutenu la notification aux créanciers, revint sur son opinion pour se réunir à celle de M. le Garde des sceaux. « J'avais cru, dit-il, et je vois que je m'étais trompé, que, dans l'article 23, il s'agissait de purger l'hypothèque. Ainsi, je disais : dans l'article 19 nous avons posé le principe que l'administration ne peut pas payer

« sans avoir la libération des hypothèques. Dans le
« deuxième paragraphe de cet article, nous avons
« fait une exception pour tout ce qui serait au-
« dessous de 500 francs. Rentrant dans l'article 23,
« sous l'empire de la règle générale, je disais : Voilà
« l'administration qui, après avoir exproprié, veut
« purger l'immuble dont elle devient propriétaire,
« et je ne concevais pas qu'on pût purger sans ap-
« peler individuellement chaque créancier in-
« scrit.

« Mais dans le cours de la discussion, j'ai par-
« faitement compris, et je remercie M. le Garde
« des sceaux de l'avoir si nettement établi, j'ai
« compris que ces notifications à faire aux parties
« intervenantes n'avaient pour objet ni de purger
« la propriété, ni d'effacer l'hypothèque. J'en
« prends acte et je suis complètement rassuré dans
« l'intérêt des créanciers.

« Les créanciers auxquels on n'aura pas fait de
« notification resteront dans la même situation.
« Ils n'auront pas le droit de surenchérir. La loi
« ne l'aurait pas dit, que ce droit n'aurait pas pu
« exister; mais ils conservent le droit de faire faire
« l'estimation par le jury. Je comprends que dès
« que l'article 23 n'a pas pour objet de rendre ir-
« révocable la fixation du prix, je n'ai pas besoin de
« me préoccuper des intérêts des créanciers, puis-
« que la loi y a pourvu. »

ART. 24.

A la Chambre des Députés, M. Clappier avait proposé d'ajouter ces mots « ou de requérir que l'indemnité sera fixée conformément aux dispositions du titre IV », dans le but de mettre en harmonie avec l'article 24 la disposition de l'article 17, portant que les créanciers inscrits auront le droit d'exiger que l'indemnité amiable sera soumise à une nouvelle fixation du jury. Cet amendement fut retiré par son auteur, sur l'observation de M. le commissaire du Roi, que l'article 28 marquait le délai passé lequel la fixation de l'indemnité appartenait au jury.

ART. 25.

Les femmes mariées sous le régime dotal.... Si donc, après que l'immeuble dotal a été exproprié par jugement, la femme veut, avec l'autorisation de son mari, accepter les offres qui lui sont faites, elle a besoin d'y être autorisée par le tribunal. Il demeure bien entendu que quand l'immeuble n'est pas dotal, on suit les règles du droit commun, et qu'au refus du mari, la femme demandera l'autorisation aux juges.

ART. 26.

M. Gillon, à la Chambre des Députés, trouva étrange que le préfet, chargé par l'article 13 d'alié-

ner les immeubles du département, fût encore commis par l'article 26 pour accepter les offres. Il proposait de charger un représentant *ad hoc* (le doyen des conseillers de préfecture) d'accepter les offres, lorsque le préfet aurait consenti la vente. Mais il fut répondu par M. le rapporteur, qu'il y avait une différence dans les deux cas. « Le préfet
« peut consentir l'aliénation (art. 13). Il peut aussi
« ne pas la consentir; alors, l'aliénation est faite
« par autorité de justice; mais, lorsque l'admini-
« stration notifie ses offres, le préfet, pour le dé-
« partement, peut les accepter. L'article 26 pré-
« voit le cas où l'expropriation ayant eu lieu par
« jugement, des offres ayant suivi, le préfet vou-
« dra les accepter, et, à cet effet, l'oblige à recou-
« rir à une délibération du conseil général, né-
« cessaire pour toute transaction faite au nom du
« département. »

ART. 27.

Le Gouvernement avait proposé de substituer le délai de huitaine à celui de quinzaine. La commission de la Chambre des Députés a maintenu le premier, celui de quinzaine.

ART. 28.

La Chambre des Pairs avait voté l'article 28 dans des termes à peu près semblables, sauf cette différence importante, qu'ils comprenaient *les créanciers inscrits*; la Chambre des Députés les a exclus

de sa rédaction. (V. *sup.* la note sur le commentaire de l'article 23.)

ART. 29.

Sans proposer aucun amendement, M. Lherbette, député, critiqua le mode de règlement de l'indemnité par le jury. Il émit le vœu qu'une réforme nouvelle fit entrer dans la composition du jury des experts nommés par le tribunal, ou que des membres du tribunal fussent adjoints aux jurés; qu'il fût créé un second degré de juridiction, un recours en cassation; que le droit de récusation fût plus étendu.

ART. 30.

§. 1^{er}.

Les dispositions de ce premier paragraphe répondent aux deux premiers de la loi de 1833, et n'en diffèrent qu'en ce qu'elles ajoutent, d'une part, qu'en cas d'abstention ou de récusation des membres du tribunal, la Cour royale choisit les jurés, et que, d'un autre côté, ce n'est plus, *toutes les chambres assemblées*, que le tribunal procède à cette désignation, mais que le choix est fait seulement par la première chambre, ou par celle des vacations.

M. de Golbéry, député, proposa d'ajouter à la suite du premier paragraphe, que les Cours royales ne pourraient différer la désignation du jury par les

motifs que les actes de procédure et les notifications n'auraient pas eu lieu. M. le commissaire du Roi répondit, qu'il était complètement inutile d'énoncer une chose qui était de droit; et la Chambre n'admit point cette proposition.

§§. 1, 2 et 3.

M. Clappier, député, proposait d'ajouter au troisième paragraphe ces mots : « et toute personne » reprochable selon le Code de procédure. » Cette exclusion ne devant s'appliquer qu'au choix fait par l'autorité judiciaire des seize jurés ; cet amendement ne fut point appuyé.

Les septuagénaires.... M. de Golbéry fit observer que les jurés ne connaissant leur nomination que par l'assignation qu'ils reçoivent, ce n'est que devant le magistrat-directeur qu'ils peuvent faire valoir leurs excuses ; que conséquemment, il convenait de reporter la disposition qui les concerne à l'article 32, qui statue sur les exemptions. M. le rapporteur répondit, que la disposition de l'article 30 ne préjudiciait point à la faculté, pour le septuagénaire, de se faire dispenser devant le magistrat-directeur ; mais qu'il valait encore mieux, quand le septuagénaire se trouvait prévenu, qu'il adressât à l'avance sa demande à la cour ou au tribunal, qui alors n'introduirait pas, dans la liste des seize, un membre inutile. La disposition fut maintenue, et votée en ce sens.

ART. 31.

La liste des seize jurés et des quatre jurés supplémentaires est transmise par le préfet au sous-préfet, qui, après s'être concerté avec le magistrat-directeur du jury, convoque les jurés et les parties en leur indiquant, au moins huit jours à l'avance, le lieu et le jour de la réunion. La notification aux parties leur fait connaître les noms des jurés.

ART. 32.

La commission de la Chambre des Pairs avait proposé l'adjonction d'un paragraphe ainsi conçu : « Tout juré qui connaîtra en sa personne une des causes d'incompatibilité énoncée en l'article 30 (ou de récusations établies par la loi, ajoutait « de plus M. Persil), est tenu de le déclarer au magistrat-directeur qui décide s'il doit s'abstenir. » Ce paragraphe fut écarté, pour ne point accroître les difficultés de la composition des listes; d'ailleurs, aucune pénalité n'eût été attachée à la violation de cette injonction.

ART. 33.

§. 2.

Le magistrat-directeur..., et non plus le tribunal comme dans la loi de 1833; la célérité réclamait cette modification.

ART. 38.

§. 1^{er}.

La commission de la Chambre des Pairs avait proposé l'amendement suivant : « Le magistrat-directeur du jury prononce la clôture de l'instruction et pose les questions. Les jurés devront y répondre ; ils pourront également poser et résoudre toutes celles qu'ils jugeront résulter de l'instruction et des débats. » Cette innovation se motivait sur l'avantage d'éviter des recours en cassation fondés sur des décisions incomplètes de la part du jury, et par suite des lenteurs et des frais, et aussi celui d'éclairer et d'abrégier la délibération en précisant les points sur lesquels elle doit porter. A côté de ce droit, et pour ne point entraver la liberté d'examen du jury, les questions posées étaient rendues susceptibles de modification par les jurés qui les trouveraient fautives ou incomplètes. Cet amendement fut regardé par M. le Ministre des travaux publics comme faussant dans sa seconde partie, l'institution du jury, qui n'a jamais la mission de poser les questions. La Chambre des Pairs n'adopta que la première moitié de cet amendement.

A la Chambre des Députés, le Gouvernement présenta pour premier paragraphe la rédaction suivante : « Le magistrat-directeur du jury prononce la clôture de l'instruction, et pose les

« questions auxquelles les jurés devront répondre. »

De son côté, la commission proposait celle-ci :
« Le magistrat-directeur prononce la clôture des
« débats ; il indique sommairement et par écrit ,
« et remet aux jurés les questions qui lui paraissent résulter de l'instruction. »

Une troisième rédaction était présentée par MM. Pascalis et Dessaignes, ainsi conçue : « Avant
« de prononcer la clôture du débat, le magistrat-
« directeur du jury indique sommairement et par
« écrit les questions qui lui paraissent résulter de
« l'instruction. Les jurés se retirent immédiatement dans leur chambre , pour y délibérer sans
« déssemparer, sous la présidence du magistrat-directeur du jury, qui prend part à la délibération. » Le but des auteurs de cet amendement était de prévenir les estimations exagérées du jury, en plaçant près de lui un modérateur. Déjà, d'ailleurs, la Cour de cassation reconnaissait que le magistrat-directeur pouvait être appelé dans la salle des délibérations pour éclairer le jury ; déjà la loi de 1836, sur les chemins vicinaux, donnait au magistrat-directeur le droit d'assister aux délibérations et d'y donner sa voix.

Cet amendement ne fut point adopté. M. le rapporteur et M. le commissaire du Roi le repoussèrent, comme portant une grave atteinte à l'institution du jury, et tendant à confondre deux éléments distincts. La présence du magistrat est

inutile là où il n'y a point de question de droit à juger ; il est chargé de diriger l'instruction , de recueillir les élémens de la décision du jury , mais il ne doit pas y concourir ; et ce serait lui enlever de son crédit, que de l'appeler à délibérer, et porter atteinte en même temps à l'indépendance du jury.

M. Lanjuinais proposa alors le maintien de la rédaction de 1833, d'après laquelle il n'y a aucune position de question à faire par le magistrat-directeur. « Le projet de la commission, dit-il, est inutile « et dangereux ; dangereux, car elle sera une source « intarissable de moyens de cassation ; et inutile , « car il n'y a point lieu de poser des questions. « En effet, le jury statue sur le tableau des offres « et sur les conclusions des parties. Il n'a qu'à « apposer son chiffre dans la colonne destinée à le « recevoir, dans le tableau des offres, art. 37. Le « nombre des questions à poser sera peut-être de « plusieurs centaines, les expropriations s'élevant « quelquefois à ce nombre ; le magistrat, réduit à « ses propres forces , commettrait inévitablement « de nombreuses erreurs sur la position des ques- « tions, et de là autant de matières à cassation. »

La disposition tendant à rendre facultative pour le jury l'examen des questions posées par le magistrat-directeur, M. Lanjuinais la regardait comme une procédure insolite, inutile, et indigne de la position d'un magistrat. De son côté, le rapporteur soutenait la rédaction de la commission, comme

conciliant et la liberté du jury et le secours des lumières dont il peut avoir besoin, en rendant plus rares les causes de pourvoi. Le projet du Gouvernement était appuyé par M. Vivien ; c'était, selon celui-ci, au magistrat-directeur à guider le jury dans l'accomplissement de fonctions inconnues aux membres qui le composaient. Mais M. le commissaire du Roi se réunit à l'avis de M. Lanjuinais, et la rédaction de la loi de 1833 fut maintenue.

ART. 39.

§. 4.

Devant qui de droit.... Après ces mots, M. Renouard, député, avait proposé d'ajouter : « Et s'il y a lieu, il établit hypothétiquement des indemnités correspondantes à l'éventualité des décisions à intervenir sur les points contestés entre les parties. » Cette addition renfermait la consécration de la jurisprudence constante sur ce point. La commission partageait cette opinion ; mais sur l'observation faite par M. le rapporteur, qu'il n'était pas nécessaire de mettre dans la loi tout ce que la jurisprudence avait reconnu, M. Renouard retira son amendement.

§. 5.

Le paragraphe 5, qui ne figurait pas dans la loi de 1833, fut ajouté pour prévenir des attributions d'indemnités supérieures aux demandes mêmes

des indemnitaires : « Le principe, qui renferme le jury dans les limites de la demande, est un principe commun à toute espèce de juridiction, a dit M. le Ministre des travaux publics à la Chambre des Pairs; l'offre et la demande ont formé une sorte de quasi-contrat judiciaire dont le juge ne peut pas s'écarter. » En vain M. le rapporteur fit-il observer que rien n'empêchait l'administration, d'une part, et le propriétaire, de l'autre, d'exagérer, l'une ses offres et l'autre sa demande. L'indépendance du jury serait donc nécessaire dans ce cas. Un fait nouveau se produira à l'audience, qui changera la face des choses. Il est donc indispensable que l'indépendance du jury lui permette d'y avoir égard. Néanmoins la crainte des abus fit admettre le dernier paragraphe.

ART. 40.

La rédaction de cet article est conforme à celle de la loi de 1833, sauf le changement résultant du vote du dernier paragraphe de l'article précédent.

ART. 41.

La légère différence de rédaction du deuxième paragraphe tient à ce que le règlement, dont il est question dans l'article, existait au moment de la discussion.

ART. 42.

L'ordonnance du magistrat..... Ce fut sur la

proposition de M. Renouard que la Chambre des Députés ajouta ces mots. Le magistrat-directeur doit en effet être considéré comme la personnification du jury. Il y a des articles formels qui lui sont applicables.

L'article 34 ne figurait pas, dans l'article 42, au nombre de ceux dont la violation donne lieu à cassation; un amendement de M. Renouard en fit introduire les deuxième et quatrième paragraphes, où il s'agit du droit de récusation, droit tellement inhérent à la nature du jury, a dit M. Renouard, que la décision ne saurait être valable, si le droit de récusation n'avait pas été exercé.

La commission et le Gouvernement avaient pleinement adhéré à ces amendemens.

ART. 43.

La Chambre des Pairs, sur la proposition de sa commission, avait ainsi rédigé le second paragraphe :

« Cependant sur la réquisition des parties, et
« pour cause de suspicion légitime, la Cour de cassation pourra, soit avant la formation du jury,
« soit lorsque sa décision aura été cassée, renvoyer
« l'examen de l'affaire, etc. »

La commission de la Chambre des Députés, n'adoptant pas la disposition de la Chambre des Pairs, proposait de son côté de rédiger, de la manière suivante, le commencement du deuxième paragraphe :

« Néanmoins, sur la requête des parties, la Cour de cassation pourra, suivant les circonstances, renvoyer l'appréciation... »

Enfin le Gouvernement modifiait ainsi le deuxième paragraphe :

« Cependant, sur la réquisition des parties, et pour cause de suspicion légitime, la Cour de cassation pourra, *avant la formation du jury*, renvoyer l'appréciation de l'indemnité à un autre jury choisi... »

M. Pascalis, député, fit observer que les motifs, qui faisaient admettre le renvoi, militaient avec la même force, après, comme avant la formation du jury, et surtout, que le projet semblait, par la liaison existant entre le premier et le deuxième paragraphe, subordonner le droit de renvoi au cas où il y aurait eu cassation. Il n'importait point en effet, suivant lui, que la Cour de cassation ait à statuer ou non sur un vice de forme, dans une décision déjà rendue, cette nullité ne devant pas rendre le jury plus juste ou plus impartial. C'était ainsi rentrer dans la pensée de la Chambre des Pairs. Toutefois, le paragraphe, renvoyé à la commission, fut rédigé tel qu'il existe; les mots *sur la requête des parties* étant seulement supprimés. Il fut combattu par un amendement de M. Pascalis, duquel il résultait que la Cour de cassation aurait eu le droit de renvoi dans deux cas : celui d'une décision rendue et cassée, et celui où le jury n'aurait pas encore été formé. Mais cette modification avait

l'inconvénient, d'un côté, de donner aux parties, souvent très-nombreuses, la faculté d'entraver la marche de la procédure en requérant chacune le renvoi; et, de l'autre, d'accorder à la Cour de cassation un arbitraire dangereux, dans le droit qu'elle recevrait de renvoyer au jury voisin une affaire dépourvue de toute instruction antérieure, et sur laquelle elle n'aurait pu recueillir que des bruits vagues ou calomnieux. La Chambre adopta la rédaction de sa commission, et il fut bien entendu, d'ailleurs, que le renvoi ne serait possible que dans le cas où la décision aurait été cassée.

ART. 50.

Le projet portait que *le jury pourrait ordonner* l'acquisition dont il est ici question. Ce fut la commission de la Chambre des Pairs qui substitua à ce premier paragraphe du projet celui qui existe aujourd'hui et qui figurait dans la loi de 1833; il rend au jury son véritable caractère d'appréciateur d'indemnités, et non de juge d'une question de droit quelconque.

Sur ce premier paragraphe, M. le vicomte Pernetty, à la Chambre des Pairs, se rendant l'interprète des doléances et des réclamations des propriétaires d'établissements industriels, fit observer; 1°. qu'il y avait des établissements indivisibles par leur nature, chez lesquels l'anéantissement d'une partie détruisait l'autre; 2°. qu'un cours d'eau sup-

primé n'est suppléé que par des pompes à feu d'un entretien dispendieux ; tels étaient les principaux griefs, consignés, d'ailleurs, dans des pétitions. En conséquence, le préopinant demandait que pour rendre la disposition commune aux établissemens industriels, il fût écrit, après ces mots : *les bâtimens, ceux-ci ; et les établissemens industriels*. M. le comte Jaubert, ministre des travaux publics, répondit : « Si un cours d'eau est réclamé
« par l'administration, en tout ou en partie, par
« exemple, pour l'alimentation d'un canal, ce sera
« ou pendant le temps des basses eaux, et alors le
« dommage est partiel ; ou bien il le sera pendant
« toute l'année, et alors, si son remplacement à
« lieu par une machine à vapeur, le propriétaire
« demandera la valeur entière de l'établissement de
« cette machine et de son entretien. Si l'exploitation
« de son usine est rendue impossible, il demandera
« la valeur entière de son immeuble, sauf à gar-
« der les bâtimens et les dépendances dont il pourra
« faire un autre usage. Le jury a le droit absolu de
« lui accorder cette valeur entière ; c'est là le dan-
« ger de l'administration, et c'est aussi sa réponse
« aux inquiétudes qui viennent d'être exprimées.
« Nous ne pensons pas que la faveur accordée par
« l'article 50 aux édifices servant à l'habitation,
« aux bâtimens qui sont à l'usage personnel des
« citoyens, puisse être étendue aux établissemens
« industriels. » L'amendement de M. le vicomte Pernetty ne fut point adopté.

A la Chambre des Députés, l'addition du mot *bâtimens*, après celui de *maisons*, fut critiquée à cause de l'incertitude des interprétations de ces deux expressions de sens évidemment différent; la jurisprudence n'appliquant la première qu'aux habitations des hommes, et la seconde aux bâtimens d'exploitation. M. le rapporteur, entrant dans cette critique, proposa de mettre simplement *les bâtimens*. « Il y a tel bâtiment, dit M. de Marmier, dont l'existence est si bien liée à celle d'un bâtiment non exproprié, qu'on ne peut les séparer dans l'expropriation. » M. Galis répondit : « La portion expropriée sera estimée, à raison du tort que l'expropriation d'une partie des dépendances aura pu causer à l'immeuble; mais on ne peut exiger dans les grandes villes surtout, où les bâtimens ont une grande importance, qu'on exproprie un immeuble entier pour une portion de cour ou pour un corps de bâtiment. »

Au deuxième paragraphe, la commission avait proposé le cumul de deux conditions, savoir : que la parcelle restante soit inférieure à la moitié de la contenance totale, que le propriétaire ne possède aucun terrain immédiatement contigu, et que la parcelle ainsi réduite soit inférieure à dix ares. Ce fut sur la proposition de M. Dusollier que la commission revint à la rédaction de 1833.

ART. 51.

Le projet du Gouvernement portait : « Cette

« augmentation pourra être compensée en tout
« ou en partie, avec le montant de l'indemnité. »

Le commission de la Chambre des Pairs proposa la rédaction actuelle. Le ministre des travaux publics soutenait la justice d'une compensation totale au cas échéant, demandant que le jury, pour reconnaître l'existence du préjudice, déduisit préalablement la plus-value résultant des travaux. Toutefois, cette faculté de compensation puisée à la loi du 16 septembre 1807 sur le dessèchement des marais, le ministre déclarait ne pas l'étendre jusqu'au droit de demander même une soulte au propriétaire pour la plus-value de son fonds, ainsi que l'y autorisait la loi de 1807. « Le projet de la commission, dit-il, ne trace au jury aucune règle fixe et explicite... Il ne rectifie pas le principe de la compensation, et cependant il semble ne pas admettre la compensation. A quoi bon vouloir une indemnité, si on se satisfait d'une allocation dérisoire (celle d'un franc) avec la compensation du reste... ce système est trop vague... » — « Je ne comprends pas, disait dans le même sens M. le comte d'Argout, que, d'un côté, le jury se trouve dans la nécessité de fixer une indemnité, et qu'il soit, de l'autre, dans l'obligation morale, au moins, d'admettre une plus-value. » — « Sous l'ancien droit, ajoutait M. le Garde des sceaux, des édits, des arrêts du conseil ont souvent établi la compensation complète entre la plus-value, produite par des travaux

« publics, et la valeur même des propriétés prises
« pour leur exécution. Je citerai, par exemple,
« la rue de Bourgogne. »

Mais d'autre part, on répondait (M. Portalis) :
« Les dispositions de la loi de 1807, sur la plus-
« value, ne sont applicables qu'à l'objet principal
« de la loi, les dessèchemens... Il s'agit de concier-
« lier des mesures qui facilitent la marche de l'ad-
« ministration pour les travaux d'utilité publique
« et le grand principe de l'inviolabilité de la pro-
« priété, posé dans le Code civil et la Charte, ces
« deux grands actes qui font la base de notre orga-
« nisation sociale.

« En vertu de ce principe, *nul ne peut être dé-*
« *pouillé de sa propriété sans une juste et préalable*
« *indemnité*. Or, cette indemnité peut se composer
« de deux élémens : d'abord le prix de la propriété,
« et ensuite la réparation du préjudice souffert par
« le citoyen à qui on impose le sacrifice de sa pro-
« priété. Je dis qu'il y a là deux élémens distincts ;
« mais je ne puis pas admettre, comme M. le mi-
« nistre des travaux publics, qu'il s'agisse unique-
« ment de régler une indemnité pour préjudices
« soufferts; il s'agit d'abord du juste prix de la
« propriété, et ensuite, selon les circonstances, de
« la réparation du dommage souffert par suite de la
« dépossSESSION forcée. C'est conformément à ce
« principe que la loi de 1833 a été rédigée. Dans son
« système, si l'exécution des travaux pouvait procu-
« rer une augmentation de valeur au restant de la

« propriété, cette augmentation pourrait être prise
« en considération dans l'évaluation de l'indemnité.
« Il avait été reconnu alors, et, dans la discussion
« qui eut lieu dans cette enceinte, M. le sous-se-
« crétaire-d'État du département des travaux pu-
« blics, qui y a pris une part si honorable, peut
« le dire, il avait été reconnu que dans tous les
« cas le prix de la propriété expropriée devait être
« accordé au propriétaire. Mais le montant de la
« plus-value pouvait être compensé avec le préju-
« dice souffert par les propriétaires dépossédés. Il
« fut reconnu que, dans ce cas-là, il pouvait y avoir
« compensation absolue entre deux quantités in-
« certaines non liquidées; c'est - à - dire qu'on
« pouvait compenser l'indemnité réclamée pour
« dommage souffert avec le montant de la plus-
« value présumée; mais qu'en aucun cas on ne
« pouvait compenser le prix de la propriété avec
« une plus-value plus ou moins probable, mais
« toujours conjecturale. Cela doit être, car on ne
« conçoit pas une vente sans un prix de vente, et
« moins encore quand la vente n'est pas volon-
« taire; il n'y a aucun danger pour le Trésor à
« respecter ces principes, à laisser à chacun ce qui
« lui appartient, car ce prix est abandonné à l'ap-
« préciation du jury. C'est dans ce système que la
« commission est entrée, et elle a adopté une ré-
« daction plus favorable aux intentions du Gou-
« vernement que la loi de 1833 elle-même.

« La commission a pensé que l'article 51 étant

« purement facultatif, il pourrait arriver que bon
« nombre de jurés se crussent dispensés de com-
« prendre même l'indemnité pour dommage souf-
« fert avec la plus-value; elle a pensé que la plus-
« value devait nécessairement être prise en consi-
« dération par le jury, parce qu'il n'était pas juste
« que ceux, qui profitent d'un côté, pussent obtenir
« de l'autre la réparation d'un dommage moindre;
« mais elle a entendu maintenir que, dans tous les
« cas, nulle compensation ne serait possible avec le
« juste prix de la propriété. Le jury peut, dans son
« appréciation, ne pas l'estimer plus haut que ne
« le fait l'administration elle-même; mais on ne
« saurait admettre que jamais il puisse y avoir com-
« pensation absolue, entre le prix dû préalablement
« et la plus-value, qui n'est jamais que présumée
« et conjecturale, et qui rarement sera actuelle. »

M. le rapporteur rappela les scrupules fort graves qui s'étaient manifestés en 1833, dans les deux Chambres au sujet de la plus-value. A cette époque, M. le commissaire du Roi proposait ainsi le principe. « L'appréciation de la plus-value ne devra ja-
« mais influencer sur la fixation de la valeur intrin-
« sèque du sol exproprié, de telle manière que
« cette valeur puisse être diminuée à raison des
« avantages que l'exécution des travaux proeure-
« rait aux propriétaires riverains. » Et plus loin :
« Chaque ayant-droit réclame le paiement du dom-
« mage que le restant de sa propriété peut éprou-
« ver; il est de toute équité, qu'on puisse alors lui

« opposer en compensation la plus-value, dont il
« profite sous d'autres rapports... Lorsque la com-
« mission, continuait M. le rapporteur, a débattu
« cette question, ces argumens, ces motifs ont été
« reproduits; nous les avons sentis nous-mêmes;
« nous n'avons pas voulu porter atteinte au droit
« de propriété, en déposant dans la loi un principe
« contraire à toute notre législation, contraire à
« l'opinion des deux Chambres... Dans la pratique,
« le jury n'étant assujetti à aucune règle, pourra
« sans doute donner à la plus-value une valeur
« presque égale à celle du terrain; mais au moins
« la question de principe sera sauvée. »

M. Girod (de l'Ain) prit la parole pour faire ressortir que le projet de loi, à la différence de la loi de 1833, faisait au jury une obligation de prendre la plus-value en considération.

MM. Boyer, Villemain, se référèrent à l'opinion développée par M. Portalis; le second fit ressortir l'inconvénient qu'il y aurait, suivant le projet, à mettre en parallèle et à vouloir compter des droits de nature diverse, et les échanger l'un contre l'autre. Ce fut d'après tous ces motifs que la rédaction de la commission fut adoptée.

A la Chambre des Députés, M. Couturier proposa d'ajouter à l'article 51 le paragraphe suivant :
« Si, lors de la fixation de l'indemnité, le jury a
« pris en considération l'augmentation de valeur
« du restant de la propriété, et qu'après cette fixa-
« tion les travaux ne s'exécutent pas, ou soient

« ordonnés sur de nouveaux plans , dans ce cas , le
« propriétaire exproprié pourra demander que l'in-
« demnité , à laquelle il avait droit , soit fixée par
« le jury, d'après les élémens qui résultent du
« nouvel état de choses. » Comme moyen d'y ar-
river , M. Dusollier fit observer qu'il était néces-
saire que l'article 51 s'exprimât de manière à ce
qu'on sût , lors de l'estimation de l'indemnité , si
le jury a pris ou non en considération l'augmen-
tation de valeur occasionnée par les travaux.

La commission trouva ces deux amendemens
justes , mais elle reconnut qu'ils entraîneraient,
dans leur exécution , des difficultés inextricables ,
en obligeant à faire estimer , après plusieurs années ,
une propriété dont l'état aurait été changé. Il fut
observé , d'ailleurs , par M. le rapporteur , que dans
la plupart des cas , le droit de rétrocession , accordé
par l'article 60 , suffirait ; que si la détérioration de
l'immeuble était telle que le propriétaire ne pût
utilement en demander la rétrocession , dans ce
cas , très-rare sans doute , il y aurait lieu pour lui
à demander un dédommagement , aux termes du
droit commun. La commission conclut au rejet des
amendemens , et même leurs auteurs y renoncèrent.

Sera prise en considération,... C'est ici un des
changemens importans subis par la loi de 1833. La
prise en considération n'est plus facultative , mais
obligatoire. De plus , il résulte de la discussion ,
qu'elle n'est plus , comme sous le régime précédent ,
seulement une arme défensive entre les mains de

l'État, pour être uniquement opposée aux demandes d'indemnité pour moins-value du restant du fonds, mais un des élémens de l'estimation de l'indemnité principale du fonds en lui-même et en l'atténuant.

M. Thill proposa d'ajouter : « Cette augmentation sera évaluée par le jury, et prise en considération dans la fixation du montant de l'indemnité. », afin que, dans le cas où les travaux ne seraient pas exécutés, ou bien dans celui où ils ne seraient pas exécutés dans le même système ou le même plan, le propriétaire exproprié pût retrouver l'exacte valeur de son terrain. C'était la reproduction de l'amendement de M. Dusollier. Il ne fut point adopté.

On doit dire ici que, dans le cours de la discussion, M. le commissaire du Roi protesta contre l'opinion émise que la loi de 1807, était ou abrogée ou abandonnée dans les dispositions qui soumettaient tous les propriétaires, atteints ou non atteints, à payer la plus-value, en déclarant qu'elle était non-seulement écrite dans la loi, mais dans une foule d'arrêts, parce qu'elle est juste et équitable. Le ministre des travaux publics avait, à la Chambre des Pairs, déclaré que jamais l'administration n'avait entendu abandonner le principe posé par la loi de 1807 d'une manière générale, pour les propriétaires non atteints par les travaux. « Il est bon, dit-il, que cette arme reste aux mains du Gouvernement. »

ART. 53.

La commission de la Chambre des Pairs ajouta le paragraphe qui a pour but de pourvoir au cas où le Gouvernement aurait à faire des offres réelles. Comme les règles de comptabilité ne permettent pas de laisser sortir l'argent du Trésor sans une quittance, et que, d'un autre côté, le propriétaire refusant de recevoir les offres, cette quittance dès lors ne peut pas être délivrée, la Chambre reconnut qu'il y avait lieu de faire des offres réelles au moyen de mandats. M. Persil faisait remarquer que l'indemnité ne pouvait être délivrée au propriétaire qu'en espèces. Ce fut dans le but de concilier la règle de droit civil et celle de la comptabilité, que la commission ajouta le dernier paragraphe, qui oblige à faire la consignation en argent.

Visé par le payeur.... M. le comte Roy, à la Chambre des Pairs, demanda qu'on remplaçât le mot *visé* par celui *accepté*. « Le mot *accepté* con-
« state que le payeur a vérifié sa caisse et qu'il
« est en état de payer. Dès qu'il a accepté il est
« obligé.... » M. le commissaire du Roi répondit qu'il n'avait aucune objection à faire contre ce changement. Néanmoins il n'eut pas lieu.

A la Chambre des Députés, M. Quinette proposait, par amendement, d'ajouter aux mots *par l'État* du troisième paragraphe, ceux-ci : *par les départemens ou par les communes*, pensant qu'on pou-

vait laisser aux communes la même latitude, puisqu'elles offraient la même garantie, le mandat étant visé par le préfet et le receveur-général. D'ailleurs, l'offre du mandat n'est que provisoire, il dépendra toujours de l'exproprié de ne pas l'accepter. Mais cet amendement fut repoussé seulement en ce qu'il s'appliquait aux communes, sur le motif qu'un mandat délivré par le maire d'une commune ne présentait pas suffisamment le caractère d'offres réelles. Enfin M. le commissaire du Roi s'exprima ainsi sur les offres réelles et la consignation. « Il faut distinguer, dit-il, l'époque de
« l'acceptation du mandat de celle de l'offre réelle.
« Ce sont deux actes distincts. L'offre réelle pré-
« cède le moment de l'acceptation du mandat, et
« le caractère de l'offre réelle doit être indépen-
« dant du droit de la partie d'accepter ou de ne pas
« accepter le mandat. Aujourd'hui la loi suppose
« que l'offre est réelle lorsqu'elle est faite, au nom
« de l'État, sur un mandat délivré par le préfet et
« visé par le payeur. — Mais c'est par une déroga-
« tion au droit commun que cela est établi ici », ajoutait plus loin M. le rapporteur.

§. 2.

L'ordonnateur compétent a remplacé l'autorité compétente. Ces termes furent reconnus plus exacts et plus propres à rendre des idées de comptabilité.

ART. 55.

A la Chambre des Pairs, M. le comte de Boissy avait proposé un article additionnel ainsi conçu :

« Si, dans les cinq ans de la déclaration d'utilité
« publique, l'administration ne poursuit pas le
« jugement d'expropriation, les parties auront la
« faculté de poursuivre ce jugement. » Il est juste, disait-il, de mettre un terme à l'espèce d'interdit qui pèse sur la propriété destinée aux travaux. Le principe de prescription, qui est de droit commun, doit recevoir son application en matière d'expropriation, il faut en fixer le délai.

Toutefois, cette addition ne fut point adoptée.

ART. 58.

§§. 2 et 3.

Les deuxième et troisième paragraphes, ajoutés à titre d'encouragement à la loi de 1833, furent attaqués à la Chambre des Pairs par M. le comte Roy, comme créant un privilège en matière d'impôt, contrairement aux principes de la Charte, violant la maxime fondamentale de la loi sur l'enregistrement, d'après laquelle tout droit régulièrement payé est acquis au Trésor.

Il fut répondu par M. le rapporteur, que l'exception en matière d'impôt existait depuis sept ans, que ce laps de temps avait fait une sorte de

droit acquis ; l'État, d'ailleurs, retrouvait, sous une autre forme, des sommes bien supérieures à celles qu'il sacrifiait. M. le Garde des sceaux justifia le troisième paragraphe, en faisant observer, que de nombreux contrats amiables étaient passés avant l'arrêté du préfet, pour lesquels les droits d'enregistrement avaient dû être perçus ; que ce n'était qu'après l'arrêté du préfet intervenu, que la partie expropriante pouvait faire valoir son droit d'exemption ; il était donc juste de lui reconnaître celui de se faire restituer ce qu'elle avait payé.

A la Chambre des Députés, M. Vavin proposa d'étendre le bénéfice de la restitution à la partie de l'immeuble dont le propriétaire aurait pu requérir l'acquisition en vertu de l'article 50, et qui aurait été acquise à l'amiable. Cet amendement, fondé sur l'égalité des deux acquisitions faites pour la même cause, ne fut pas même appuyé, à cause des difficultés de son exécution. Rien n'indiquera, en effet, dans le traité amiable antérieur à l'arrêté du préfet, ce qui a été vendu comme nécessaire aux travaux, ou vendu en vertu de l'article 50, qu'on n'avait pas besoin d'invoquer ; comment alors reconnaître cette partie non nécessaire aux travaux ? L'acquéreur se verrait donc obligé d'engager un procès avec la régie de l'enregistrement, pour faire décider qu'il n'a acquis certaine portion d'immeuble, non exigible, que parce qu'il supposait qu'il pourrait être forcé à la céder plus tard, à la suite d'une expropriation ; question qui conduit à celle

de savoir si les parties se seraient trouvées effectivement dans le cas de l'article 50. Ces difficultés parurent inextricables.

ART. 60.

Si les terrains acquis.... M. Vavin, député, demanda si ces termes s'entendaient aussi des immeubles ou portions d'immeubles dont l'acquisition par l'État aurait eu lieu en vertu de l'article 50. « Assurément, répondit M. le commissaire « du Roi. »

On demanda encore si l'article 60 s'appliquait aux immeubles acquis par les départemens ou les communes, aussi bien qu'à ceux acquis par l'État. Il fut répondu affirmativement par M. le commissaire du Roi. — *Quid*, des concessionnaires? Ceux qui sont subrogés à l'État sont évidemment compris dans la disposition. « Or, répondit M. le président, l'article 63 subroge les concessionnaires à « toutes les obligations, comme à tous les droits de l'État. De cette réponse, M. Gillon tira, comme conséquence, que la loi nouvelle devait dominer celle du 21 mai 1836 sur les chemins vicinaux, en ce sens qu'elle remplacera toutes les dispositions qu'elle empruntait à la loi du 7 juillet 1833. « Par « exemple, dit le préopinant, les causes de pour- « voi en cassation, réglées par la loi nouvelle, « passent dans la loi du 21 mai. (La Chambre « donna ici des marques d'affirmation.) De même « cette dernière loi s'améliore virtuellement de

« toutes les dispositions qui ne sont pas absolument
« inconciliables avec le caractère spécial et excep-
« tionnel de la loi.... »

Avant d'entamer la discussion de l'article 65, une proposition fut faite à la Chambre des Députés par M. Pérignon sous la forme de l'amendement suivant : « Tout « monument historique et d'antiquité nationale, « dont la conservation périliterait dans les mains « des détenteurs, pourra être acquis par l'État « pour cause d'utilité publique. »

Ce sujet avait déjà été traité, à la Chambre des Pairs, par M. le comte de Montalembert, qui interpella directement les ministres en leur demandant s'ils entendaient qu'il fût possible et permis, en vertu de la loi de 1833, d'appliquer aux monumens historiques la déclaration d'utilité publique et l'expropriation qui peut en résulter. M. le comte d'Argout, reconnaissant qu'il existait à cet égard une lacune dans la législation, doutait cependant qu'une disposition pût être introduite dans la loi actuelle. D'ailleurs, il ne suffirait pas d'autoriser l'expropriation dans un intérêt historique, mais il faudrait encore empêcher un propriétaire de disposer de sa chose en la détruisant. M. le Garde des sceaux prit la parole. « Il paraît difficile que le « Gouvernement fasse une réponse immédiate. Il « y aura des cas où, même pour des monumens historiques, il lui sera impossible de se servir de la « loi actuelle; il y en aura d'autres où il pourra « l'employer. Quand une expropriation doit être

« demandée, le Gouvernement prend l'avis du conseil d'État, et la solution dépend des circonstances. »

Cette question relevée à la Chambre élective, M. Vatout appuya l'amendement de M. Pérignon, et l'étendit en ajoutant : « Les constructions adhérentes aux monumens historiques et aux monumens des arts seront assujetties aux dispositions de la présente loi sur l'expropriation. » Il fut demandé, par M. Delacroix, que la conservation des monumens historiques fût comprise dans la nomenclature de l'article 3. Interpellé à son tour, M. le Garde des sceaux répondit, en s'en référant à l'article 2, que rien ne s'opposait dans la loi à ce qu'on déclarât l'utilité publique de tel ou tel monument. « Le principe doit-il être appliqué aux monumens dont a parlé M. Pérignon ? C'est une autre question ; mais l'utilité publique peut être déclarée, relativement à ces monumens, comme à tous les autres.... L'article 3 est énonciatif et non limitatif. » Plusieurs membres virent dans cette réponse l'affirmation que les monumens historiques étaient de plein droit susceptibles d'expropriation ; mais M. le Garde des sceaux les tira d'erreur, en expliquant complètement sa pensée, et disant que le principe s'appliquait à toutes les propriétés, quelles qu'elles fussent, pour lesquelles il y aurait eu déclaration d'utilité publique.

Et, en effet, M. Dugabé fit remarquer que l'objet de la loi était l'exécution de grands travaux (art. 2,

§. 1^{er}), se rattachant à la circulation, à l'industrie, et que l'expropriation de monumens des beaux-arts, n'ayant d'autre but que leur conservation, était entièrement étrangère à la loi en discussion. Pour satisfaire au vœu de l'amendement, une proposition spéciale est absolument nécessaire.

M. le rapporteur parla aussi dans le même sens. Il fit voir que toute la procédure, établie par la loi en discussion, serait inapplicable au cas d'un monument; qu'il en faudrait donc une autre, et qu'il serait, de plus, indispensable de déterminer, d'une manière non équivoque, ce que c'est qu'un monument historique. Les amendemens de MM. Péri-guon et Vatout furent rejetés.

ART. 65.

La prise de possession préalable, qui occupe le titre VII de la loi, avait été repoussée à la Chambre des Pairs; elle n'avait pas pensé qu'une légère abréviation de délais, calculée à quinze jours, fût d'un assez grand avantage pour l'emporter, 1°. sur le danger du pouvoir arbitraire, que le projet primitif accordait au préfet, de prononcer l'urgence des travaux; 2°. sur l'inconvénient de ne pouvoir, après l'exécution des travaux, reconnaître et apprécier l'état des choses avant leur accomplissement; 3°. sur l'inconstitutionnalité de la dépossession préalable à l'indemnité.

Mais ce projet fut repris par la Chambre des Députés, et refait par la commission, qui en écarta

plusieurs inconvéniens. Ainsi, ce n'est plus le préfet qui déclare l'urgence, mais une ordonnance royale; la prise de possession préalable ne s'applique plus qu'aux terrains non bâtis; ce n'est plus le président seul, c'est le tribunal tout entier qui fixe la somme à consigner; l'expertise est remplacée par des descentes de lieux par le tribunal en corps, si la vue des lieux est reconnue nécessaire.

A la Chambre des Députés, où la discussion sur le titre VII fut complète, cet article 65, extrêmement grave, fut l'objet de nombreuses critiques.

M. de Salvandy prétendit qu'il rendait illusoire le droit de pourvoi en cassation, en permettant à l'État de dénaturer le fonds et de le détruire; — qu'il rendait inapplicable la disposition de l'article 21; l'article 65, dit-il, est comminatoire; il place les propriétaires sous un système d'intimidation, une contrainte morale qui les empêchera de se défendre. — La consignation n'est pas l'équivalent de la propriété; la décision du jury qui détermine l'indemnité n'a lieu qu'après la dépossession; par conséquent, le principe de l'indemnité préalable est violé; — il l'est encore d'une manière ruineuse, si, après cette dépossession forcée, la compagnie concessionnaire tombe en faillite, et les travaux demeurent inachevés; car alors, l'indemnitaire perd le surplus du prix consigné, qui pourra lui être dû, sans jouir de la plus-value qui serait résultée des travaux.

M. Béchard manifesta la crainte que la procé-

dure en cas d'urgence étant ainsi réglée, un préfet se crut assujéti à ces règles en cas d'incendie et d'inondation, où une mesure de salut doit être prise à l'instant même. — Puis l'indemnité con-signée n'est pas satisfactoire, dès qu'il est possible que le jury en détermine une plus forte. — Enfin les portions de parc, de jardins ou de plantations une fois détruites, seront difficiles à apprécier plus tard.

M. Renouard signala comme exorbitant dans le système d'envoi en possession préalable l'article 71, qui dit que l'ordonnance du président portant envoi en possession sera exécutive sur minute, sans opposition ni appel.

M. Mater critiqua, comme contraire à la dignité d'un tribunal, de soumettre sa sentence à la décision d'un jury de propriétaires.

Mais on soutint la disposition de l'article 65 en s'appuyant sur les avantages de prompt exécution qu'il présentait. « La dépossession préalable ne « s'appliquera pas seulement aux travaux neufs, « mais aux travaux existans. Il pourra arriver que « tel accident exige un changement de direction « dans la poursuite d'une route ou d'un canal. »

M. L'Herbette prétendit que l'article 65 ne portait point atteinte au droit de propriété ni à la Charte. « On confond, dit-il, la lésion faite au « droit de propriété avec l'exercice de la puissance « que doit avoir la loi de fixer la propriété selon

« tel ou tel mode.... Selon les temps, selon les
 « pays, elle a plus ou moins d'étendue, plus ou
 « moins de suite ou de durée(1). »—« L'article 19 de
 « la loi du 8 mars 1810 permettait déjà au tribunal
 « d'ordonner provisoirement, selon la nature et
 « l'urgence des travaux, la mise en possession de
 « l'administration. — L'argument tiré de l'inutilité
 « du recours en cassation est sans force, puisque
 « dans aucun cas il n'est suspensif(2). »

Enfin, M. le rapporteur dit, en terminant la
 discussion, que dès que le jugement d'expropria-
 tion est rendu, le fonds exproprié n'est plus qu'un
 gage entre les mains de l'exproprié ; gage que
 l'envoi en possession provisoire nécessite de rem-
 placer par une consignation. Cette consignation
 n'est donc qu'un nouveau gage donné en attendant
 que l'indemnité soit déterminée. « Ce sont deux
 « opérations différentes reposant sur des bases qui

(1) Un législateur n'a pas une liberté si grande, il est sou-
 mis lui-même aux principes de toute législation humaine ; la
 doctrine exposée par M. L'Herbette serait en contradiction
 avec l'article 17 de la constitution de 1791, qui reconnaît que
 la propriété est un droit inviolable et sacré. (*Note de l'auteur.*)

(2) Oui, mais il n'est pas sans effet, car si le jugement
 est cassé, sous le régime ancien, celui où l'urgence n'est jamais
 déclarée, le propriétaire n'est pas dépossédé ou est réintégré,
 le jury même ne peut s'occuper du règlement de l'indemnité
 offerte avant un nouveau jugement ; car il n'a aucun titre pour
 statuer. Il n'en est plus de même dans le système du projet.
 (*Note de l'auteur.*)

« n'ont aucune analogie ; on ne fait point réformer
« par le jury la décision du tribunal (1). »

Lorsque la loi revint à la Chambre des Pairs, la commission proposa à l'article 67 l'amendement suivant, restrictif de la disposition du projet.
« Lorsqu'en cours d'exécution des travaux, des
« circonstances exceptionnelles et spéciales feront
« reconnaître l'urgence de prendre possession de
« terrains non bâtis, dont l'expropriation aura déjà
« été prononcée par le tribunal, dans les formes
« prescrites par l'article 14, l'urgence sera déclarée
« par ordonnance du Roi. Cette ordonnance devra
« être motivée sur la nature des travaux, sur les
« obstacles imprévus qui s'opposent à leur exé-
« cution, et sur la nécessité de la terminer sans
« délai. »

M. le commissaire du Roi repoussa l'amendement en ces termes :

« La commission veut que nous ne provoquions
« l'ordonnance déclarative de l'urgence, qu'après
« avoir passé par tous les délais nécessaires pour
« arriver au jugement d'expropriation. Évidem-
« ment, Messieurs, c'est tout à la fois nous concé-
« der la loi et l'annuler dans nos mains : c'est sup-
« poser, d'ailleurs, que la déclaration d'urgence
« sera toujours prise en vue de telle personne con-

(1) Cette distinction est plus subtile que juste, car rien ne s'oppose à ce que l'indemnitaire n'accepte l'offre consignée ; c'est même le vœu de la loi. (*Note de l'auteur.*)

« nue, désignée, tandis que nous pouvons souvent
« la provoquer, dans la vue seule des travaux,
« d'après l'appréciation de leur nature et de leur
« degré d'urgence. Vous concevez, Messieurs,
« qu'ainsi envisagée, la loi n'a rien d'hostile vis-à-
« vis de tel ou tel propriétaire; elle présume que des
« retards peuvent être occasionnés, que des résis-
« tances peuvent être élevées; mais on ne sait pas
« encore de quel côté, sur quel point ces retards et
« ces résistances se manifesteront. En un mot, la
« déclaration d'urgence est un acte de pure pré-
« voyance, et non plus un acte d'hostilité ou de
« représailles. Nous tenons beaucoup, Messieurs, à
« ce que la loi conserve ce caractère. Elle le per-
« drait par l'amendement de la commission.

« Voyez, Messieurs, ce qui se passera dans la
« pratique.

« Se trouve-t-on dans le cas d'exécuter un tra-
« vail dont l'urgence sera incontestable, en même
« temps que nous procéderons à l'accomplissement
« des formalités qui doivent précéder le jugement
« d'expropriation, nous nous occuperons de pro-
« voquer l'ordonnance royale déclarative de l'ur-
« gence; les deux instructions seront parallèles,
« les délais ne s'ajouteront pas; et si l'ordonnance
« royale intervient avant le jugement d'expropria-
« tion, il est entendu, il est stipulé, il est écrit dans
« la loi qu'on n'en fera usage qu'après que le juge-
« ment d'expropriation aura été rendu.

« La commission, au contraire, voudrait que les

« deux instructions ne fussent jamais simultanées ,
« que l'une vint toujours après l'autre : c'est peut-
« être ce qui aura lieu quelquefois ; mais rendre
« toujours obligatoire cette succession des deux in-
« structions, c'est nous exposer à perdre un temps
« précieux, et souvent à manquer le but. »

L'amendement fut rejeté.

ART. 66.

A la Chambre des Députés, M. Alcock proposa un amendement ayant pour objet d'obliger la partie expropriante à consigner le montant des demandes de l'exproprié ; il se fondait sur ce que, sans cette consignation, on ne peut dire qu'il y a indemnité préalable selon le vœu de la Charte. Cet amendement ne fut point appuyé.

ART. 68.

Commettre un juge..... M. Tesnières, député, demanda si, dans le cas où il serait très-éloigné des lieux, le tribunal pourrait commettre un juge de paix. M. le président répondit que ce cas était réglé par l'article 1035 du Code de procédure civile. « Nous restons dans les termes du droit commun, » ajouta M. le rapporteur. »

ART. 71.

« La commission, a dit M. le rapporteur, a re-
« tranché avec intention les mots *pourvoi en cas-*

« *sation.* Nous avons cru qu'il serait trop grave
« d'autoriser même une ordonnance du président
« qui ne fût pas soumise à cassation, et comme le
« pourvoi n'est jamais suspensif, il n'y a aucun in-
« convénient à le permettre. »

ART. 74.

Le propriétaire peut s'opposer..... La commission de la Chambre des Pairs avait fait remarquer la contradiction qu'il y avait dans cette faculté donnée au propriétaire et la déclaration d'urgence, et elle avait proposé de supprimer la fin de l'article. Toutefois, elle abandonna son amendement.

A la Chambre des Députés, M. Tesnières proposa une disposition additionnelle ainsi conçue :
« Les dispositions ci-dessus seront applicables aux
« cas prévus par l'article 43, sans qu'il soit besoin
« de recourir à l'ordonnance royale : la prise de
« possession provisoire pourra être autorisée par le
« président du tribunal sur simple requête, sur le
« vu du procès-verbal de consignation du montant
« de l'indemnité fixée par le jury. » M. Renouard répondit que s'il y avait urgence, il faudrait une ordonnance royale. L'amendement ne fut point appuyé.

ART. 76.

M. Dugabé, député, signala, à l'occasion du deuxième paragraphe, un cas où, malgré la loi,

un propriétaire exproprié pouvait perdre et son fonds et l'indemnité qui lui était due. C'est celui où un ministre, voulant faire exécuter des travaux en vertu d'une ordonnance royale qui déclare l'urgence, n'a pas la libre disposition des fonds qui doivent payer les travaux. Dans ce cas, si les Chambres refusent d'allouer le crédit demandé en désapprouvant l'entreprise du ministre, « je demande, » dit M. Dugabé, comment la commission entend, « vis-à-vis de l'État, les termes de la loi devant une « pareille hypothèse. »

M. le rapporteur répondit, que c'était là un abus du pouvoir ministériel, auquel la loi sur l'expropriation était étrangère, et que les particuliers ainsi dépossédés avaient seulement le droit de se pourvoir devant les Chambres, pour le paiement de leur indemnité.

L'article 68 de la loi de 1833, n'étant qu'une disposition transitoire, nécessaire seulement à cette époque, et aujourd'hui sans objet, a dû être supprimé.

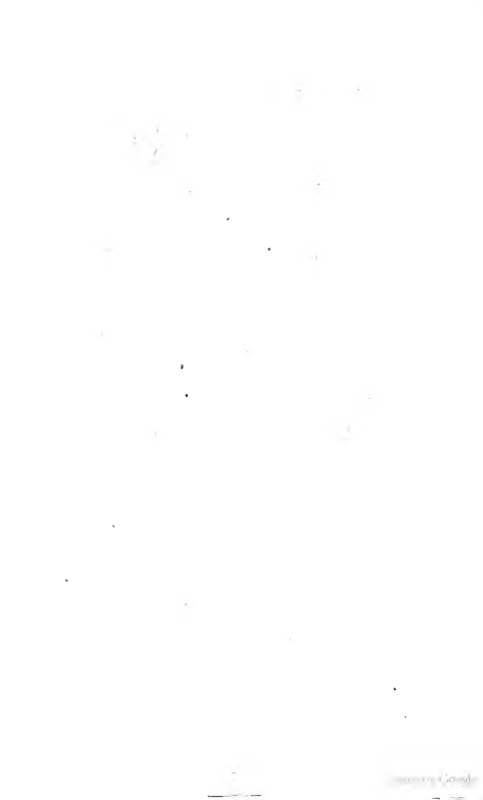


TABLE DES MATIÈRES.

Nota. On peut consulter aussi les exposés de motifs et les rapports sur les difficultés qui se présentent dans l'interprétation des dispositions de la loi. Les matières qu'ils comprennent n'ont pas été indiquées dans cette table.

A.

ACTES. Forme de ceux auxquels donne lieu l'expropriation , p. 229. — Question, p. 230. — L'article 1033 du Code de proc. civ. est-il applicable? p. 231. — Comment ont lieu les significations, p. 231, 232, 233. — Qui a qualité pour les faire, p. 232 et suiv. — Où sont-elles adressées? p. 234.

ALIGNEMENT (expropriation pour), à quelles lois est-elle soumise? p. 268. — L'adoption du plan d'alignement nécessite une enquête spéciale, p. 269. — Intervention du jury, p. 270. — Un jugement est-il rendu? *ib.* — La voirie vicinale est soumise à d'autres règles, p. 271.

ASSIGNATION. *V.* JUGEMENT et POURVOI.

C.

CANAL (un) peut-il être exproprié? p. 14. — Projet de loi sur cet objet, p. 16.

CASSATION. *V.* POURVOI.

CESSION AMIABLE. Comment a-t-elle lieu? p. 55, 56, 57. — Quand cette voie est-elle avantageuse? p. 56. — *Quid*, si les biens appartiennent à des incapables, p. 57, 58, 59, 60. — *Quid*, s'ils comprennent un majorat? p. 59. — La cession peut être accompagnée de désaccord sur le prix, p. 71 et suiv. — Obligation du cédant à l'égard de l'administra-

tion, [57](#). — L'acte qui la constate est soumis à la même publicité que celle du jugement d'expropriation, p. [73](#), [74](#) et [519](#). — Cet acte est transcrit, p. [86](#). — Règles du Code civil non applicables au cas de cession amiable, p. [87](#). — Forme de l'acte contenant cession amiable, p. [56](#).

CHEMINS VICINAUX. La loi du [3](#) mai leur est applicable, p. [22](#). Sauf plusieurs formalités auxquelles ils ne sont pas soumis, p. [53](#) et [514](#). — De leur ouverture ou leur élargissement, p. [263](#) et suiv., [514](#). — *Quid*, si un chemin vicinal se trouve englobé dans une route royale? p. [59](#). — La loi du [21](#) mai 1836 ne s'applique pas à l'agrandissement d'une grande route, p. [264](#). — Divers arrêts sur cette matière, p. [265](#) et suiv.

CHEMIN DE FER. Est-il susceptible d'expropriation? p. [14](#). — Projet de loi sur l'expropriation des voies de communication en général. p. [16](#).

CHEMIN DE HALAGE. Son établissement peut-il motiver une expropriation? p. [23](#).

COMMISSION. Il en est formé une pour délibérer sur les réclamations des intéressés à la ligne des travaux, p. [44](#) et [46](#). — Comment elle est composée. p. [44](#). — Ses attributions, p. [46](#), [47](#). — Sa durée, p. [46](#), [48](#). — Règles de ses délibérations, p. [48](#). — Comment elle émet son avis, p. [509](#), [510](#) et [511](#). — *Quid*, en cas de changement du tracé proposé par la commission? p. [48](#). — Comment les parties, qu'intéresse le changement, en sont-elles prévenues? p. [49](#). — Dans quelle forme celles-ci doivent-elles présenter leurs observations? *ib.* — C'est le préfet qui décide, *ib.* et suiv. — Dans quelle forme? p. [50](#) et [27](#). — Autre cas où une commission doit être formée, p. [265](#).

CONCESSIONNAIRES de travaux publics; ce qu'ils sont, p. [246](#). — Leurs droits, p. [246](#) et suiv. — Leurs obligations, p. [250](#). — La faculté accordée par l'article [19](#) profite-t-elle aux concessionnaires? p. [524](#).

CONSIGNATION. *V.* INDEMNITÉ.

D.

DÉLAI (le) de huit jours, énoncé à l'article 5, est-il franc? p. 507. — Celui de dix jours, établi par l'article 9, doit-il être toujours observé? p. 510.

DÉPENS. *V.* TAXE.

DESSÈCHEMENT DE MARAIS. Par quelle loi cette matière est-elle régie? p. 271.

DISPOSITION TRANSITOIRE. Abrogation des lois du 8 mars 1810 et 7 juillet 1833; conséquences, p. 260. — Le décret du 18 août 1810 subsiste, p. 261.

DOMAINE ÉMINENT (le) était, dans l'ancien droit, le fondement du droit de *retrait*, p. 4.

DOMAINE PUBLIC (les biens du) ne sont pas susceptibles d'expropriation, p. 27.

DOMMAGES. Ils ne résultent pas toujours de l'expropriation, p. 325. — Ce qu'ils comprennent, *ib.* — Comment ont lieu les extractions de matériaux, p. 327. — L'indemnité est-elle préalable? p. 328. — A quel tribunal est portée la demande d'indemnité, *ib.* et suiv. — Le dommage est *temporaire* ou *permanent*, p. 331, 332. — Autre distinction, p. 334. — Compétence des tribunaux administratifs, p. 336. — Question, p. 338. — Par qui le montant de l'indemnité est-il fixé? p. 339. — La destruction, par l'autorité administrative, d'une maison pour arrêter les ravages d'un incendie donne-t-elle lieu à une indemnité? p. 341. — Question sur l'application du principe de la plus-value, p. 344 et suiv.

E.

Eaux MINÉRALES (établissement d'). Peut-il être exproprié? p. 19 et 26.

ÉLECTION DE DOMICILE, p. 64, 74, 234.

ENQUÊTE ADMINISTRATIVE. Son but et sa forme, p. 31 et 32. —

Elle est réglée, suivant l'importance des travaux, par l'ordonnance royale du 18 février 1834, — celle du 15 février 1835, — celle du 23 août 1835. — Texte de ces ordonnances, p. 32 et suiv. — Observation sur leur rédaction, p. 38.

ENREGISTREMENT. Quels actes sont affranchis du droit fiscal? p. 319, 320 et suiv. — Délais de l'accomplissement de la formalité de l'enregistrement, p. 323. — Décision du ministre des finances, *ib.* — La restitution des droits d'enregistrement, conformément à l'article 58, s'applique-t-elle au cas de l'article 50? p. 555.

EXPROPRIATION pour utilité publique. Sa définition, p. 4. — Son origine, p. 2. — Ses différentes phases de législation, p. 4 et 5. — Sous quelles conditions elle a lieu, p. 7 et 8. — Comments'opère-t-elle? p. 24. — L'expropriation d'une œuvre littéraire est-elle permise? p. 10. — Les monumens historiques ou d'antiquité peuvent-ils être expropriés pour leur caractère seul? p. 557.

EXPROPRIATION TACITE. Ce que c'est, p. 292. — Question, p. 293 et suiv. — L'indemnité est-elle préalable? p. 296. — Quel tribunal est compétent pour accorder l'indemnité due pour cessation d'industrie? p. 297.

EXTRACTION DE MATÉRIAUX. *V.* DOMMAGES.

G.

GREFFIER (fonctions du) dans les opérations du jury, p. 141 et 144. — Indemnité qui lui est due, p. 310.

I.

IMMEUBLES. Ils sont les seuls biens susceptibles d'expropriation pour utilité publique, p. 8. — Quels immeubles sont susceptibles d'expropriation, p. 20. — *Quid*, quand l'immeuble appartient à l'État? p. 20. — *Quid*, des immeubles par

destination? p. 8. — De ceux par l'objet auquel ils s'appliquent? *ib.*

INDEMNITÉ (règlement de l') a lieu de deux manières, p. 105.

— Mesures qui doivent précéder le règlement, *ib.* — Innovation relative aux créanciers inscrits, p. 109, 110 et 112. — Devant quelle autorité se pourvoit l'indemnitaire non prévenu, p. 114. — Causes principales d'indemnité, p. 113. — Notification des offres d'indemnité, p. 115. — Quand est-elle inutile? *ib.* — Acceptation des offres, p. 116. — De la part des incapables, p. 117 et suiv. — Questions, p. 119, 120, 121. — Des frais de jugement, p. 122. — Acceptation des offres d'indemnité, p. 122. — La femme mariée sous le régime dotal a besoin de l'autorisation du tribunal, p. 530. — Les offres sont-elles notifiées aux créanciers inscrits? p. 524 et suiv. — L'indemnité provisoire due, dans le cas de l'article 65, est fixée par le tribunal, p. 365. — Sa fixation peut-elle être déléguée, en cas d'éloignement, à un juge de paix, par commission rogatoire? *ib.* — L'ordonnance du président, qui, dans le cas de l'article 65, autorise la prise de possession, est soumise à cassation, p. 365. — *Quid*, si, en cas d'urgence déclarée, les Chambres refusent ensuite d'allouer le crédit demandé par le ministre, p. 566. — Règlement de l'indemnité par le jury, p. 125. — Dans quel cas il a lieu, *ib.* — Divers chefs d'indemnité, p. 175. — En quoi consiste-t-elle? p. 175. — Deux classes d'indemnitaires, p. 177. — Indemnité du propriétaire, *ib.* — Ce qu'elle comprend, p. 178, 179, 180 et suiv. 184, 185, 186, 187. — De la moins-value, p. 182. — De la plus-value, p. 183. — Sa compensation avec l'indemnité principale, *ib.* et p. 544 et suiv. — Question, p. 184. — Indemnité du locataire, p. 188. — *Quid*, de l'indemnité en cas de rente foncière, p. 190; — d'emphytéose et d'autres contrats? p. 192 et suiv. — *Quid*, si l'indemnité, réglée sur la poursuite de l'usufruitier ou des créanciers inscrits, est différente de celle

consentie avec le propriétaire? p. [197](#). — Limites du chiffre de l'indemnité, p. [198](#) et [539](#). — L'indemnité peut-elle être établie hypothétiquement? p. [538](#). — Du paiement des indemnités, p. [219](#). — Des offres réelles et de la consignation, p. [220](#) et suiv. — Dans le cas de l'article [65](#), le montant de la demande de l'exproprié doit-il être consigné? p. [565](#). — Comment les offres réelles sont-elles faites? p. [552](#). — Opposition au paiement de l'indemnité, p. [224](#). — Intérêts de l'indemnité, p. [226](#). — Déchéance, p. [227](#). — Des indemnités de transports du magistrat-directeur, p. [310](#). — *Id.* du greffier, *ib.*

J.

JUGEMENT D'EXPROPRIATION. Quand y a-t-on recours? p. [61](#). — Par qui est-il poursuivi? *ib.* et [554](#). — Sur quelles pièces est-il rendu? p. [62](#). — Par qui sont-elles remises au procureur du Roi? p. [63](#). — En cas de travaux communaux, les pièces à produire sont moins nombreuses, p. [63](#). — Il en est de même en cas de travaux militaires non urgents, p. [64](#). — Ces pièces sont exemptes de droits de timbre et d'enregistrement, p. [64](#). — Comment l'Etat agit-il? p. [65](#). — Comment l'affaire est-elle instruite? *ib.* — Les parties peuvent intervenir, mais ne sont pas assignées, p. [66](#). — Ce que le jugement doit viser ou constater, p. [66](#), [68](#). — A quoi le tribunal est-il incompétent? p. [67](#). — Cas de nullité du jugement, p. [67](#), [68](#), [69](#). — Conséquences, p. [69](#), [70](#). — Le jugement contient nomination du magistrat-directeur, p. [70](#). — *Quid*, si l'administration néglige de faire prononcer l'expropriation? p. [554](#). — Mode de publicité du jugement, p. [72](#), [73](#). — Dans quel journal est-il inséré? p. [516](#). — Notification du jugement, p. [74](#). — Où est-elle faite? *ib.* — A la diligence de qui? p. [75](#). — Est-elle faite aux créanciers inscrits? *ib.* — Caractère du jugement, p. [76](#). — Effets du jugement, p. [77](#), [78](#), [79](#), [84](#). — Le jugement

sépare-t-il du fonds les choses réputées immeubles par destination? p. 79. — *Quid*, des objets placés pour l'exploitation du fonds? p. 80. — Le jugement est transcrit, p. 81. — But de la transcription, *ib.* et 82. — Est-elle facultative ou obligatoire? p. 517. — Deux dérogations au droit commun, p. 82. — Le conservateur des hypothèques délivre des certificats d'inscription, p. 83. — Deux décisions du ministre des finances, *ib.* — Les actions réelles n'arrêtent pas l'expropriation, p. 84, 85. — Certaines règles du Code civil cèdent à la nécessité de l'expropriation, p. 87. — Cas dans lequel l'Etat peut payer le prix sans remplir les formalités de la transcription, p. 88.

JURY (Des listes générales du), p. 127. — Comment elles sont composées, p. 128. — Leur dépôt, p. 130. — Durée de leur service, p. 129. — Les règles relatives au jury criminel sont applicables au jury spécial, *ib.* — Formation du jury spécial, p. 131 et 532. — En est-il nommé plusieurs par arrondissement? p. 132. — Quelle est la mission du tribunal ou de la cour qui nomme le jury, p. 133 et suiv. — Quelles personnes ne peuvent être jurés, p. 134, 135 et 534. — Les septuagénaires sont dispensés, p. 135 et 533. — Convocation des jurés, p. 136 et 534. — Compétence du jury, p. 139, 157, 162 et suiv. 164. — Opérations du jury, p. 141. — Comment il se constitue, p. 141 et suiv. — Empêchemens, dispenses, exclusion, p. 143, 144. — Appel des causes, p. 144. — Récusations, p. 145. — Prestation de serment, p. 148. — Observations des parties, p. 149. — Le jury peut-il ouvrir une enquête, p. 150; — ordonner une expertise, p. 152, ou une descente de lieux? p. 153. — Publicité de la discussion, p. 155. — Les questions sont remises au jury, *ib.* — Le jury est simple appréciateur d'indemnités, p. 542. — Délibération du jury, p. 159 et suiv. — Sa décision, p. 163, 167, 198. — Le vote est-il secret? p. 168. — Comment s'établit la majorité, p. 169. — Déclaration du

jury, p. 171. — Procès-verbal des séances, p. 171, 173. — Taxe des dépens, p. 172. — Durée de la session du jury, p. 158. — Notification aux parties de la décision du jury, p. 173.

M.

MAGISTRAT-DIRECTEUR du jury; comment est-il nommé? p. 70.

— Ses fonctions et sa compétence, p. 141, 142, 143 et suiv. 147, 148, 151, 152, 153, 156, 161, 172 et 174. — Il prononce la clôture de l'instruction et lit les questions posées au tableau, p. 154, 155, 535 et suiv. — Distinction qu'il doit y faire, p. 155. — Le magistrat-directeur déclare exécutoire la décision du jury, p. 171 et 172. — Il statue sur les dépens, *ib.*

MAIRE. — Le plan parcellaire y est déposé, p. 41. — Le maire ouvre et tient procès-verbal des réclamations des parties, p. 43. — Il ouvre un autre registre pour les élections de domicile, p. 44.

MINES (concession de). — Par quelles lois sont-elles régies, p. 267 et 268.

MOBILIÈRES (Les choses) ne peuvent être expropriées, p. 8. — Un ouvrage littéraire peut-il être l'objet d'une expropriation? p. 10. — *Idem* d'une recette médicale? dissertation, *ib.*

MORCELLEMENT des propriétés. — Faculté d'obliger l'État à acquérir la totalité de fonds morcelés par l'expropriation et ses conséquences, p. 200 et suiv., 542 et suiv. — Conditions pour en profiter, p. 202. — Question, p. 203. — *Quid*, des établissemens industriels? p. 204 et 542.

N.

NOTIFICATIONS. *V.* ACTES.

O.

OCCUPATION des terrains. *V.* DOMMAGE.

OFFRES. *V.* INDEMNITÉ.

P.

PLAN DES TRAVAUX.—Dépôt du plan à la mairie; dans quel but, p. 41 et suiv.—Durée du dépôt; comment elle se calcule, p. 42.—Comment les tiers intéressés sont-ils prévenus? p. 507.—Par qui le plan est-il levé? p. 39.—Ce qu'il doit indiquer, *ib.* et suiv., et 41.—Mesures administratives qui facilitent la confection du plan, p. 40.—Opposition des propriétaires à l'entrée des ingénieurs sur leurs fonds, p. 41.—Droit d'obtenir réparation du dommage par eux causé, *ib.*—Quand la levée d'un plan parcellaire est-elle inutile? p. 50.—Le plan peut encore subir une modification, même après le deuxième arrêté du préfet; dans quel cas, p. 52.

POURVOI contre le jugement, p. 91.—Pour quelles causes est-il recevable? *ib.*—Par qui est-il interjeté? *ib.* et p. 94.—Différentes circonstances qui n'y donnent pas lieu, p. 93.—La tierce-opposition est-elle interdite? p. 94.—Délai du pourvoi, non augmenté en raison des distances, p. 95.—Envoi des pièces sur lesquelles la Cour doit statuer, p. 97.—Par qui le pourvoi est-il soutenu? p. 98.—Quelle est l'amende à consigner? p. 99.—L'exproprié est cité à comparaître, p. 97.—Si le jugement est cassé, l'affaire est renvoyée devant un autre tribunal, p. 102, 103, 540 et suiv.

POURVOI contre la décision du jury, p. 206.—Ouverture à cassation, *ib.*—Divers cas de nullité, p. 207. *V.* aussi 210 et suiv.—L'art. 42 est-il restrictif? p. 209.—Délai et forme du pourvoi, p. 213 et suiv.—Cassation, ses effets, p. 216 et suiv.

PREFET.—Il rend deux arrêtés précédant l'expropriation, p. 26 et 505.—Quand le second arrêté cesse-t-il d'être nécessaire? p. 50.—Quand il a lieu, doit-il être motivé? p. 50.—Quand cet arrêté est-il subordonné à la décision de l'ad-

ministration supérieure? p. 51.—Cet arrêté n'intervient pas définitivement quand la commission a proposé des changements au tracé, p. 513. — Le préfet accepte les offres, p. 531.

PROPRIÉTÉ.—Origine du droit de propriété, p. 1.—Modifications apportées à ce droit, *ib.* et suiv.

R.

RÉMÉRÉ des fonds expropriés, p. 236.—Quand a-t-il lieu? *ib.* — Il s'applique aux immeubles acquis par les départements et les communes, *ib.* — L'action en réméré des fonds non employés est-elle de la compétence des tribunaux civils? p. 238 et suiv.—L'action de réméré est divisible, p. 240.—Prescription ou déchéance de l'exercice de ce droit, p. 241.—Forme du contrat de réméré ou de rétrocession, p. 242 et suiv.—L'acte est exempt des droits de timbre et d'enregistrement, p. 244.—Fonds auxquels l'exercice du droit de réméré n'est pas applicable, p. 243, 244 et 556.

REMPLI (Mesures de), p. 58, 225.

RETRAIT.—Ce que c'était dans l'ancien droit, p. 4.

ROUTE ROYALE est autorisée par une loi, p. 27.—Route départementale par une ordonnance, p. 18, 505 et suiv.—Les portions de route royale abandonnées sont soumises à la loi du 24 mai 1842, p. 348 et suiv.—Examen du premier projet sur cet objet, p. 350.—Examen du deuxième projet de loi, p. 354.—Projet amendé par la commission, p. 363.—Texte de la loi, p. 366.—Observations sur chacun des articles, p. 367 et suiv.

ROUTES STRATÉGIQUES, p. 273.

S.

SERVITUDES d'utilité publique.—Sont-elles régies par la loi du 3 mai? p. 22.

SIGNIFICATION, *V.* ACTES.

T.

TAXE.—Cas où les dépens sont supportés par les parties, p. 301.—Ordonnance du 18 septembre 1833 portant règlement des frais, p. 304.—Analyse des articles de cette ordonnance, *ib.* et suiv.—Des huissiers, p. 304.—Des greffiers, p. 308.—Quelle est la taxe en cas de mission ou voyage des experts, p. 312.—Droits de transport de l'huissier, p. 312, 313.—Comment se comptent les distances, p. 314;—les journées, *ib.*—Responsabilité du magistrat-directeur, p. 317.

TIMBRE.—Quels actes sont exempts du droit de timbre, p. 319 et suiv.

TRANSCRIPTION. V. JUGEMENT.

TRAVAUX de la marine royale (ils) ne sont pas assujettis aux formes prescrites par les Titres I et II de la loi du 3 mai 1841, p. 54 et 255.—Ils sont dispensés de l'enquête administrative et de celle établie par l'art 9, p. 255.—Mais l'expropriation s'opère par justice, p. 256.—Pour ces travaux, une ordonnance royale détermine les terrains nécessaires; conséquences, p. 256.—A la requête de qui ont lieu les poursuites, p. 257.

TRAVAUX MILITAIRES (ils) ne sont pas assujettis aux Titres I et II de la loi du 3 mai 1841, p. 54 et 255.—Ils sont dispensés de l'enquête administrative et de celle établie par l'art. 9, p. 255.—Mais l'expropriation s'opère judiciairement, p. 256.—Pour ces travaux, une ordonnance royale détermine les terrains demandés; conséquences, p. 256.

TRAVAUX PUBLICS (L'exécution de) est une condition indispensable de toute expropriation, p. 9.—Distinction du conseil d'Etat, p. 10.—Quels travaux donnent lieu à l'expropriation, p. 21.

U.

URGENCE (Travaux d').—Comment l'urgence est-elle déclarée, p. [252](#) et [560](#).—L'envoi en possession préalable est le but de cette déclaration, p. [254](#) et [559](#).—Inconvénients de cette mesure législative, p. [560](#) et [561](#).—Ce que l'on dit pour sa justification, p. [561](#) et suiv.—Amendement sur l'art. [65](#); il est repoussé, p. [563](#) et [564](#).—L'ordonnance déclarative de l'urgence est indispensable, même dans le cas de l'art. [43](#), p. [566](#).—**Mesures** précédant l'envoi en possession, p. [253](#) et suiv.—Fixation provisoire de l'indemnité, p. [254](#).—**Fixation** définitive, *ib.*—Dispositions transitoires, p. [255](#).—Occupation temporaire en cas d'urgence, p. [258](#), [274](#).—**Procédure**, p. [274](#), [275](#) et suiv.—Analyse de la loi du 30 mars 1831, p. [274](#) et suiv.—Règlement de l'indemnité, p. [291](#).

USUFRUITIERS (Les) sont prévenus par le propriétaire pour faire valoir leurs droits à l'indemnité, p. [105](#) et suiv.—Dispositions communes aux créanciers de l'usufruitier et à ceux du propriétaire, p. [110](#).—**L'usufruitier** indemnitaire doit donner caution, p. [194](#), [195](#) et suiv.

UTILITÉ PUBLIQUE.—Ce qu'on entend par ces mots, p. [25](#).—Elle doit être directe, *ib.*—Dans quels cas est-ce une loi ou une ordonnance qui doit la déclarer? p. [28](#) et suiv.—Peut-on en demander la réformation? p. [30](#).

FIN.



